



MARDI 14 SEPTEMBRE 2022

PLUS VERT QUE VERT

La solution pour sauver la biosphère terrestre avec tous ses écosystèmes, ses animaux, ses plantes, ses insectes, etc. est très simple : il suffit d'éradiquer une seule espèce, l'espèce... humaine.

EFFONDREMENT DITES-VOUS ?

Par Irvine Mills

- ▶ **Effondrement, dites-vous ? Introduction** p.2
 - ▶ **L'effondrement, vous dites ? Partie 2 : Entrées et sorties** p.4
 - ▶ **Effondrement, dites-vous ? Partie 3 : Entrées et sorties suite** p.10
 - ▶ **Effondrement, dites-vous ? Quatrième partie : croissance, dépassement et disparition** p.18
 - ▶ **Effondrement, dites-vous ? Partie 5, La surpopulation** p.30
 - ▶ **Effondrement vous dites ? Partie 7, Besoins et désirs, Nature humaine, Politique** p.34
 - ▶ **Effondrement, dites-vous ? Partie 8, Les facteurs qui ont rendu l'industrialisation possible** p.40
 - ▶ **L'effondrement que vous dites, partie 9 : Conséquences involontaires de l'industrialisation** p.43
-
- ▶ **Depuis quand les banques produisent-elles de l'énergie ? (Tim Watkins)** p.49
 - ▶ **L'école de la propagande - Partie 7 : Prédire l'avenir (Simon Sheridan)** p.52
 - ▶ **Pourquoi nous vénérons les déchets (Kurt Cobb)** p.56
 - ▶ **Élégie pour un empire en voie de disparition : la domination de l'Europe par les États-Unis était-elle une bonne chose ? (Ugo Bardi)** p.57
 - ▶ **Comment les monarques sont devenus des serviteurs de l'État (Ryan McMaken)** p.63
 - ▶ **Le vrai sens du mot « Incroyable » (James Howard Kunstler)** p.66
 - ▶ **Comment s'opposer aux récits malsains ? (Dmitry Orlov)** p.67
 - ▶ **En quoi la transformation de l'énergie est-elle essentielle pour vaincre Vladimir Poutine ? (Nafeez Ahmed)** p.70
 - ▶ **La crise alimentaire ne fait que commencer (Patrick Galey)** p.74
 - ▶ **Le "Jet Zero" ne réduira pas les émissions des compagnies aériennes** p.81
 - ▶ **L'eau froide de Jackson Hole : la sécheresse rencontre l'hydroélectricité ! (Peak Prosperity)** p.84
 - ▶ **Que Dieu nous garde de la Reine (Tom Lewis)** p.87
 - ▶ **Interruption volontaire de vieillesse au Japon (Biosphere)** p.88
 - ▶ **Le décor est planté pour une pénurie mondiale massive de riz (Michael Snyder)** p.92
 - ▶ **Échec et mat pour la Russie ? (Michel Santi)** p.95

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **« BCE hausse de taux, et alors ? » (Charles Sannat)** p.96
- ▶ **« BCE hausse de taux, et alors ? » (Charles Sannat)** p.101
- ▶ **Intempéries sur le marché immobilier (Philippe Béchade)** p.103
- ▶ **Changement d'état de la matière en haute finance globalisée (Valérie Bugault)** p.106
- ▶ **Inflation, niveau des prix et croissance économique : Tout ce que les élites vous disent à ce sujet est faux (J.R. MacCloud)** p.109
- ▶ **Booms, ruptures et statistiques : Ce que le courant dominant ne comprend pas (R. McMaken)** p.111

- ▶ La BCE se résout à une forte hausse des taux dérisoire (Bruno Bertez) p.113
- ▶ En équilibre sur la balance (Joel Bowman) p.116
- ▶ La fin d'une époque (Joel Bowman) p.119
- ▶ Voyage au bout du monde, partie II (Joel Bowman) p.122
- ▶ Extinction des feux ! (Bill Bonner) p.127
- ▶ La mort par le gouvernement (Bill Bonner) p.131

▲ [RETOUR](#) ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>



.Effondrement, dites-vous ? Introduction

Irvine Mills Mardi 30 juin 2020 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

La personne la plus facile à berner

Une approche réaliste de la vie à l'ère de la pénurie

La plupart des écrits que j'ai rédigés pour ce blog supposent que mes lecteurs sont au minimum ouverts à la réflexion sur **l'effondrement de notre civilisation**, et plus probablement qu'ils l'ont déjà accepté comme probable et qu'ils sont intéressés à discuter des détails de la façon dont cela pourrait se produire et de la manière d'y faire face. Mais il est assez clair pour moi que le grand public, même au milieu d'une pandémie mondiale, n'est pas prêt à envisager l'idée que la civilisation pourrait s'effondrer. Si j'évoque cette idée, la réponse la plus probable est : "*Un effondrement, dites-vous ? Sûrement pas*".

Cette attitude s'explique par un certain nombre de raisons, la plus simple étant un biais cognitif contre le changement - le sentiment que demain sera probablement à peu près comme aujourd'hui. Cette attitude est favorisée et encouragée par une grande propagande sur l'excellence du **BAU (Business as Usual)** et les progrès qu'il promet pour l'avenir. En effet, on nous dit qu'il n'y a tout simplement pas de meilleure façon de diriger le monde que le capitalisme néolibéral, pas d'alternative réelle du tout. On nous dit cela depuis si longtemps (au moins les quelque 30 ans qui ont suivi la chute de l'URSS) et avec tant de force que la majorité de la population mondiale fait l'expérience d'un manque d'imagination presque total. Il s'agit à la fois d'une incapacité à imaginer une meilleure façon de gérer les choses et d'une incapacité à concevoir quelles pourraient être les conséquences si nous continuons ainsi.

En outre, lorsque le sujet de l'effondrement est abordé, il est presque toujours discuté en termes d'effondrement brutal et rapide - plutôt une apocalypse, en fait - ce qui suscite naturellement de tels sentiments de peur que les gens se réfugient dans le déni. Mais même les suggestions mineures de choses comme la "décroissance" ne sont pas bien reçues - on nous a promis un progrès continu, et toute suggestion qu'une réduction de notre niveau de consommation, un peu moins de confort et de commodité, pourrait être de mise, est accueillie avec consternation. On entend des gens dire que, si c'est ce qui nous attend, ils préféreraient être morts.



Nouveau Bambou

D'un autre côté, il y a des gens comme moi qui sont convaincus que l'effondrement de notre civilisation est déjà en cours ou le sera bientôt. Pourquoi pensons-nous cela ?

Il serait peut-être judicieux à ce stade de creuser un peu plus **ce que j'entends par "l'effondrement de notre civilisation"**. Eh bien, une caractéristique de toutes les civilisations est que leurs membres individuels ne sont pas

entièrement autosuffisants - ils dépendent, au moins dans une certaine mesure, des mécanismes de production et de distribution intégrés dans leur civilisation pour les nécessités de la vie. La définition de ces nécessités varie selon la personne à qui vous demandez. Ma liste comprend l'air, l'eau, la nourriture, le logement, les soins de santé, l'éducation et un travail valorisant, le tout dans un contexte où les gens ont un sentiment d'appartenance, où l'aide est disponible lorsque vous en avez besoin et où vous avez un rôle à jouer pour aider les autres lorsqu'ils en ont besoin. Bien sûr, il existe de nombreuses approches quant à la manière d'acquérir ces nécessités, et diverses idées sur ce qui est suffisant.

Dans notre société "industrielle", depuis l'invention des moteurs thermiques alimentés par des combustibles fossiles, **la production et la distribution de ce qui est nécessaire ont été largement mécanisées**. Notre population est à peine autosuffisante - il est très rare que nous fabriquions de nos propres mains ce dont nous avons besoin. Et seul un très petit nombre de personnes, vivant dans les endroits les plus reculés, sont indépendantes de ce système. Nous avons rempli essentiellement le monde entier et l'avons converti à nos usages, de sorte qu'un retour à l'agriculture de subsistance ou à la chasse et à la cueillette ne serait pas possible pour la plupart d'entre nous, même si nous le voulions, et la plupart d'entre nous ne le veulent pas.

Lorsqu'une civilisation commence à s'effondrer, ses mécanismes de production et de distribution commencent à fonctionner de moins en moins bien. Il s'ensuit un déclin de la population et de la complexité. Dans notre société industrielle, où les muscles humains et animaux ont été largement remplacés par des machines alimentées par diverses formes d'énergie, il y aura également une réduction significative de l'utilisation de l'énergie et de la consommation de produits manufacturés.

Tout cela se poursuit jusqu'à ce que la civilisation qui s'effondre s'écroule complètement ou surmonte ses difficultés et se rétablisse sous une forme différente. Dans le passé, il fallait souvent des centaines d'années pour qu'une civilisation s'effondre. Je pense que notre société a commencé à s'effondrer il y a environ 50 ans et qu'il lui reste encore quelques décennies, ou au moins quelques années, à parcourir. Mais quel que soit le temps qu'il faudra pour arriver au bout du processus, il est important de réaliser que, de nos jours, l'effondrement se produit autour de nous en permanence.

Un expert érudit de l'effondrement pourrait maintenant proposer quelques mesures numériques pour nous aider à juger quand une société s'est réellement effondrée. J'aime regarder cela d'une manière un peu différente, en le renversant, pour ainsi dire. Je dirais que si vous, en tant qu'individu, n'êtes plus approvisionné en produits de première nécessité, alors pour vous l'effondrement s'est déjà produit, même si tout se passe tout à fait normalement pour les personnes qui traversent le pont sous lequel vous vivez.

Il me semble que les civilisations qui s'effondrent partagent certaines caractéristiques, et je peux voir ces caractéristiques dans les événements d'aujourd'hui :

- **Premièrement**, l'effondrement progresse lentement, de sorte que si vous le voyez de l'intérieur et qu'il ne vous a pas encore frappé avec une grande force, vous pouvez avoir du mal à reconnaître ce qui se passe.
- **Deuxièmement**, l'effondrement progresse de manière inégale sur le plan géographique - certains endroits continuent à bien se porter tandis que d'autres s'effondrent de manière désastreuse. Si vous vivez dans une zone qui n'est pas encore touchée, vous pouvez vous demander pourquoi on en fait tout un plat, ou au moins penser que si c'est dur pour les autres, cela ne peut pas vous arriver.
- **Troisièmement**, l'effondrement progresse de manière instable au sens chronologique du terme, avec de longues périodes où rien ne change, séparées par des étapes soudaines vers le bas. Pendant ces longues périodes calmes, vous pourriez être excusé de penser que tout va bien parce que, au moins en surface, c'est le cas.
- **Et quatrièmement**, l'effondrement progresse de manière inégale selon les classes sociales. Les classes supérieures dirigeantes contrôlent la situation (autant que n'importe qui) et ont les moyens de diriger les ressources à leur propre avantage, au détriment des classes inférieures. Et comme elles peuvent s'en sortir sans trop savoir comment les choses se passent dans le reste de la société, elles ignorent souvent qu'il y a

un problème quelconque. Bien entendu, lorsque l'effondrement les frappe enfin, ils le ressentent d'autant plus durement qu'ils n'ont jamais connu de moments difficiles. Pour ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale, l'effondrement n'est que la même merde qu'ils ont toujours supportée.

Idéalement, en tant qu'individu, famille ou communauté dans une civilisation qui s'effondre, vous aimeriez être conscient de ce qui va arriver, vous y préparer et finalement réussir à vous y adapter. Mais comme vous pouvez le constater à partir des quatre points que je viens d'énumérer, cela est difficile car **il est difficile de savoir ce qui se passe jusqu'à ce qu'il soit trop tard.**

Au départ, il s'agissait d'un simple "sujet d'un billet", mais il semble maintenant qu'il faudra environ cinq billets pour expliquer clairement pourquoi je pense que l'effondrement est en train de se produire et pour examiner les options dont nous disposons et où ce processus est susceptible de nous mener :

- Ce billet, dans lequel j'ai introduit le sujet.
- Le deuxième, dans lequel j'examine les entrées et les sorties de notre civilisation et ce qui ne va pas dans la façon dont elles sont gérées.
- Le troisième, dans lequel j'examinerai plus en détail les apports à notre civilisation.
- En quatrième lieu, j'examinerai la croissance, le dépassement et le déclin.
- Cinq, dans lequel j'examinerai la surpopulation.
- Sixièmement, j'examinerai les faiblesses fondamentales et structurelles de notre civilisation.
- Sept, dans lequel nous verrons comment tout cela a contribué et continue de contribuer à l'effondrement.
- Et le huitième, dans lequel nous examinerons plusieurs possibilités pour notre avenir - ce à quoi la suite de cet effondrement pourrait ressembler.

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'effondrement, vous dites ? Partie 2 : Entrées et sorties

Irvine Mills Mardi 29 septembre 2020 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

La personne la plus facile à berner
Une approche réaliste de la vie à l'ère de la pénurie



Des vagues se brisant le long de la rive du lac Huron, par une journée relativement calme.

Le titre de cette série de billets provient de la réaction typique que vous obtenez lorsque vous suggérez que notre civilisation pourrait s'effondrer : "Effondrement, dites-vous, sûrement pas !". Dans mon dernier billet, j'ai dit que je suis convaincu que c'est déjà en train de se produire ou, du moins, que cela se produira bientôt à un moment donné. Puis j'ai expliqué **ce que j'entends par effondrement - le processus par lequel une civilisation décline dans sa capacité à fournir les nécessités de la vie à ses membres, le résultat final étant que les gens sont obligés de se débrouiller seuls ou de périr.**

Il me semble que c'est ce qui se passe aujourd'hui, que pour tous, sauf une infime minorité au "sommet", les

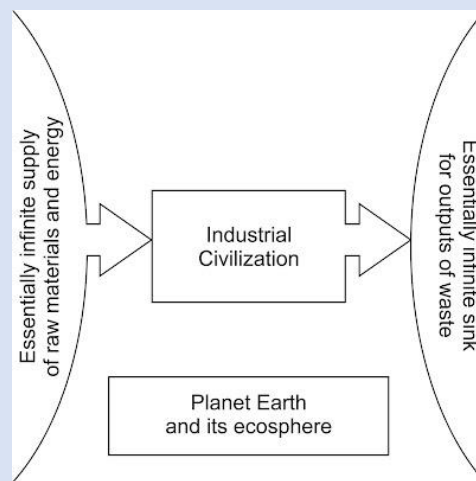
choses ne cessent d'empirer. Le comment et le pourquoi de ce processus est le sujet de ce billet et de ceux qui le suivront.

Les moyens de production et de distribution qui nous fournissent les nécessités de la vie dans la civilisation industrielle moderne exigent certains intrants et produisent certains extrants. Aujourd'hui, je veux examiner les problèmes posés par l'acquisition de ces intrants et l'élimination de ces extrants.

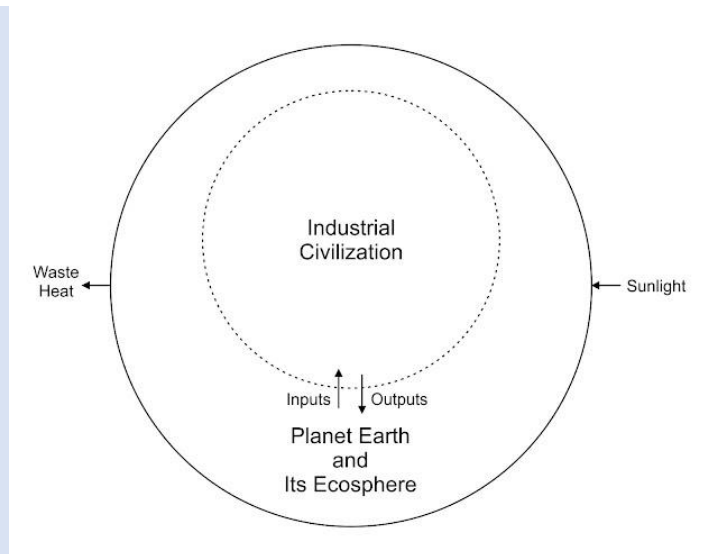
Je suppose qu'il est clair que par **intrants**, j'entends **l'énergie et les matériaux** nécessaires pour fabriquer les choses dont nous avons besoin. Mais ce que j'entends par **extrants** est peut-être moins clair. Je ne fais pas référence aux biens qui sont produits à partir des intrants, mais aux **déchets** produits au cours du processus et aux **ordures** qui restent lorsque nous avons fini d'utiliser ces biens.

Mais pourquoi ces intrants et ces extrants devraient-ils constituer des problèmes ?

La pensée conventionnelle place notre civilisation dans une boîte, séparée de notre planète et de son écosphère. Les intrants (énergie et matériaux) que notre civilisation utilise proviennent de sources considérées comme essentiellement infinies et les extrants (chaleur et matériaux résiduels) sont déversés dans des puits dont la taille est également considérée comme essentiellement infinie. Compte tenu de tout cela, il n'y a aucune raison pour que le progrès - la croissance économique dans ce contexte - ne se poursuive pas dans un avenir prévisible. Cette façon de voir les choses est caractéristique de certains des angles morts de la pensée moderne en matière d'économie et de commerce.



La figure 1 illustre ce dont je parle. Tant qu'il y avait relativement peu de gens sur notre planète, et qu'ils ne consommaient pas excessivement, il est facile de voir comment nous aurions pu voir les choses de cette façon. Mais maintenant que nous sommes en passe de remplir la planète - ou plus vraisemblablement bien au-delà de ce point - cela n'est plus valable. Et bien sûr, beaucoup de gens sont conscients qu'il s'agit d'une image très irréaliste, mais les gens qui dirigent les choses, même ceux qui reconnaissent verbalement les réalités, continuent à agir comme s'il n'y avait pas de limites intégrées au système. Dans un prochain article, nous verrons pourquoi il en est ainsi, mais pour l'instant, il suffit de dire que c'est vraiment le cas.



La figure 2 est un diagramme différent, qui donne une représentation plus réaliste des choses telles qu'elles existent aujourd'hui.

Tout d'abord, notre civilisation existe sur une planète finie, entièrement dans l'écosphère de cette planète, sans en être réellement séparée (notez la frontière en pointillés). Nos intrants proviennent de cette source finie et nos déchets sont rejetés dans ce même espace fini, utilisé comme un puits pour la chaleur perdue et tous nos déchets matériels. Cela a des conséquences vraiment désagréables.

Les entrées et les sorties se présentent sous deux formes : l'énergie et les matériaux. L'énergie circule de formes plus concentrées vers des formes moins concentrées et, quelle que soit son origine, elle finit par être rayonnée hors de la planète sous forme de chaleur résiduelle. C'est pourquoi, à chaque niveau, nous ne pouvons utiliser l'énergie qu'une seule fois. Les matériaux restent là et peuvent être réutilisés, mais ils passent généralement de formes plus organisées à des formes moins organisées (et moins utiles) au fil du temps.

Pour la planète elle-même, sur les échelles de temps relativement courtes que nous considérons, les seules entrées et sorties significatives sont sous forme d'énergie : la lumière du soleil entre et la chaleur perdue sort. Cela signifie que la planète n'est pas un système fermé et que l'énergie entrante peut être utilisée pour arranger la matière en des formes plus complexes, convertissant au passage l'énergie utilisée en une forme moins concentrée. C'est la bonne nouvelle, le reste est mauvais.

Sorties

Examinons d'abord les résultats, car cela nous permettra de mieux comprendre certains des problèmes liés aux entrées. Comme je l'ai dit, les extrants dont je parle sont les déchets issus des processus de notre société et les ordures qui restent lorsque nous avons fini d'utiliser les produits de ces processus. Nous jetons simplement ces choses, mais le problème est qu'il n'y a pas d'endroit où l'on peut se débarrasser de ces déchets. Les éviers dans lesquels nous jetons les déchets font partie de l'environnement même d'où nous tirons nos intrants, ce qui revient à chier dans notre propre nid. Et dans de très nombreux cas, ce n'est pas du tout nécessaire. Beaucoup de ces produits finaux pourraient, avec relativement peu d'efforts, être réintégrés dans les processus et ne pas être traités comme des "déchets" du tout.

Le fait que nous n'ayons pas "circularisé" notre utilisation des matériaux est un très mauvais signe. La raison pour laquelle nous continuons à faire cela est inhérente au fonctionnement interne de notre civilisation et j'en parlerai en détail dans un prochain article. Pour l'instant, il suffit de comprendre que tant que cette civilisation existera sous sa forme actuelle, ses produits continueront à poser problème.

Il existe un grand nombre de types de pollution, mais pour notre propos d'aujourd'hui, je me concentrerai sur deux

types particuliers de déchets : le dioxyde de carbone et le méthane.

Le dioxyde de carbone (CO₂) est produit lors de la combustion des combustibles fossiles et de la biomasse, ainsi que dans les processus utilisés pour fabriquer des produits tels que l'acier et le béton, matériaux de construction essentiels de notre civilisation. Le CO₂ est l'un des principaux responsables de l'effet de serre et, par conséquent, du changement climatique, et il est également à l'origine de l'acidification des océans.

Le méthane (gaz naturel, CH₄) a été présenté comme un substitut du charbon et du pétrole, car il dégage moins de CO₂ (mais pas zéro) lorsqu'il est brûlé. Mais <s'il n'est pas brûlé et est libéré dans l'atmosphère> il s'agit d'un gaz à effet de serre encore plus puissant que le CO₂. Entre la tête de puits et l'endroit où il est utilisé, une grande quantité de méthane s'échappe dans l'atmosphère - probablement suffisamment pour éclipser toute réduction du CO₂ émis par la combustion du gaz naturel au lieu d'autres combustibles fossiles. Le méthane est également produit lors de la décomposition des matières organiques et par le système digestif de nombreux animaux. Le réchauffement dû au changement climatique libère le méthane actuellement piégé dans le pergélisol et dans les hydrates de clathrate de méthane au fond de l'océan Arctique, ce qui intensifie encore le processus de réchauffement.

L'acidification des océans, le jumeau maléfique moins connu du changement climatique, se produit lorsque le CO₂ est dissous dans l'eau. On estime que 30 à 40 % du dioxyde de carbone rejeté dans l'atmosphère par l'activité humaine se dissout dans les océans, les rivières et les lacs. Une partie de ce gaz réagit avec l'eau pour former de l'acide carbonique. Certaines des molécules d'acide carbonique résultantes se dissocient en un ion bicarbonate et un ion hydrogène, augmentant ainsi l'acidité des océans (concentration d'ions H⁺).

On pense que l'augmentation de l'acidité a une série de conséquences potentiellement néfastes pour les organismes marins, comme la diminution des taux métaboliques et des réponses immunitaires chez certains organismes et le blanchiment des coraux. Une diminution nette de la quantité d'ions carbonate disponibles peut rendre plus difficile la formation de carbonate de calcium biogène par les organismes marins calcifiants, tels que le corail et certains planctons, et ces structures deviennent vulnérables à la dissolution. L'acidification continue des océans peut menacer les chaînes alimentaires liées aux océans.

(Merci à Wikipedia pour les deux derniers paragraphes).

Il s'agit de chaînes alimentaires au sommet desquelles nous nous trouvons, de nombreuses personnes, notamment dans les pays pauvres, dépendant fortement des fruits de mer pour leurs protéines.

Le changement climatique a beaucoup fait parler de lui ces derniers temps, et de nombreuses personnes ont exprimé leur inquiétude quant à ses effets négatifs sur notre avenir. Si, malgré cela, vous êtes encore un sceptique ou un négationniste, vous n'êtes pas au bon endroit sur l'internet et vous n'avez pas besoin de laisser de commentaires. D'après mon expérience, si vous grattez un négationniste du changement climatique, vous trouverez sous la surface une personne riche qui s'inquiète de perdre ses privilèges.

Le changement climatique est donc bien réel et il est dû à l'augmentation des gaz à effet de serre (CO₂ et CH₄, entre autres) dans l'atmosphère, qui fait que la planète retient davantage la chaleur du soleil. On l'appelle aussi "*réchauffement climatique*", car il entraîne une augmentation de la température moyenne globale de la planète. Les hautes latitudes, en particulier, connaissent déjà des augmentations de température. À terme, cela provoquera une fonte suffisante des glaciers pour entraîner une augmentation significative du niveau de la mer.

Entre-temps, le changement climatique provoque également des tempêtes plus fréquentes et plus violentes, qui, combinées à une augmentation même minime du niveau de la mer, causent de nombreux dégâts sur les côtes des océans. Ces tempêtes provoquent également des inondations plus fréquentes et plus graves de nombreux cours d'eau.

Le changement climatique intensifie également les sécheresses dans de nombreuses autres régions et, dans certaines d'entre elles, il provoque des incendies de forêt.

Quel est le lien entre tout cela et l'effondrement ?

Les ondes de tempête, les vents violents, les crues des rivières et les incendies de forêt causent des dommages considérables aux établissements humains, à un moment où notre économie est en difficulté et où le coût supplémentaire de la reconstruction est difficilement supportable. D'autant plus que nous avons tendance à reconstruire dans les mêmes zones, laissant les établissements reconstruits tout aussi exposés qu'avant.

Les effets du changement climatique sur l'agriculture sont encore plus graves. Au cours des quelque dix millénaires qui se sont écoulés depuis que nous avons commencé à pratiquer l'agriculture, le climat de cette planète a été particulièrement favorable à cette activité. Les agriculteurs ont pu compter sur des températures et des précipitations fiables. Cette situation commence à changer et, comme le rythme de ce changement s'accélère au cours des prochaines décennies, il sera très difficile de s'y adapter. Et ce, à une époque où nous nous efforçons de répondre aux besoins alimentaires d'une population croissante et de plus en plus riche, et où il ne reste que peu de terres sauvages où étendre nos exploitations.

Même si le changement climatique était le seul problème auquel nous sommes confrontés, il est suffisamment grave pour remettre en question la survie de notre espèce. Nous sommes confrontés, pour citer Jem Bendell, à "un effondrement inévitable, une catastrophe probable et une extinction possible".

La menace du changement climatique est suffisamment sérieuse pour que la plupart des personnes qui s'inquiètent de ces choses se concentrent uniquement sur ce problème. Malheureusement, ils ignorent largement les problèmes imminents liés aux intrants nécessaires à notre civilisation.

Intrants

Le problème des intrants est l'"épuisement des ressources". Nous vivons sur une planète limitée et nous n'avons réellement accès qu'à une petite partie de celle-ci - la partie inférieure de l'atmosphère, les océans et quelques milliers de pieds au sommet de la croûte. Dans ce volume, les ressources dont nous dépendons sont limitées.

Plusieurs problèmes résultent de la façon dont nous accédons et utilisons ces ressources.

En général, nous accédons d'abord aux fruits les plus faciles. Cela signifie que les ressources les plus pratiques, les plus facilement accessibles et de meilleure qualité sont utilisées en premier. C'est logique dans la mesure où cela va, mais cela signifie qu'avec le temps, nous sommes obligés d'utiliser des ressources moins facilement accessibles et de moindre qualité. Cela demande plus d'énergie et des équipements plus complexes, et c'est plus coûteux.

Bon nombre des ressources dont nous dépendons ne sont pas renouvelables : il en existe une quantité limitée sur cette planète, et "on" n'en fabrique plus. De plus, nous les utilisons de manière très gaspillée. Il est important de savoir que, même dans le meilleur des cas, il y a toujours un certain gaspillage irréductible dans notre utilisation de toute ressource, mais actuellement nous avons tendance à fabriquer des choses, à les utiliser une fois et à les jeter. Cela signifie que l'épuisement de nombreuses ressources se produit des milliers de fois plus rapidement que nécessaire et, comme je l'ai dit dans la section sur les résultats, ces déchets s'accumulent dans l'environnement.

Certaines des ressources que nous utilisons sont renouvelables, mais les processus par lesquels elles sont renouvelées fonctionnent à un rythme limité. Nous utilisons un grand nombre de ces ressources dites renouvelables à un rythme supérieur à leur taux de remplacement, et elles s'épuisent donc elles aussi.

Les économistes conventionnels vous diront que lorsqu'une ressource commence à se raréfier, son prix augmente,

ce qui encourage le développement de substituts. C'est vrai dans une certaine <faible> mesure, mais nombre des ressources les plus critiques n'ont tout simplement pas de substituts viables. Pas à moins que nous soyons prêts à apporter des changements significatifs et malvenus à notre mode de vie.

À ce stade, nous devrions examiner certaines ressources spécifiques et les problèmes particuliers que chacune d'entre elles présente.

L'énergie, les combustibles fossiles

En dépit de ce que les économistes conventionnels pourraient vous dire, l'énergie (et non l'argent) est en fait la ressource clé de voûte de notre économie. Rien ne se passe dans notre civilisation sans que l'énergie ne soit un intrant et l'énergie dégradée (chaleur résiduelle) un extrant. L'argent sert de moyen d'échange, d'unité de compte et de réserve de valeur, ce qui est très utile, mais c'est l'énergie qui fait fonctionner et croître l'économie. Environ 80 % de cette énergie provient actuellement des combustibles fossiles (principalement le charbon, le pétrole et le gaz naturel). Les 20 % restants proviennent de sources auxquelles nous ne pouvons accéder qu'en utilisant des équipements fabriqués à partir de combustibles fossiles et alimentés par eux.

Notre civilisation est donc totalement dépendante d'un approvisionnement bon marché et abondant en combustibles fossiles. Les adeptes du "**pic pétrolier**" affirment depuis des décennies que nous allons bientôt manquer de pétrole et que les choses vont s'arrêter net. En réalité, la croûte terrestre renferme encore de grandes quantités d'hydrocarbures. On peut donc se demander quel est le problème.

Eh bien, il y a deux problèmes à continuer à brûler des combustibles fossiles.

Le premier concerne les conséquences pour le climat de la combustion des hydrocarbures et de la libération de quantités toujours plus importantes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. C'est un problème très grave, pour lequel nous avons du mal à trouver et à mettre en œuvre une quelconque solution.

L'autre problème, que j'appellerai "**le problème de l'énergie excédentaire**", est à bien des égards plus complexe et plus grave.

Parce que nous utilisons diverses formes de technologie pour accéder à l'énergie, de nombreuses personnes pensent que la technologie produit de l'énergie et qu'avec une technologie améliorée, nous pouvons toujours produire plus d'énergie. Ou, dans ce cas, accéder aux hydrocarbures difficiles d'accès qui restent actuellement dans le sol. Mais en fait, c'est le contraire qui est vrai : la technologie utilise de l'énergie et ne fonctionne pas sans elle.

L'énergie qui reste après que nous avons alimenté les processus utilisés pour acquérir cette énergie est appelée "**énergie excédentaire**". Par exemple, la technologie utilisée pour forer les puits de pétrole et pomper le pétrole brut du sol consomme de l'énergie. À l'époque, il fallait l'équivalent énergétique d'environ un baril de pétrole pour extraire 100 barils de pétrole du sol, ce qui laissait un excédent énergétique équivalent à 99 barils de pétrole. On l'exprime généralement en termes de "**rendement énergétique de l'énergie investie**" (**EROEI**), dans ce cas 100/1, ce qui donne un EROEI de 100. Une autre façon de voir les choses est de parler du coût énergétique de l'énergie (ECoE). Dans ce cas, il s'agirait de 1/100, soit 1 %. Notez que ces deux chiffres sont des nombres nus, sans unités, et surtout sans le signe du dollar devant eux. Le "**coût monétaire**" de l'énergie est une toute autre chose et, étant donné qu'il est influencé par la spéculation sur l'offre future et par les fluctuations de la demande (comme nous l'avons vu en 2020 pendant la pandémie), il ne constitue pas un indicateur fiable du coût réel de l'énergie en termes énergétiques, ni de la disponibilité future de l'énergie.

Les découvertes de pétrole conventionnel ne suivent pas le rythme de l'épuisement depuis un certain temps et notre utilisation du pétrole conventionnel a en fait atteint un sommet au cours des dernières années. Nous avons donc été contraints de nous tourner vers des sources de moindre qualité et plus difficiles d'accès. **Le pétrole**

conventionnel a aujourd'hui un EROEI compris entre 10 et 30. Le pétrole et le gaz de réservoirs étanches (issus de la fracturation), le pétrole lourd et le "dilbit" (bitume dilué) issu des sables bitumineux ont tous un EROEI inférieur à 5, ou un ECoE de 20 % ou plus.

"Et alors ?", direz-vous. Tant que la quantité nette d'énergie disponible est suffisante pour alimenter notre civilisation, où est le problème ? Eh bien, ce n'est pas seulement la quantité d'énergie disponible à partir d'une source particulière qui compte vraiment, mais **l'EROEI**. Ou plus précisément la moyenne pondérée des EROEI de toutes les différentes sources d'énergie utilisées par une économie. **Ce chiffre doit être d'environ 15 ou plus pour que l'économie continue de croître.**

Lorsque l'EROEI moyen descend en dessous de 15, la croissance ralentit et finit par s'arrêter et il devient difficile de mobiliser suffisamment de capitaux pour ne serait-ce qu'entretenir les infrastructures existantes. La raison pour laquelle notre civilisation a besoin de se développer est un sujet pour un autre jour, mais c'est certainement le cas. C'est ce qui échappe à la plupart des gens en matière d'énergie. Oui, un pays peut utiliser la dette pour financer l'accès à des ressources énergétiques à faible EROEI afin de faire tourner son économie. Mais seulement pendant un certain temps, jusqu'à ce que son économie se contracte au point où les choses commencent à s'effondrer. C'est certainement le cas aux États-Unis **<et en Europe et en Angleterre en 2022>**. La fracturation a permis de disposer de suffisamment d'énergie, à un prix qui semble raisonnable, mais l'économie réelle se contracte mystérieusement et la dette ne cesse de croître. Les économistes et les politiciens, tout en affichant un visage courageux, ont du mal à faire quoi que ce soit, car ils ne comprennent pas le problème de l'énergie excédentaire.

Comme nous l'avons vu dans la section "Outputs", il existe des raisons pressantes de ne pas continuer à brûler des combustibles fossiles. Mais même si ce n'était pas le cas, il ne serait pas possible de continuer à faire fonctionner une civilisation industrielle basée sur la croissance continue avec les sources d'énergie fossiles à faible EROEI dont nous disposons actuellement. Pour cette seule raison, l'effondrement me semble être une chose certaine, et je dirais qu'il est en cours depuis que la production de pétrole dans les États-Unis continentaux a atteint son pic au début des années 1970.

Mais, me direz-vous, qu'en est-il des sources **d'énergie renouvelables** ? Tout comme les combustibles fossiles non conventionnels, de grandes quantités d'énergie sont disponibles à partir de sources telles que l'hydroélectricité, la biomasse, le vent, le soleil, etc. Un grand nombre de personnes pensent aujourd'hui que les énergies renouvelables peuvent remplacer les combustibles fossiles et résoudre nos problèmes de surplus d'énergie et de changement climatique. En fait, il est devenu très impopulaire de contester cette idée, mais j'ai bien peur de devoir le faire.

Ce billet a fini par compter plus de 6000 mots, de quoi mettre à l'épreuve la patience de mes lecteurs les plus fidèles. Je l'ai donc scindé en deux pour l'instant, laissant la seconde moitié pour mon prochain billet, qui reprendra à partir d'ici et couvrira les sources d'énergie renouvelables, les services écosystémiques et l'eau fossile.

▲ [RETOUR](#) ▲

Effondrement, dites-vous ? Partie 3 : Entrées et sorties suite

Irvine Mills Mercredi 7 octobre 2020 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

La personne la plus facile à berner

Une approche réaliste de la vie à l'ère de la pénurie



Le brise-lames de Kincardine submergé par les vagues

Voici la deuxième partie d'un article que j'ai coupé en deux parce qu'il était trop long (plus de 6000 mots). Si vous n'avez pas encore lu la première moitié, ce serait une bonne idée de le faire - ce qui suit aura plus de sens de cette façon.

Cette première moitié se termine par une discussion sur les problèmes liés aux combustibles fossiles en tant que source d'énergie pour notre civilisation. Son dernier paragraphe est repris ci-dessous. Aujourd'hui, nous allons poursuivre à partir de là, en examinant d'autres apports qui posent problème pour notre civilisation.

Énergie, sources renouvelables

Mais, me direz-vous, si les combustibles fossiles ne sont pas bons, qu'en est-il des sources d'énergie renouvelables ? De grandes quantités d'énergie sont disponibles à partir de sources telles que l'hydroélectricité, la biomasse, le vent, le soleil, etc. Et elles n'impliquent pas d'ajouter davantage de CO₂ à l'atmosphère - même la biomasse ne fait qu'ajouter du CO₂ qui a été récemment retiré de l'atmosphère et qui sera à nouveau retiré au fur et à mesure de la croissance de la biomasse. Un grand nombre de personnes pensent aujourd'hui que les énergies renouvelables peuvent remplacer les combustibles fossiles et résoudre nos problèmes de surplus d'énergie et de changement climatique. En fait, il est devenu très impopulaire de contester cette idée, mais je crains de devoir le faire.

Les problèmes liés au passage aux sources d'énergie renouvelables peuvent être divisés en trois domaines.

- la volonté politique de le faire
- les moyens économiques pour le faire
- la faisabilité technique de le faire

La volonté politique

Il est clair que nous devons passer aux sources d'énergie renouvelables si nous voulons devenir durables. Mais il est également clair que, comme nous le verrons dans un moment dans la section sur la faisabilité technique, **les sources d'énergie renouvelables ne pourront pas soutenir le niveau de croissance et de consommation auquel beaucoup d'entre nous sont habitués, et elles ne pourront certainement pas étendre ce niveau de prospérité aux régions les plus pauvres du monde.**

Pour l'écrasante majorité des gens, leur mode de vie n'est pas négociable. Et notre mode de vie actuel exige une croissance continue et une prospérité toujours plus grande - consommation, commodité, confort et divertissement. Je n'ai vu personne se révolter pour le genre de mesures d'austérité qu'exigerait, selon moi, l'abandon des combustibles fossiles. Ainsi, tout plan qui ne permet pas un progrès matériel continu a peu de chances d'être sérieusement envisagé, et encore moins mis en œuvre. Oui, bien sûr, je suis conscient que nous pourrions changer notre mode de vie, et que les circonstances pourraient bien nous y obliger. Ce que je veux dire, c'est que la plupart

d'entre nous ne veulent pas changer leur mode de vie et résisteront à toute tentative de les y contraindre.

Des plans comme le "**Green New Deal**", qui promettent de créer des emplois et de stimuler la croissance économique tout en passant des combustibles fossiles aux énergies renouvelables, sont censés être plus acceptables. **Mais il y a de bonnes raisons de penser qu'ils ne sont pas économiquement ou techniquement possibles.** Et, s'ils étaient sérieusement entrepris, ils pourraient bien aggraver la situation, en exigeant la consommation d'encore plus de combustibles fossiles dans le cadre de l'énorme projet de construction que cette transition nécessiterait. Cela se traduirait par une nouvelle augmentation de la quantité de CO2 dans l'atmosphère et aggraverait encore le changement climatique, provoquant un effondrement encore plus rapide. Ce n'est certainement pas ce que promet le Green New Deal, mais ce qu'il est susceptible de donner.

Les moyens économiques

Le problème de l'excédent d'énergie (EROEI) dont j'ai parlé la dernière fois, et la contraction économique continue qui en résulte, font qu'il semble peu probable que nous ayons les moyens d'un projet de construction aussi important dans les années à venir - nous envisageons de dépenser des milliers de milliards de dollars pour construire des panneaux solaires, des éoliennes, des installations de stockage et un réseau amélioré. La plupart de ces projets ne feront qu'aggraver le problème des surplus d'énergie.

Faisabilité technique

Pour moi, c'est le véritable facteur décisif. Examinons les problèmes techniques liés aux sources d'énergie renouvelables en général, puis les problèmes liés à des types spécifiques d'énergies renouvelables. Nous verrons ainsi clairement pourquoi je pense que **le passage aux énergies renouvelables n'est tout simplement pas réalisable**, à moins de modifier radicalement notre mode de vie.

L'infrastructure actuelle des combustibles fossiles - mines de charbon, puits de pétrole et de gaz, transport maritime, wagons, pipelines, raffineries, installations de stockage, de distribution et de vente au détail, et les équipements que nous avons mis en place pour utiliser ces combustibles - est en fait assez compacte, en raison de la nature concentrée de ces combustibles. Ils contiennent beaucoup d'énergie dans un ensemble petit et léger, et c'est la clé de leur succès.

Les énergies renouvelables sont plus diffuses et nécessitent une infrastructure importante pour les rassembler et les concentrer jusqu'au point où elles sont utiles. Nous voyons déjà ce que j'appelle le "mitage de l'énergie" se répandre dans la campagne sous la forme d'éoliennes et de panneaux solaires. Mais la quantité d'énergie que nous tirons de ce mitage est minuscule par rapport à notre consommation totale d'énergie.

L'énergie renouvelable proposée comme solution (éolienne et solaire, principalement) se présente en grande partie sous forme d'électricité. Malheureusement, seulement 20 % environ de l'énergie que nous utilisons aujourd'hui est utilisée sous forme d'électricité. Le reste est utilisé directement sous forme de combustibles fossiles raffinés pour alimenter les transports et fournir de la chaleur pour les processus industriels, le chauffage des locaux, etc. Les deux principaux obstacles sont l'électrification des transports lourds (camions et navires) et l'utilisation de l'énergie renouvelable pour fournir la chaleur nécessaire à la fabrication de produits comme l'acier et le béton.

Pour passer aux énergies renouvelables, nous devons non seulement construire d'énormes quantités (cinq fois plus que ce que nous avons actuellement) de centrales électriques, toutes alimentées par des sources d'énergie renouvelables, mais aussi faire en sorte que nos flottes de transport et nos infrastructures industrielles utilisent l'électricité plutôt que les combustibles fossiles comme source d'énergie.

Il s'agit d'un travail considérable que les "pouvoirs en place" ne semblent pas vraiment intéressés à entreprendre, et il y a de grandes parties de ce travail que nous ne savons même pas encore comment faire. J'emprunterai ici un terme de l'industrie nucléaire : "**réacteurs en papier**". Les solutions qui n'existent pour l'instant que sur le papier

ont tendance à prendre plus de temps que prévu pour être mises en œuvre, et à coûter beaucoup plus cher que prévu. Le temps et l'argent sont deux choses que nous n'avons pas en grande quantité ces jours-ci.

Le réseau électrique, qui, dans la plupart des régions, parvient tout juste à faire face aux pics de consommation, devra également être multiplié par 5 pour faire face au passage à une économie entièrement électrique. Mais l'utilisation de l'électricité issue des énergies renouvelables pose des problèmes importants au réseau. Notre civilisation considère le réseau électrique comme une source d'énergie infinie, disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Pour pouvoir fournir cette énergie, le réseau a besoin de sources d'énergie qui sont "**dispatchables**". En d'autres termes, les sources d'énergie peuvent être activées et désactivées à volonté, et leur puissance peut être augmentée ou diminuée selon les besoins pour faire face à des charges variables. Pour ce faire, on utilise généralement une combinaison de charbon, de pétrole, de gaz naturel et d'hydroélectricité, qui sont tous, dans une certaine mesure, répartissables.

Mais l'énergie éolienne et l'énergie solaire sont tout sauf répartissables. Le vent souffle quand il veut, et il y a souvent de longues périodes sans vent du tout sur de grandes zones géographiques. Le soleil ne brille que pendant la journée, sauf en cas de couverture nuageuse, et les panneaux solaires sont souvent recouverts de neige en hiver. Aucune de ces variations ne correspond en aucune façon aux variations normales de la charge que connaît le réseau. En fait, pour que même de petites quantités d'énergie renouvelable intermittente s'intègrent dans le réseau, il faut laisser tourner en veille des sources d'énergie hautement dispatchables comme les turbines à combustion (moteurs à réaction reliés à des générateurs, brûlant du kérosène), prêtes à compenser instantanément lorsque les énergies renouvelables faiblissent.

Cela ne rend pas le réseau plus "vert" du tout. Une solution serait de disposer d'un moyen de stocker l'énergie électrique, qui pourrait ensuite être utilisé pour compenser la défaillance des énergies renouvelables. Le stockage par pompage de l'eau est une solution qui a fait ses preuves. L'eau est pompée en amont vers un réservoir lorsqu'il y a un surplus d'énergie, puis elle descend à travers des turbines pour produire de l'énergie lorsqu'on en a besoin. Le problème est celui de l'évolutivité : il existe peu d'endroits où des réservoirs sont situés au sommet d'un grand dénivelé et à proximité d'une source d'eau. Les batteries ou l'air comprimé à l'échelle nécessaire ici n'existent pour l'instant que sur le papier, et tout développement ultérieur semble susceptible de se heurter à certaines limites physiques fondamentales.

Même si tous ces problèmes pouvaient être résolus, nous nous retrouverions avec un réseau moins résilient et plus complexe, plus susceptible de tomber en panne.

Il convient également de noter que les équipements tels que les éoliennes, les cellules solaires et les batteries ont une durée de vie limitée. Cela pose deux problèmes : lorsqu'ils sont usés, il faut les remplacer et se débarrasser de l'ancien équipement. On peut espérer qu'ils soient recyclés, mais il est plus probable qu'ils soient simplement transportés au dépotoir.

Un ajout tardif : Bev, l'une de mes lectrices régulières, a fait remarquer dans les commentaires ci-dessous quelque chose que je n'avais pas précisé : si l'énergie provenant des énergies renouvelables est renouvelable, l'équipement lui-même est construit avec des matériaux largement non renouvelables, et l'utilisation de la quantité de matériaux dont nous parlons entraînera sans aucun doute de nouveaux problèmes d'épuisement des ressources. Il faut également des combustibles fossiles pour construire, livrer, installer, faire fonctionner, entretenir, réparer et finalement déclasser ces équipements. Un jour, nous pourrons peut-être alimenter certaines de ces étapes avec des énergies renouvelables, mais dans un premier temps et dans un avenir prévisible, il est difficile de voir s'il y a vraiment une réduction nette de l'utilisation des combustibles fossiles lorsque l'on considère l'ensemble du processus.

Enfin, même si tous les problèmes techniques pouvaient être résolus, l'éolien et le solaire n'ont pas de très bons EROEI et aggraveraient encore notre problème de surplus d'énergie.

Pour en finir avec tout cela, examinons les formes spécifiques d'énergie renouvelable vers lesquelles nous pourrions nous tourner si nous voulons nous passer des combustibles fossiles.

La production d'électricité à partir de la biomasse, essentiellement du bois de chauffage, est une technologie très mature qui présente de nombreux avantages. Bien qu'elle ne soit produite que pendant la saison de croissance, elle peut être récoltée et stockée pour être utilisée en hiver. Elle est tout à fait dispatchable et son EROEI est raisonnablement élevé, en fonction de la distance à parcourir depuis la forêt jusqu'à l'endroit où elle sera utilisée. Malheureusement, elle n'est pas très évolutive, car elle est en concurrence avec l'agriculture pour l'obtention de terres à un moment où nous nous battons pour produire suffisamment de nourriture pour la population mondiale croissante.

L'énergie hydroélectrique est une autre technologie mature, avec une bonne capacité de répartition et un EROEI élevé. Elle est quelque peu saisonnière et n'est pas très évolutive, car la plupart des sites intéressants sont déjà utilisés. Le développement des quelques sites restants signifierait l'inondation de grandes surfaces de terre avec des conséquences environnementales que nous devrions probablement considérer comme inacceptables.

L'énergie éolienne est assez évolutive, mais intermittente et pas du tout répartissable. Son EROEI est de l'ordre de 10 %, ce qui est limite pour nos besoins, et probablement inférieur si l'on tient compte des installations de stockage.

L'énergie solaire est assez évolutive, mais intermittente et pas du tout répartissable. Son EROEI est assez faible, de l'ordre de quelques chiffres, moins si les installations de stockage sont incluses dans vos calculs.

L'énergie nucléaire de fission n'est pas vraiment une énergie renouvelable puisqu'elle repose sur des réserves limitées de combustible fissile. Si une économie alimentée par le nucléaire doit continuer à croître, elle sera à court de combustible dans un délai étonnamment court, même si le combustible usé de la génération actuelle de réacteurs peut être traité pour être utilisé dans des réacteurs plus récents. L'énergie nucléaire a une capacité de répartition limitée, étant mieux adaptée à l'alimentation de la charge de base. Son évolutivité est plutôt bonne, sauf qu'il faut beaucoup de temps pour construire de nouvelles centrales nucléaires, et il en faudrait beaucoup pour remplacer les combustibles fossiles. Nous devons également surmonter de nombreux problèmes politiques et de sécurité avant de commencer à construire d'autres centrales nucléaires. Enfin, **l'EROEI du nucléaire est d'environ 9**, en grande partie en raison de la complexité et des dispositifs de sécurité impliqués, ce qui ne fait qu'aggraver le problème de l'énergie excédentaire.

L'énergie de fusion nucléaire n'est pas non plus renouvelable, bien que son combustible soit beaucoup plus commun que les produits fissiles. Mais il s'agit d'une "*technologie de papier*" - les réacteurs de fusion utilisables ne sont "*que dans trente ans*" depuis le milieu du vingtième siècle, et il en sera probablement toujours ainsi. Si nous trouvions l'argent pour finir de développer cette technologie, elle serait très chère à construire et son EROEI serait probablement très faible en raison de son haut degré de complexité.

Dans l'ensemble, ce n'est pas un tableau encourageant. Vous pouvez comprendre pourquoi je suis si sceptique quant à la possibilité de passer des combustibles fossiles aux énergies renouvelables. D'un côté, nous avons désespérément besoin d'abandonner les combustibles fossiles pour maîtriser le changement climatique. D'autre part, nous avons désespérément besoin des combustibles fossiles (ou de l'insaisissable "quelque chose d'équivalent") pour fournir le surplus d'énergie nécessaire au maintien de notre économie croissante et des modes de vie qu'elle permet.

Je ne crois pas que nous allons même essayer de résoudre ce conflit apparemment insoluble, et c'est une raison de plus pour laquelle je m'attends à un effondrement.

De plus, lorsque la moyenne pondérée des EROEI de toutes les sources d'énergie d'une civilisation diminue, ce n'est pas seulement la croissance économique qui en souffre, mais aussi la capacité à maintenir les

infrastructures. Cela inclut la capacité de construire des équipements de haute technologie, notamment des panneaux solaires et des éoliennes. À un moment donné, alors que notre civilisation industrielle continue de s'effondrer, nous nous retrouverons limités à des énergies renouvelables de basse technologie et incapables de maintenir un réseau électrique à grande échelle. Nous serons contraints de réduire radicalement notre consommation d'énergie et d'adapter notre utilisation de l'énergie à l'intermittence des sources, plutôt que l'inverse.

Jusqu'à présent, je n'ai abordé que les problèmes liés aux apports énergétiques à notre civilisation, mais d'autres apports présentent également des défis importants.

L'écosystème et les services écosystémiques

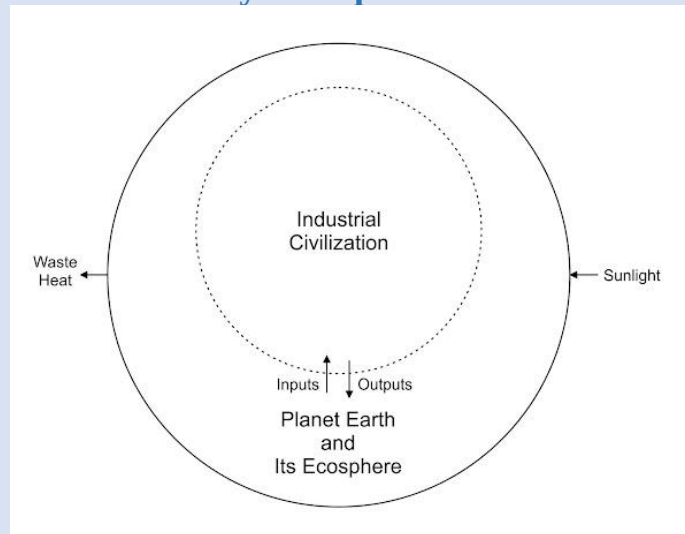


Figure 2, tirée de mon dernier article

Le cercle entourant la civilisation industrielle dans le diagramme ci-dessus est trompeur dans la mesure où il tend à suggérer qu'il existe une frontière séparant la civilisation de l'environnement, alors qu'elle n'est en fait qu'une autre partie de l'environnement. J'ai utilisé une ligne pointillée, en espérant indiquer que de nombreuses choses circulent librement entre notre civilisation et son environnement. Il existe toute une catégorie de ces choses - des intrants pour notre civilisation - dont nous sommes absolument dépendants. Souvent appelés "*services écosystémiques*", ces intrants sont des choses dont nous avons tendance à ne pas avoir conscience, de la même manière que les poissons n'ont pas conscience de l'eau.

Il s'agit notamment de l'air respirable, de l'eau potable, d'un climat fiable et d'un temps modéré, des sols arables, des prairies, des forêts et des animaux qui y vivent, des eaux et des pêcheries qu'elles fournissent, etc. Ces éléments sont à notre disposition gratuitement et nous ne pourrions tout simplement pas nous en passer.

Il est important de comprendre que l'écosystème ne peut fournir ses services qu'à un certain rythme maximum - sa capacité de charge. Si nous utilisons ces services à un rythme plus élevé, l'écosystème en souffre et cette capacité de charge est réduite. Bon nombre des déchets produits par notre civilisation peuvent également endommager l'écosphère, réduisant à nouveau sa capacité de charge. **Et nous continuons à transformer la nature en fermes, en routes et en villes, ce qui réduit encore sa capacité de charge.**

C'est ce qui a créé la situation actuelle, où nous sommes temporairement en situation de "**dépassement**", c'est-à-dire que nous utilisons plus de 100 % de la capacité de charge de la planète. Nous sommes en mesure de le faire parce qu'il y a une certaine quantité de capacité stockée dans le système. En puisant dans cette capacité, nous nous sommes bercés d'un faux sentiment de sécurité. Mais rassurez-vous, cette situation est temporaire **et, sous peu, les dommages causés à l'écosphère deviendront évidents, et le déclin de sa capacité à nous supporter aura des conséquences désastreuses.**

Pour donner quelques chiffres, au début des années 1970, lorsque *The Limits to Growth* a été publié, nous utilisions environ 85 % de la capacité de charge de la planète. À ce moment-là, il était possible, du moins hypothétiquement, de mettre un frein à la croissance économique et de commencer à vivre de manière durable. Bien entendu, nous ne l'avons pas fait et nous utilisons aujourd'hui environ 165 % de cette capacité de charge. Si nous amenons la partie la plus pauvre du monde à un niveau de vie similaire à celui des nations développées, il faudrait environ 500 % de cette capacité de charge pour soutenir la race humaine. Nombreux sont ceux qui suggèrent que nous devrions faire exactement cela, pour des raisons de justice sociale et économique.

Il est difficile de ne pas être d'accord avec cela, en soi. Mais bien avant que cela ne se produise, l'écosphère se sera effondrée et aura subi une diminution drastique de sa capacité de charge.

Trois facteurs sont impliqués dans notre impact sur l'écosphère : la population, l'abondance (consommation) et la technologie. Cela peut être représenté par l'équation **I=PAT**.

La population et la richesse étant des sujets politiquement sensibles, de nombreuses personnes se sont concentrées sur l'utilisation de la technologie pour réduire notre empreinte. C'est ce qu'on appelle le "**découplage**", puisque l'objectif est de dissocier l'augmentation de la population et de la consommation de leurs effets sur l'écosphère, afin de permettre à la croissance de se poursuivre sans avoir d'effets néfastes. Il s'avère que le découplage n'a même pas encore commencé et qu'il est très peu probable qu'il soit un jour atteint. Il s'agit en grande partie d'un **mythe**. Voici quelques liens (1, 2) vers des articles qui traitent de ce sujet en détail.

En plus de promouvoir les mythes sur le découplage, ceux qui ne souhaitent pas que la croissance s'arrête ergotent sur ce qu'est réellement la capacité de charge de la planète et sur l'ampleur du dépassement actuel. Cela ne sert à rien, car quelle que soit la capacité de charge réelle, la poursuite de la croissance exponentielle nous fera rapidement dépasser cette capacité et atteindre le seuil de dépassement.

Il semblerait donc que nous devrions faire quelque chose à propos de la population et/ou de la richesse. La population est un sujet tellement brûlant que l'on peut difficilement en discuter en bonne compagnie. C'est compréhensible, puisque la réduction de la population implique soit une diminution de la fécondité, soit une augmentation du taux de mortalité. En effet, certains ont été accusés d'être des "écofascistes" parce qu'ils voient la nécessité de réduire notre population et considèrent les zones les plus peuplées comme le premier endroit où agir. Je pense que le terme "éco-fasciste" est raisonnable, car les zones les plus peuplées sont aussi les endroits les plus pauvres de la planète et notre impact sur l'écosystème est le produit à la fois de la population et de la richesse. Dans le monde développé, notre consommation est si élevée que, même si nous sommes beaucoup moins nombreux, notre impact est beaucoup plus important que celui des régions les plus pauvres du monde.

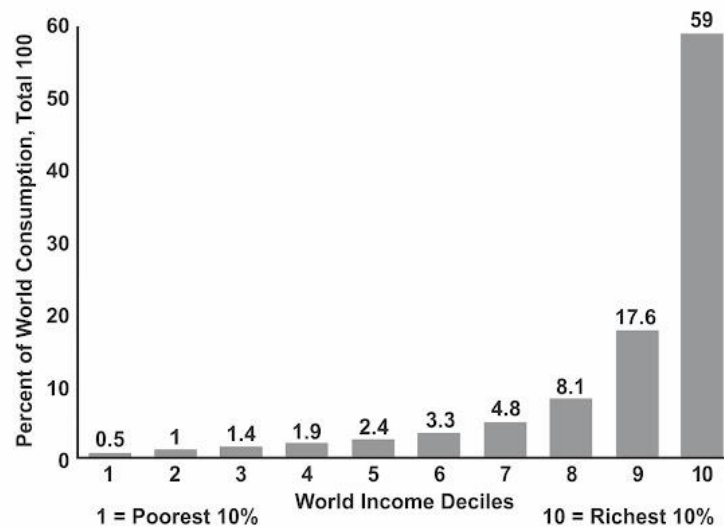


Figure 3

Comme le montre ce graphique (figure 3), les 10 % les plus riches de la population de la planète réalisent près de 60 % de la consommation. Les 20% les plus riches en consomment plus de 75% (17,6+59=76,6). Réduire la consommation dans les régions les plus riches du monde serait donc un bon début pour faire face à nos problèmes, car cela nous permettrait de sortir immédiatement de la situation de dépassement et nous donnerait un peu de temps pour nous attaquer aux dommages que nous avons causés à l'écosystème.

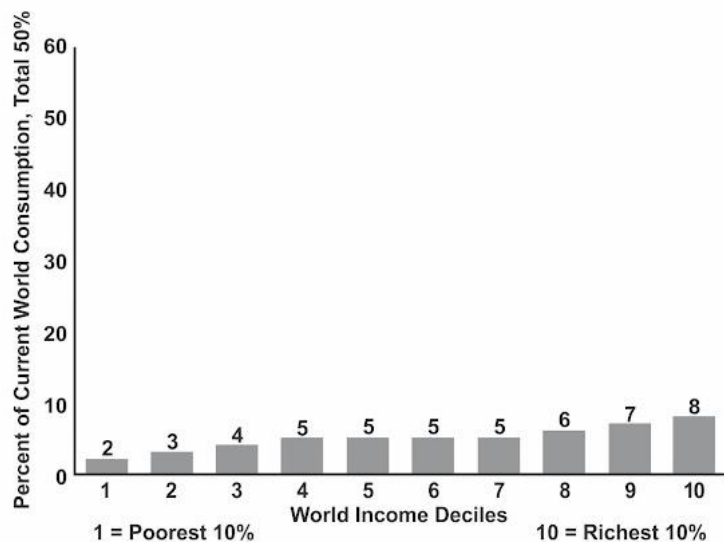


Figure 4

Comme le montre ce tableau révisé de la consommation (figure 4), si nous pouvions réduire notre consommation de 50 %, cela ramènerait notre impact écologique à 82,5 % de la capacité de charge de la planète, tout en augmentant le niveau de consommation des sept déciles inférieurs de la population et en réduisant seulement les niveaux de consommation des trois déciles supérieurs. Cela semblerait satisfaire notre aspiration à la justice sociale et environnementale et retarder considérablement, voire empêcher, l'effondrement. Mais comme les personnes les plus aisées, celles du dixième décile, contrôlent également la situation, il semble peu probable que nous fassions une tentative sérieuse pour mettre en œuvre cette solution, à moins que nous n'y soyons contraints par des événements indépendants de notre volonté qui ressemblent fortement à un effondrement.

Vous pouvez dire que notre problème de population existe parce que notre capacité à fournir de la nourriture a augmenté et que notre capacité à se reproduire a réagi, et non l'inverse. Je ne suis pas en désaccord, mais je ne pense pas qu'il soit très utile de le souligner. Réduire délibérément la production alimentaire et laisser les gens mourir de faim afin de réduire notre impact sur l'écosystème est moralement répugnant. Ce n'est pas non plus très efficace, car les pauvres seraient les premiers touchés et ils ne sont pas les principaux responsables de notre impact sur l'écosystème.

Il a également été observé que plus les pays s'enrichissent, plus leur taux de natalité diminue. En extrapolant les tendances actuelles (y compris le développement continu dans les pays en développement), les Nations unies calculent que notre population atteindra environ 10 milliards d'habitants à la fin du siècle, puis commencera à décliner. Ils vous diront que tout ce que nous avons à faire est de tenir bon jusque-là et que tout ira bien. Mais là encore, je ne suis pas d'accord. Bien avant que notre population n'atteigne 10 milliards, surtout si rien n'est fait pour réduire notre taux de consommation, l'écosystème s'effondrera et sa capacité de charge tombera à un niveau qui ne pourra supporter qu'une infime partie de notre population actuelle. Je pense que 10 à 20 % serait une prédiction optimiste.

La surconsommation d'eau fossile

Cet article est déjà un peu plus long que ce que je vise habituellement, et je n'ai couvert que ce que je considère comme les problèmes d'entrée et de sortie les plus urgents. Il existe de nombreux autres domaines que je n'ai pas commencé à couvrir et que je devrai laisser pour un autre jour. Mais il y a un autre problème d'entrée que je ne peux pas laisser de côté, c'est l'épuisement de l'eau fossile.

De nombreuses zones agricoles importantes dans le monde dépendent de l'irrigation, et l'eau nécessaire à cette irrigation est pompée dans des aquifères fossiles. C'est-à-dire des réservoirs souterrains qui ont mis des centaines de milliers d'années à s'accumuler. Le taux d'utilisation actuel est plusieurs fois supérieur au taux de reconstitution actuel, et ce n'est qu'une question de temps, et pas beaucoup de temps, avant qu'ils ne soient à sec.

Les conséquences pour l'agriculture affaibliront sérieusement la capacité de notre civilisation à nous nourrir.

Pour résumer

Nous avons vu encore et encore, du début à la fin de ce billet, et du précédent, que l'épuisement des ressources de toutes sortes, et l'épuisement des puits dans lesquels nous éliminons nos déchets, menacent sérieusement notre civilisation. Chacun de ces problèmes suffit, à lui seul, à compromettre la capacité de cette civilisation à nous fournir les nécessités de la vie. En d'autres termes, pour provoquer un effondrement. Et beaucoup d'entre eux interagissent d'une manière qui ne fait qu'aggraver la situation.

Mais les entrées et les sorties ne sont pas toute l'histoire. Le fonctionnement interne de notre civilisation est truffé de problèmes qui menacent sa survie. La prochaine fois, nous examinerons de près certains de ces problèmes.

▲ [RETOUR](#) ▲

Effondrement, dites-vous ? Quatrième partie : croissance, dépassement et disparition

Irvine Mills Samedi 2 janvier 2021 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

La personne la plus facile à berner
Une approche réaliste de la vie à l'ère de la pénurie



Sculptures de glace de la nature le long du lac Huron

Les rares fois où le sujet de l'effondrement est abordé dans une conversation polie, un kollapsnik comme moi est susceptible d'obtenir des réponses du type : "*Effondrement, dites-vous ? Sûrement pas !*" D'où le titre de cette série de billets. Mais je me suis rendu compte que répondre par "*Sûrement oui !*" n'est pas très efficace (et semble plutôt infantin). La pandémie de cette année (2020) a amené certaines personnes à réfléchir un peu plus, mais la plupart d'entre elles s'attendent toujours à ce que les choses reviennent à la normale d'un jour à l'autre.

Dans cette série de billets, j'ai donc parlé de ce qu'est l'effondrement et pourquoi je pense que notre civilisation s'est lentement effondrée depuis plusieurs décennies et qu'elle continuera à le faire. Ceci dans l'espoir d'exposer les faits assez clairement pour que tout le monde soit capable de reconnaître la gravité de la situation.

Dans les deux derniers billets (partie 2, partie 3), j'ai examiné les problèmes liés aux entrées et aux sorties de notre civilisation, et j'ai souligné un certain nombre de problèmes, dont chacun d'entre eux devrait à lui seul susciter une grande inquiétude. Et pris ensemble, bien....

Maintenant, je pense qu'il est temps de regarder à l'intérieur de la boîte intitulée "**Civilisation industrielle**". Lorsque vous regardez autour de vous depuis l'intérieur de cette civilisation, vous êtes confronté à un spectacle complexe et déroutant, dont je n'ai aucune sorte de compréhension complète. Mais il y a certains aspects qui concernent plus directement l'effondrement que d'autres, et j'aurai beaucoup à dire à leur sujet dans les prochains billets.

Les problèmes que nous avons examinés jusqu'à présent - épuisement des ressources, déclin de l'énergie excédentaire, changement climatique, dépassement et diminution de la capacité de charge - semblent tous être le résultat de **la croissance** continue de notre civilisation, à la fois la croissance démographique et la croissance de la richesse. On pourrait donc penser que nous ferions un effort sérieux pour maîtriser la croissance, voire même pour amorcer une "décroissance", afin de faire face à ces problèmes. Et pourtant, au cours des dernières décennies, la croissance économique a fini par être considérée comme une nécessité. Si vous prêtiez attention aux discours électoraux, vous en concluriez que le problème le plus urgent auquel nous sommes confrontés est de maintenir et de stimuler davantage cette croissance, et non de l'empêcher. Il me semble que cette obsession de la croissance est une caractéristique intrinsèque (osons dire un défaut) de notre civilisation.

Pour mieux comprendre notre impact sur la planète, notre empreinte, nous devons revoir les sujets que j'ai abordés à la fin de mon dernier billet : les services écosystémiques, la capacité de charge et le dépassement. Les services écosystémiques sont des choses comme l'air respirable, l'eau potable, un climat fiable et un temps modéré, des sols arables, des prairies, des forêts et les animaux qui y vivent, les eaux et les pêcheries qu'elles fournissent, etc. La capacité de l'écosystème à absorber et à traiter nos déchets (dans certaines limites) est également importante, même si j'ai omis de le mentionner dans mon dernier message. Toutes ces choses sont à notre disposition gratuitement et nous ne pourrions tout simplement pas nous en passer.

Il est raisonnable d'appeler "capacité de charge" le taux auquel l'écosystème peut nous fournir ces services. La part de ces services que la race humaine utilise peut être appelée notre "empreinte" - l'impact que nous avons en marchant sur cette planète.

Selon l'article de Wikipédia sur la capacité de charge, les estimations crédibles de la capacité de charge vont de 4 à 16 milliards d'humains, avec une médiane autour de 10 milliards. La littérature que j'ai lue sur la capacité de charge et l'extinction des espèces parle généralement du fait que nous sommes actuellement à environ 165 % de la capacité de charge de la planète. Si ces estimations ont été faites lorsque notre population était d'environ 7 milliards, la capacité de charge était alors d'un peu plus de 4 milliards. C'est la limite inférieure de la fourchette d'estimations, ce qui semble prudent. Utiliser les estimations élevées ou même médianes nous conduirait à ne rien faire en croyant que tout va bien et pourrait bien continuer à aller bien. Au contraire, nous devrions nous préparer à fonctionner bien en dessous de la capacité de charge, ce qui nous permettrait de vivre sur cette planète sans l'endommager et avec une marge confortable pour faire face aux imprévus.

Le dépassement de la capacité de charge est appelé "overshoot" et conduit à l'effondrement. Une partie du dépassement provient de la consommation de ressources non renouvelables, et une autre partie de l'utilisation de ressources renouvelables à un rythme supérieur à leur taux de remplacement, de sorte qu'elles sont également consommées de manière irréversible. Cela signifie que nous réduisons en fait la capacité de charge de la planète et que nous nous enfonçons dans un trou toujours plus profond. À en juger par les problèmes d'épuisement des ressources et de pollution (principalement le changement climatique) que nous connaissons actuellement, il semble que nous soyons effectivement en situation de dépassement et que l'état de l'écosphère se détériore définitivement.

Si nous voulons résoudre les problèmes causés par notre dépassement, nous ne devons pas seulement réduire notre impact en dessous de la capacité de charge actuelle de la planète, mais plutôt en dessous de la plus petite capacité de charge qui restera au moment où nous arriverons là où nous visons. De plus, comme il s'agit d'une grande planète avec des conditions différentes selon les endroits, nous ne pouvons pas nous contenter de regarder les moyennes mondiales, mais nous devons considérer l'impact par rapport à la capacité de charge sur une base régionale. Ceci afin d'éviter d'être trompé si nous avons la chance de vivre dans une région qui n'est pas encore durement touchée. Dans une grande partie de l'Europe et de l'Amérique du Nord, il semble que nous soyons actuellement trompés.

Notre empreinte (impact) est exprimée par l'équation suivante : $I=PAT$.

"I" signifie impact, ou empreinte, qui est le produit de trois facteurs :

- "P", qui représente la population.
- "A", qui représente l'affluence, ou la consommation de ressources.
- "T", qui signifie technologie, et qui est inclus dans l'espoir que l'amélioration de la technologie puisse réduire notre impact.

Nous semblons déterminés à faire tout ce qu'il faut pour augmenter "I", quels que soient les résultats négatifs. Est-ce dû à une caractéristique inhérente à l'être humain, à la façon dont nous nous organisons ou aux circonstances dans lesquelles nous nous trouvons ? Ou peut-être les trois combinés ensemble ?

Dans la suite de ce billet et dans le suivant, nous examinerons cette question du point de vue de notre population croissante. Dans les prochains billets, nous examinerons le rôle que jouent la richesse et la technologie dans nos problèmes.

Mais d'abord, je pense que nous devons comprendre quelque chose aux mathématiques de la croissance. Dans les cas où le taux de croissance est lié à la taille de ce qui croît, la croissance est "**exponentielle**". Si vous représentez

une telle croissance sur un graphique, cela ressemble à quelque chose comme ceci :

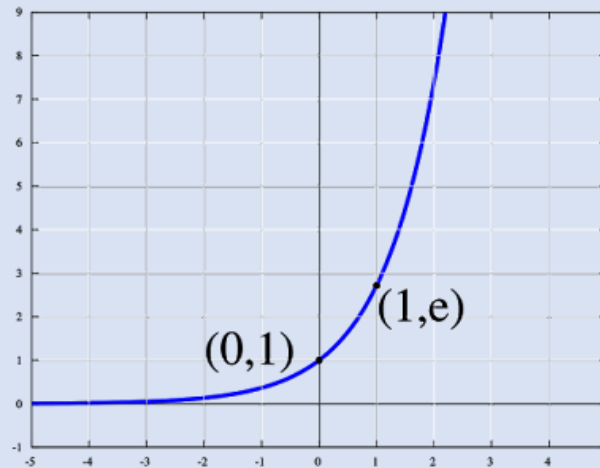


Figure 1, la fonction exponentielle

C'est le type de croissance que vous obtenez avec un compte d'épargne à intérêts composés, où même si le taux d'intérêt reste le même, le solde du compte augmente considérablement au fil du temps. Il est pratique de considérer la croissance exponentielle en termes de taux de doublement, c'est-à-dire le temps qu'il faut pour que ce compte bancaire double. Une règle empirique consiste à diviser 70 par le taux de croissance en pourcentage par an, ce qui vous donne la période de doublement approximative en années. Si vous avez la chance de bénéficier d'un intérêt de 10 %, votre épargne doublera en 7 ans. Avec un intérêt de 5 %, il faut 14 ans pour doubler et avec un intérêt de 1 %, il faut 70 ans pour doubler.

Ce qui n'apparaît peut-être pas clairement dans la figure 1, c'est le degré de décollage de la courbe à mesure qu'elle se déplace vers la droite. La croissance est d'abord très lente jusqu'à ce que nous atteignons le "genou" de la courbe, puis elle explose, pour ainsi dire. Beaucoup de choses ont été dites sur le fait que la croissance exponentielle est contre-intuitive pour la plupart des gens. Voici une courte vidéo YouTube (pas tout à fait deux minutes) sur le sujet. Si vous disposez d'un peu plus de temps (11 minutes), cette vidéo approfondit le sujet.

Mais dans le monde physique, la croissance consomme des ressources, qui ne sont disponibles qu'à un certain taux maximum et ne peuvent supporter qu'une population limitée. À un moment donné, le taux de croissance commence à diminuer et la courbe se stabilise au lieu de continuer à monter. La courbe exponentielle ne nous donne donc pas une très bonne idée de la façon dont la croissance fonctionne réellement. Pour cela, nous devons examiner la fonction logistique.



Figure 2, la fonction logistique

Bien entendu, la fonction logistique suppose une offre constante de tout ce qui est nécessaire pour soutenir une population, de sorte que le côté droit de la courbe se stabilise et reste plat. Là encore, le monde réel ne fonctionne pas exactement de cette façon. Dans le monde réel, il est possible de dépasser les limites et de surconsommer les

ressources de sorte que le taux auquel le système peut les fournir est réduit. Il en résulte quelque chose comme la courbe illustrée ci-dessous.



Figure 3, dépassement et disparition de la population

Dans ce cas, la population est constituée d'une sorte d'organisme simple avec un taux de consommation plus ou moins fixe par individu, et un taux de croissance déterminé par la disponibilité de la nourriture. J'ai choisi de présenter le pire des scénarios, celui où la population considérée tombe à zéro en raison de la diminution de la capacité de charge et où le reste de l'écosystème est tellement endommagé par le dépassement qu'il s'éteint lui aussi.

Heureusement, ce n'est pas nécessairement le cas : au fur et à mesure que la population s'éteint, elle finit par descendre en dessous de la capacité de charge réduite de l'environnement et cesse de l'endommager. Si les dommages sont suffisamment faibles, l'environnement peut se rétablir, même si l'espèce qui était en surpopulation ne le fait pas. S'il se rétablit suffisamment avant que la population considérée ne s'éteigne, cette population peut également se rétablir, un peu comme ceci :

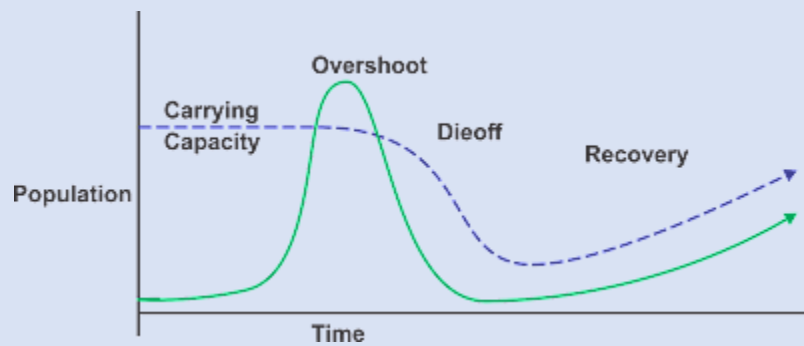


Figure 4, Dépassement, disparition et récupération.

Ce qui se passe au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'extrémité droite du graphique varie. La population peut à nouveau dépasser les limites, puis mourir et se rétablir, et cela peut se répéter de façon continue. Ou bien, à n'importe quel moment du parcours, un dépérissement peut conduire à l'extinction. **Dans tous les cas, l'idée qu'il existe un "équilibre de la nature" qui permettrait à la population de se stabiliser juste en dessous de la capacité de charge est largement erronée.** Les choses changent constamment et ne restent pas équilibrées pour toujours, ni même pour très longtemps.

Maintenant que nous avons examiné la croissance en général, nous devons étudier en détail la croissance de la population humaine de cette planète. Comme les populations humaines peuvent modifier leur taux de croissance, leur niveau de consommation et même la capacité de charge de leur environnement, c'est un sujet complexe auquel je consacrerai l'intégralité de mon prochain billet. En bref, cependant, sur la base des idées de capacité de charge, de dépassement et de notre capacité de croissance, je ne suis pas le moins du monde dissuadé de mes prédictions d'effondrement, "dieoff" dans le langage que nous avons utilisé dans ce billet.

Ce billet s'est avéré assez court, principalement parce que je l'ai divisé en deux et que j'ai gardé la seconde moitié, légèrement plus longue, pour la prochaine fois. Il reste donc de la place pour quelques graphiques sur la capacité de charge et l'empreinte écologique.

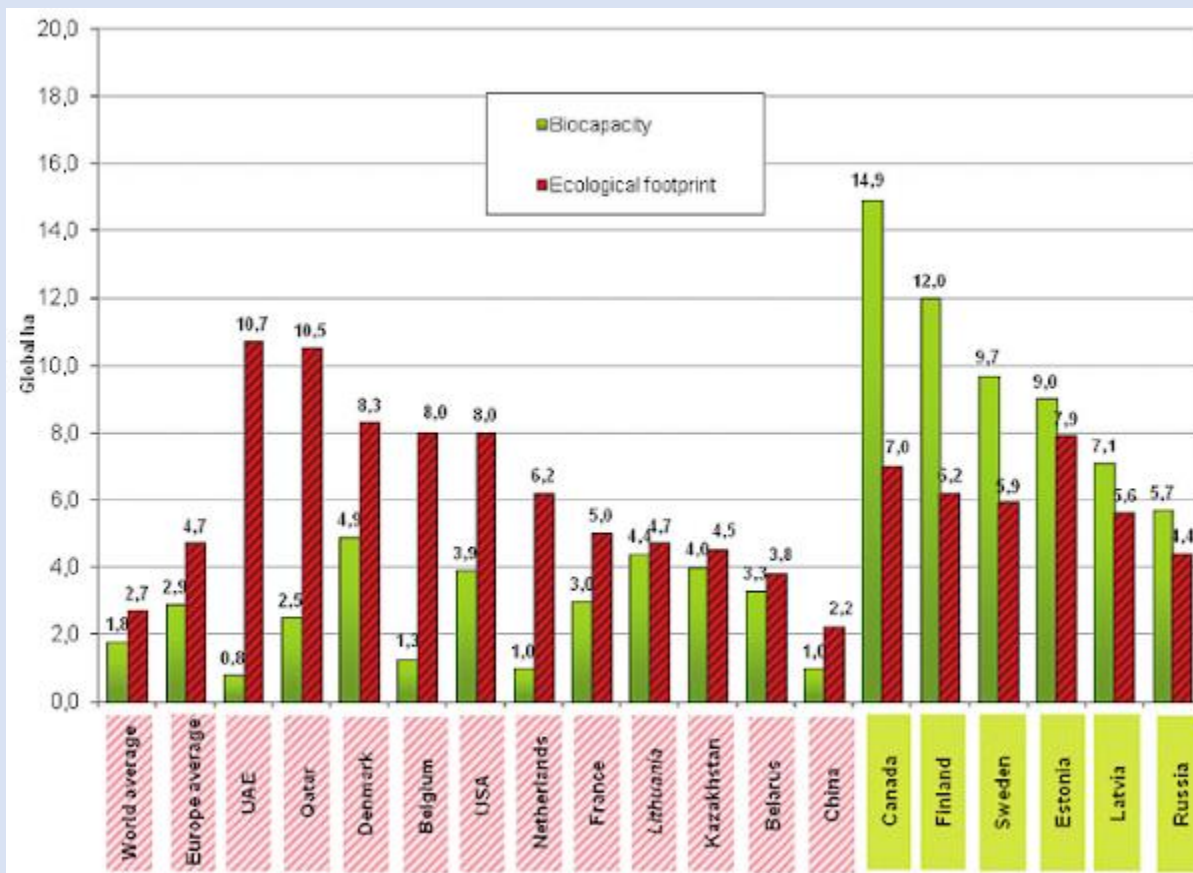


Figure 5, Biocapacité et empreinte écologique

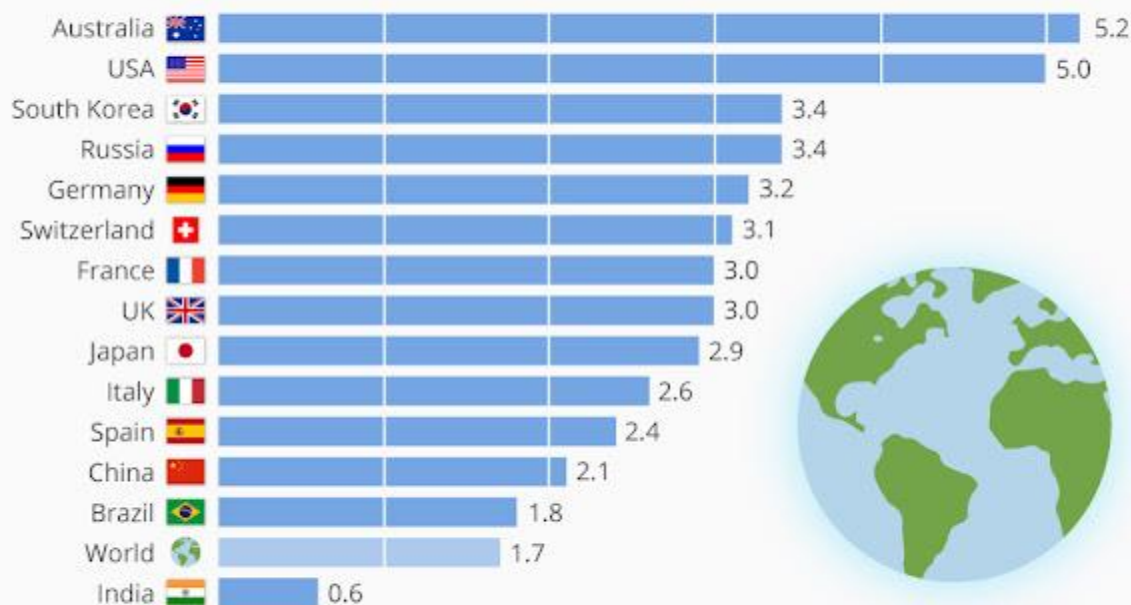
Il s'agit d'un graphique intéressant et peut-être trompeur, qui compare la capacité de charge (biocapacité) de divers pays avec leur consommation, sur une base par habitant. Les unités sur l'axe vertical sont les "hectares globaux par habitant, Gha". L'article de Wikipedia sur GHA est court et informatif. Voici un paragraphe central :

"Les "hectares globaux par personne" font référence à la quantité de production et d'assimilation de déchets par personne sur la planète. En 2012, il y avait environ 12,2 milliards d'hectares globaux de production et d'assimilation de déchets, soit une moyenne de 1,7 hectare global par personne. La consommation a totalisé 20,1 milliards d'hectares globaux, soit 2,8 hectares globaux par personne, ce qui signifie qu'environ 65 % de plus a été consommé que produit. Cela est possible parce qu'il existe des réserves naturelles dans le monde entier qui servent de réserves de nourriture, de matériaux et d'énergie, mais seulement pour une période relativement courte. En raison de la croissance démographique rapide, ces réserves s'épuisent à un rythme de plus en plus rapide. Voir le Jour du dépassement de la Terre

Pour comprendre ce que j'entends par "trompeur", jetez un coup d'œil au Canada, le pays où je vis. Le graphique peut donner l'impression que nous nous en sortons bien, puisque notre biocapacité est importante par rapport à notre population, mais notre consommation par habitant (empreinte écologique), qui s'élève à 7 Gha, est l'une des plus élevées au monde.

The World is Not Enough

of earths (and its resources) needed if the world's population lived like following countries



@StatistaCharts Source: Global Footprint Network

statista

Figure 6, empreinte écologique en termes de "planètes"

Une autre façon de considérer l'empreinte écologique consiste à calculer le nombre de planètes comme la Terre qu'il faudrait si tous les habitants de la Terre vivaient aujourd'hui comme dans un certain pays. Comme c'est souvent le cas, le Canada est absent de la figure 6, mais un petit calcul à partir des chiffres de la figure 5 m'amène à penser que si tout le monde vivait comme nous au Canada, il nous faudrait environ 4,4 Terres. Je trouve que c'est une idée qui donne à réfléchir.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Effondrement, dites-vous ? Partie 5, La surpopulation

Irvine Mills Vendredi 8 janvier 2021 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

La personne la plus facile à berner

Une approche réaliste de la vie à l'ère de la pénurie



Oies et goélands sur le lac Huron

La dernière fois, j'ai parlé de la croissance, du dépassement et de l'extinction, et j'ai promis de continuer avec un regard sur la surpopulation humaine dans cet article. C'est donc parti.

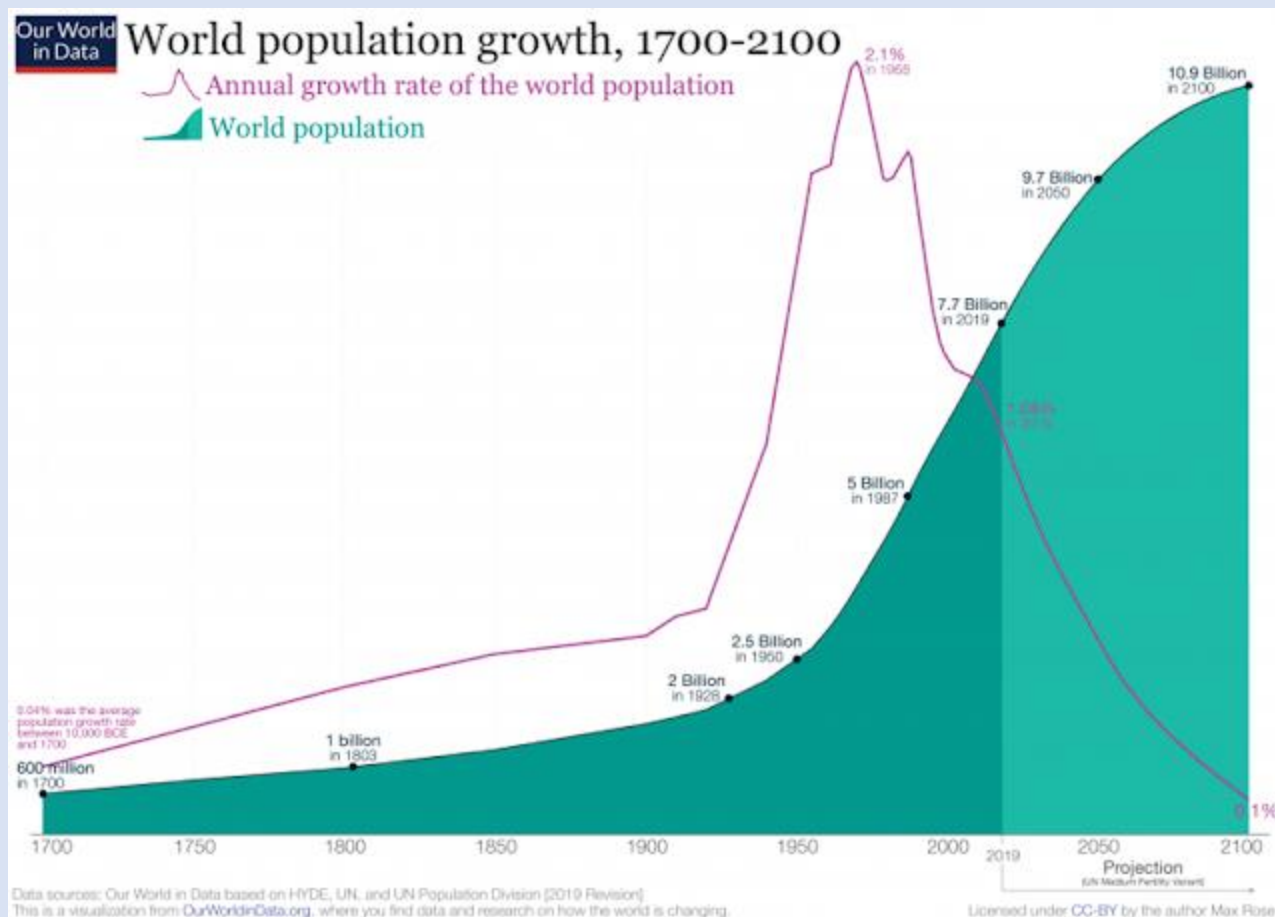


Figure 1 : Niveau et taux de croissance de la population humaine de 1700 CE à 2100 CE (ère actuelle)

Le diagramme ci-dessus est utile car il indique non seulement la population totale (les zones vertes), mais aussi le taux de croissance annuel (la ligne rouge). Je pense qu'en me référant aux différentes sections de ce graphique, je peux exposer la plupart des points que je souhaite aborder ici.

Sur le côté gauche, vous remarquerez cette déclaration, peut-être illisible sur votre écran : "**0,04 % était le taux de croissance moyen entre 10 000 avant notre ère et 1700 de notre ère**". D'après certaines des lectures que j'ai faites récemment, il semble que **le taux de croissance des chasseurs-cueilleurs** avant 10 000 avant notre ère était similaire.

Il s'avère que les humains sont comme les autres espèces : notre population augmente lorsque la nourriture est abondante et diminue lorsqu'il y a pénurie. Pour les espèces typiques, les moyens d'obtenir davantage de nourriture consistent à étendre leur territoire, à entrer en concurrence avec d'autres espèces et à évoluer pour occuper de nouvelles niches. Ce type de changement, basé sur l'évolution génétique, a tendance à se produire très lentement. Mais, contrairement à d'autres espèces, nous avons acquis la capacité d'avoir une culture, qui sert de support au changement, et un langage, qui permet de transmettre ce changement aux générations futures. Au cours de nos quelque 2 millions d'années de chasseurs-cueilleurs, nous avons développé de nombreux nouveaux moyens d'accéder à davantage de nourriture et d'en tirer un meilleur parti. Et nous nous sommes répandus sur tous les continents, à l'exception de l'Antarctique.

Je pense qu'il y a environ 10 000 ans, nous avons pratiquement rempli la planète, compte tenu de la quantité de nourriture disponible pour **les chasseurs-cueilleurs**. Seules quelques îles, principalement dans le Pacifique, restaient à découvrir et à coloniser. Ce n'est que peu de temps après, en divers endroits du monde, que nous avons

commencé à pratiquer l'agriculture.

Je m'étonne que le supplément de nourriture disponible grâce à l'agriculture, même préindustrielle, n'ait pas entraîné une augmentation de notre taux de croissance. Apparemment, ce n'est pas le cas, mais cela a permis à notre population de continuer à croître d'environ 0,04 % par an, en augmentant la densité de population dans les zones adaptées à l'agriculture.

Au cours des millénaires qui ont suivi l'invention de l'agriculture, nous avons développé l'irrigation, les animaux de trait, l'élevage d'animaux et de plantes, l'utilisation du fumier et du compost pour améliorer la fertilité et ainsi de suite, ce qui a permis d'augmenter les rendements et d'étendre les zones où nous pouvions pratiquer l'agriculture, favorisant ainsi la croissance de la population.

Avec un taux de croissance de 0,04 % par an, une population double environ tous les 1 700 ans. Cela semble assez lent, mais laissez-lui quelques millions d'années sans interruption et la population aura doublé près de 1200 fois. Non, il ne s'agit pas d'une multiplication par 1200, mais d'un doublement par 1200. Il suffirait qu'elle soit multipliée par 10 pour être multipliée par plus de 1000, ou par 30 pour être multipliée par plus d'un milliard.

La population aux alentours de 10 000 ans avant Jésus-Christ ne comptait qu'entre un million et 10 millions d'habitants. Il est clair que notre croissance démographique passée a été fréquemment interrompue, lorsque nous avons dépassé la capacité de charge locale, lorsque des catastrophes naturelles ont réduit cette capacité de charge, ou peut-être lorsque des maladies ont réduit notre taux de fécondité. Pour des exemples concrets, lisez le chapitre 3 de l'ouvrage de **Jared Diamond** intitulé "*Collapse*", qui décrit en détail les décès complets sur les îles Pitcairn et Henderson dans le Pacifique et un décès partiel sur l'île voisine de Mangareva.

C'est l'un des points que je souhaite aborder : même avec une technologie préindustrielle et un taux de croissance relativement faible, nous finissons par dépasser la capacité de charge de la région dans laquelle nous vivons et finissons par mourir. La seule solution à long terme est de viser une population stable, sans croissance. Toujours en vous référant à l'ouvrage *Collapse* de Diamond, lisez le chapitre 9 sur les sociétés durables des hauts plateaux de Nouvelle-Guinée, de l'île de Tikopia et du Japon pendant la période Tokugawa. Cela a été fait, et sans technologie moderne.

Mais, à part ces quelques exceptions, ce qui s'est réellement passé, c'est que vers 1700 de notre ère, le taux de croissance de notre population a commencé à augmenter. Je ne suis pas certain de la cause exacte de ce phénomène, mais deux événements se sont produits à peu près à cette époque et je pense qu'ils y sont pour quelque chose. Premièrement, nous avons commencé à utiliser des combustibles fossiles pour industrialiser nos économies, augmentant ainsi considérablement la quantité d'énergie disponible par habitant, ce qui a conduit à ce que nous considérons comme la "modernisation". Deuxièmement, les Européens se sont étendus sur les continents dits "vides" du Nouveau Monde (y compris l'Australie, l'Océanie et certaines parties de l'Afrique). Pour les peuples indigènes, ce ne fut pas une expérience agréable, avec un taux de mortalité de 90 % dans de nombreuses régions après l'arrivée des Européens. Mais cela a permis aux Européens de s'étendre dans de nouvelles régions, d'accéder à de nouvelles ressources et à de l'espace pour se développer. Et nous nous sommes développés.

Aux alentours de 1900, le taux de croissance a commencé à augmenter encore plus et s'est maintenu avec seulement quelques baisses jusqu'en 1968.

Un certain nombre de progrès sont à l'origine de cette augmentation du taux de croissance. Les moteurs thermiques brûlant des combustibles fossiles ont remplacé une grande partie de la force musculaire utilisée dans l'agriculture, ce qui a permis de ne plus avoir à cultiver des aliments pour les animaux de trait. L'invention de procédés permettant de convertir l'azote atmosphérique en ammoniac a rendu les engrais azotés synthétiques disponibles en grandes quantités. Auparavant, l'azote sous une forme accessible aux plantes n'était créé que par des bactéries, ce qui limitait considérablement la quantité de nourriture pouvant être cultivée. Enfin, les progrès des soins médicaux ont permis de réduire considérablement la mortalité infantile et juvénile.

Dans les années 1960, la quasi-totalité des terres cultivables étaient déjà utilisées et un problème d'approvisionnement alimentaire se profilait à l'horizon. La révolution verte a "résolu" ce problème en développant des variétés des principales céréales dont les rendements répondent très bien à l'irrigation et à la fertilisation, et en utilisant des pesticides pour lutter contre la concurrence des mauvaises herbes et les dommages causés aux cultures par les insectes et les champignons.

Les responsables de la révolution verte l'ont considérée comme une solution temporaire qui nous permettrait de maîtriser notre problème de croissance démographique sans provoquer une hécatombe majeure. Dans les années qui ont suivi, elle a été utilisée comme un moyen de soutenir une population toujours plus nombreuse sans qu'il soit vraiment question de la maîtriser.

Tout ceci nous amène à un autre point que je voulais aborder. Si l'on examine l'histoire de la race humaine en matière d'alimentation et de croissance démographique, une tendance commence à se dessiner. Encore et encore, nous avons augmenté notre approvisionnement en nourriture, ce qui a conduit à une augmentation de la population, qui a nécessité une augmentation de l'approvisionnement en nourriture, qui une fois fourni a conduit à une nouvelle augmentation de notre population. Actuellement (janvier 2021), cette population avoisine les huit milliards d'habitants, et la majorité des gens continuent de croire que nous serons capables de sortir d'autres lapins du chapeau en fonction des besoins, en utilisant la technologie pour nourrir une population toujours croissante, dans un avenir prévisible et au-delà.

Pour moi, cela semble peu probable. **De nos jours, nous utilisons dix calories d'énergie fossile pour produire une seule calorie de nourriture.** Cela inclut de grandes quantités de gaz naturel pour la production d'engrais azotés synthétiques. Les deux autres éléments nutritifs primaires des plantes, la potasse et le phosphore, sont des ressources minérales non renouvelables. Et une grande partie de l'eau utilisée pour l'irrigation est pompée dans des aquifères fossiles qui sont essentiellement non renouvelables. Ainsi, l'agriculture moderne dépend de manière critique de ressources qui s'épuisent au fur et à mesure et pour lesquelles il n'existe aucun substitut renouvelable. En outre, le changement climatique menace de mettre fin au climat doux et prévisible qui a facilité l'agriculture au cours des derniers millénaires.

La bonne nouvelle est que le taux de croissance de notre population a atteint un pic de 2 % par an en 1968 et qu'il est en baisse depuis lors. Mais la croissance démographique elle-même, par opposition au taux de croissance, est encore loin de s'arrêter. Pour une espèce à longue durée de vie comme la nôtre, un délai important est intégré au processus : notre population a continué à croître et continuera à le faire avant de plafonner. Il y a beaucoup de personnes en vie aujourd'hui qui ont encore quelques années à vivre, et notre population ne peut pas diminuer de manière significative tant qu'elles ne sont pas mortes. Et il y a un grand nombre de femmes en âge de procréer, qui pourraient avoir plus d'enfants et augmenter notre taux de croissance si les circonstances les y encourageaient.

La partie la plus à droite du graphique, qui va de 2019 à 2100, est considérée par beaucoup comme une solution.

Cette solution se présente sous la forme de la "transition démographique", qui, selon Wikipédia, est : *"un phénomène et une théorie qui se réfèrent au passage historique de taux de natalité élevés et de taux de mortalité infantile élevés dans les sociétés ayant un minimum de technologie, d'éducation (en particulier des femmes) et de développement économique, à des taux de natalité faibles et des taux de mortalité faibles dans les sociétés ayant une technologie avancée, une éducation et un développement économique, ainsi que les étapes entre ces deux scénarios."*

Ce phénomène est en grande partie dû à l'abondance rendue possible par les combustibles fossiles et au fait que, dans les sociétés modernes et riches, les enfants sont davantage un fardeau qu'une bénédiction, ce qui encourage la réduction de la taille des familles. Les auteurs du graphique partent de l'hypothèse que l'abondance continuera à s'étendre aux régions en développement du monde et que le taux de croissance démographique continuera à baisser, de sorte que notre population culminera à près de 11 milliards d'habitants à la fin du siècle. Bien que le

graphique ne le montre pas, les partisans de ce scénario optimiste supposent que notre population va en fait diminuer et se stabiliser à un niveau plus gérable au cours du siècle prochain. Pour y parvenir, il faudrait que notre taux de croissance démographique soit inférieur à zéro. Il est vrai que dans de nombreux pays développés, c'est déjà le cas.

De nombreuses personnes adoptent ce scénario avec enthousiasme, pensant qu'il signifie que les "affaires habituelles" peuvent continuer sans problème. Ce scénario est particulièrement attrayant pour les riches et les puissants, qui cherchent une "garantie" qu'ils n'auront pas à renoncer à leurs privilèges pour nous permettre de surmonter les problèmes qui nous attendent.

Comme vous pouvez sans doute l'imaginer maintenant, je ne suis pas convaincu. Le problème de ce graphique est qu'il repose sur l'hypothèse selon laquelle il y aura toujours des ressources suffisantes pour subvenir aux besoins de la population actuelle et pour poursuivre le développement qui entraîne la transition démographique.

De nombreuses ressources dont nous dépendons ne sont pas renouvelables et sont déjà en voie d'épuisement, mais même si nous parvenions à passer à des ressources renouvelables, les choses ne s'annoncent pas bien.

Nous sommes à environ 165 % de la capacité de charge avec une population de 7,7 milliards d'habitants (en 2019). Avec 10 milliards d'habitants et sans augmentation des niveaux moyens de consommation, nous serions à 214 % de la capacité de charge en 2100. Mais pour que la transition démographique ait lieu dans les pays en développement, leur niveau de richesse doit augmenter de manière significative, ce qui nous amènerait encore plus loin dans le dépassement. C'est un goulot d'étranglement qu'il sera très difficile de franchir. **Je m'attends à ce que nous connaissions un déclin significatif bien avant 2100. Cette extinction servira à corriger nos problèmes de surpopulation et de surconsommation, mais il ne s'agira pas d'un processus sur lequel nous aurons le moindre contrôle, ni le moindre désir d'y prendre part.**

Quelqu'un a-t-il fait une étude qui tienne compte des limites des ressources et de la pollution en même temps que de la croissance démographique ? Eh bien oui, en fait, une telle étude a été réalisée au début des années 1970, et répétée deux fois depuis : Les limites de la croissance. Cette étude s'est appuyée sur une simulation informatique de notre monde qui a produit des résultats dans sa version de base (Business as Usual) qui se sont avérés très précis.

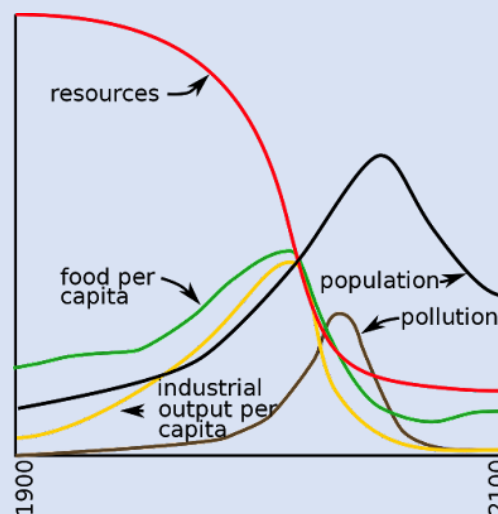


Figure 2, Les limites de la croissance : Version Business as Usual

J'ai rédigé une série de billets sur **The Limits to Growth** il y a quelques années si vous souhaitez obtenir plus de détails sans avoir à lire le livre. Mais ce qu'il faut retenir ici, c'est que la population augmente jusqu'au milieu du siècle, puis diminue de façon spectaculaire, tout comme l'approvisionnement en nourriture et notre production industrielle, les ressources s'épuisant et la pollution atteignant des sommets juste avant que la population ne diminue.

Malheureusement, très peu de personnes ont pris au sérieux *The Limits to Growth*. Les critiques prennent généralement la forme de "si nous faisons ceci ou cela, nous pourrions gentiment contourner ces limites". Cela me fait penser que la plupart des gens ont arrêté de lire après le chapitre qui décrit la simulation "Business as Usual". Je dis cela parce que les auteurs ont anticipé ce que les gens allaient suggérer et ont fait beaucoup plus d'exécutions de la simulation qui ont essayé ces solutions pour voir si elles étaient utiles. Ce ne fut pas le cas. **Ce qui serait utile, c'est de réduire notre niveau de consommation et de vivre dans les limites imposées par la planète et ses écosystèmes. Mais bien sûr, personne ne veut faire cela**, et nous avons donc continué à nous enfoncer davantage dans le dépassement et à nous rapprocher de l'extinction.

Pour voir plus en détail comment cette disparition peut se produire, nous devons être conscients que, jusqu'à présent, nous avons discuté de la situation en termes de moyennes mondiales. Mais nous vivons sur une grande planète, avec de nombreuses régions différentes qui connaissent des changements à des rythmes différents.

L'épuisement des ressources et le changement climatique, qui sont les moteurs de l'extinction à venir, ne font que commencer dans de nombreuses régions du monde, et il est encore facile d'ignorer leurs effets. Mais dans d'autres régions - le Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne et l'Amérique centrale viennent certainement à l'esprit - ils perturbent déjà les schémas d'habitation humaine. L'économie en est la première victime, avec la volatilité des prix de l'énergie et l'augmentation des prix de l'eau et de la nourriture. De nombreuses personnes se retrouvent au chômage et les gouvernements sont moins à même de soutenir les filets de sécurité sociale. L'agriculture souffre d'une combinaison de sécheresses, d'inondations et de vagues de chaleur. Les habitants des communautés agricoles sont contraints de plier bagage et de se déplacer vers les villes, où les personnes à la recherche d'un emploi et de nourriture ne sont pas les bienvenues. Des troubles civils et parfois une guerre ouverte s'ensuivent et les réfugiés commencent à affluer hors des zones touchées. La plupart des réfugiés sont absorbés par les pays voisins, qui ne sont pas eux-mêmes en très bonne santé.

Autrefois, lorsqu'une société s'effondrait, ses membres n'avaient d'autre choix que de s'en sortir sans aide extérieure. Aujourd'hui, dans notre monde plus petit et plus connecté, il est généralement possible de trouver de l'aide à l'extérieur d'une région en difficulté. Et il est parfois possible de déménager dans une région qui n'est pas encore touchée. C'est une bonne chose, mais cela signifie aussi que les problèmes d'une région sont plus susceptibles de se propager aux autres par un effet domino. Je m'attends à ce que cela s'intensifie au cours des prochaines décennies et conduise progressivement à l'effondrement presque complet de notre civilisation industrielle.

Cela fait donc beaucoup d'informations. Quelles sont les conclusions que j'en tire ?

La surpopulation est-elle le principal problème que nous devrions essayer de résoudre ? Je dirais que non, mais elle fait certainement partie du problème. L'augmentation de la taille de notre population rend plus difficile la gestion de la surconsommation, et vice versa. **Ce qu'il faut retenir des tentatives de contrôle de la surpopulation, c'est qu'en raison du délai important entre la réduction du taux de croissance démographique et la réduction finale de notre population, ce projet n'est pas susceptible de porter ses fruits à temps pour nous permettre de franchir le goulot d'étranglement auquel nous sommes confrontés.** À moins que nous ne nous attaquions à la consommation en même temps.

En tant qu'espèce prospère, nous avons une tendance intrinsèque à nous multiplier si des ressources sont disponibles et à nous étendre jusqu'à ce que nous surutilisions ces ressources. Peut-on faire quelque chose à ce sujet ? La transition démographique étant liée à l'abondance à bien des égards, il semble probable qu'elle aggrave la situation en augmentant la consommation. Une meilleure prise de conscience de notre situation pourrait conduire à des influences culturelles qui rendraient les familles moins nombreuses plus souhaitables dans les régions où le taux de croissance est encore élevé. L'éducation des femmes peut y contribuer largement, sans pour autant nécessiter une consommation excessive. Comme pour beaucoup de problèmes auxquels nous sommes confrontés, la solution est probablement réalisable, mais il est peu probable qu'elle soit mise en œuvre en temps

voulu pour des raisons idéologiques et politiques.

Réduire l'approvisionnement en nourriture réduirait certainement notre population, et c'est probablement ce qui se produira en cas d'extinction, que nous le voulions ou non. Mais cesser délibérément de nourrir les gens devrait être moralement répugnant. Surtout s'il est imposé aux pauvres par des riches qui en sont exemptés. Le terme "éco-fasciste" a été inventé pour désigner les personnes qui sont en faveur de ce genre de choses.

Je ne fais pas partie de ces personnes et je tiens à préciser que je ne rejette pas la responsabilité des problèmes dont j'ai parlé ici sur les régions les plus pauvres et les plus peuplées du monde. En effet, le haut niveau de richesse des nations développées est directement soutenu par leur exploitation des nations en développement. Et le niveau de consommation ridiculement élevé des riches, où qu'ils soient, est un facteur majeur du dépassement dont j'ai parlé. Dix pour cent de la population mondiale consomme plus de 50 % de la consommation.

La prochaine fois, nous examinerons de plus près la richesse, le terme "A" de l'équation $I=PAT$, et la façon dont notre monde est organisé pour favoriser la croissance continue de la consommation.

▲ [RETOUR](#) ▲

Effondrement, dites-vous ? Partie 6, surpopulation et surconsommation

Irvine Mills Dimanche 21 février 2021 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

La personne la plus facile à berner
Une approche réaliste de la vie à l'ère de la pénurie

Dans cette série de billets, j'ai expliqué pourquoi je pense que notre civilisation industrielle s'effondre lentement depuis les années 1970 et qu'elle continuera probablement à le faire jusqu'à ce que les circonstances nous obligent à adopter un mode de vie durable. À la lumière des questions que je vais aborder dans ce billet, je dois préciser que je ne considère pas l'effondrement comme un problème à résoudre, mais plutôt comme une situation difficile à laquelle nous devons nous adapter. Et il y a beaucoup de place pour des opinions différentes quant à ce que devraient être exactement ces adaptations.

Mes derniers billets ont suscité des discussions sur quelques questions qui, à mon avis, méritent que je leur consacre la totalité de ce billet, avant de poursuivre ma programmation, pour ainsi dire.



Nous avons eu beaucoup de neige récemment à Kincardine

Empreintes

La première question concerne la signification du terme "empreinte". La meilleure source que je puisse recommander à ce sujet est le Global Footprint Network et sa mesure de l'empreinte écologique. J'ai trouvé que leur page FAQ répondait à la plupart de mes questions. Il est intéressant de noter que les choses les plus surprenantes que j'ai découvertes concernent ce que l'empreinte écologique n'est pas. Cela m'a conduit au Water Footprint Network et au concept d'empreinte carbone. En ce qui concerne la question de l'épuisement des ressources non renouvelables, comme les combustibles fossiles et les minéraux, il a été plus difficile de trouver quelque chose comme des "empreintes", mais Wikipedia a un article sur l'épuisement des ressources qui peut servir de bon point de départ si vous voulez approfondir votre lecture.

Ce que l'empreinte ne signifie absolument pas, c'est "kilomètres carrés par personne". Il s'agit clairement d'une approche confuse du sujet, puisque les chasseurs-cueilleurs qui ont un très faible impact sur l'écosystème utilisent beaucoup de kilomètres carrés par personne, mais marchent très légèrement partout où ils vont. Alors que les humains modernes occupent une superficie relativement faible par personne, mais ont un impact très lourd sur la planète.

L'empreinte écologique utilise une mesure d'"hectares globaux par personne", où "un hectare global est la quantité annuelle de production biologique mondiale destinée à l'utilisation humaine et à l'assimilation des déchets humains, par hectare de terre biologiquement productive et de pêche."

"En 2012, il y avait environ 12,2 milliards d'hectares mondiaux de production et d'assimilation de déchets, soit une moyenne de 1,7 hectare mondial par personne. La consommation a totalisé 20,1 milliards d'hectares mondiaux, soit 2,8 hectares mondiaux par personne, ce qui signifie qu'on a consommé environ 65 % de plus que ce qui a été produit. Cela est possible parce qu'il existe des réserves naturelles tout autour du globe qui fonctionnent comme des réserves de nourriture, de matériaux et d'énergie de secours, mais seulement pour une période relativement courte."

Ces citations sont tirées du court article de Wikipédia sur les "hectares mondiaux", qui peut servir à clarifier ce dont je parle ici.

Surpopulation ou surconsommation ?

La deuxième question était un désaccord sur la question de savoir si la surpopulation ou la surconsommation est le principal problème contribuant à la situation de dépassement à laquelle nous sommes confrontés. Les opinions à ce sujet semblent se situer sur un spectre, qui, de manière intéressante, coïncide quelque peu avec le spectre politique de gauche à droite. Dans ma discussion ci-dessous, je ne tiendrai pas compte des personnes qui ne pensent pas du tout qu'il faille s'inquiéter de ce problème, qui ne croient pas que nous sommes ou serons jamais en situation de dépassement. Soit ils sont dans le déni, soit ils ont une foi immense et injustifiée dans le progrès et la technologie. Mais c'est une toute autre histoire.

Je dois d'abord noter que le problème n'est pas seulement qu'il y a trop de gens ou qu'ils consomment trop, mais aussi que notre population et notre consommation augmentent toutes deux. Même si nous n'avions pas encore de problème, la croissance signifie que nous en aurons bientôt. Bien sûr, nous avons clairement un problème, et ce depuis les années 1980, lorsque notre impact a dépassé la capacité de charge de la planète. La croissance signifie simplement que la situation ne cesse de s'aggraver.

Mes amis de gauche ne sont pas terriblement préoccupés par la surpopulation. Ce qui les inquiète, c'est la consommation excessive de la classe supérieure. S'il est possible de l'éliminer et d'améliorer en conséquence le sort des pauvres, ils pensent que la transition démographique se poursuivra et que la population atteindra un niveau que la planète pourra supporter. Ils parlent également de réduire les déchets dans le système de production alimentaire, ce qui serait une bonne idée. Et ils croient fermement que la technologie pourra les aider dans tout cela. Si vous suggérez que nous devrions essayer activement de réduire notre population, ils pourraient bien vous qualifier d'"éco-fasciste".

Ce qui nous amène à l'autre extrémité du spectre, où il y a effectivement des écofascistes. Mais la plupart des personnes que je connais qui affirment que la surpopulation est la source de nos problèmes reconnaissent également que la surconsommation est un gros problème. Ils mentionnent la surpopulation en premier parce qu'ils craignent qu'elle ne reçoive pas assez d'attention.

Il y a cependant des personnes qui se concentrent entièrement sur la surpopulation et pensent que la surconsommation est uniquement le résultat de la surpopulation. Pire encore, ils partent du fait que l'abondance de nourriture facilite la croissance de la population et en concluent que le fait de disposer de moins de nourriture

est le seul moyen efficace de faire diminuer notre population. Le problème avec cette idée est qu'elle ne correspond pas aux faits.

Tout d'abord, ces personnes vous diront que nous augmentons continuellement l'offre alimentaire et que, de ce fait, la population croît au rythme régulier de 1,4 % par an. En fait, alors que le niveau de la production alimentaire a augmenté, le taux de croissance de la population a atteint un pic dans les années 1960, à environ 2 %, et a diminué depuis lors, pour atteindre environ 1,05 % en 2020.

Dans les pays développés, le taux de croissance démographique est tombé en dessous du seuil de remplacement dans de nombreux cas. Et ce, avec un excès de nourriture.

Dans les pays en développement, la fécondité et le taux de croissance démographique sont encore élevés. Et ce, malgré le fait que de nombreuses personnes souffrent de malnutrition - environ 800 millions dans le monde, dont la plupart dans les pays en développement.

Les écofascistes affirment que si l'approvisionnement alimentaire était progressivement réduit, l'augmentation progressive de la malnutrition entraînerait une réduction de la fécondité et, avec elle, une baisse du taux de croissance démographique, et ce sans causer de difficultés excessives. Mais si la malnutrition sévère réduit effectivement la fertilité, la réponse de la fertilité à des niveaux mineurs de malnutrition est beaucoup plus complexe.

Pour ce qui est d'éviter les difficultés, dans le monde réel des marchés où nous nous rationnons en fonction du prix, s'il y a une pénurie de nourriture, le prix de la nourriture augmente et les personnes les plus pauvres de la zone touchée connaissent ce qui équivaut à une famine dictée par l'économie. Dans de nombreuses cultures, cette situation est plus susceptible de déclencher une révolution que de faire baisser la fécondité, comme ce fut le cas dans plusieurs pays lorsque les prix des denrées alimentaires ont grimpé en flèche au début de ce que l'on a appelé le "printemps arabe". Il s'agissait moins d'un désir soudain de démocratie que d'une réaction à l'augmentation du prix des aliments.

Les effets négatifs d'un plan visant à contrôler le taux de croissance de la population en réduisant l'approvisionnement alimentaire se répercuteraient de manière disproportionnée sur les personnes pauvres et brunes, et c'est là que le terme "écofasciste" apparaît. Mis à part les étiquettes, opprimer les pauvres et les faibles me semble être une chose assez méprisante à faire. D'autant plus que cela ne permettrait pas, comme nous le verrons dans un instant, d'atteindre le résultat souhaité, à savoir réduire notre degré de dépassement.

Même si mes opinions politiques sont plutôt à gauche, mes idées sur la surpopulation par rapport à la surconsommation se situent quelque part au milieu du spectre. J'ai étudié l'impact de l'humanité sur la planète en utilisant l'approche I=PAT, qui prend en compte les effets de la population, de la richesse (consommation) et de la technologie. Il est clair que notre impact est déjà supérieur à la capacité de charge de la planète (environ 165 %), la population et la consommation y contribuant et continuant à croître. Il est clair que le niveau de consommation par habitant augmente, ce qui signifie que la croissance de la consommation ne se limite pas à la croissance démographique. On pourrait qualifier ce phénomène d'"augmentation de la richesse", ce qui donne un nom au problème, mais ne fait pas grand-chose pour le résoudre.

Il est également important de garder à l'esprit que là où notre impact est supérieur à la capacité de charge, l'écosystème est endommagé et la capacité de charge diminue. Cela rend notre situation encore pire.

Une grande partie de notre consommation actuelle repose sur des ressources non renouvelables. À mesure que ces ressources s'épuisent, leur accès coûte plus cher et nécessite plus d'énergie. Cela nous conduit à un dépassement qui, à mon avis, n'est pas représenté de manière adéquate par les mesures d'empreinte ou d'impact. L'épuisement des ressources dont nous dépendons, et pour lesquelles nous n'avons pas de substituts adéquats, est un facteur majeur d'effondrement.

Pour une espèce à longue durée de vie comme la nôtre, il y a un long délai entre la réduction du taux de croissance de notre population et la réduction effective de la population. Au mieux, si la transition démographique continue de s'étendre dans le monde en développement et que le taux de croissance de la population continue de diminuer, il faudra plusieurs décennies avant que notre population cesse de croître. Pendant ce temps, il est presque certain que notre impact dépassera la capacité de charge de la planète dans une mesure beaucoup plus grande qu'actuellement. Je m'attends à ce que cela entraîne un déclin significatif de la population humaine.

Je pense donc que nous devons continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour réduire la croissance démographique, notamment en éduquant les femmes, en nous efforçant de leur donner plus de contrôle sur leur vie et en rendant le contrôle des naissances plus facilement accessible. Nous ne devons rien faire qui soit moralement odieux, de peur que la solution ne soit pire que le problème.

Nous devons également chercher ailleurs ce qui peut être fait pour réduire notre impact à court terme, avant que le dépassement ne nous rattrape.

Au cours des décennies qui se sont écoulées depuis que Paul Erlich a proposé l'approche $I=PAT$, beaucoup se sont tournés vers la technologie comme moyen le plus prometteur de réduire notre impact. C'est la seule approche qui n'exige pas de changements importants dans le mode de vie, surtout pour les personnes riches. Malheureusement, aucune solution technologique réelle n'a vu le jour. Le "découplage" souvent promis n'a pas eu lieu, et il y a de bonnes raisons de penser qu'il n'aura jamais lieu. De nombreuses nouvelles technologies consomment en fait plus, et surtout plus d'énergie - prenez les pièces de monnaie en bit, par exemple. J'y reviendrai plus en détail dans un prochain billet.

La seule alternative restante pour réduire notre impact serait de réduire la consommation. C'est une chose que la plupart des gens ne veulent pas faire, mais je crois que nous devons le faire et que nous le pouvons. S'il faudra beaucoup de temps pour remédier à la surpopulation, la surconsommation peut être réduite presque immédiatement, comme nous l'avons vu pendant la pandémie actuelle.

Prenons le graphique ci-dessous, qui met en relation les déciles de revenus mondiaux et la consommation.

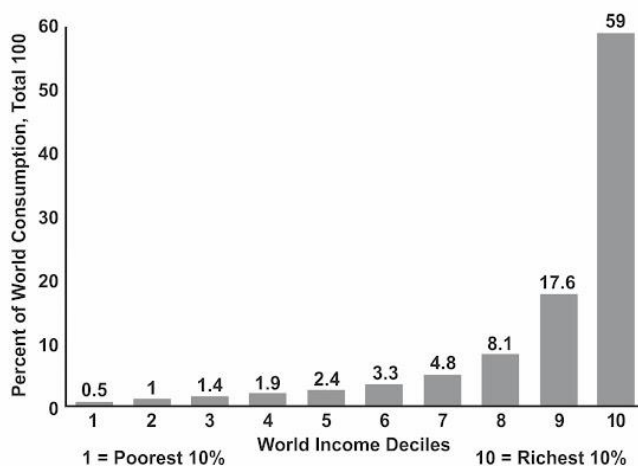


Figure 1

Il n'est pas surprenant que les personnes les plus riches consomment davantage, mais l'ampleur de cette consommation est plutôt choquante.

D'après ce graphique, 59 % de la consommation est le fait des 10 % des personnes les plus riches du monde. Les 50 % les plus pauvres du monde ne représentent que 7,2 % de la consommation. Si nous devions nous débarrasser des 50 % les plus pauvres de notre population, cela aurait très peu d'effet, laissant notre impact à 153 % de la capacité de charge ($0,928 \text{ fois } 1,65 = 1,53$). En revanche, si nous devions nous débarrasser des 10 % les plus riches, notre impact serait ramené à 68 % de la capacité de charge ($0,41 \text{ fois } 1,65 = 0,68$). Bien sûr, je ne propose pas de se débarrasser de qui que ce soit, mais cela montre pourquoi je pense que nous devrions chercher à réduire la consommation aussi bien que la population. Et pourquoi je pense que les personnes qui veulent empêcher les pauvres de se reproduire font fausse route.

Avant d'examiner de près ce qui motive la consommation et la croissance de la consommation, je pense que nous devons nous pencher sur plusieurs sujets délicats : la nature humaine, nos besoins et nos désirs, et la politique. Je le ferai dans mon prochain billet.

Voici quelques lectures supplémentaires sur le sujet de la croissance démographique et de la malnutrition :

<https://www.karger.com/Article/Pdf/4523>

▲ [RETOUR](#) ▲

Effondrement vous dites ? Partie 7, Besoins et désirs, Nature humaine, Politique

Irvine Mills Lundi 8 mars 2021, traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

La personne la plus facile à berner
Une approche réaliste de la vie à l'ère de la pénurie



Arbre sur la jetée sud
Port de Kincardine

Dans mon dernier billet, nous avons examiné deux problèmes majeurs auxquels l'humanité est confrontée : la surpopulation et la surconsommation. J'ai utilisé l'équation $I=PAT$ (Impact=Population X Affluence X Technologie) comme cadre de référence pour cette discussion.

Pour une espèce qui vit longtemps comme la nôtre, il y a un long délai entre la réduction du taux de croissance de la population et la réduction effective de la population. Au mieux, si la transition démographique continue de s'étendre dans le monde en développement, il faudra plusieurs décennies avant que notre population cesse de croître. Pendant ce temps, notre impact dépassera la capacité de charge de la planète dans une mesure bien plus grande qu'actuellement. Selon toute vraisemblance, cela entraînera au moins une disparition partielle de la population humaine. Nous devons prendre des mesures pour atténuer cette disparition. Je pense que nous devons continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour réduire la croissance de la population (à l'exception des choses moralement abominables), mais nous devons également chercher ailleurs ce qui peut être fait pour réduire notre impact à court terme.

Beaucoup se sont tournés vers la technologie comme moyen le plus prometteur de réduire notre impact. Malheureusement, aucune solution réelle n'a été proposée. Le "découplage" souvent promis n'a pas eu lieu, et il y a de bonnes raisons de penser qu'il n'aura jamais lieu. La seule alternative restante pour réduire notre impact serait de réduire la consommation (affluence). Et cela serait particulièrement efficace si on l'appliquait d'abord aux segments les plus riches de notre société mondiale. Il est clair que les personnes qui surconsomment le plus ne veulent pas changer, mais je crois que nous devons, et que nous pouvons, le faire.

Avant d'examiner de près ce qui motive la consommation, et la croissance continue de la consommation, je pense que nous devons nous pencher sur plusieurs sujets délicats : les besoins et les désirs humains, la nature humaine et la politique. C'est donc de cela que je vais parler aujourd'hui.

Besoins et désirs

Si nous proposons une réduction de la consommation, il semble naturel de parler des besoins par rapport aux désirs. L'idée est que la surconsommation résulte du fait que les gens essaient de satisfaire des désirs qui ne sont pas réellement des besoins, même dans la définition la plus généreuse du mot. La consommation qui en résulte est quelque chose dont ils peuvent parfaitement se passer.

Souvent, lorsque j'entends une discussion sur ce sujet, elle s'inscrit dans le cadre d'une critique des compétences des pauvres en matière de gestion de l'argent, par quelqu'un qui sait peu ou pas du tout ce que c'est que d'être pauvre. Ce que je veux faire ici, c'est tout le contraire - critiquer les riches, qui sont des champions de la surconsommation et qui poussent le reste d'entre nous à consommer davantage afin de soutenir leurs efforts pour amasser plus de richesses.

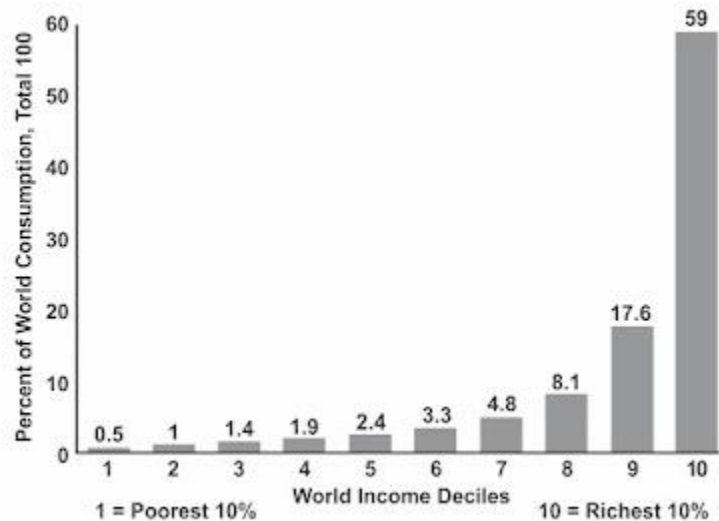


Figure 1, Consommation par rapport au revenu

J'ai inclus ce diagramme dans plusieurs articles de cette série, et je l'utiliserai probablement à nouveau à l'avenir, car il est au cœur de notre problème de surconsommation. Gardez à l'esprit que toutes les personnes représentées dans ce diagramme - pauvres, riches et autres - ont les mêmes besoins fondamentaux.

Il me semble que le décile inférieur, voire les deux déciles inférieurs, ne voient même pas leurs besoins les plus fondamentaux satisfaits - beaucoup souffrent de malnutrition et n'ont pas accès à l'eau potable. Ils ont besoin de l'aide du reste d'entre nous, et leur situation est si grave que même une petite aide ferait une grande différence. À l'autre bout de l'échelle, il semble également évident que les personnes appartenant au décile supérieur consomment beaucoup trop et qu'elles pourraient réduire considérablement leur consommation tout en continuant à satisfaire tous leurs besoins et même certains de leurs désirs.

Il faut savoir que les gens ont légitimement de nombreux besoins. Ceux-ci ont souvent été décrits dans la hiérarchie des besoins de Maslow, illustrée sous forme de pyramide :

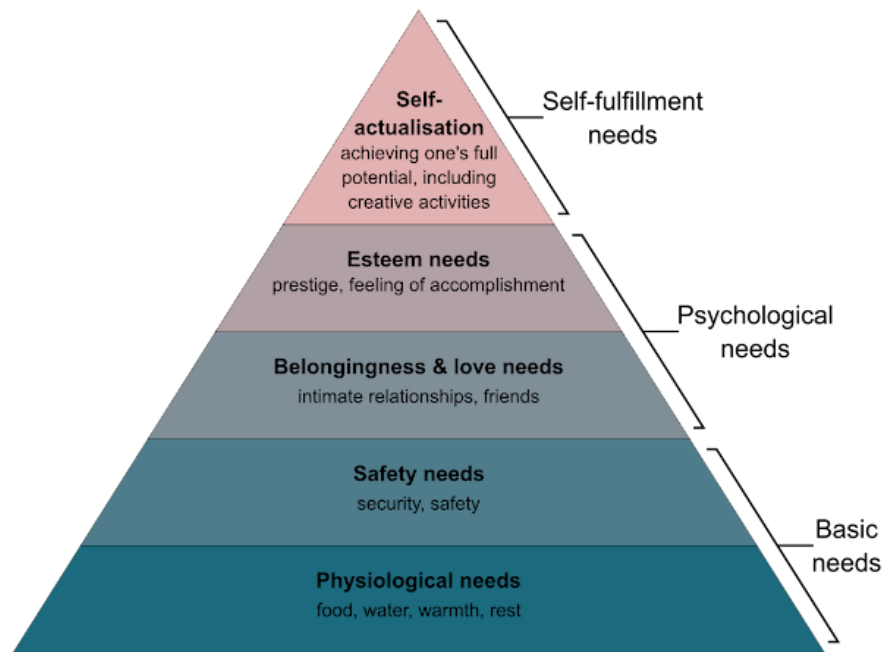


Figure 2 : La hiérarchie des besoins de Maslow

Je vous conseille de lire l'article de Wikipedia à ce sujet avant de le prendre comme parole d'évangile, car de nombreuses améliorations ont été suggérées depuis le milieu du vingtième siècle, époque à laquelle Maslow a présenté sa première version. Il s'avère que la représentation pyramidale n'est même pas la sienne. D'autres ont suggéré que celle-ci pourrait être une meilleure représentation de nos besoins :

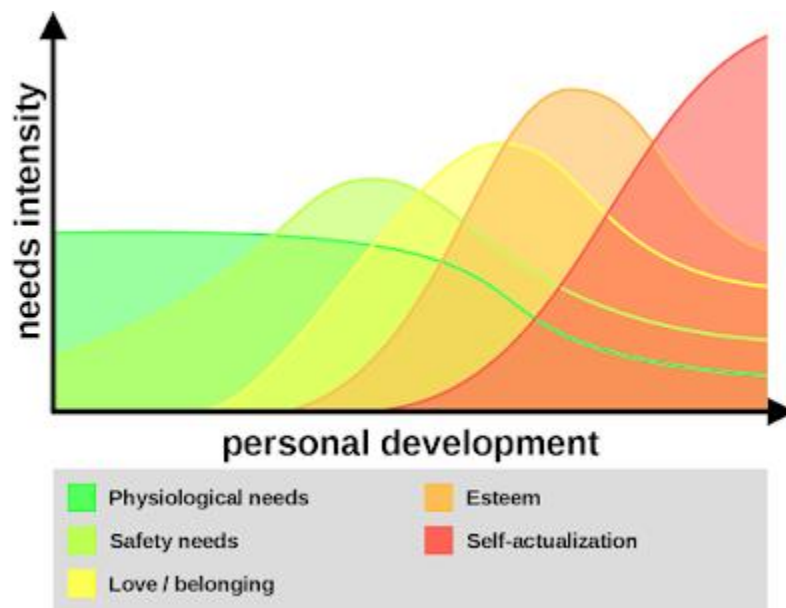


Figure 3 : graphique alternatif à la pyramide des besoins.

J'entends beaucoup de gens parler des besoins comme l'eau, la nourriture, la chaleur, le repos et la sécurité, et considérer les besoins plus élevés sur la pyramide comme du luxe. Mais ces besoins plus élevés sont tout aussi réels, même s'ils sont peut-être moins préoccupants à très court terme. À long terme, s'ils ne sont pas satisfaits, cela causera des problèmes aussi certainement que la non-satisfaction des besoins plus fondamentaux. Il me semble que la raison d'être d'une société est de fournir un moyen aux gens de satisfaire tous leurs besoins. Toute société qui ne le fait pas échoue de manière importante. Notez que je n'ai pas dit que la société devait répondre aux besoins des gens, mais plutôt leur fournir un moyen de répondre à leurs propres besoins.

Les gens ont un besoin très fort de faire partie d'une communauté qui fonctionne sur la base de l'entraide, où nous pouvons contribuer en aidant les autres et être sûrs d'obtenir de l'aide quand nous en avons besoin. Cela permet de satisfaire les besoins des trois niveaux supérieurs de la pyramide ainsi que ceux des deux niveaux inférieurs. Et la satisfaction des besoins des niveaux supérieurs de la pyramide peut souvent se faire sans augmenter la consommation de biens matériels, ni notre impact sur la planète.

Mais dans le monde développé, en particulier en Amérique du Nord, où les besoins physiologiques sont souvent très bien satisfaits, notre société ne parvient pas à répondre à ces besoins supérieurs. L'individualisme est mis en avant de manière excessive, et nous avons le sentiment que quelque chose nous manque. Les efforts de marketing capitaliste en profitent pour générer des désirs artificiels de biens de consommation et de services. Ceux-ci ne doivent pas être considérés comme des besoins ou des désirs, mais comme des choses qui nous sont imposées au profit d'autres personnes.

La nature humaine

Un peu de réflexion m'amène à la conclusion que lorsque nous parlons de besoins et de désirs, nous parlons en réalité de la nature humaine. Très souvent, on me dit que l'on ne peut pas changer la nature humaine et que certains aspects de cette nature immuable sont la source de nos problèmes de population et de consommation.

Je ne suis pas d'accord : les humains peuvent s'adapter pour vivre dans de nombreuses cultures différentes, et une grande partie de ce que les gens considèrent comme des aspects de la nature humaine sont en fait des adaptations à la culture dans laquelle nous vivons. Si nous vivions dans une culture différente, ces adaptations seraient différentes et les gens qui nous regardent auraient des idées différentes sur ce qu'est réellement la nature humaine.

Comme je l'ai dit dans mon dernier message, je ne pense pas que la quantité de nourriture disponible pour les gens détermine directement les taux de croissance de la population, et surtout les réductions de la croissance. Il semble que divers facteurs culturels et économiques déterminent la taille souhaitée des familles et provoquent actuellement une diminution du taux de croissance, mais pas assez rapidement.

C'est la même chose avec la surconsommation - l'avidité, le matérialisme, l'individualisme toxique et ainsi de suite sont des adaptations à la culture de consommation moderne. La nature humaine fondamentale n'est pas la raison principale de la croissance de la consommation, du moins pas de la manière directe que beaucoup de gens imaginent.

Si l'on me demandait d'identifier les éléments essentiels et sous-jacents de la nature humaine, je citerais notre capacité d'adaptation et notre aptitude à travailler ensemble de manière coopérative.

À un moment donné, au début de notre évolution en tant qu'êtres humains, nos ancêtres ont développé une résistance à la domination sexuelle et politique de type primate et ont adopté des arrangements sociaux communistes et égalitaires affirmés. Le terme généralement appliqué à ce mode de vie est le communisme primitif. Nous avons vécu de cette manière pendant la majeure partie des deux millions d'années qui se sont écoulées depuis que nous sommes devenus des êtres humains reconnaissables.

Si vous avez grandi dans une société moderne hautement individualiste, cela doit vous sembler étrange. Pourquoi nos ancêtres auraient-ils choisi un tel mode de vie ? Il devait y avoir un avantage évolutif, mais l'évolution fonctionne sur les individus. En d'autres termes, les changements se produisent au niveau individuel, et les changements qui profitent à l'individu, afin qu'il soit mieux à même de survivre et de se reproduire, s'accumulent dans la population. Comment un tel mode de vie pourrait-il agir ainsi ? Après tout, il était axé sur la réussite du groupe et décourageait activement les individus isolés d'atteindre une position privilégiée. C'est ce que signifie l'expression "assertivement égalitaire".

Eh bien, il s'avère que ce type d'approche conduit à de meilleurs résultats pour les individus du groupe ainsi que pour le groupe dans son ensemble. Les êtres humains s'en sortent beaucoup mieux dans des groupes fondés sur l'aide mutuelle qu'en tant qu'individus isolés. Même si ces individus sont suffisamment forts et capables de se débrouiller seuls. En vivant de cette manière pendant si longtemps, nous avons acquis de solides compétences dans des domaines tels que l'empathie, la communication et la coopération, ce qui a rendu ce mode de vie encore plus efficace. Nous en sommes également venus à avoir besoin de la proximité et de la camaraderie que l'on trouve dans de tels groupes. Savoir que l'on a besoin de nous et que l'on peut compter sur la satisfaction de nos besoins est important pour les êtres humains.

Quelqu'un, j'en suis sûr, m'accusera de romancer la vie des chasseurs-cueilleurs. Je suis parfaitement conscient des difficultés de cette vie et je n'ai aucune envie d'y retourner. D'autant plus qu'il reste peu d'habitats sur cette planète où la chasse et la cueillette pourraient être pratiquées avec succès. Certainement pas par huit milliards de personnes, probablement pas par plus de quelques millions.

Je ne me laisse pas non plus aller au sophisme de "l'appel à la nature". Mais il existe ce que l'on appelle un "environnement d'adaptation évolutive", qui consiste à considérer les circonstances dans lesquelles une espèce a évolué afin de générer des hypothèses sur ce qui pourrait être le mieux pour cette espèce aujourd'hui. Bien sûr, une hypothèse n'est valable que si elle peut être testée et prouvée correcte. D'après ce que j'ai lu, la plupart de ce que je dis ici sur la nature humaine fait partie du consensus scientifique accepté.

Les petits groupes communistes égalitaires et soudés étaient notre environnement évolutionnaire. En dehors de cet environnement, vous pouvez constater un dysfonctionnement ou une inadéquation évolutive. Les êtres humains sont très adaptables et nous pouvons survivre dans des environnements très différents de ceux dans lesquels nous avons évolué, mais cela ne signifie pas que nous allons prospérer. On voit tout le temps des gens se comporter mal, mais je pense que dans la plupart des cas, c'est parce qu'ils luttent pour s'adapter à de mauvaises situations. Ce que notre société fournit en abondance.

Politique

Je pense que notre niveau de consommation et de croissance économique est lié à la façon dont notre société est organisée. Dans une large mesure, cela relève de l'économie et de la politique.

Il n'est que juste, je suppose, de vous avertir dès le départ de ma propre politique. Je suis ce que l'on appelle aujourd'hui un "ancom", un anarcho-communiste ou un anarchiste-communiste. Ces deux mots sont susceptibles de provoquer une réaction négative, mais soyez indulgent avec moi. Je suis d'avis que ce type de relation politique/économique est le mieux adapté à la nature humaine.

Le communisme primitif dont j'ai parlé dans la dernière section a connu un tel succès que ce n'est que quelques milliers d'années après être passés de la chasse-cueillette à l'agriculture et environ 1000 ans après avoir commencé à vivre dans des villes que nous avons commencé à créer des hiérarchies et à développer le concept de propriété. Sur le moment, cela a sans doute semblé être une réponse raisonnable aux défis de la vie en groupe. Surtout pour ceux qui se trouvaient au sommet de la hiérarchie et qui possédaient des biens. Pour tous les autres, probablement pas tant que ça. Mais lorsque les inconvénients sont devenus évidents, les classes inférieures n'avaient plus le contrôle de la situation.

Je pense qu'il s'agit d'une impasse dans laquelle l'humanité s'est engagée au cours des derniers millénaires et qui a conduit à bon nombre des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Nous finirons - bientôt, il faut l'espérer - par l'abandonner et par revenir à une forme d'anarcho-communisme, le mode de vie qui nous convient le mieux. J'en dirai plus à ce sujet dans mon prochain billet.

Il est intéressant de noter que même dans les entreprises les plus capitalistes, lorsque les gens travaillent en équipe, ils se comportent généralement de manière coopérative, égalitaire, on pourrait presque dire

"communiste". Je le mentionne par expérience personnelle. Pendant de nombreuses années, j'ai travaillé comme "électricien d'entretien de l'électricité" pour la compagnie de réseau électrique ici en Ontario. Nous travaillions en petites équipes d'ouvriers et, même si nos relations avec la supervision et la direction étaient souvent tendues, les travailleurs s'entendaient bien la plupart du temps et aimaient travailler ensemble.

Je sais que l'on vous a appris que les anarchistes et les communistes sont les pires personnes qui soient.

Mais est-ce vraiment le cas ? Pour citer le regretté David Graeber, anthropologue et éminent spécialiste de l'anarchisme, "beaucoup de gens semblent penser que les anarchistes sont des partisans de la violence, du chaos et de la destruction, qu'ils sont contre toute forme d'ordre et d'organisation, ou qu'ils sont des nihilistes fous qui veulent tout faire sauter. En réalité, rien n'est plus éloigné de la vérité. Les anarchistes sont simplement des personnes qui croient que les êtres humains sont capables de se comporter de manière raisonnable sans y être forcés. C'est vraiment une notion très simple. Mais c'est une notion que les riches et les puissants ont toujours trouvée extrêmement dangereuse."

Cette citation est tirée d'un court essai de Graeber qui vaut vraiment la peine d'être lu. Vous découvrirez peut-être que vous êtes déjà un anarchiste sans le savoir. Bien sûr, beaucoup de gens aujourd'hui sont libertaires, (capitalistes-anarchistes), ce qui implique de se soucier très peu de son prochain, et beaucoup de sa propre réussite. C'est pourquoi je pense qu'il est important d'ajouter le communisme à la liste.

De nombreuses personnes se font une idée fausse du communisme, en se basant sur les régimes totalitaires du 20e siècle qui se disaient communistes, mais qui, pour la plupart, n'ont jamais réussi à s'en approcher.

Le but d'une société communiste est de subvenir aux besoins de tous ses membres en les faisant travailler ensemble, au mieux de leurs capacités, pour atteindre ce but. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. Tout cela sans que personne ne soit exploité ou opprimé, et sans que personne n'exploite ou n'opprime. Les biens productifs à grande échelle sont la propriété de la communauté et il n'y a pas de propriété privée (biens possédés dans le but de faire du profit). Il y a la propriété personnelle - des choses comme les vêtements, les chaussures, les brosses à dents, etc., et selon ce que la communauté décide de faire, peut-être même des choses comme les outils, le logement et les parcelles de jardin. L'anarcho-communisme fait cela sans État, les décisions étant prises par consensus entre les membres de la communauté.

Alors qu'il existe certainement des anarchistes "grand A" qui prônent la révolution violente pour parvenir à ces fins, je suis un anarchiste "petit A". Nous voulons simplement que l'État nous laisse tranquilles pour que nous puissions continuer à développer le type de société que nous considérons comme idéal.

Je suis conscient que cela ne sera pas facile. Cela impliquera un type de démocratie beaucoup plus horizontal et direct, avec des décisions prises par consensus, ce qui peut être un défi si vous ne l'avez jamais fait auparavant. Le mouvement féministe a fait beaucoup d'efforts pour apprendre aux gens comment y parvenir. Il existe toutes sortes de bons livres sur la prise de décision par consensus et des cours sont disponibles pour vous aider à vous y mettre ou à affiner vos compétences existantes. Cela implique également de vivre et de travailler de manière plus proche de la vie en communauté que ce à quoi la plupart des gens sont habitués aujourd'hui. Cela peut être une épreuve pour ceux qui n'ont pas grandi en le faisant, mais cela peut s'apprendre, même pour les personnes issues de familles nucléaires ou celles qui ont passé une grande partie de leur vie comme individus isolés. Tant la prise de décision par consensus que la vie en communauté peuvent être très gratifiantes.

Après avoir abordé ces questions de manière assez détaillée, je pense être enfin prêt à me pencher sur la surconsommation, la croissance, le capitalisme et les hiérarchies dans mon prochain billet.

Je conclurai le billet d'aujourd'hui par un commentaire sur l'effondrement, le sujet de cette série de billets. La surpopulation et la surconsommation sont toutes deux des problèmes réels, d'une telle ampleur et d'une telle gravité qu'une solution réussie est peu probable. Il serait judicieux, tout en travaillant sur une telle solution, de

se préparer à l'effondrement, de se préparer à s'adapter à ce que la plupart d'entre nous considèrent comme une aggravation continue des conditions. La bonne nouvelle est que la réduction de la consommation au niveau personnel sera également un bon début pour s'adapter à l'effondrement.

▲ [RETOUR](#) ▲

Effondrement, dites-vous ? Partie 8, Les facteurs qui ont rendu l'industrialisation possible

Irvine Mills Jeudi 13 mai 2021 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

La personne la plus facile à berner
Une approche réaliste de la vie à l'ère de la pénurie



La moitié du bois de chauffage de l'hiver prochain, qui doit encore être transporté dans le jardin et empilé proprement.

Dans mon dernier billet, j'ai abordé un certain nombre de questions (besoins et désirs, nature humaine et politique) qu'il me semblait nécessaire de comprendre avant de poursuivre la série. Si vous n'avez pas encore lu ce billet, il serait bon de le lire avant de poursuivre.

Plus tôt dans cette série, j'ai identifié le dépassement écologique menant à la disparition d'une grande partie de la race humaine comme un problème grave qui nous attend. Un problème que nous ne parvenons pas à résoudre. La surpopulation et la surconsommation sont toutes deux des facteurs majeurs de cette situation, mais la surconsommation est le problème que nous avons le plus de chances de résoudre à temps pour faire la différence, pour nous faire passer à travers le goulot d'étranglement auquel nous sommes confrontés. Cela nécessitera toutefois un changement d'attitude assez important de la part de nombreuses personnes, voire de la plupart d'entre elles. Je pense que nous devons comprendre pourquoi nous surconsomons avant de nous attaquer à ce problème, et ce sera le sujet de mes prochains billets.

Notre économie s'est considérablement développée au cours des derniers siècles, depuis 1700 environ, pendant ce que l'on pourrait appeler "l'ère industrielle". Avec elle, la richesse et la consommation ont également augmenté, du moins dans le monde développé, à tel point que ce n'est plus une bénédiction, mais un sérieux problème. La confluence d'un certain nombre de facteurs a rendu cette évolution possible, et je vais consacrer le billet d'aujourd'hui à l'examen de ces facteurs. Dans les billets suivants, nous examinerons les conséquences de l'industrialisation, la manière dont elle a conduit à la surconsommation et ce que nous pouvons faire pour résoudre ce problème.

Le surplus d'énergie

Je dois faire un clin d'œil à mes amis du pic pétrolier et reconnaître que les combustibles fossiles ont joué un rôle clé dans la croissance économique au cours des quelques derniers siècles de notre histoire.

Pour toute source d'énergie particulière, il faut une certaine quantité d'énergie pour accéder à cette énergie. L'excédent d'énergie est ce qui reste à utiliser, et c'est ce qui fait fonctionner une économie. Plus l'énergie excédentaire est importante, plus le potentiel de croissance économique est élevé.

Dans les économies préindustrielles, l'énergie mécanique provient principalement des muscles (humains ou animaux) et, dans une moindre mesure, du vent et de la chute des eaux. L'énergie thermique provient principalement de la combustion de la biomasse (bois de chauffage, tourbe, fumier, paille, etc.) et, dans une moindre mesure, de la chaleur du soleil. Aucune de ces sources d'énergie ne fournissait un surplus d'énergie suffisant pour alimenter une forte croissance économique.

Au début de l'ère industrielle, la demande de bois de chauffage a pris le pas sur les forêts européennes, et ceux qui avaient besoin de chaleur ont dû se tourner vers le charbon. C'était assez facile à faire, car il y avait des gisements de charbon à la surface ou près de la surface de la terre, et cela a permis à la révolution industrielle de bien démarrer.

Le charbon a été suivi, dans la seconde moitié de la fin du 19e siècle, par le pétrole et, au 20e siècle, par le gaz naturel. Tous sont encore utilisés en grandes quantités. Le haut niveau d'énergie excédentaire de ces combustibles fossiles a permis l'édification de notre civilisation industrielle.

Technologie

Assez rapidement après le début de l'ère du charbon, les mineurs ont été contraints de creuser plus profondément pour satisfaire la demande, et lorsqu'ils descendaient sous le niveau de la nappe phréatique locale, il était nécessaire de pomper l'eau des mines avant de pouvoir les exploiter. Cette demande sans précédent d'énergie mécanique a rapidement entraîné le développement de moteurs thermiques capables de convertir l'énergie de la combustion du combustible en énergie mécanique. Une fois cette énergie disponible, nous avons trouvé un grand nombre d'autres choses à faire avec elle que de pomper l'eau des mines de charbon. Il s'agissait notamment des chemins de fer et de diverses sortes d'usines où les moteurs à vapeur, puis les moteurs électriques, remplaçaient la force musculaire.

Avant l'industrialisation, la plupart des produits étaient fabriqués dans de petits ateliers n'employant que quelques personnes, ou à domicile, en utilisant presque exclusivement la force musculaire. La disponibilité des produits manufacturés était donc limitée, et la demande refoulée était importante. Les nouvelles usines ont donc trouvé une forte demande pour leurs produits.

Le "nouveau" monde

À la fin de la Renaissance et au début de la période industrielle, les Européens ont "découvert" plusieurs nouveaux continents qu'ils ne connaissaient pas auparavant. Ils s'y sont installés sans pitié pour exploiter les richesses de ces "nouvelles" régions. Cela a donné un coup de pouce à l'industrialisation en termes de terres qu'elle pouvait traiter comme des ressources vides et naturelles attendant d'être exploitées.

Structure sociale

Il me semble que toute société égalitaire, confrontée à la perspective de l'industrialisation, aurait probablement décidé que le jeu n'en valait pas la chandelle - les grandes possibilités d'amasser des richesses n'auraient tout simplement pas exercé un grand attrait, étant donné la quantité de travail nécessaire à la majorité de la population pour que quelques-uns seulement en profitent. Et de fait, de telles sociétés ont été colonisées et n'ont toujours pas été industrialisées avec succès.

À l'autre extrémité de l'éventail politique, les sociétés totalitaires ont peut-être été trop rigides et ont rejeté l'industrialisation, du moins dans un premier temps, en raison des changements qu'elle impliquait et de la remise

en question de l'ordre des choses existant. Et de fait, au cours du processus d'industrialisation, les aristocraties inflexibles ont fini par être renversées ou réduites à de simples figures de proue et remplacées par des classes dirigeantes plus favorables à l'industrialisation.

L'Europe semble avoir bénéficié de la bonne combinaison entre une classe supérieure dont au moins une partie (en particulier les riches marchands) voyait dans le changement une occasion d'amasser de grandes richesses et des classes inférieures affamées qui n'avaient d'autre choix que de travailler pour les classes supérieures. Surtout après que l'enfermement des biens communs les a laissés sans aucun moyen d'être autosuffisants.

La richesse préindustrielle prenait principalement la forme de terres productives, et il n'y avait qu'une quantité limitée de terres disponibles. L'industrialisation a offert de nombreuses nouvelles sources de richesse : mines, usines, chemins de fer, banques, etc.

Le capitalisme

Les nouvelles classes supérieures sont rapidement devenues ce que nous appelons aujourd'hui des "capitalistes". Le capitalisme est un système économique et politique qui exploite le travail de la classe ouvrière et facilite l'accumulation de richesses par les riches capitalistes. Il avait déjà existé sous une forme naissante auparavant, mais s'est réellement épanoui au cours de l'industrialisation. En effet, le capitalisme et l'industrialisation sont allés de pair et se sont renforcés l'un l'autre.

Le système financier

Le secteur financier de l'économie fournit des services liés à la gestion de l'argent. Il existait déjà depuis un certain temps, mais ce dont il avait vraiment besoin, c'était d'une économie en croissance rapide pour lui permettre d'utiliser l'argent pour faire plus d'argent de manière vraiment efficace. L'énergie excédentaire élevée des combustibles fossiles a rendu cette croissance possible. Comme pour le capitalisme, la finance et l'industrialisation sont allées de pair.

L'État

L'État, avec ses systèmes juridiques et sa police pour faire respecter les concepts de possession et de propriété et pour faire valoir les droits, sous forme de dette, sur la productivité des autres, était, comme toujours, principalement le serviteur des classes supérieures. Pratiquement tous les gouvernements du monde étaient désireux de soutenir les capitalistes et les financiers dans leurs efforts d'industrialisation.

Des conséquences inattendues

Au cours de l'ère industrielle, tous ces facteurs (et bien d'autres) ont interagi de manière complexe et imprévisible, produisant non seulement les résultats escomptés (plus de richesse pour les riches et les puissants), mais aussi toute une série de conséquences involontaires et, dans bien des cas, malvenues. À tel point qu'à l'heure actuelle, le passage aux combustibles fossiles comme source d'énergie, et l'industrialisation qu'il a permis, commencent à apparaître comme une erreur pour tous, sauf pour le petit nombre de ceux qui en ont le plus profité. Certaines de ces conséquences involontaires contribuent à l'effondrement en général, d'autres sont spécifiquement liées à la question de la surconsommation.

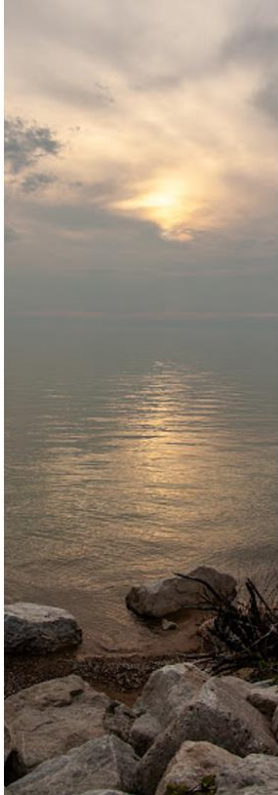
Je reviendrai en détail sur ce sujet dans mon prochain billet.

Je m'attends à ce que beaucoup trouvent ce billet court et insatisfaisant (c'est certainement mon cas), mais l'alternative était d'en faire la première section d'un très long billet, j'ai donc décidé de m'arrêter ici et de continuer la prochaine fois avec ce qui, je l'espère, sera la partie la plus intéressante et pas décourageante de longueur.

L'effondrement que vous dites, partie 9 : Conséquences involontaires de l'industrialisation

Irvine Mills Jeudi, 20 Mai 2021 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

La personne la plus facile à berner
Une approche réaliste de la vie à l'ère de la pénurie



Coucher de soleil sur le lac Huron

Dans mon dernier billet, j'ai examiné certains des facteurs qui ont rendu l'industrialisation possible, et avec elle l'énorme croissance de la consommation qui menace aujourd'hui la survie de notre civilisation.

Au cours de l'ère industrielle, tous ces facteurs ont interagi de manière complexe et imprévisible, produisant non seulement les résultats escomptés (plus de richesse et de pouvoir pour les personnes déjà riches et puissantes), mais aussi toute une série de conséquences involontaires et, dans bien des cas, malvenues. À tel point qu'à l'heure actuelle, le passage aux combustibles fossiles comme source d'énergie, et l'industrialisation qu'il a permis, commencent à apparaître comme une erreur pour tous, sauf pour le petit nombre de ceux qui en ont le plus profité. Malheureusement, si beaucoup de gens commencent à avoir le sentiment que quelque chose ne va pas, très peu ont une idée de ce que cela pourrait être.

Certaines de ces conséquences involontaires contribuent à l'effondrement en général, d'autres sont spécifiquement liées à la question de la surconsommation. Pour ne pas perdre de vue la situation dans son ensemble, je vais parler des deux.

Épuisement des ressources, déclin des surplus d'énergie

Lorsqu'il s'agit de combustibles fossiles et de diverses autres ressources minérales, nous avons d'abord utilisé les fruits les plus faciles à cueillir. C'est-à-dire les ressources de meilleure qualité et les plus faciles d'accès.

Cette époque est révolue et, bien qu'il existe encore de grandes quantités d'hydrocarbures dans la croûte terrestre, ils se trouvent, pour la plupart, sous des formes et dans des endroits beaucoup plus difficiles d'accès et qui fournissent moins d'énergie excédentaire. À partir des années 1970, notre économie a été confrontée, pour la première fois depuis que nous avons commencé à utiliser des combustibles fossiles, à une disponibilité réduite de l'énergie excédentaire. Malgré tout ce que les gouvernements et les banques centrales ont pu faire, la croissance réelle a ralenti. Cela a entraîné des problèmes pour notre système financier, comme nous le verrons plus en détail dans un instant.

Les combustibles fossiles ont constitué une manne unique d'énergie excédentaire abondante. Cette manne a disparu et il n'y a pas de retour en arrière possible. Nous avons utilisé cette manne de manière à laisser relativement peu d'héritage positif. Toutes les sources d'énergie alternatives et renouvelables disponibles ont un EROEI nettement inférieur, fournissant un surplus d'énergie bien moindre. Pas assez pour soutenir la croissance économique à laquelle nous nous sommes habitués. Probablement même pas assez pour maintenir notre civilisation de haute technologie.

L'épuisement des réserves de nombreux minéraux importants va également rendre difficile le maintien de cette civilisation.

L'épuisement des ressources non renouvelables est un problème très grave que nous ne prenons guère au sérieux. Les économistes nous assurent que nous pouvons toujours trouver des substituts pour tout ce qui

s'épuise, mais ils ont tout faux. Il existe de nombreuses choses pour lesquelles il n'y a tout simplement pas de substituts pratiques - les combustibles fossiles, le cuivre et le phosphore figurent en bonne place sur la liste.

Nous pouvons faire beaucoup de choses pour réduire la vitesse à laquelle ces ressources s'épuisent, mais nous finirons quand même par en manquer. Il me semble que cela nécessitera des changements importants dans nos modes de vie supposés non négociables.

L'épuisement des ressources est, bien sûr, un résultat de la surconsommation, plutôt qu'une cause.

Changement climatique, acidification des océans

Lorsque les combustibles fossiles sont brûlés, le carbone qui était piégé sous terre il y a des millions d'années est libéré dans l'atmosphère sous forme de dioxyde de carbone (CO₂). Le CO₂ est un gaz à effet de serre et l'augmentation de sa quantité dans l'atmosphère entraîne divers changements dans notre climat - principalement le réchauffement, mais aussi la modification du régime des pluies et des tempêtes plus nombreuses et plus violentes. Le CO₂ est également fortement absorbé par les océans, ce qui entraîne une acidification des océans, avec des effets négatifs sur de nombreux écosystèmes océaniques.

Le méthane (CH₄, gaz naturel) est également un important gaz à effet de serre. Une grande partie de ce gaz s'échappe dans l'atmosphère entre la tête de puits et l'endroit où il est finalement utilisé. Et les températures plus élevées libèrent le méthane de l'endroit où il est actuellement piégé dans le permafrost et les dépôts sous-marins de clathrates de méthane.

Les effets du changement climatique, tels que la montée des eaux détruisant les propriétés du littoral et l'agriculture souffrant de la chaleur et de la sécheresse, seront très difficiles à gérer dans les années à venir et constitueront un facteur majeur dans l'effondrement continu de notre civilisation.

Le changement climatique est également un résultat de la surconsommation, plutôt qu'une cause. La plupart des effets négatifs de la surconsommation se manifestent par un changement climatique.

La pollution, la destruction des habitats, les dommages causés à l'écosphère

Les gaz à effet de serre sont bien sûr une forme de pollution, mais il existe de nombreux autres types de pollution résultant des activités industrielles, qui ont eu des effets négatifs sur les écosystèmes de la planète et qui continueront à en avoir pendant longtemps encore.

L'expansion de l'humanité à travers le monde et, plus récemment, l'expansion de l'agriculture et de la sylviculture à grande échelle nécessaires à notre population, ont entraîné la destruction des habitats de nombreuses espèces et une diminution de la biodiversité.

Ailleurs dans cette série, j'ai beaucoup parlé de la capacité de charge de la planète et de la manière dont la croissance de la population et de la consommation humaines a entraîné un dépassement de cette capacité. Ce qu'il faut comprendre, c'est que lorsque nous surutilisons les services que nous fournit la biosphère, celle-ci en souffre et sa capacité de charge diminue, ce qui aggrave encore le dépassement.

La pollution, la destruction des habitats et les dommages causés à la biosphère par la surconsommation sont tous des effets de la surconsommation.

Le "nouveau" monde

Le soi-disant "nouveau" monde n'était, bien sûr, pas vide. L'histoire de la colonisation européenne est en grande partie une histoire d'oppression, et dans certains cas de génocide pur et simple, des populations indigènes par les Européens. Même s'il est commode de prétendre le contraire, cette situation perdure et a un effet destructeur sur

les sociétés qui continuent de la laisser se produire. Il s'agit là aussi d'un effet de la surconsommation, bien que de manière indirecte.

Le système financier

Le secteur financier de l'économie fournit des services liés à la gestion de l'argent. Mais qu'est-ce que l'argent, d'ailleurs ? Si vous avez étudié l'économie, on vous a dit que l'argent sert de moyen d'échange, d'unité de compte et de réserve de valeur. C'est plus ou moins vrai, mais la chose la plus importante concernant l'argent est qu'il peut être utilisé pour gagner plus d'argent. C'est ainsi que les entreprises du secteur financier réalisent leurs bénéfices. C'est également le moteur de la croissance, ou peut-être la "nécessité de la croissance" serait-elle une meilleure expression.

Dans une économie en croissance rapide, il existe une forte demande d'argent pour construire de nouvelles infrastructures. L'argent existant est insuffisant, de sorte que cette demande ne peut être satisfaite qu'à l'aide du crédit, et la "réserve fractionnaire bancaire" est la solution. Cela signifie simplement que les banques sont autorisées à prêter plus d'argent qu'elles n'en ont en dépôt, généralement par un facteur de dix. L'argent est créé (à partir de rien, en fait) lorsqu'une banque accorde un prêt. Donc, dans un sens très important, l'argent est une dette. Aujourd'hui, c'est la seule façon dont l'argent frais entre dans l'économie. Pour faire des bénéfices, les banques exigent que les dettes soient remboursées avec des intérêts, utilisant l'argent pour créer de l'argent. Et d'ailleurs, lorsqu'un prêt est remboursé, l'argent disparaît essentiellement, là d'où il vient.

D'où vient l'argent pour payer les intérêts ? Eh bien, vous pourriez dire que si une entreprise est rentable, elle gagnera plus qu'assez d'argent pour payer les intérêts. C'est vrai, mais d'où vient l'argent qu'elle gagne ? D'autres entreprises et personnes, qui ont contracté des prêts qui doivent également être remboursés avec des intérêts. Et bien sûr, l'argent pour ces intérêts provient d'autres prêts.

Tant que l'économie est en croissance, cela fonctionne très bien. Mais si la croissance ralentit, les bénéfices chutent et les entreprises ont du mal à rembourser les prêts et les intérêts. Elles hésitent, à juste titre, à contracter de nouveaux prêts et les banques sont réticentes à en accorder. Si cette situation perdure, les entreprises finissent par ne plus pouvoir obtenir de crédit pour financer leurs activités quotidiennes et, faute d'argent frais entrant dans le système, elles ne peuvent plus payer les intérêts de leurs prêts. Les entreprises commencent à ne pas rembourser leurs prêts et si un nombre suffisant de prêts sont en défaut, les banques elles-mêmes commencent à faire faillite.

Les banques peuvent réduire leurs taux d'intérêt pour permettre une baisse des taux de croissance économique, en offrant des crédits bon marché pour stimuler la croissance, mais lorsque les taux d'intérêt ont été réduits à un niveau proche de zéro, on ne peut plus faire grand-chose. Au cours des dernières décennies, la croissance économique robuste que nous avons connue auparavant a été remplacée par des bulles de marché (fausse croissance) et les krachs qui se produisent lorsque ces bulles éclatent.

C'est pourquoi les financiers, les hommes d'affaires, les politiciens et même de nombreux travailleurs sont si préoccupés par le maintien de la croissance économique. Mais la croissance économique signifie une croissance de la consommation, ce qui a conduit à nos problèmes actuels de surconsommation. Il semble que pour résoudre ces problèmes, nous devons arrêter la croissance économique et connaître une "décroissance", jusqu'à ce que notre consommation atteigne un niveau que la planète peut supporter de manière durable. Pour ce faire, nous avons besoin d'un système financier qui ne se brise pas lorsque la croissance s'arrête.

Il est important de comprendre que, malgré tous ces discours sur l'argent, ce qui fait réellement tourner l'économie, c'est l'énergie excédentaire. Il me semble ironique qu'après avoir forcé la croissance de l'économie au cours des derniers siècles, le système financier soit maintenant en difficulté à cause de la réduction de l'énergie excédentaire, une situation provoquée par la surconsommation causée par la croissance. Il est donc clair que le système financier est l'une des causes de la surconsommation.

Tout au long de l'histoire de ce blog, j'ai parlé de ces trois facteurs : l'épuisement des ressources (y compris le pic pétrolier), la dégradation de l'environnement (y compris le changement climatique) et un système financier qui favorise la croissance et ne peut faire face à la décroissance, comme étant les principales causes de l'effondrement. Je pourrais m'arrêter là, mais il est devenu clair pour moi que la surconsommation contribue également à l'effondrement et qu'il existe un certain nombre d'autres facteurs qui provoquent la surconsommation. Nous devons examiner ces facteurs de plus près si nous voulons trouver le moyen de les maîtriser.

Capitalisme et industrialisation

L'industrialisation a été réalisée en grande partie grâce à un système appelé capitalisme. Il se compose d'une classe supérieure qui possède les moyens de production et d'une classe ouvrière qui effectue le travail lié à la production.

Sur la base de sa propriété des moyens de production, la classe supérieure revendique le droit à la majorité des bénéfices de cette production, même si elle ne fait que très peu de travail. Les classes laborieuses reçoivent soit un salaire basé sur le temps passé à travailler, soit un taux à la pièce basé sur la quantité de production qu'elles effectuent. Dans les deux cas, les propriétaires essaient de payer le moins possible afin de maximiser leurs profits, et comme la classe ouvrière n'a pas d'autre moyen de gagner sa vie, elle peut coopérer ou mourir de faim.

Le capitalisme et l'industrialisme comme cause de la surconsommation

Le principal objectif du capitalisme est de faciliter l'accumulation de nouvelles richesses par la classe supérieure. Malheureusement, "assez" n'est pas un concept qui entre en ligne de compte, car les capitalistes cherchent toujours à développer leurs entreprises et à accroître leur richesse. En effet, dans les sociétés publiques modernes, les actionnaires sont susceptibles de s'opposer si la croissance n'est pas assez rapide. Et, bien sûr, comme je l'ai dit dans la dernière section, la façon dont notre secteur financier est organisé oblige les capitalistes à continuer à faire croître leurs entreprises.

L'industrialisation nous a permis de produire toujours plus de biens prêts à être consommés. Tant qu'il y a une demande pour ces biens, l'économie croît. Je pense qu'au début de l'ère industrielle, lorsque la plupart des produits manufacturés étaient encore fabriqués lentement et laborieusement par la force musculaire de l'homme, il y avait une forte demande refoulée pour ces produits. Au fur et à mesure que nous nous sommes industrialisés, les usines ont été en mesure de fabriquer des biens à moindre coût et en grande quantité. Il n'a pas fallu longtemps pour que se pose le problème de la surproduction, ou de la sous-consommation, selon la façon dont on voit les choses.

En outre, la nature d'une usine est de produire de grandes quantités d'un produit particulier, et une fois que vous avez investi dans une usine, il vaut mieux qu'il y ait un marché pour ce produit, que quelqu'un en ait vraiment besoin ou non. Il en résulte le modèle commercial de la "poussée de l'offre", motivé par la nécessité de rembourser les investissements dans les équipements de production et, bien sûr, d'accumuler davantage de richesses.

De nombreuses stratégies ont été conçues pour augmenter la consommation, afin de suivre le rythme de la production et d'assurer le flux de richesse dans les poches des capitalistes. Aujourd'hui, ces stratégies comprennent, sans s'y limiter, les éléments suivants :

- le consumérisme, où les gens sont encouragés à se définir par rapport à ce qu'ils achètent et à justifier leur existence en achetant davantage
- le marketing, ou la fabrication de la demande, en particulier pour des produits nouveaux et soi-disant meilleurs

- les engouements, la mode, la collection
- l'obsolescence programmée
- les mises à niveau technologiques fréquentes
- le gaspillage délibéré
- la cupidité vue comme une bonne chose

Toutes ces stratégies visant à stimuler la consommation nous ont perturbés au point que la plupart d'entre nous, consommateurs, ont une vision du monde très étrange. Par exemple, lorsque nous discutons de la manière de consommer moins, nous sommes nombreux à commencer par nous demander ce que nous devons acheter pour y parvenir. Je veux dire, comment résoudre un problème autrement qu'en achetant quelque chose ?

Au départ, la classe ouvrière était sous-payée et ne constituait pas une force de consommation importante. Il a fallu beaucoup de temps et de nombreuses grèves pour que les classes supérieures cessent de considérer la classe ouvrière comme autre chose que des travailleurs. Au milieu du XXe siècle, les travailleurs, du moins dans le monde développé, ont finalement été considérés comme des consommateurs et des travailleurs, et dans certains cas, ils ont même été suffisamment payés pour consommer efficacement. Bien sûr, cela n'a fait qu'accroître notre surconsommation.

Mais malgré cela, les capitalistes restent leurs meilleurs clients, les champions de la consommation. Globalement, les classes supérieures, les 10 % les plus riches en termes de revenus, font environ 60 % de la consommation. Les 50 % de personnes les plus pauvres en termes de revenus ne font qu'un peu plus de 7 % de la consommation. Il est donc évident que toute tentative de réduire la surconsommation doit se concentrer sur cette catégorie. Toutefois, pour ne pas tomber dans l'autosatisfaction, il convient de rappeler que les 10 % les plus riches comptent environ 800 millions de personnes, soit la plupart des habitants des pays en développement, y compris la plupart des membres de la classe moyenne et même de nombreux travailleurs.

C'est aussi pourquoi il ne servirait à rien de se débarrasser des pauvres, même de ceux dont la population augmente rapidement. Ils consomment si peu qu'ils ne sont tout simplement pas un facteur dans notre problème de dépassement.

Quoi qu'il en soit, nous devons tous faire notre part pour empêcher les marchandises de s'accumuler à la sortie des usines et pour occuper les prestataires de services. Le système est ainsi fait qu'un manquement à cette obligation entraîne la fermeture des usines, des licenciements, du chômage et, pire que tout, une réduction des bénéfices pour les propriétaires. (Sarcasme, oui, mais aussi réalité).

Ainsi, le capitalisme est la force motrice de la surconsommation et, en tant que tel, il est à l'origine du lent effondrement que nous connaissons depuis environ 50 ans. Mais le capitalisme a également d'autres effets négatifs sur la société.

Effets négatifs du capitalisme sur la société

Sous le féodalisme, il existait un réseau d'obligations allant dans les deux sens. Oui, les serfs devaient travailler pour leurs seigneurs. Mais comme il n'y avait pas d'autre moyen d'obtenir ce travail, les seigneurs devaient fournir aux serfs un moyen de se nourrir, de se vêtir et de se loger. Cela consistait principalement à leur donner accès à un "domaine public", où les serfs pouvaient cultiver des plantes et faire paître du bétail pour leur propre usage, ramasser du bois de chauffage, etc. Le niveau d'utilisation des biens communs était étroitement réglementé, soit par le seigneur féodal, soit par la communauté qui dépendait de ces biens, de sorte qu'il n'y avait pas de "tragédie des biens communs".

Sous le capitalisme, il n'existe pas un tel réseau d'obligations. Le bien commun a rapidement été confiné par les capitalistes qui l'ont considéré comme une ressource sous-utilisée, et ont procédé à sa sur-utilisation (une véritable tragédie). Le seul moyen restant pour la classe ouvrière de satisfaire ses besoins était de les acheter

aux capitalistes avec l'argent qu'elle gagnait en travaillant pour eux. Si les capitalistes surproduisaient et que la demande de travail diminuait, les travailleurs étaient licenciés et les propriétaires n'avaient aucune obligation de les soutenir.

Le capitalisme ne peut même pas tenter de résoudre les problèmes lorsque la solution n'implique pas de faire du profit. Ces problèmes sont ignorés ou, au mieux, laissés au gouvernement pour les résoudre. Même le fait de fournir ce dont la population a besoin n'est qu'un résultat indirect de la production capitaliste, et si cela devient non rentable, les capitalistes cessent de le faire.

Les capitalistes estiment avoir droit à une part toujours plus grande du gâteau économique. Tant que la croissance de l'économie était assez rapide, ils pouvaient l'avoir et tout le monde pouvait voir une certaine amélioration des conditions également, puisque l'ensemble du gâteau augmentait. Mais au cours des dernières décennies, alors que la croissance économique ralentissait et que les capitalistes insistaient toujours pour prendre une part croissante du gâteau, ce qui restait pour le reste d'entre nous n'a cessé de diminuer, et les inégalités économiques se sont considérablement accrues.

Pour être clair, nous tous, dans le monde développé, allons consommer beaucoup moins, soit délibérément pour tenter de maîtriser la surconsommation, soit involontairement parce que nous avons refusé de reconnaître la réalité de l'effondrement et qu'il s'est poursuivi, que nous le voulions ou non.

Mais avec la fixation capitaliste sur la croissance économique, il est certainement beaucoup plus difficile de faire quelque chose d'efficace contre la surconsommation.

Gouvernement

Pendant l'ère industrielle, de nombreux pays sont passés de l'aristocratie à une forme de démocratie représentative. Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Mais ce changement n'a pas été aussi important qu'on pourrait le croire.

En raison de la nécessité de financer les campagnes électorales, les politiciens se retrouvent très redevables aux riches (principalement aux capitalistes). Non seulement les capitalistes sont incapables de s'attaquer à un problème dont la solution les empêcherait de faire des profits, mais ils s'assurent que le gouvernement n'essaie pas de mettre en œuvre une telle solution. Ces ploutarques, cachés derrière les démocraties représentatives, sont suffisamment myopes pour ne rien vouloir faire pour ralentir la croissance ou réduire la consommation. La difficulté que nous avons à mettre en œuvre de véritables solutions au changement climatique n'en est que l'exemple le plus évident.

D'autres pays se sont retrouvés sous des dictatures totalitaires, qui sont généralement pauvres et ont besoin d'un soutien financier. La même chose se produit, avec ceux qui leur prêtent de l'argent aux commandes.

Pour résumer ce que j'ai dit aujourd'hui au sujet de la surconsommation, ce n'est pas le résultat d'une avidité innée, ce n'est pas un défaut de la race humaine dans son ensemble, mais plutôt le fait d'une classe supérieure capitaliste qui veut maintenir la croissance économique et l'accumulation de richesses à tout prix, sans penser aux conséquences négatives qui nous attendent. Ils ont convaincu la plupart d'entre nous, et eux-mêmes, que la croissance et la consommation peuvent se poursuivre indéfiniment sur une planète finie.

Il reste encore quelques points à régler dans les sections sur la finance et le gouvernement, mais nous les aborderons la prochaine fois. Cette discussion nous amènera à l'idée principale de mon prochain billet, à savoir ce qu'il faut faire contre la surconsommation.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Depuis quand les banques produisent-elles de l'énergie ?

Tim Watkins 10 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is breaking... Are you prepared?



Il faut une forme particulière d'intérêt personnel cynique pour faire payer deux fois aux gens quelque chose qu'ils ne peuvent déjà pas se permettre, tout en prétendant leur faire une faveur. C'est pourtant le cas du paquet d'allégement du prix de l'énergie annoncé hier par Liz Truss. Ce paquet joue cette vieille carte politique qui consiste à dire que la situation n'est pas aussi mauvaise qu'elle aurait pu l'être, tout en étant bien pire qu'elle ne l'était.

Sur le plan politique, l'annonce confirme une grande partie de ce que nous soupçonnions. Ces dernières années, la conviction s'est développée que la technocratie de Versailles-sur-Thames tire les ficelles et que les nouveaux premiers ministres reçoivent simplement leur script à leur arrivée au 10 Downing Street - ce qui est confirmé par un paquet énergétique - élaboré par des technocrates au cours des six dernières semaines - qui est en totale contradiction avec les annonces politiques de Truss pendant sa campagne de leadership. L'annonce démontre également que malgré son numéro d'hommage de troisième ordre, Truss n'est pas Margaret Thatcher, ni même le libéral économique qu'elle prétend... car un vrai libertaire - et probablement Sainte Margaret elle-même - aurait laissé les compagnies d'énergie faire faillite plutôt que d'ignorer l'impact inflationniste de l'intervention de l'État... maintenant nous le savons.

Le paquet lui-même implique le plafonnement de la facture énergétique moyenne à 2 500 £ pour les deux prochaines années, au lieu de l'augmentation immédiate à 3 549 £ et de l'augmentation prévue à plus de 6 000 £ en 2023. Il y a également une réduction de la charge permanente régressive pour l'électricité, les différents prélèvements verts étant supprimés. Une réduction de la TVA est également prévue à l'avenir, et la réduction nationale de la facture de 400 £, ainsi que la réduction de 650 £ pour les personnes à faibles revenus, sont maintenues et pourraient être prolongées l'année prochaine.

Jusqu'ici tout va bien, si vous êtes du genre à voir le verre à moitié plein. Mais il y a aussi le moment où vous devez payer deux fois. Contrairement à la proposition de l'opposition d'utiliser une taxe exceptionnelle sur les bénéfices des entreprises du secteur de l'énergie pour financer, ou du moins financer en partie, un ensemble d'allégements, le gouvernement cherche à emprunter quelque 150 milliards de livres. Le gouvernement prétend que cette mesure aura un effet désinflationniste, car la réduction des factures d'énergie des ménages compensera toute augmentation des dépenses des personnes situées en haut de l'échelle des revenus, qui disposeront désormais de 1 000 livres de dépenses discrétionnaires supplémentaires par rapport à ce qui aurait été le cas autrement.

Le paquet est cependant une bombe à retardement inflationniste pour deux raisons. La première est que les

hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, ainsi que la pénurie mondiale de dollars, ont déjà frappé la valeur de la livre, qui est à son plus bas niveau depuis 1985. De nouveaux emprunts du gouvernement risquent d'affaiblir encore plus la monnaie, ce qui fera monter en flèche le prix des importations au Royaume-Uni, à moins que la Banque d'Angleterre ne procède à des hausses de taux d'intérêt dévastatrices pour l'économie afin de tenter de soutenir la livre. Mais ce n'est que l'écume sur le dessus de la bière inflationniste, car le véritable échec du paquet énergie est qu'il ne s'attaque pas à la raison sous-jacente de la hausse des prix de l'énergie... **les pénuries** !

La classe politique tentera de vous convaincre que tout est de la faute du "fou Poutine" qui a fermé les gazoducs vers l'Europe. Mais cela ne tient pas compte de la façon dont la classe politique nous a rendus si dépendants du gaz russe au départ. Et dans tous les cas, ce n'est pas Poutine qui a déconnecté l'Europe du gaz dont elle a besoin... c'est la technocratie de l'UE qui a cru à tort que sans les ventes à l'Europe, l'économie russe s'effondrerait et que le peuple russe se soulèverait pour renverser Poutine. Et s'il est clair que la Russie va faire face à des pénuries de gaz cet hiver, même l'histoire selon laquelle Poutine aurait coupé le gaz est fallacieuse étant donné que les sanctions canadiennes et allemandes ont empêché le retour de turbines de pompage vitales.

Les véritables causes de notre situation énergétique difficile sont bien plus profondes. D'une part, elles sont la conséquence de la prise au sérieux, par la même technocratie européenne, des jérémiades d'une adolescente suédoise qui a quitté l'école sans avoir acquis suffisamment de connaissances en physique et en ingénierie pour comprendre que le système énergétique mondial n'est pas prêt à l'emploi et que les énergies fossiles et nucléaires fermes ne peuvent être remplacées par des énergies éolienne et solaire diffuses et intermittentes, à moins d'être prêt à accepter le niveau de vie des Anglo-Saxons de l'âge sombre de la Grande-Bretagne. Pour la plupart d'entre nous, jusqu'à récemment, "passer au vert" ne signifiait guère plus que recycler et échanger les pailles en plastique contre des pailles en papier. Mais pour la technocratie, cela signifiait la destruction totale du système énergétique avant que quiconque n'ait compris comment faire fonctionner une économie mondiale avancée sans l'énergie des combustibles fossiles qui - encore aujourd'hui - alimente quelque 85 % de celle-ci.

Les centrales au charbon ont été démolies. La production alternative - comme le nucléaire au Royaume-Uni - n'a pas été construite. Sous la présidence de Mme Merkel, l'Allemagne est allée encore plus loin en fermant des centrales nucléaires en parfait état de marche au motif fallacieux que l'Allemagne pourrait être menacée par un tsunami dans le Pacifique. Les technologies d'exploitation des énergies renouvelables non renouvelables (NRREHT) ont été ajoutées à une vitesse vertigineuse, en nombre bien supérieur à ce qui était sûr, dans des réseaux nationaux qui n'étaient pas conçus pour faire face à l'intermittence et dans lesquels il n'existait aucune option viable de stockage de l'énergie. Et dans la pratique, les centrales au gaz se sont avérées être le seul mécanisme permettant d'équilibrer la production intermittente.

Ceci, bien sûr, nous amène à une facette encore plus profonde de notre situation difficile. Lorsque de vastes gisements de gaz ont été découverts dans la mer du Nord dans les années 1960, les gouvernements européens se sont lancés dans une frénésie de forage, traitant une précieuse ressource limitée comme si elle était éternelle. Les Britanniques d'un certain âge se souviendront de l'énorme effort national pour convertir le réseau de gaz et les appareils à gaz du Royaume-Uni du gaz de ville (charbon) au gaz naturel. Pour la Grande-Bretagne, c'était le début de la "malédiction du pétrole", car les revenus des exportations de la mer du Nord permettaient aux gouvernements d'éviter certaines décisions difficiles concernant l'avenir d'une petite île dans un grand monde.

Nous étions beaucoup moins nombreux à l'époque. La possession d'une voiture ne devenait courante qu'après le développement d'une série de petites voitures abordables comme l'emblématique Mini. La plupart des maisons n'avaient que quelques prises électriques murales, simplement parce qu'il y avait si peu de gadgets électriques à y brancher. La télévision en couleur venait tout juste d'être mise au point et était encore un luxe réservé aux personnes aisées, tandis que la plupart des gens louaient encore de vieux postes noir et blanc à canon à électrons. Et comme il n'y a que deux chaînes, dont aucune n'offre grand-chose à regarder, les téléviseurs sont plus un ornement que l'axe autour duquel tourne la vie domestique.

L'abondance de l'énergie - en particulier du pétrole et du gaz - a tout changé. Elle permet aux populations de

s'étendre sans entraîner une baisse équivalente du niveau de vie. La consommation s'est également développée. Lorsque de grandes quantités de pétrole sont arrivées sur les côtes britanniques dans les années 1980, la possession de voitures s'est accélérée. Les ménages composés de deux voitures sont devenus monnaie courante et les déplacements sur des centaines de kilomètres à la recherche d'un emploi mieux rémunéré sont devenus une pratique acceptée - aujourd'hui encore, on attend des chômeurs qu'ils prennent un travail à 90 minutes de trajet de leur domicile. La délocalisation de l'industrie vers l'Extrême-Orient, qui correspond à la "révolution numérique", a donné lieu à un déluge de produits électroniques bon marché, des ordinateurs portables aux fours à micro-ondes et des smartphones aux brosses à dents électriques... le tout alimenté par une énergie qui, si elle n'est pas trop bon marché, est facilement abordable grâce aux revenus des exportations de la mer du Nord et du blanchiment d'argent de la City de Londres.

Toutes les bonnes fêtes ont une fin. Celle-ci n'était pas différente. En 1999, la production britannique de pétrole et de gaz de la mer du Nord a atteint son pic. La Norvège, avec sa population beaucoup plus faible et son énergie hydroélectrique très répandue, disposait encore de réserves. Mais même celles-ci allaient s'épuiser au fur et à mesure que les exportations vers l'Europe se développaient pour combler le vide croissant de la production britannique en déclin. À ce moment-là, les néolibéraux avaient emprunté des quantités considérables de dettes non remboursables sur la base de revenus pétroliers et gaziers qui disparaissaient rapidement. Le Royaume-Uni est devenu un importateur net de pétrole en 2004 et de gaz l'année suivante. Toutefois, comme cela correspondait au pic mondial de la production de pétrole conventionnel et aux pénuries mondiales de dollars qui ont provoqué le krach de 2008, la Grande-Bretagne a évité de prendre conscience de la vulnérabilité de son économie.

L'Allemagne, du moins sur le papier, est restée une puissance économique grâce à la manipulation de l'euro, qui a permis aux économies les plus pauvres d'Europe de l'Est et du Sud d'en maintenir la valeur à un niveau bas afin de rendre les exportations allemandes bien moins chères qu'elles ne l'auraient été avec l'ancien mark allemand. Mais comme pour le Royaume-Uni, l'illusion de la prospérité reposait sur des quantités toujours plus importantes d'énergie provenant de sources qui n'avaient pas encore été identifiées.

Se tourner vers la Russie au moment où ce pays émergeait de sa dépression post-effondrement était logique étant donné le désir déclaré de la Russie de s'intégrer davantage à l'Europe. Chaque euro payé pour l'importation de gaz russe génère dix euros d'exportations allemandes. Ainsi, la volonté de construire de nouveaux gazoducs pour relier l'Europe aux gisements de gaz de Sibérie occidentale est devenue irrépensible... même si cela signifiait laisser l'Europe de plus en plus vulnérable aux interruptions d'approvisionnement - ce que la fermeture des centrales au charbon et nucléaires et l'utilisation croissante de l'énergie éolienne intermittente ont exacerbé.

Ce que les Européens n'ont jamais pu accepter, c'est que **les quelques décennies de consommation abondante d'énergie étaient une anomalie**. La foi dans la religion du progrès nous a rendus aveugles à la réalité : **sans une alternative à nos combustibles fossiles en voie d'épuisement, les niveaux de vie européens étaient voués à s'effondrer**. Les physiciens et les ingénieurs ont longtemps averti les politiciens et les technocrates que les NRREHT ne pourraient jamais remplacer l'énergie provenant des combustibles fossiles. Mais il y avait - et il y a toujours - beaucoup d'argent à gagner avec le déploiement des NRREHT... principalement par les mêmes entreprises énergétiques qui nous ont vendu du pétrole et du gaz.

Et donc, nous sommes là où nous sommes. Nous n'avons pas assez d'énergie pour alimenter nos styles de vie indécents, et nous allons devoir réduire notre consommation d'énergie de la pire façon possible, avec ceux qui sont au bas de l'échelle qui meurent littéralement de faim et de froid, alors que ceux qui sont au sommet tentent de s'accrocher à leurs gains mal acquis. En recourant à l'astuce de l'emprunt pour faire baisser les factures - en fait, en renflouant les compagnies d'énergie - le gouvernement Truss et la technocratie de l'UE ont garanti des coupures de courant cet hiver et, en fait, pour plusieurs hivers à venir. Le rationnement de l'énergie pourrait être une manière plus juste de gérer cette situation. Mais étant donné que les plans officiels de rationnement ont été élaborés dans les années 1970 et qu'ils n'ont pas été mis à jour pour tenir compte de l'impact de l'intermittence, ils risquent d'être aussi bons que les plans officiels de lutte contre la pandémie.

Au-delà des difficultés immédiates, deux futurs tout aussi impossibles se disputent l'attention des décideurs politiques. Le premier consiste à doubler les politiques énergétiques qui nous ont menés là - construire encore plus de NRREHT intermittents dans l'espoir que quelqu'un découvre enfin comment les faire fonctionner dans une économie avancée. La seconde est une sorte de retour aux gloires du passé, dans lequel nous extrayons du charbon qui a déjà été brûlé et fracturons des gisements de schiste pour trouver du gaz qui n'existe pas, afin de faire durer la fête pendant encore une dizaine d'années, pendant que des gens intelligents, ailleurs, réfléchissent à ce qu'il faut faire ensuite. Mais rien de tout cela ne se fera du jour au lendemain. En effet, avec l'implosion rapide des économies européennes - le Royaume-Uni en tête - ces deux solutions pourraient bientôt nous échapper. Ce qui, bien sûr, nous amène à l'option que nous allons prendre, même si la classe politique n'ose pas en parler : **nous allons devoir nous contenter de moins.** Comme nous l'a rappelé **John Michael Greer** cette semaine :

"Ceux de mes lecteurs qui, comme moi, se souviennent des crises énergétiques des années 1970 peuvent être pardonnés d'un certain sentiment de déjà-vu. À l'époque, c'est une guerre entre Israël et une alliance de nations arabes qui a poussé un grand fournisseur de combustibles fossiles à retirer ses produits du marché, faisant ainsi exploser les prix. Les réactions des pays touchés sont cependant très similaires : l'assurance que de telles choses ne peuvent pas avoir d'impact significatif sur les nations riches du monde, suivie d'une panique aveugle et d'une agitation inefficace lorsque l'impact se fait sentir. Beaucoup de gens ordinaires ont déjà atteint le deuxième stade, tandis que les politiciens et les bavards des pays riches sont toujours embourbés dans le premier..."

"Lorsque les gouvernements ne parviennent pas à faire quoi que ce soit d'utile, comme c'est souvent le cas, les individus, les familles et les communautés doivent eux-mêmes prendre les choses en main. C'est l'une des leçons des crises énergétiques des années 1970..."

*"Commençons par la leçon la plus cruciale, celle qui devrait être écrite en lettres de feu dans votre cerveau dès le départ : **il est toujours plus facile et moins cher de conserver l'énergie dont vous disposez que d'en apporter davantage pour la remplacer.** Le slogan "Weatherize before you solarize !" était très répandu à l'époque, mais cette règle peut être étendue à bien d'autres domaines. La conservation est la clé pour s'en sortir dans un monde où l'énergie est chère. C'est ce que la révolution de l'énergie verte dont nous avons tant entendu parler n'a jamais compris, et c'est pourquoi elle a échoué. Apprenez à presser chaque ergot d'énergie jusqu'à ce qu'il jappe, et vous pourrez prospérer."*

Il aurait été préférable de faire cela avec le soutien du gouvernement. Mais là encore, la technocratie n'allait jamais soutenir quelque chose qui aurait conduit à l'effondrement de leurs amis profiteurs de l'industrie énergétique. C'est également ce que le prix élevé de l'énergie sur le marché devrait nous inciter à faire - la bonne réponse à la hausse des prix est de réduire la consommation, et non de subventionner les entreprises énergétiques en les faisant passer pour des aides gouvernementales aux ménages et aux entreprises. Ce prix plafond de 2 500 £ n'est pas un objectif à atteindre. Et avec le type d'économies d'énergie importantes dont parle John Michael Greer, même aux prix actuels, il est possible de s'en sortir avec seulement 10 % de ce montant.

Il va sans dire que si nous nous engageons tous à économiser l'énergie, les entreprises énergétiques seront bientôt en faillite - même si, en l'absence de réserves abondantes et bon marché, cela devait arriver de toute façon. Néanmoins, nous sommes de plus en plus contraints de prendre des décisions difficiles qui auraient été tellement plus faciles si nous les avions prises il y a un demi-siècle. Et ce ne sont pas les emprunts destinés à renflouer les entreprises énergétiques qui vont sauver la situation. Loin de nous sauver d'une crise énergétique, le plan Truss l'accélère et l'approfondit... et il n'y aura pas de retour en arrière.

▲ [RETOUR](#) ▲

[L'école de la propagande - Partie 7 : Prédire l'avenir](#)

[Simon Sheridan](#) Posted on **[December 5, 2020](#)** , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Vous vous souvenez de l'article que vous avez lu et qui prédisait la crise financière mondiale, puis qui s'est produite exactement comme prévu ? Ou encore cet article visionnaire de journalisme d'investigation qui prévoyait la victoire de Trump ou du Brexit ? Et ce journaliste qui, en décembre dernier, a révélé l'affaire Coronavirus avant qu'elle ne devienne une nouvelle internationale ?

Quoi ? Vous ne vous souvenez pas ? Eh bien, moi non plus. Et je ne fais, bien sûr, que plaisanter. Il n'y a pas eu de telles nouvelles. Du moins, pas à ma connaissance. **Les humains sont vraiment mauvais pour prédire l'avenir, il n'est donc pas surprenant que les médias ne le soient pas non plus.** Néanmoins, un grand nombre d'articles de presse <et des magazines scientifiques, etc.> traitent de l'avenir. C'est l'une des tendances du journalisme qui a été exacerbée, d'abord avec l'essor du cycle d'information de 24 heures, lié à l'expansion des licences de diffusion télévisuelle, puis avec l'apparition d'Internet. Ces deux évolutions ont eu pour effet d'augmenter radicalement la demande d'"informations", car il y avait plus de temps à passer sur la chaîne d'information et plus d'espace à remplir sur le journal en ligne. Presque par définition, cela signifie que des informations de moindre qualité ont été déterrées pour combler le vide. Des histoires qui n'auraient pas été retenues dans le passé ont été jetées en pâture pour répondre au désir insatiable de nouveauté nécessaire pour tenter de retenir l'attention des gens.

Parallèlement à l'augmentation de la demande d'articles, les budgets des journalistes ont été réduits en raison de la baisse des revenus. Les histoires sur l'avenir sont un moyen de combler la différence entre le désir de contenu et le manque de personnel qualifié pour le produire. **Ce qui est bien avec l'avenir, c'est qu'il n'a pas encore eu lieu. En tant que tel, il ne peut pas être vérifié ou réfuté. Cela laisse plus de place à l'imagination et il est moins nécessaire de vérifier les sources et les détails.**

Les histoires sur l'avenir servent également l'un des principaux objectifs de la propagande, qui consiste à raconter des histoires - c'est-à-dire à façonner le récit - c'est-à-dire à faire de la propagande. L'une des principales techniques de narration (je parle ici de toute narration et pas seulement de la propagande) est **le présage**. Un bon écrivain titillera le lecteur en mettant en place un événement dans une histoire tout en laissant les détails en suspens afin que le lecteur soit impatient de voir comment les choses se dérouleront. Les propagandistes sont des conteurs d'histoires, bien que très grossiers. Ils préfèrent vous dire exactement ce qui va se passer ou, plutôt, exactement ce qu'ils veulent que vous pensiez qu'il va se passer. C'est ce que j'appelle : prédire l'avenir.

Prédire l'avenir est une chose courante dans un article d'opinion et, à l'ère d'Internet, on voit souvent les travaux passés des auteurs d'articles d'opinion récupérés il y a des années pour montrer à quel point ils se sont trompés dans leurs pronostics. De nombreux articles de prédiction de l'avenir sont également de simples communiqués de presse publiés par des individus ou des organisations qui défendent un certain agenda. L'utilisation de ces communiqués de presse comme base d'un article est une forme de journalisme paresseux qui est devenue plus courante depuis que les budgets du personnel ont été réduits. Insérer un communiqué de presse sur un site web est un moyen facile et bon marché de remplir une page.

Pour cette raison, l'une des principales choses à faire face à un article qui prédit l'avenir est de demander simplement qui fait la prédiction. Dans un article d'opinion, la réponse est l'auteur de l'article. Dans un article d'actualité, il s'agit presque toujours d'une organisation qui défend un programme.

Examinons quelques exemples de prédiction de l'avenir.

En chargeant la RT à l'instant, j'ai trouvé quatre exemples sur leur page d'accueil, y compris l'article principal.



'2021 going to be catastrophic,' UN officials warn as organization faces worst year in history since inception after WWII

US State Dept sanctions Chinese govt officials over 'coercive influence activities'

98.5% success rate: Just 273 of over 20,000 volunteers for Russia's Sputnik V vaccine trials have subsequently caught Covid-19

La réponse à la question "qui publie l'article" est dans ce cas l'ONU. Le contenu réel provient d'un discours prononcé à l'ONU, sans doute motivé par le désir de faire pression sur les pays pour qu'ils augmentent leurs engagements budgétaires l'année prochaine. Ce discours a ensuite été transformé par la RT en une déclaration générale sur ce à quoi il faut s'attendre l'année prochaine. Un bel exemple d'éditorialisation de l'information en plus de la prédiction de l'avenir. Double plus de points de propagande à la RT pour cela.

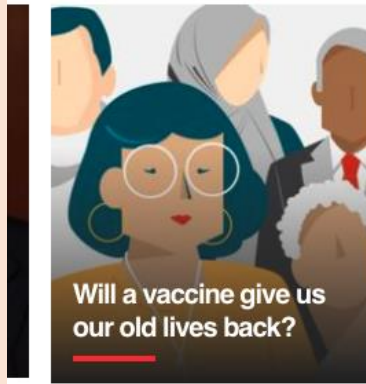


Wayne Dupree: Make no mistake, if Biden becomes president, the Democrats will go all in to change America forever OP-ED

Celui-ci est un simple article d'opinion prédisant ce qui se passera si Biden devient président. Il n'y a pas grand-chose à voir ici.

Claims that Biden will be influenced by Beijing are Trump's brazen attempt to create a Chinagate crisis that doesn't really exist OP-ED

Voici un article qui est un article d'opinion réfutant l'affirmation de quelqu'un d'autre sur l'avenir (dans ce cas, l'affirmation de Trump sur Biden). Étrangement, la chose qui n'existe pas a déjà un nom. C'est de la propagande sur la propagande. Du pur fil de fée.



Celle-ci est un peu plus intéressante. Elle provient de la BBC, où elle a apparemment été réalisée par "l'équipe de journalisme visuel". Pour cette raison, il est un peu plus difficile de voir qui est à l'origine de l'agenda. Toutefois, l'article contient des informations provenant de l'OMS et, ce qui est plus révélateur, de Pfizer et d'autres sociétés pharmaceutiques. Il s'agit donc essentiellement d'une pièce de propagande pour Big Pharma, payée par le contribuable britannique. Le lecteur intéressé peut le consulter [ici](#).

China says new technology will allow for vast areas of artificial rainfall and hail suppression

China reveals plans to expand its experimental weather modification program over the next five years, to cover an area greater than the size of India with artificial rainfall.

Posted Fri 4 Dec at 7:18pm



Enfin, nous avons cette information de l'ABC australien qui est un exemple classique de journalisme par communiqué de presse. Dans ce cas, c'est le Conseil d'État chinois qui publie l'article. Cet article s'inscrit dans le cadre de **la campagne de propagande menée par la Chine pour se présenter comme une puissance moderne et de haute technologie**. Pourquoi le radiodiffuseur national australien le publie-t-il mot pour mot ? Eh bien, ils doivent remplir leurs pages web comme n'importe quel autre média. Le lecteur intéressé peut consulter l'article [ici](#) et le lecteur vraiment intéressé pourrait vouloir vérifier en 2025 si l'une des prédictions du gouvernement chinois s'est réalisée.

Le fait de repousser les choses loin dans l'avenir est une des tactiques favorites des politiciens qui veulent donner l'impression d'agir sur un sujet brûlant sans pour autant prendre de véritables décisions ou engagements. Mais les politiciens et autres propagandistes savent que les histoires sur l'avenir fonctionnent en ciblant l'esprit subconscient. **En termes de sciences cognitives, cela fonctionne de la même manière que les négations. Par exemple, si je dis "il n'y a pas d'éléphant", l'esprit subconscient forme l'idée de l'éléphant. C'est l'esprit conscient qui ajoute la négation. La phrase "fonctionne" toujours pour amener votre subconscient à penser à un éléphant et c'est là que réside la valeur de propagande.**

Il en va de même pour les histoires sur l'avenir. L'esprit subconscient forme l'histoire et l'esprit conscient comprend qu'elle n'a pas encore eu lieu. Pour ceux qui ne sont pas pleinement attentifs, l'histoire agit directement sur le subconscient. Mais, plus important encore, elle agit aussi de manière très subtile sur ceux qui sont conscients. C'est vraiment l'essence de toute propagande. Elle cible le subconscient et même les histoires dont le lecteur sait consciemment qu'elles sont absurdes auront un effet au niveau du subconscient. C'est pour cette raison que la meilleure défense contre la propagande est de ne pas la consommer en premier lieu ou, au moins, de **faire très attention à qui vous confiez votre subconscient**.

Exercice de lecture

Il n'y a rien de particulièrement technique dans les histoires qui prédisent l'avenir. En tant que lecteurs éduqués de la **propagande**, nous devons simplement être capables de les identifier et de toujours nous demander **qui pousse l'histoire**. Pour l'exercice de cette semaine, ouvrez votre journal en ligne préféré et comptez les articles qui prédisent l'avenir. D'après mon expérience, il y aura toujours une poignée d'articles de ce type à un moment donné.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pourquoi nous vénérons les déchets

Kurt Cobb Dimanche 11 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

Resource Insights Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



La capacité de gaspiller des ressources sans avoir à se préoccuper de sa toxicité ou de son avenir a toujours été un signe de richesse et de pouvoir.

Thorstein Veblen a inventé l'expression "consommation ostentatoire" dans son célèbre traité de 1899 intitulé "*La théorie de la classe de loisir*". Pour les riches, il s'agit bien sûr de se faire remarquer afin d'attirer l'attention, les louanges et la déférence de leurs concitoyens. Veblen explique que les personnes riches communiquent souvent leur pouvoir aux autres en s'entourant d'un groupe d'assistants qui ne font rien ou presque. C'est ce qu'il appelle le "*loisir par procuration*". Comme il n'y a que 24 heures dans une journée, une personne, aussi riche et puissante soit-elle, ne peut jouir que d'une quantité limitée de loisirs. Les loisirs par procuration, rendus possibles par l'excès de richesse d'un individu, sont un signe indéniable de l'importance de cette personne.

La volonté apparemment inlassable des entreprises commerciales de réduire le gaspillage et de faire des économies peut sembler aller à l'encontre de ce principe. Mais cette volonté ne vise qu'à produire davantage de richesses pour ce que Veblen appelle la classe des loisirs, c'est-à-dire l'élite dirigeante de la société.

Mais le gaspillage est valorisé plus largement dans la société, du moins indirectement. De moins en moins de gens se souviennent de l'époque où la vitesse sur les autoroutes était limitée à 55 miles par heure aux États-Unis, même pour les super-autoroutes. La raison d'une limite si inférieure à ce que la plupart des voitures peuvent atteindre était d'économiser du carburant. Aujourd'hui, bien sûr, cette limite de vitesse n'est plus qu'un souvenir pour la plupart des autoroutes. Il s'avère que notre culte de la vitesse est aussi un culte du gaspillage. **Partout où nous favorisons la vitesse dans les transports au détriment de l'efficacité, nous choisissons le gaspillage.**

Il fut un temps où aller au cinéma pendant les journées d'été étouffantes était aussi un moyen de se rafraîchir, car peu de bâtiments publics et encore moins de maisons avaient la climatisation. Aujourd'hui, dans les endroits où les journées d'été chaudes sont plus que rares, toute personne qui n'a pas la climatisation dans sa résidence est

considérée comme excentrique ou pauvre. Pour maintenir un statut social minimal dans de tels cas, il faut être capable de gaspiller l'énergie en utilisant la climatisation.

Bien sûr, nous avons maintenant construit d'innombrables bâtiments avec des fenêtres étanches, de sorte que de nombreux hôtels, bureaux et tours d'habitation n'ont pas de fenêtres qui s'ouvrent. Qui en a besoin lorsque vous pouvez "contrôler le climat" de l'ensemble du bâtiment et de votre partie sans tenir compte du climat extérieur ?

Notre système alimentaire industriel est une entreprise de gaspillage par excellence. Aux États-Unis, ce système dépense entre 10 et 14 calories de combustibles fossiles pour chaque calorie de nourriture produite. La Food and Drug Administration estime qu'entre 30 et 40 % de l'ensemble des aliments produits aux États-Unis finissent en déchets, dont une grande partie dans des décharges (probablement parce qu'ils se sont gâtés avant de pouvoir être utilisés ou parce qu'ils n'étaient pas de qualité satisfaisante pour l'acheteur). Une grande partie des produits sont jetés avant même d'atteindre les rayons des magasins parce qu'ils n'ont pas l'air parfaits, même s'ils sont encore frais et nutritifs. Nous vénérons la perfection en biologie en supposant que l'agriculture industrielle peut fournir des produits aussi irréprochables que les surfaces brillantes de l'électronique grand public.

Les voyages en avion se sont démocratisés et n'ont plus le même prestige qu'à l'époque où il n'y avait qu'un petit groupe de riches hommes d'affaires et de voyageurs de loisirs appelés jet-setters. Ce petit groupe s'est doté de jets privés qu'il possède ou affrète. Et il n'y a pas de plus grand symbole de statut qu'un jet privé, et pratiquement pas de plus grand gaspillage. Et beaucoup de gens vénèrent ceux qui se déplacent dans un véhicule aussi inefficace.

D'autres moyens de transport - voitures de luxe et yachts - témoignent d'un statut élevé et, bien sûr, d'un gaspillage considérable.

Il existe plus d'une visite virtuelle ou réelle des quartiers riches. Et il existe une myriade d'émissions de télévision et de programmes en streaming consacrés à la vie des riches. **Des maisons colossales dans lesquelles ne vivent que quelques personnes sont un énorme gaspillage.** Mais c'est, bien sûr, le but. Les personnes qui peuvent gaspiller autant d'espace, de chaleur, de lumière, de climatisation et d'autres ressources sans se soucier doivent être vraiment riches et puissantes.

Je pourrais continuer, mais vous avez compris l'idée. L'adoration des riches et des puissants est une caractéristique permanente de la société humaine. Ce qui est différent aujourd'hui, c'est l'ampleur du gaspillage qui accompagne cette richesse et ce pouvoir en raison de notre accès sans précédent aux ressources énergétiques et physiques.

▲ [RETOUR](#) ▲

Élégie pour un empire en voie de disparition : la domination de l'Europe par les États-Unis était-elle une bonne chose ?

Ugo Bardi Dimanche 11 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

The Seneca Effect

*Les croissances sont lentes,
mais le chemin de la ruine est rapide*





Une interprétation de la reine Cartimandua des Brigantes, des Celtes qui vivaient en Grande-Bretagne à l'époque de l'invasion romaine (Image de Kate Spitzmiller). Cartimandua a vécu à la même époque que la reine Boudicca, plus connue, qui a combattu les Romains. Cartimandua, en revanche, était ce que nous appellerions aujourd'hui une "collaborationniste". On pourrait aussi la qualifier de traîtresse de son peuple, mais ainsi va l'histoire. Pouvons-nous apprendre quelque chose de la façon dont les Romains ont soumis les Britanniques et les ont incorporés à leur empire ? Comme d'habitude, l'histoire ne se répète pas, mais elle rime beaucoup.

Dans un récent billet, **Martys' Mac** soutient que l'empire américain présente certaines caractéristiques particulières qui le rendent différent des autres empires, notamment de l'empire soviétique. Selon lui, les États-Unis ont été plus bénins, plus ouverts, plus disposés à laisser leurs États clients se développer de manière indépendante, tant sur le plan économique que culturel.

Le Marty's Mac est un observateur attentif mais, dans ce cas, je pense qu'il a manqué certains points fondamentaux. À mon avis, les empires (et les États, également) sont tous très semblables les uns aux autres. Non pas que je prétende en savoir plus que quiconque sur l'ancienne Union soviétique, mais je recommande la prudence lorsque l'on aborde des sujets aussi vastes. L'Union soviétique était une réalité complexe qui, à l'Ouest, est restée largement inconnue, assombrie par la barrière de la langue et de la propagande. Et nous devons nous garder de tomber dans le piège qui consiste à penser que toute réalité ressemble de près ou de loin au portrait qu'en fait la propagande.

Ceci étant dit, discutons de la position de Marty Mac. Il commence par :

Un empire traditionnel ne cherche pas à conclure des accords économiques mutuellement bénéfiques avec ses voisins, mais à aspirer les ressources voisines pour son propre bénéfice.

Ce qui est, de toute évidence, vrai. Mais cela ne décrit pas seulement les empires, mais aussi les États et les royaumes. Il existe une loi générale appelée "les riches deviennent plus riches" qui crée un phénomène de centralisation. Dans tous les États, les ressources se déplacent de la périphérie vers le centre. Pensez à la France, qui n'est pas un empire, mais où la taille de la capitale, Paris, est tellement supérieure à celle de toute autre ville française qu'elle échappe aux modèles statistiques normalement utilisés. Au point qu'un terme spécifique a été inventé pour elle : "Le Roi Dragon".

L'argument avancé par Marty Mac's repose principalement sur une comparaison entre le plan Marshall, mis en place par les États-Unis après la fin de la Seconde Guerre mondiale, et son équivalent pour l'Union soviétique, le plan Molotov, moins connu.

L'Union soviétique a imposé de lourdes réparations à ses territoires conquis. La Roumanie est tenue de payer 300 millions de dollars (en dollars de 1938, c'est-à-dire avant l'inflation de la guerre) à ses nouveaux maîtres soviétiques ; la Hongrie est également tenue de payer 300 millions de dollars (200 à

l'URSS et 100 à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie). L'équivalent sur papier du plan Marshall dans la sphère soviétique était le plan Molotov, qui offrait officiellement une aide aux nations conquises d'Europe de l'Est. Toutefois, cette aide était au mieux maigre (des nations comme la Roumanie et la Hongrie souffraient encore de leurs dettes de guerre) et pouvait raisonnablement être considérée comme un effort de relations publiques visant à contrer le plan Marshall.

Les données sont claires : l'Union soviétique était considérablement plus avare que les États-Unis. Mais pourquoi les deux empires se sont-ils comportés si différemment ? Nous pourrions avancer que c'est en raison de certaines différences idéologiques, mais aussi, plus simplement, de différences structurelles. L'Union soviétique était un rival de l'empire américain, mais elle était aussi beaucoup plus petite. La population des pays du Pacte de Varsovie (Union soviétique + alliés) était d'environ 400 millions d'habitants, celle de l'alliance de l'OTAN (États-Unis + alliés) était de plus de 600 millions. Ensuite, en termes de PIB et de dépenses, j'ai écrit dans un précédent post que,

...pour survivre, l'empire soviétique devait égaler l'empire occidental rival en termes militaires. Mais l'économie soviétique était beaucoup plus petite : nous pouvons estimer qu'elle n'a jamais dépassé environ 40% de l'économie américaine, à elle seule. Pour égaler l'énorme machine économique et militaire occidentale, l'Union soviétique devait consacrer une grande partie de sa production économique au système militaire. Il n'a jamais été facile de mesurer cette fraction, mais nous pouvons dire qu'en termes absolus, les dépenses militaires soviétiques étaient presque égales à celles des États-Unis, tout en restant bien inférieures à celles du bloc de l'OTAN. Selon une autre estimation approximative, pendant la guerre froide, l'Union soviétique a consacré environ 20 % de son produit intérieur brut à son armée. Comparons avec les États-Unis : après la Seconde Guerre mondiale, les dépenses militaires ont progressivement diminué, passant d'environ 10 % à la valeur actuelle d'environ 2,4 %. En termes relatifs, pendant la guerre froide, l'URSS devait normalement dépenser au moins quatre fois plus que les États-Unis pour son armée.

En bref, l'Union soviétique ne pouvait tout simplement pas se permettre des coûts équivalents à ceux du plan Marshall. Cela signifie que les citoyens soviétiques étaient contraints à un mode de vie beaucoup plus sobre que celui des citoyens américains : pas de voitures privées, pas de vacances à l'étranger, pas de maisons de banlieue, rien de tout cela. La plupart des surplus qu'ils produisaient étaient consacrés aux dépenses militaires que l'Union devait produire pour maintenir un appareil militaire comparable à celui de l'Occident. Ainsi, le comportement de l'empire américain était, et reste, dicté par des facteurs pratiques plutôt qu'idéologiques. Lorsque les États-Unis disposaient d'un excédent considérable, ils pouvaient se permettre une extravagance telle que le plan Marshall. Pas seulement une extravagance, cependant. C'était aussi un bon investissement, car les États européens constituaient une bien meilleure barrière contre une éventuelle attaque soviétique s'ils étaient économiquement forts.

Aujourd'hui, bien sûr, les choses ont beaucoup changé. En proie à une terrible crise, probablement dans ses derniers soupirs, l'empire américain se comporte comme l'ancien empire soviétique. L'Occident tout entier se transforme en un État policier totalitaire, où le gouvernement contrôle tous les médias et criminalise la dissidence - c'était exactement la façon dont l'ancienne Union soviétique se comportait. Il n'est donc pas surprenant que le centre impérial extraie les ressources de ses États clients d'Europe occidentale au point de les mendier.

La discussion pourrait être longue et détaillée mais je pense que, comme d'habitude, nous pouvons trouver beaucoup de matière à réflexion dans le comportement des empires passés. En particulier, je pense qu'une bonne illustration du comportement des empires est donnée par la façon dont les Romains ont traité les Britanniques au cours de la période allant du 1er siècle avant J.-C. au 3e siècle après J.-C.. Nous voyons comment l'annexion des Britanniques n'a été obtenue qu'en partie par une invasion militaire. Il s'agissait surtout d'une question d'assimilation. Les Romains ont "romanisé" les Britanniques, en leur faisant apprécier des choses telles que la monnaie romaine et les articles de luxe que l'argent pouvait acheter. Ensuite, ils les ont incités à emprunter de

l'argent à Rome et, enfin, lorsqu'ils n'ont pas pu rembourser la dette, ils ont utilisé cette excuse pour saisir leurs biens et leurs terres. Les similitudes entre le comportement de l'empire américain et celui de l'Europe occidentale sont évidentes. D'abord, ils ont offert de l'argent aux Européens pour qu'ils reconstruisent leur économie, et maintenant ils pressent l'Europe à sec. Une prochaine étape possible sera une prise de contrôle militaire "officielle" de l'Europe occidentale. Ce n'est pas un gros problème, puisque les Européens sont impuissants d'un point de vue militaire.

C'est la méthode typique des empires : ils travaillent comme des dealers. D'abord, ils vous offrent des drogues bon marché, puis si vous ne payez pas pour d'autres doses, ils peuvent vous tabasser ou vous tuer. Pour cela, ils sont aidés par les traîtres qu'ils peuvent placer au sommet des États qu'ils veulent incorporer. Nous avons également un exemple dans l'histoire de Britannia, avec la reine Cartimandua comme équivalent symétrique de la reine Boudicca. Alors que Boudicca est considérée comme une héroïne qui s'est rebellée contre les Romains, Cartimandua s'est alliée à eux. L'histoire, comme toujours, rime.

Ci-dessous, un billet que j'ai publié sur la reine Boudica qui illustre le mécanisme de corruption et d'assimilation que les Romains ont utilisé pour incorporer la Britannia dans leur Empire

La reine et le philosophe : Guerre, argent et métaux dans la Grande-Bretagne romaine



Nous savons très peu de choses sur la reine Boudica des Icéniens (20 ap. J.-C. (?) - 61 ap. J.-C.) et la plupart de ce que nous savons est probablement déformé par la propagande romaine. Mais nous sommes peut-être en mesure de rassembler les principaux éléments de son histoire et de comprendre comment elle a failli chasser les puissantes légions romaines de Grande-Bretagne. Ci-dessus, une interprétation fantaisiste de la reine celtique provenant de "galleryhip.com" (Ce billet a été inspiré par une note de Mireille Martini)

Vous connaissez probablement l'histoire de la reine Boudica. Grande, forte et terrible, elle était l'incarnation de la farouche guerrière qui s'est battue - courageusement mais sans succès - pour défendre son peuple contre l'oppression d'un empire maléfique, celui des Romains. Tout s'est passé sous le règne de l'empereur Néron, au 1er siècle de notre ère.

Le passage du temps a transformé ces événements en légendes, déformées par le prisme de la propagande. Mais peut-être pouvons-nous encore discerner les raisons de la rébellion de Boudica et en tirer un enseignement pertinent pour notre époque. Comme il arrive souvent en histoire, pour comprendre le pourquoi d'un événement, il suffit de suivre l'argent. Dans ce cas particulier, il est curieux que l'argent qui a déclenché la guerre ait pu être fourni par personne d'autre que Lucius Annaeus Seneca, oui, le philosophe stoïcien. Mais c'est une histoire qui doit être racontée depuis le début.

Roman Britain Industrial Mining
Based on Jones & Mattingly's *Atlas of Roman Britain*

0 100 km
0 50 mi

IRON Co. Durham
LEAD Alston Moor
LEAD Wharfedale
COPPER Parys Mt.
COPPER Great Orme
LEAD Halkyn Mt.
LEAD Efridd
COPPER Llanymynech
LEAD SW Shropshire
LEAD Plympton
GOLD Dolaucothi
LEAD Lower Machen
LEAD, SILVER Charterhouse
IRON Forest of Dean
IRON nr. Water Newton
IRON The Weald
TIN Cornwall
LEAD Cornwall

Roman Britain Industrial Mining
Based on Jones & Mattingly's *Atlas of Roman Britain*

0 100 km
0 50 mi

IRON Co. Durham
LEAD Alston Moor
LEAD Wharfedale
LEAD Halkyn Mt.
LEAD Efridd
LEAD nr. Water Newton
LEAD SW Shropshire
LEAD Lower Machen
LEAD, SILVER Charterhouse
IRON Forest of Dean
IRON The Weald
COPPER Parys Mt.
COPPER Great Orme
COPPER Llanymynech
GOLD Dolaucothi
TIN Cornwall
LEAD Cornwall

Roman Britain Industrial Mining
Based on Jones & Mattingly's *Atlas of Roman Britain*

0 100 km
0 50 mi

IRON Co. Durham
LEAD Alston Moor
LEAD Wharfedale
LEAD Halkyn Mt.
LEAD Efridd
LEAD nr. Water Newton
LEAD SW Shropshire
LEAD Lower Machen
LEAD, SILVER Charterhouse
IRON Forest of Dean
IRON The Weald
COPPER Parys Mt.
COPPER Great Orme
COPPER Llanymynech
GOLD Dolaucothi
TIN Cornwall
LEAD Cornwall

Roman Britain Industrial Mining
Based on Jones & Mattingly's *Atlas of Roman Britain*

0 100 km
0 50 mi

IRON Co. Durham
LEAD Alston Moor
LEAD Wharfedale
COPPER Parys Mt.
COPPER Great Orme
LEAD Halkyn Mt.
LEAD Efridd
COPPER Llanymynech
LEAD SW Shropshire
LEAD Plympton
GOLD Dolaucothi
LEAD Lower Machen
LEAD, SILVER Charterhouse
IRON Forest of Dean
IRON nr. Water Newton
IRON The Weald
TIN Cornwall
LEAD Cornwall
COPPER Cornwall

Roman Britain Industrial Mining
Based on Jones & Mattingly's *Atlas of Roman Britain*

0 100 km
0 50 mi

IRON Co. Durham
LEAD Alston Moor
LEAD Wharfedale
COPPER Parys Mt.
COPPER Great Orme
LEAD Halkyn Mt.
LEAD Efridd
COPPER Llanymynech
LEAD SW Shropshire
LEAD Plympton
GOLD Dolaucothi
LEAD Lower Machen
LEAD, SILVER Charterhouse
IRON Forest of Dean
IRON nr. Water Newton
IRON The Weald
TIN Cornwall
LEAD Cornwall
COPPER Cornwall

Roman Britain Industrial Mining
Based on Jones & Mattingly's *Atlas of Roman Britain*

0 100 km
0 50 mi

IRON Co. Durham
LEAD Alston Moor
LEAD Wharfedale
COPPER Parys Mt.
COPPER Great Orme
LEAD Halkyn Mt.
LEAD Efridd
COPPER Llanymynech
LEAD SW Shropshire
LEAD Plympton
GOLD Dolaucothi
LEAD Lower Machen
LEAD, SILVER Charterhouse
IRON Forest of Dean
IRON nr. Water Newton
IRON The Weald
TIN Cornwall
LEAD Cornwall
COPPER Cornwall

pourraient être comparés à quelque deux milliards de dollars d'aujourd'hui. Il est clair que nous parlons d'une somme importante pour une petite économie comme devait l'être celle de la tribu d'Iceni.

Nous ne savons pas ce que le roi Prasotagus avait en tête de faire avec cet argent, mais nous savons que quelque chose a mal tourné. Dio Cassius reproche à Sénèque lui-même d'avoir précipité la rébellion en insistant pour récupérer son argent. Il semble peu probable que Sénèque ait agi par cupidité personnelle, comme l'explique Grimal. Cassius écrivait plus d'un siècle après les événements et il peut avoir voulu présenter Sénèque sous un mauvais jour pour des raisons idéologiques. Mais ce n'est qu'un détail, ce qui importe, c'est que les Icénien (ou, pour mieux dire, l'élite des Icénien) n'ont pas honoré une dette importante qu'ils avaient contractée auprès des Romains.

Dans l'Antiquité, ne pas rembourser sa dette était un crime grave, à tel point que les premières lois romaines punissaient le débiteur en le faisant écarteler. À l'époque impériale, il existait des lois beaucoup plus clémentes - mais ces lois n'étaient valables que pour les citoyens romains et Boudica n'en faisait pas partie. Dans cette optique, la flagellation ne semble pas être une punition exagérée pour le non-paiement d'une dette importante (2 milliards de dollars !). Même le viol de ses filles n'était pas une punition inhabituelle pour les citoyens non romains à cette époque. Quoi qu'il en soit, il est probable que les Romains n'ont pas agi comme ils l'ont fait parce qu'ils aimaient torturer et violer les femmes - ils ont utilisé le défaut de paiement comme une excuse pour s'emparer du royaume d'Iceni. On ne peut même pas exclure que l'emprunt ait été conçu dès le départ dans l'idée d'annexer le royaume à l'Empire romain.

Quoi qu'il en soit, à ce stade, l'élite Iceni n'avait guère le choix : soit tout perdre, soit se rebeller contre la plus grande puissance militaire de leur temps. Aucun des deux ne semblait être un bon choix, mais ils ont choisi celui qui s'est avéré être vraiment désastreux.

Tout ce qui s'est passé par la suite était déjà inscrit dans le livre du destin - les archives archéologiques nous parlent de villes réduites en cendres, confirmant les rapports des premières victoires des Iceni que nous ont rapportés les historiens romains. Les techniques de propagande habituelles ont probablement amené les Romains à exagérer les atrocités commises par les Iceni, tout comme le nombre de leurs combattants, afin de mettre en valeur leurs propres prouesses militaires. Boudica elle-même a été dépeinte comme une guerrière plus grande que nature, mais nous ne pouvons même pas être totalement sûrs qu'elle ait réellement existé. Quoi qu'il en soit, la révolte était vouée à l'échec, et elle a échoué. En quelques siècles, Boudica a été oubliée par son propre peuple : nous n'avons aucune mention d'elle dans les archives de la Grande-Bretagne celtique. L'Empire romain s'est éteint, mais l'influence romaine sur les coutumes et la langue britanniques reste visible jusqu'à aujourd'hui (et le fantôme de l'ancienne reine est peut-être satisfait du Brexit !)

Ce qui est le plus intéressant dans cette histoire, c'est la lumière qu'elle jette sur le fonctionnement interne des empires. Nous avons tendance à penser que les empires existent grâce à leurs puissantes armées - ce qui est vrai, en partie - mais les armées ne sont pas tout et, de toute façon, les soldats doivent être payés. Les empires existent parce qu'ils peuvent contrôler l'argent, (ou le capital si vous préférez). C'est le véritable outil qui construit les empires : Pas d'argent - pas d'empire !

Et cela nous amène à l'empire actuel, celui que nous appelons "l'empire américain" ou "l'empire occidental". Il a certes des armées puissantes mais, en réalité, l'emprise qu'il exerce sur le monde repose entièrement sur l'argent. Sans le puissant dollar, il est difficile de penser que le vaste réseau militaire et commercial que nous appelons "mondialisation" pourrait exister.

Alors, pouvons-nous penser à un équivalent moderne de la rébellion des Iceni ? Certainement : pensez à la fin de l'Union soviétique. Elle a été renversée en 1991, non pas par des moyens militaires, mais par des moyens financiers. La dette de l'Union soviétique envers l'Occident est estimée à 70 milliards de dollars, ce qui, en termes relatifs, n'est probablement pas très éloigné des 40 millions de sesterces que les Iceni devaient aux Romains. Incapables de rembourser cette dette, les élites soviétiques n'avaient que deux choix : se dissoudre ou

se battre. Elles ont fait une tentative de lutte avec le "Putsch d'août" en 1991, mais elle a rapidement échoué. Les communistes soviétiques n'avaient aucune chance de commettre une erreur similaire à celle de la reine Boudica, à savoir lancer une véritable rébellion militaire contre un ennemi beaucoup plus puissant. C'était une bonne chose pour tout le monde sur cette planète, car l'Union soviétique disposait d'ogives nucléaires qui auraient pu être utilisées en désespoir de cause. Heureusement, l'histoire ne se répète pas toujours !

Mais, si l'histoire ne se répète pas, au moins elle rime et la capacité de l'empire occidental à utiliser des moyens financiers pour soumettre des pays est bien documentée. Un autre cas, plus récent, est celui de la Grèce : encore une nation qui n'a pas pu rendre l'argent qu'elle devait aux puissances impériales. Pendant un court instant, en 2015, il a semblé que les Grecs avaient décidé de se rebeller contre l'empire mais, en fin de compte, les élites grecques ont choisi de se soumettre. La punition des citoyens grecs a été sévère mais, au moins, leur pays n'a pas été bombardé et détruit, comme cela arrive assez souvent de nos jours lorsque les puissances impériales en place se mettent en colère.

Mais combien de temps l'Empire d'Occident restera-t-il puissant ? Tout comme pour l'Empire romain, son destin semble être un cycle de croissance et de déclin - et le déclin a peut-être déjà commencé, comme le montre l'échec de la tentative de mise en faillite de l'héritier de l'Union soviétique, la Russie (là encore, heureusement pour tout le monde, car la Russie possède des armes nucléaires). L'empire mondialisé semble s'affaiblir chaque jour un peu plus. Que ce soit une bonne ou une mauvaise chose, seul le temps nous le dira.

▲ [RETOUR](#) ▲

Comment les monarques sont devenus des serviteurs de l'État

Ryan McMaken 09/09/2022 Mises.org , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



MISES WIRE



Les monarques européens vont et viennent, mais les médias américains - sans doute en grande partie grâce au fait que les Britanniques parlent et écrivent en anglais - suivent la monarchie britannique de plus près que les autres. Les experts américains n'ont pas eu grand-chose à dire lorsque le roi Juan Carlos d'Espagne a abdiqué en 2014 à la suite d'un scandale de détournement de fonds. Mais, quelques heures seulement se sont écoulées depuis le décès de la reine Elizabeth II, et les spéculations sur l'avenir de la monarchie britannique sont déjà nombreuses. Hayes Brown, de MSNBC, a écrit cette semaine, par exemple, comment Elizabeth a maintenu une institution en déclin, mais "il est tout à fait probable que [le nouveau roi

Charles III] et son probable successeur, le prince William, supervisent l'effondrement de la monarchie elle-même".

Nous verrons.

Mais sur un point, Brown a indéniablement raison lorsqu'il affirme que "les rouages de l'État continueront à tourner sans elle". Bien sûr qu'elles le feront. Dans le monde moderne, aucun des monarques d'Europe n'est une institution critique au sein des régimes sur lesquels ils "règnent" ostensiblement.

En effet, le simple fait que nous fassions référence à "l'État" comme à quelque chose de distinct d'un monarque illustre un fait crucial concernant la relation entre les monarques et l'État dans le monde moderne : les États ont surpassé et remplacé les monarques en tant que véritable source de pouvoir juridique et militaire sur leurs territoires respectifs. Les États modernes ont ensuite étendu ce pouvoir bien au-delà de ce dont rêvaient même les monarques les plus ambitieux des siècles passés. Il y a cependant une ironie dans tout cela. En Europe, ce sont les monarques eux-mêmes qui ont construit les cours de justice et les institutions militaires pour en faire les

immenses États que nous connaissons aujourd'hui. Mais au fil du temps, les monarques ont perdu le contrôle de ces institutions de plus en plus lourdes et bureaucratiques. Les monarques ont fini par devenir des appendices de l'État, et non l'inverse, comme ils l'avaient initialement prévu. Tout cela s'est produit avant même l'avènement des États démocratiques. Au XIXe siècle, l'ancien modèle de pouvoir dynastique privé a été renversé par les mécanismes des États, démocratiques ou non.

La monarchie avant l'État

Il ne faut certainement pas confondre les monarchies d'aujourd'hui avec les monarchies qui existaient avant que l'État ne prenne de l'importance aux XVIe et XVIIe siècles.

Après tout, les monarques d'avant l'État étaient essentiellement des propriétaires terriens privés dont les revenus dépendaient largement des loyers perçus sur les domaines privés du monarque. Ces loyers n'étaient pas nécessairement perçus sous forme d'argent, et l'argent était souvent rare. Mais ces propriétaires fonciers collectaient néanmoins des ressources - sous forme de récoltes, de service militaire ou d'autres paiements en nature - auprès de ceux qui utilisaient leurs terres. Dans cet environnement, cependant, il n'y avait pas d'institution "souveraine" qui exerçait un monopole sur les moyens de coercition, et le système était essentiellement un système de droit privé. C'était, comme l'a dit John Strayer, un système de "pouvoir public entre des mains privées, et un système militaire dans lequel une partie essentielle des forces armées est assurée par des contrats privés". Ces contrats revenaient, comme le décrit Hendrik Spruyt, à "gouverner par des liens personnels". Les accords de service militaire, par exemple, étaient des promesses faites à des individus spécifiques. Si ces personnes mouraient, les contrats devenaient nuls et non avenue.

Les dynasties dirigeantes n'étaient pas des institutions étatiques impersonnelles permanentes, mais des réseaux unis par des liens familiaux et des relations individuelles. Les territoires sur lesquels elles revendiquaient une part de propriété changeaient fréquemment. Il n'y avait pas de sentiment de nation territoriale. Les rois qui les gouvernaient s'occupaient très souvent personnellement des affaires. Ces rois siégeaient personnellement dans les tribunaux pour trancher des affaires. Ils menaient personnellement des campagnes militaires pour protéger leurs biens des autres.

Lorsque les responsabilités et les terres d'un roi devenaient trop nombreuses pour qu'il puisse s'en occuper personnellement, elles pouvaient être réglées par des accords, des serments et des contrats avec d'autres princes dans un réseau complexe de vassalité connu sous le nom de féodalisme. Les choses restaient ainsi locales et dépendaient de la coopération et de la négociation décentralisées. Mais, encore une fois, cela ne donnait pas aux monarques un monopole indiscutable sur leurs terres. De nombreux rois puissants étaient les vassaux d'autres rois et princes. Cela limitait naturellement le pouvoir des rois et les empêchait d'exercer ce que nous appellerions aujourd'hui les prérogatives de l'État.

La montée en puissance de l'État

À la fin du Moyen Âge, cependant, certains de ces princes sont devenus suffisamment riches pour ne plus avoir à conclure des accords de contrepartie avec d'autres princes. Grâce à l'augmentation des excédents alimentaires et à la disponibilité croissante de l'argent liquide, les rois et princes les plus riches pouvaient payer directement les soldats et autres fournitures militaires. Les nobles locaux peuvent être achetés. Des agents fiscaux rémunérés - directement loyaux au roi - peuvent être envoyés pour collecter les recettes. La guerre devient également plus coûteuse, ce qui signifie que les princes et les rois les plus riches deviennent comparativement plus efficaces pour subjuguer des concurrents moins riches. Les rois ont commencé à consolider plus de terres et plus de pouvoir.

Cela a considérablement changé la donne. À mesure que les rois devenaient plus riches, leur richesse entretenait une population croissante de commis, de soldats, de juges et de fonctionnaires qui dépendaient directement du roi pour leurs revenus. Ces bureaucrates rémunérés sont devenus si nombreux que les rois ont dû accorder des postes même à de nombreuses personnes extérieures aux cercles restreints de la monarchie. Il existait désormais

une nouvelle classe de personnes qui dépendaient du roi pour leurs revenus, mais qui avaient néanmoins leurs propres intérêts, leurs propres familles et leurs propres programmes.

Cela représentait un danger pour les monarques eux-mêmes. Le roi avait accordé à ces agents de l'État naissant une certaine part de pouvoir. Et s'ils utilisaient ce pouvoir pour promouvoir leurs propres objectifs et leurs favoris ? Ces personnes pouvaient potentiellement paralyser la capacité du roi à percevoir des revenus, à lever des armées ou à imposer "la loi et l'ordre". En effet, dans les années 1640, certains partisans du monarque espagnol craignaient que la bureaucratie croissante de l'Espagne ne finisse par "rendre le roi lui-même superflu".

Pourtant, les monarques vont de l'avant. Au XVIII^e siècle, les monarques lèvent d'immenses armées permanentes et construisent d'énormes installations militaires capables de résister aux nouvelles armes alimentées par la poudre à canon. L'époque où l'on dirigeait personnellement les armées était révolue depuis longtemps. Comme l'a noté J.H. Elliott, l'importance centrale de cette nouvelle bureaucratie est peut-être bien illustrée par l'évolution des monarques, qui sont passés d'hommes qui partaient à cheval au combat à des hommes qui, comme Philippe II d'Espagne, "passaient leur journée de travail à ce bureau entouré de piles de documents".

Un État en expansion signifiait une pile croissante de paperasse pour le gérer. Mais, finalement, l'État finit par submerger les monarques eux-mêmes. Selon Martin Van Creveld, à la fin du XVe siècle, les souverains et leurs sujets avaient déjà pris conscience de l'existence d'une machine au sein de l'État, distincte du monarque. Un nouveau vocabulaire apparaît : des expressions telles que "la couronne", "l'État" et "le commonwealth" en viennent à représenter quelque chose sur lequel le roi ne règne pas, mais qu'il sert. Les rois n'étaient plus autorisés à s'occuper simplement de leurs domaines privés. C'était, comme le dit Spruyt, "le changement qualitatif de la règle personnelle à l'autorité publique". En d'autres termes, nous pourrions décrire cette évolution comme le passage du propriétaire privé à l'agent de l'État.

Les monarques sont absorbés par l'État

À la fin du XVIII^e siècle, note Van Creveld, l'État n'est "plus identique à la personne du souverain...". S'étant développé à partir des instruments qui avaient aidé les monarques à se transformer en souverains absolus, l'État a acquis une vie propre".

Ce n'est pas une coïncidence si ce phénomène est devenu plus évident dans les royaumes où l'État était le plus fort à cette époque : l'Angleterre et la France. En Angleterre, par exemple, les révolutionnaires de la guerre civile anglaise n'ont pas seulement coupé la tête du roi, ils ont également aboli la monarchie. Cette décision n'a pas été prise par la foule, mais avec le consentement des représentants de l'État anglais au Parlement. En d'autres termes, les parlementaires ont clairement fait comprendre que c'est "le peuple" - que le Parlement prétendait représenter - qui définissait le "commonwealth". Le rôle du roi était simplement d'offrir certains services. Le Parlement finit par restaurer la monarchie, mais la leçon a été retenue. En 1688, le Parlement est à nouveau intervenu pour remplacer un roi par un autre plus à son goût.

En France, les révolutionnaires ont développé le même thème. Des décennies plus tôt, le roi Louis XIV avait passé de nombreuses années à créer l'État le plus grand, le plus riche et le plus puissant d'Europe. Puis les instruments de cet État se sont retournés contre la propre dynastie de Louis. Louis en a dit plus qu'il n'en savait quand, sur son lit de mort, il s'est dit : "Je pars, mais l'État restera toujours." L'arrière-arrière-arrière-petit-fils de Louis, Louis XVI, aurait pu dire la même chose sur la potence.

Après ces crises, il est apparu clairement que ni l'Angleterre ni l'État anglais n'étaient la propriété du roi ou de sa dynastie. Il en allait de même pour les vestiges de la monarchie en France. En effet, les monarchies de toute l'Europe se trouvaient dans des situations similaires. Cela s'est produit des décennies avant que ces monarques ne soient remplacés par des régimes démocratiques républicains. À cette époque, le pouvoir royal avait déjà été

remplacé, sauf de nom, par des régimes étatiques de différents types. Aujourd'hui, de nombreux États d'Europe tolèrent des monarchies institutionnelles. Les hommes et les femmes de ces institutions sont désormais fréquemment des pom-pom girls en temps de guerre. Ou bien, ils peuvent être utilisés pour soutenir ouvertement l'État contre ses ennemis, comme lorsque le roi Felipe d'Espagne est intervenu pour condamner les sécessionnistes catalans. Les nationalistes louent souvent les monarques en tant que symboles de "l'unité nationale". En cela, nous ne trouvons aucune trace de ce que les monarques s'imaginaient être à l'époque du règne dynastique. Cela a disparu il y a des siècles.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le vrai sens du mot « Incroyable »

Par James Howard Kunstler – Le 19 août 2022 – [Source kunstler.com](http://Source.kunstler.com)



Le CDC semble penser que personne ne remarquera ses crimes et ceux de ses agences sœurs, la FDA, le NIAID, le NIH (et le groupe de travail de la Maison Blanche) s'il se promène gaiement dans la saison d'automne en sifflant un air joyeux : « On s'en fout de la Covid-19 maintenant, la la la.... » Ai-je dit crimes ? Oui, je l'ai dit. Comme des violations flagrantes de la loi et du contrat social de base.

Ils ont menti sur leur rôle dans les origines infâmes du SRAS CoV-2. Ils ont inventé – ils attendaient déjà, en fait – des traitements génétiques dangereux qui se sont fait passer pour des « vaccins », puis ils ont truqué les essais de sécurité pour les mettre en œuvre à la hâte. Ils ont refusé aux gens des traitements appropriés et efficaces avec des médicaments peu coûteux et les ont tués avec des ventilateurs et du remdesivir – uniquement pour maintenir une autorisation d'utilisation d'urgence (EUA) frauduleuse qui protégeait les entreprises de « vaccins » des poursuites judiciaires. Une fois que les « vaccins » ont été largement distribués – et imposés à de nombreuses personnes par des obligations – ils ont fait des confusions et caché des informations sur les effets indésirables et les décès. Ils ont détruit un nombre incalculable de petites entreprises, de moyens de subsistance, de ménages, et ont entravé le développement des enfants par des confinements. Et ils ont utilisé les médias sociaux et d'information pour censurer leurs critiques en violation directe du premier amendement, un point c'est tout.

Oh, une dernière chose : ils ont détruit la médecine moderne. Ils contribueront probablement à la destruction de la loi, aussi, parce que le système juridique ne sera jamais en mesure de gérer le volume de procès contre toutes les parties impliquées dans le massacre du « vaccin » Covid – y compris les sociétés qui ont forcé leurs employés à se faire « vacciner » et les sociétés pharmaceutiques elles-mêmes, qui perdront leurs protections légales une fois que leur fraude sera prouvée. Et ils accéléreront la mort d'un système financier déjà en difficulté qui ne peut pas supporter les transferts de richesse impliqués dans ce qui précède (en plus de la pire crise de la dette de l'histoire humaine).

Vous pensez que j'exagère ? Nous entrons dans la saison de la grippe avec des millions de personnes dont le système immunitaire a été détruit par de multiples injections de médicaments innovants à base d'ARNm. Ils sont également sensibles à de nombreux virus et bactéries qui se cachent normalement dans l'écosystème corporel de chacun, mais qui seraient contrôlés par un système immunitaire sain. De même, leurs systèmes immunitaires

piratés ne sont plus en mesure de supprimer les cancers, dont de nombreuses formes dépassent déjà les niveaux statistiques normaux. Sans parler des dommages causés aux systèmes cardiovasculaires par les protéines de pointe, qui restent dans le corps humain pendant plus d'un an après l'injection du « vaccin », ainsi que des dommages neurologiques et cérébraux.

L'ancien analyste de Wall Street Edward Dowd a déclaré hier (18 août) qu'un rapport de la Société des actuaires qui vient d'être rendu public montre qu'une hausse de 20 % de la surmortalité chez les personnes en âge de travailler, qui a commencé avec les mandats de vaccination à l'automne 2021, s'est poursuivie au deuxième trimestre de 2022. Les actuaires sont les personnes qui compilent et analysent les statistiques pour les compagnies d'assurance.

Donc, toute la semaine le CDC a fait marche arrière, une « directive » après l'autre. Plus de tests obligatoires, plus de recherche de contacts, plus de distanciation sociale, plus de traitement différent pour les non-vaccinés et les vaccinés (bien que le régime de « Joe Biden » ne permette toujours pas aux voyageurs non-vaccinés d'entrer aux États-Unis), plus d'obligations de vaccination (sauf, apparemment, pour l'armée américaine). Oh, et ils ont concédé que leurs « vaccins » ne restent pas dans le muscle deltoïde, mais se répandent en fait dans tout le corps. Remarque : quoi que les agences de santé publique disent ou fassent d'autre en ce moment, elles continuent à promouvoir les vaccins à ARNm et à mentir sur leur sécurité et leur efficacité – car si elles disaient la vérité, elles seraient complètement discréditées et sûrement sujettes à des poursuites pénales. Et ils continuent de supprimer les protocoles de traitement efficaces et bon marché tout en promouvant le remdesivir et le Paxlovid, un produit inutile (et coûteux).

Le CDC a clôturé la campagne de remise en question de la semaine en annonçant une révision majeure du fonctionnement de l'agence. (La FDA et d'autres entités de santé publique n'ont pas fait de telles promesses.) La directrice du CDC, Rochelle Walensky, se faisant passer pour d'autres gros bonnets fédéraux peu connus qui ont été appelés pour faire le ménage après elle, a fait cette déclaration hilarante : « J'ai hâte de travailler avec les personnes incroyables du CDC et nos partenaires pour réaliser le plein potentiel de l'agence au profit de la santé et du bien-être de tous les Américains. » Quelle tête de linotte ! Connaît-elle la définition du mot « incroyable » ? (La voici : impossible à croire).

Bien sûr, l'image la plus sobre est que pratiquement toutes les institutions américaines sont maintenant incroyables, impossibles à croire, en commençant par le sommet : « Joe Biden » comme président. La branche exécutive du gouvernement est dirigée par Barack Obama et la clique qui l'entoure, et elle est mise à mal soit à dessein, soit par une incompétence stupéfiante. Le procureur général Merrick Garland déshonore de manière flamboyante l'idée même de justice avec des poursuites politiques stalinesques. Le directeur du FBI, Christopher Wray, fait fi de toute tentative d'extraire la vérité sur les opérations de son agence, et au moins la moitié du pays pense qu'il en a fait une opération de police secrète comme la Gestapo. Les présidents et les doyens des universités ont déshonoré l'idée de recherche de la vérité par leur soumission lâche aux maniaques jacobins-marxistes et à leur programme d'anti-connaissance. Et qui, en Amérique, fait vraiment confiance à son médecin ? (Pas moi. Le mien est le « médecin en chef » de mon réseau et il pousse toujours les « vaccins »).

Nous avons permis que cela se produise. Nous avons toléré cet abus exorbitant de la part d'autorités en fuite devenues criminelles. Nous les laissons s'en tirer avec leurs conneries sur la « défense de notre démocratie » alors qu'ils la détruisent activement et visiblement. Les personnes sérieuses doivent se demander sérieusement : que faut-il faire pour les arrêter maintenant ?

▲ [RETOUR](#) ▲

[.Comment s'opposer aux récits malsains ?](#)

Par Dmitry Orlov – Le 18 Aout 2022 – Source Club Orlov



L'une des principales techniques de guerre psychologique contemporaine est l'utilisation forcée de récits. Un récit établit un ensemble de définitions qui servent ensuite de filtre à la réalité : tout pas hors du chemin étroit que ces définitions fournissent est considéré comme automatiquement offensant et nécessitant une action disciplinaire, tandis que contester l'exactitude de ces définitions est aussi inutile que de contester des axiomes géométriques. Certains récits équivalent à un discours de haine et, en tant que tels, peuvent être combattus par des moyens légaux en tant qu'extrémistes, pour avoir encouragé la division sociale et les conflits. D'autres sont fondés sur une sorte de fausse moralisation, faisant appel à nos meilleures natures et réprimandant et cherchant à punir ceux qui refusent de suivre le programme.

Il est difficile de s'opposer à de tels récits car ceux qui tentent de s'y opposer commettent souvent une seule et même erreur fatale : ils tentent de combattre le récit dans ses limites et ses définitions. Mais dès que vous acceptez la terminologie de la narration, vous en devenez le prisonnier. Dès lors, toute lutte pour s'en libérer devient futile.

L'approche correcte consiste à priver le récit de toute sa validité en refusant d'accepter ses termes clés. Prenons quelques exemples.

Une cible particulièrement facile est le récit des « *droits des homosexuels* » : les journalistes étrangers, faute de pouvoir poser des questions plus utiles, s'enquièrent souvent des droits des homosexuels, par exemple en Tchétchénie, une république musulmane qui, conformément à l'enseignement coranique, considère l'homosexualité comme haram (interdite). Exiger d'eux qu'ils changent leurs habitudes en raison de la préférence culturelle d'une autre nation est une atteinte à leur liberté religieuse ; de plus, c'est complètement futile.

Ce qui n'est pas futile, c'est de combattre le récit. La première étape consiste à disséquer le concept de « droits ». Un droit n'est pas quelque chose qui est généré ex nihilo et qui existe in vacuo : c'est un privilège social spécifique qui est accordé en contrepartie d'une responsabilité sociale spécifique correspondante. Les « *droits de l'homme* » généralisés sont le reflet des normes sociétales et sont, par essence, la responsabilité de chacun de les sauvegarder ; ils ne peuvent donc pas être spécifiques à un groupe donné, comme les homosexuels.

La plupart des sociétés civilisées et même de nombreuses sociétés tribales accordent aux femmes des privilèges spéciaux pendant les derniers stades de la grossesse (pas de port de charges lourdes), ainsi que des congés payés pendant l'accouchement et l'allaitement des bébés. Porter et élever des enfants est une fonction socialement essentielle. Étant donné que, biologiquement, cette responsabilité incombe entièrement aux femmes, celles-ci se voient accorder certains privilèges pour s'en acquitter et pas autrement.

Autre exemple, les enfants bénéficient normalement de nombreux privilèges spéciaux, notamment des crèches gratuites, des cliniques, des sanatoriums pour les malades, des jardins d'enfants, des écoles, des sections sportives, des camps d'été, des transports publics à prix réduit, des billets gratuits pour les musées, une allocation de subsistance si les parents ne gagnent pas assez, des hypothèques à taux réduit pour les familles ayant plusieurs enfants, des fêtes de fin d'études ridiculement somptueuses à l'échelle de la ville (c'est le cas en Russie ; votre expérience peut varier) – parce que la fonction socialement essentielle des enfants est de grandir et de prendre la relève.

Maintenant, **quelles sont les responsabilités spéciales, socialement essentielles, des homosexuels ? Il n'y en a pas,** et ils ne méritent donc pas automatiquement de privilèges spécifiques, c'est-à-dire de « droits ». Ils pourraient se voir accorder une certaine considération spéciale basée sur des sentiments de pitié ou de sympathie de la part d'un individu ou d'un groupe, mais ceux-ci ne peuvent être contraints ou défendus sur une base rationnelle. D'un autre

côté, une grande partie de la population de la planète considère l'homosexualité comme une perversion et donc odieuse, et la forcer à nier ces sentiments sur la base du faux récit des « droits des homosexuels » est une forme d'injustice assez flagrante. De plus, de tels efforts sont totalement futiles et risquent de provoquer un retour de bâton considérable.

Plus récemment, le faux discours sur les « droits des homosexuels » a été étendu à une multiplicité de « genres ». Ici, le problème est, à sa source, mi-biologique et mi-linguistique. La moitié linguistique du problème est liée au terme « genre » qui vient du latin « genus » (pl. « genera »). Il a deux significations : l'une est une catégorie taxonomique principale qui se situe au-dessus de l'espèce et au-dessous de la famille ; l'autre est un terme grammatical désignant une propriété des noms dans de nombreuses langues indo-européennes, qui peuvent être masculins, féminins ou neutres, correspondant aux pronoms il, elle et on. Se classer au-dessus de l'Homo sapiens semble être une proposition très risquée ; en revanche, se désigner comme « ça » semble moins litigieux, bien que peu attrayant.

La troisième signification, en tant que substitut libre du terme « sexe » (masculin, féminin, plus un arc-en-ciel de distinctions spécieuses) est un abus de langage. La première étape pour s'opposer à ce récit est de le priver de son vocabulaire : Le genre n'est pas réel. La contre-proclamation selon laquelle le genre est socialement et culturellement réel nous fait sortir de ce qui est généralement considéré comme réel : ce qui peut être prouvé sur la base de preuves physiques. Les elfes aussi sont culturellement réels, vous savez ! OK, amenez-moi un couple, j'aimerais séquencer leur ADN. Ensuite nous parlerons.

Ce qui est biologiquement réel, c'est le sexe. Il est défini à la conception et il n'est pas du tout mutable parce qu'il est basé sur l'absence ou la présence du chromosome Y. Si celui-ci est présent, c'est que le sexe est réel. S'il est présent, c'est un homme ; s'il est absent, c'est une femme. Il serait très utile de disposer d'un appareil portatif pour effectuer cette détermination, comme celui illustré ci-dessus. Pointez-le vers une personne et appuyez sur le bouton. Si une diode bleue s'allume, c'est un garçon ; si elle est rose, c'est une fille. Et si quelque chose ne semble pas normal, **c'est un patient.**

Et si cette lumière rose vous fait penser aux « droits des femmes » (c'est-à-dire aux privilèges spéciaux des femmes), veuillez nommer les responsabilités spécifiques des femmes qui sont supérieures à celles des hommes ? Est-ce le fait de se battre et de mourir à la guerre ? Est-ce que c'est de remorquer des barges et de soulever des ballots ? Est-ce que c'est de réparer les fils électriques défectueux, les fuites de plomberie ou les voitures qui ne démarrent pas ? Est-ce que c'est le droit de porter des enfants et de s'en occuper – désolé, ce sont les droits des mères, pas des femmes. Est-ce que les droits des femmes devraient être les mêmes que ceux des hommes ? Bien sûr, c'est facile : les hommes n'ont aucun droit particulier, donc les femmes non plus.

Quoi qu'il en soit, revenons aux garçons et aux filles qui ne correspondent pas à leur dichotomie génétique bleue/rose respective... à l'heure actuelle, certains pays sont tellement sous l'emprise de la dysphorie sexuelle que des pourcentages à deux chiffres de garçons et de filles ne sont pas sûrs de leur sexe et sont castrés chimiquement pendant qu'ils tentent de s'y retrouver. Une vieillesse sans enfants, s'ils parviennent à éviter de se suicider aussi longtemps, suivra certainement. Ce type de folie collective semble provenir de l'extérieur : quelqu'un veut conduire ces nations à l'extinction biologique. Compte tenu de leur taux de natalité déjà très bas, cela ne devrait pas être difficile à réaliser. Les nations s'éteignent de toutes sortes de façons. Certaines sont purement et simplement massacrées, d'autres réduites en esclavage, d'autres encore dévorées par des troglodytes cannibales... peut-être devrions-nous simplement détourner le regard et laisser faire.

Mais si c'est une maladie, nous ne devons pas la laisser se propager, et la première étape consiste à tuer le récit. Il existe une ligne de démarcation claire. Le « genre » est-il une question de culture ou une maladie mentale ? La culture est un trait humain évolué qui aide les sociétés à prospérer. Les sociétés primitives ont des cultures primitives ; les sociétés avancées ont des cultures avancées. En revanche, les malades mentaux ne parviennent généralement pas à s'épanouir.

Et une maladie mentale qui empêche la reproduction, alors là ! Biologiquement parlant, pour toute espèce, la reproduction est l'acte principal. Les personnes qui se stérilisent doivent-elles bénéficier de privilèges, de dispenses ou, si vous insistez, de droits particuliers ? Si oui, quelle est leur responsabilité particulière, essentielle au bien-être de la société ? C'est une question rhétorique ; la vraie question est : leur maladie est-elle contagieuse ? Parce que si elle l'est, alors – s'il vous plaît, tirez en vos propres conclusions.

▲ [RETOUR](#) ▲

En quoi la transformation de l'énergie est-elle essentielle pour vaincre Vladimir Poutine ?

Nafeez Ahmed 9 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Le président russe Vladimir Poutine.

~~Un déploiement massif de l'isolation des maisons, de l'efficacité du chauffage et des pompes à chaleur pourrait rapidement éliminer la dépendance au gaz en Europe - et neutraliser l'arme énergétique la plus puissante de Poutine, écrit Nafeez Ahmed.~~

Vladimir Poutine a interrompu l'approvisionnement en gaz de l'Europe via le gazoduc Nord Stream, un acte qui devrait plonger la région dans une crise économique sans précédent cet hiver, dont peu de gens ont vraiment saisi l'ampleur. Mais bien que la Russie brandisse ouvertement l'énergie comme une arme de guerre, la réponse de la Grande-Bretagne et de l'Europe a été non seulement timide, mais étrangement auto-sabotante.

À première vue, les actions de Poutine pourraient sembler illustrer la force de la Russie. Il veut prouver à quel point le pétrole et le gaz russes sont indispensables au monde - que l'Europe ne peut pas se permettre de vivre sans le gaz russe. Et il est prêt à causer un maximum de dégâts pour prouver son point de vue, sachant pertinemment que cela pourrait déclencher un effondrement économique et des difficultés sans précédent tout au long de l'hiver, menaçant des millions de vies et alimentant une spirale de déstabilisation politique à travers l'Europe.

Mais l'atout de Poutine est aussi le dernier - et il a involontairement mis en évidence sa plus grande faiblesse : le pouvoir de l'oligarchie russe dépend entièrement du maintien de la coutume européenne.

De cette façon, Poutine a anéanti à lui seul l'avenir de l'économie russe d'exportation de combustibles fossiles et, avec elle, le pouvoir de l'oligarchie qui sous-tend son règne.

Il n'existe plus de marché mondial potentiel sur lequel les principaux clients de la Russie voudraient rester

dépendants du pétrole et du gaz russes. En prouvant sa volonté d'armer ses produits les plus précieux, le président russe s'est révélé être un fournisseur peu fiable.

Au lieu d'offrir un produit compétitif au meilleur rapport qualité-prix, Poutine a montré que les règles du commerce n'ont aucune importance pour lui. Il veut forcer le monde à acheter son gaz à des prix exorbitants au canon d'une arme, et à mourir s'il refuse.

Ce n'est pas ainsi que l'on gère une entreprise viable - c'est ainsi que l'on en tue une.

Même si l'Europe se sent obligée de se tourner vers Poutine cet hiver pour remédier au chaos économique et social, il n'y a aucune possibilité de sécurité énergétique lorsqu'on dépend des combustibles fossiles russes. Les actions de Poutine ont déclenché une chaîne d'événements qui ne peut qu'aboutir à ce que l'Europe accélère les moyens de diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique autant que possible, et aussi rapidement que possible.

Tomber sur sa propre épée

Dans ces conditions, il n'est pas déraisonnable de suggérer que Poutine lui-même a déclenché l'effondrement éventuel de l'oligarchie russe - dont la structure entière est imbriquée dans l'économie d'exportation des matières premières de la Russie, qui a fourni 40 % du gaz de l'Europe l'année dernière. Sans la clientèle européenne, l'industrie russe d'exportation de gaz s'effondrerait, ainsi qu'une grande partie de ses entreprises d'exportation de matières premières.

Les recettes d'exportation de la Russie représentant plus de la moitié du budget total de l'État, même si la Russie parvient à soutenir temporairement son économie grâce aux bénéfices massifs tirés des revenus du pétrole et du gaz en raison de la flambée des prix, plus l'Europe se retire rapidement du pétrole et du gaz russes, plus les caisses de l'État russe s'évaporent rapidement.

L'atout de Poutine a involontairement exposé sa plus grande vulnérabilité : si l'Europe se concentre sur l'élimination de la dépendance à l'égard de la matière première la plus prisée de la Russie, elle éliminera simultanément son arme la plus puissante en Europe.

S'il n'est plus en mesure de brandir le gaz comme une arme, Poutine se retrouvera avec un levier géopolitique limité et un régime économiquement affaibli. Il sera alors rapidement à court des ressources nécessaires pour mener sa guerre.

La voie la plus rapide et la plus efficace pour vaincre Poutine ne passe donc pas par des moyens militaires, mais par la transformation des systèmes énergétiques de l'Europe. Et le moyen le plus rapide et le plus immédiat d'y parvenir est de réduire à zéro la dépendance au gaz russe.

A quelle vitesse cela peut-il être fait ? Plutôt rapidement.

La solution de la pompe à chaleur

Selon l'Energy and Climate Intelligence Unit (ECIU), le moyen le plus rapide de réduire notre dépendance au gaz russe n'est pas d'accélérer le forage des gisements de gaz de la mer du Nord, mais de déployer des pompes à chaleur électriques et d'isoler les maisons.

Les pompes à chaleur permettent de chauffer les maisons et l'eau pour un coût bien inférieur à celui des chaudières à gaz, en utilisant l'électricité.

L'analyse prudente de l'ECIU montre que les 4 % de la demande de gaz que la Grande-Bretagne reçoit de la Russie pourraient être supprimés en seulement cinq ans en installant des pompes à chaleur et une isolation

adéquate dans 6,5 millions de foyers. Les pompes à chaleur sont déjà moins chères à l'heure actuelle que les chaudières à gaz. Elles permettraient donc non seulement de se débarrasser de la dépendance au gaz, mais aussi de chauffer les maisons à moindre coût.

Même si le Royaume-Uni se contentait d'améliorer la performance énergétique des maisons grâce à l'isolation et à d'autres mesures d'efficacité thermique, les ménages consommeraient en moyenne 20 % de gaz en moins, la demande globale de gaz au Royaume-Uni diminuerait de 8 % et les importations pourraient être réduites de 15 %.

En combinant ces mesures avec un programme d'abandon des pompes à chaleur, on pourrait accélérer le passage à une économie moins dépendante du gaz.

Le plan de l'ECIU est prudent car il repose sur des hypothèses très prudentes - suffisamment lentes pour être acceptables dans un climat politique qui n'a pas tout à fait compris les enjeux. L'analyse envisage de moderniser un million de foyers britanniques par an et d'installer 600 000 pompes à chaleur par an.

Il s'agit d'une stratégie parfaitement viable et tout à fait logique d'un point de vue économique, car elle permettra de réaliser des économies d'année en année en réduisant la dépendance de la Grande-Bretagne à l'égard du gaz. Au lieu de faire l'aumône aux consommateurs, nous avons des investissements pour les ménages qui contribueront directement au système énergétique propre de la Grande-Bretagne.

La crise hivernale à venir doit être reconnue comme un grave problème de sécurité nationale. La Russie espère qu'en interrompant l'approvisionnement en gaz au moment où les besoins sont les plus pressants, la douleur, la souffrance et la déstabilisation politique qui en résulteront, en raison de la flambée des prix de l'énergie pour les consommateurs, obligeront l'Europe à revenir sur sa position vis-à-vis de l'Ukraine.

Mais que se passerait-il si nous répondions avec la même urgence à cette crise de sécurité nationale sans précédent ?

Mobilisation de masse

Le Dr Liz Boulton, ancien major de l'armée australienne et experte en matière de réponses d'urgence au changement climatique, est l'auteur du "Plan E", un plan d'urgence climatique mondial publié par l'Université du Corps des Marines des États-Unis.

Elle pense qu'avec un bon état d'esprit, un programme de pompe à chaleur en cas d'accident pourrait avoir un impact énorme pour minimiser l'impact des actions de la Russie. Et que ce programme pourrait être mobilisé à temps pour l'hiver.

"Il y a trois mois, je pense que quelque chose pourrait être fait", a-t-elle déclaré au Byline Times. "COVID a montré comment une réponse à une crise aussi inhabituelle peut être mobilisée. Je dirais que non seulement c'est possible, mais que si la pré-planification de la crise n'est pas menée et les préparatifs effectués, le gouvernement serait négligent s'il n'anticipe pas raisonnablement les impacts probables d'une pénurie d'énergie et ne prend pas de mesures correctives."

Les armées nationales ne doivent pas être le principal foyer d'une telle mobilisation d'urgence, a-t-elle ajouté, mais elles peuvent apporter leur soutien pour aider à développer les capacités civiles. La première étape consiste, pour les chefs de gouvernement, à organiser des sommets de planification de crise au cours desquels ils posent des questions à la communauté au sens large, à l'industrie et aux services d'urgence afin de susciter l'engagement de l'ensemble de la société.

"Plus vite les questions sont posées, plus vite chacun peut commencer à réfléchir et à planifier", a-t-elle déclaré.

L'industrie de la défense, a suggéré le Dr Boulton, pourrait être mise à contribution pour "augmenter rapidement la production" de pompes à chaleur. Elle a cité un précédent récent en temps de guerre. "C'est ce qui s'est passé en Irak, lorsque des engins explosifs improvisés sont apparus et que les sols des véhicules Humvee ont dû être renforcés. Des usines ont été créées sur le théâtre des opérations en Irak afin d'accélérer la fabrication de nouveaux véhicules durcis. Même s'il s'agit d'une tâche plus simple que les pompes à chaleur, c'est un exemple de ce qui peut être fait".

Mais qu'en est-il de l'expertise électrique nécessaire pour installer des pompes à chaleur en masse ?

"En partie, il pourrait y avoir un plan avec l'industrie, les institutions de formation professionnelle et les syndicats", a-t-elle déclaré. "On pourrait faire appel à des professionnels retraités pour une période de deux mois, par exemple. Les militaires pourraient également être appelés, mais pas exclusivement pour éviter "une baisse soudaine de la préparation militaire".

Selon l'expert, l'accent devrait d'abord être mis sur les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables du Royaume-Uni, avant d'être étendu à plus grande échelle. Cela permettrait de donner la priorité aux personnes les plus exposées.

Le programme permettrait de créer des millions d'emplois qualifiés, mûrs pour la révolution de l'électrification nécessaire dans tous les cas pour accélérer la transition vers les énergies propres.

Plutôt que de diriger cette réponse d'urgence, les armées nationales "pourraient être utilisées pour aider à planifier et à coordonner", en se concentrant sur le développement d'une "gamme de capacités civiles" dirigées par les communautés, la société civile et les entreprises britanniques. Cela pourrait inclure l'examen des "options d'urgence pour les personnes qui ont froid, la distribution de couvertures contre l'hyperthermie", qui pourraient soutenir une réponse communautaire impliquant "l'examen des personnes et la distribution de bouillottes ou d'aliments chauffés".

Une telle approche conjointe pourrait permettre de créer des centres communautaires capables de fournir des aliments chauffés, des bouillottes, une aide à l'isolation des maisons, des vêtements chauds tricotés, des couvertures, etc.

Le Dr Boulton a exhorté les gouvernements européens à reconnaître qu'une mobilisation massive pourrait faire des merveilles pour protéger les gens cet hiver tout en réduisant considérablement la dépendance au gaz.

Les gouvernements n'auront d'autre choix que de dépenser des milliards cet hiver pour protéger leur population - mais une grande partie de ces dépenses peut être convertie en un énorme dividende. En réduisant la pression exercée sur les ménages par la demande de gaz, un programme de pompes à chaleur à l'échelle de la société pourrait propulser l'Europe en tête de la transformation des énergies propres, tout en permettant de soutenir davantage les entreprises et les industries pour lesquelles il est plus difficile de renoncer au gaz.

Jusqu'à présent, la réponse des dirigeants européens à l'utilisation par Poutine de son arme énergétique a été confuse, tiède et incertaine. Ils sont toujours bloqués dans l'ancienne mentalité, piégés dans la croyance qu'une sorte de retour à la normale pourrait être possible.

Mais il n'y aura pas de retour à la normale. La Grande-Bretagne et les autres pays européens doivent se rendre compte que le pétrole et le gaz représentent la clé de voûte de l'emprise continue de Poutine sur le continent. Mais sa propre militarisation de l'énergie a prouvé que l'ère du gaz est morte. La tâche qui nous attend est de l'achever, aussi rapidement, impitoyablement et efficacement que possible.

La vision du Dr Boulton montre comment l'Europe pourrait réduire sa dépendance à l'égard du gaz russe non pas en années, mais en mois, en adoptant la bonne approche. Même si cela ne se concrétisera probablement pas complètement cet hiver, cela atténuerait considérablement les dommages que Vladimir Poutine veut infliger tout en aidant l'Europe à réduire rapidement ses importations de gaz russe.

Où en serait Poutine ? Un réservoir plein d'essence... dans une voiture sans valeur, non désirée et destinée à la casse.

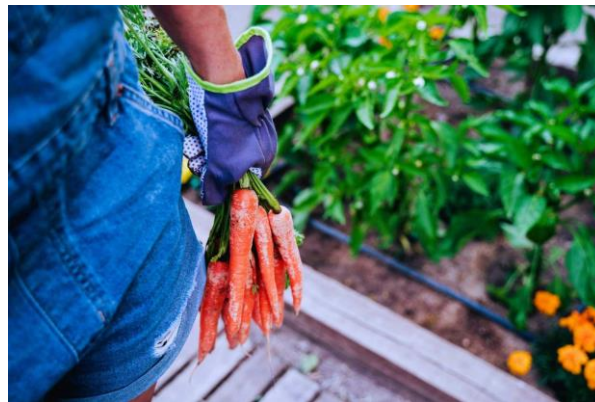
▲ [RETOUR](#) ▲

La crise alimentaire ne fait que commencer

Patrick Galey 6 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Patrick Galey examine en profondeur pourquoi la crise alimentaire mondiale provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie est un signe des choses à venir.



Il y a trois ans, un groupe scientifique des Nations unies a publié une évaluation spéciale sur l'utilisation des terres et le changement climatique. Comme toutes les évaluations des Nations unies sur le climat, elle était très technique et remplie de mises en garde, consacrant des chapitres à des sujets tels que la désertification, la dégradation des habitats et le développement durable.

Mais cette évaluation de 1 300 pages contenait **un avertissement sévère : la nourriture dont nous avons besoin pour survivre est menacée, de même que presque tout ce que nous utilisons pour la produire.**

La pollution par le carbone due à l'activité humaine a déjà des répercussions sur les cultures et l'élevage en raison de "l'augmentation des températures, de la modification du régime des précipitations et de la fréquence accrue de certains événements extrêmes", indique le rapport.

Si les températures continuent d'augmenter au cours du siècle, parallèlement à l'accroissement de la population mondiale, l'évaluation prévoit une baisse des rendements, une diminution de la teneur en nutriments et une augmentation des mauvaises récoltes des cultures de base, une augmentation des pertes de nourriture dues aux parasites et aux espèces envahissantes, ainsi qu'une montée en flèche des prix des céréales.

"Compte tenu de l'augmentation des événements extrêmes et de l'interconnexion, les risques de perturbation des systèmes alimentaires sont de plus en plus importants", conclut le rapport.

Au cours des trois années qui ont suivi cet avertissement, la pandémie a ravagé les économies, plongeant des millions de personnes dans la pauvreté. Entre-temps, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait grimper en

flèche le coût des denrées alimentaires de base et alimenté les craintes d'une crise de la faim.

Selon le Programme alimentaire mondial, pas moins de 323 millions de personnes seront confrontées à une situation de sécurité alimentaire aiguë cette année. Quarante-quatre millions de personnes sont en situation de faim d'urgence et quelque 750 000 personnes sont actuellement confrontées à ce que les Nations unies qualifient de catastrophe alimentaire, soit le nombre le plus élevé depuis plus de dix ans.

Au niveau mondial, quelque 821 millions de personnes sont sous-alimentées et plus de 150 millions d'enfants souffrent d'un retard de croissance en raison d'un manque de nutrition.

La reprise espérée de certaines exportations de céréales à partir des ports ukrainiens de la mer Noire bloqués a apaisé les inquiétudes à court terme des pays importateurs. Mais les experts craignent que la pandémie et l'Ukraine n'aient révélé la fragilité sous-jacente du système alimentaire mondial, alors que le changement climatique flétrit les cultures de base et que l'inflation devient incontrôlable.

"Le système alimentaire est en panne", a déclaré Fatima Denton, directrice de l'Institut des ressources naturelles pour l'Afrique et auteur du rapport 2019 des Nations unies. "C'est une énorme urgence qui a déjà atterri à la plupart de nos portes, et à laquelle nous devons trouver une solution rapide."

Signes d'alerte

La guerre en Ukraine a catapulté la sécurité alimentaire dans l'attention du public et des gouvernements. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a mis en garde en juin contre une "crise alimentaire mondiale sans précédent", ajoutant qu'il y avait un risque de "famines multiples" cette année.

La guerre de Poutine a plongé plusieurs pays dans l'insécurité alimentaire presque du jour au lendemain, en particulier ceux du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui dépendent fortement des importations de blé et d'huile de tournesol en provenance d'Ukraine et de Russie.

Mais les signaux d'alarme clignotaient bien avant.

Après que la pandémie a comprimé les voies de transport et fait monter en flèche les frais d'expédition, les prix du blé, du maïs et du soja atteignaient déjà, début 2022, des niveaux record sur plusieurs années.

Daniel Maxwell, professeur en sécurité alimentaire à l'université Tufts, a déclaré que le monde se rapprochait de plusieurs "points critiques" en matière de prix alimentaires depuis des mois, voire des années. "Les prix alimentaires mondiaux étaient déjà plus ou moins au niveau de 2011, année où nous avons connu la famine en Somalie", a-t-il déclaré.

Selon M. Maxwell, la dernière fois que le blé a été aussi cher qu'en février 2022, c'était juste avant le printemps arabe, lorsque les gouvernements de la région MENA ont été renversés par des manifestations de masse.

Selon le Programme alimentaire mondial, les conflits qui ont éclaté depuis 2009, notamment en Syrie et au Yémen, ainsi que les sécheresses exceptionnelles qui ont sévi dans la Corne de l'Afrique, en Asie centrale et en Amérique centrale, font que le monde est moins à même de faire face aux flambées des prix alimentaires qu'il y a dix ans. "Les revenus sont toujours déprimés, les marchés du travail ont toujours du mal à se redresser et la dette atteint des niveaux record", a déclaré un porte-parole.

Gerald Theis, président de CEREMED France, un important négociant en céréales, a déclaré que l'inflation des prix des céréales était une préoccupation bien avant l'invasion de la Russie. "Fondamentalement, cela a commencé il y a plus de trois ans avec le COVID", a-t-il récemment déclaré lors d'une conférence sur la sécurité alimentaire. "Nous avons commencé à voir un certain comportement protectionniste, principalement

avec la Chine, qui a commencé à acheter massivement des céréales - surtout du maïs - afin de plafonner l'inflation des prix de la viande sur le marché intérieur."

La Chine est le premier producteur mondial de blé, mais la plupart de ses importations de céréales - quelque 28 millions de tonnes de maïs en 2021, soit plus que les exportations de l'Ukraine au cours d'une année typique - servent à nourrir ses troupeaux de porcs.

Bien que le monde ait produit une récolte de blé record en 2021, des périodes de sécheresse prolongées entravent désormais la capacité des principaux producteurs de blé à intervenir et à couvrir le déficit d'exportation de l'Ukraine et de la Russie.

En mars dernier, le ministre chinois de l'agriculture a averti que la récolte de cette année serait probablement la "pire de l'histoire" en raison de précipitations inférieures à la moyenne. Après une vague de chaleur sans précédent, Pékin a prévenu le mois dernier que sa récolte d'automne était désormais "gravement menacée".

En mai, l'Inde, deuxième producteur mondial, a interdit la quasi-totalité des exportations de blé à la suite d'une vague de chaleur record dans le nord de son grenier à blé.

Près de 70 % des zones de culture du blé aux États-Unis sont touchées par la sécheresse, et le ministère de l'agriculture n'a classé que 32 % de la récolte de cette année comme étant "en bon état", soit le taux le plus bas depuis 1991.

Dans un récent bulletin sur les récoltes, le ministère a mis en garde contre la sécheresse qui "réduit l'humidité de la couche arable et met à rude épreuve les parcours, les pâturages et diverses cultures d'été".

Les principaux exportateurs européens, la France et l'Allemagne, ont tous deux prévenu que leur récolte de 2022 serait inférieure de plusieurs millions de tonnes aux prévisions, l'Europe du Nord étant aux prises avec une sécheresse persistante qui, selon la Commission européenne, est la pire des 500 dernières années.

Shouro Dasgupta, économiste environnemental au Centre euro-méditerranéen sur le changement climatique, a déclaré que la sécheresse était l'un des "facteurs de stress climatique les plus critiques" ayant un impact sur l'approvisionnement alimentaire mondial.

"Nous constatons l'intensité et la fréquence des sécheresses dues au changement climatique", a-t-il déclaré. "Elles affectent les rendements des cultures, mais en même temps, il y a un impact direct sur la main-d'œuvre. "Si les cultures résistantes à la sécheresse ne sont pas développées, les problèmes que nous constatons aujourd'hui paraîtront minimes à l'avenir."

(Mauvaise) utilisation des ressources

Si l'on se fie aux chiffres, les six dernières décennies ont été marquées par une réussite alimentaire sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La production alimentaire a plus que triplé depuis 1960 et l'approvisionnement alimentaire par habitant, même avec une population en pleine expansion, a augmenté de 30 %. Mais ce boom a eu un coût.

La production et le transport de denrées alimentaires représentent désormais 37 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine. Selon une récente évaluation de la biodiversité réalisée par les Nations unies, un tiers de la surface terrestre est consacré à l'agriculture, de même que les trois quarts des réserves d'eau douce.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies, l'utilisation d'engrais azotés a augmenté de 800 % depuis le début des années 1960. En plus de dégrader la qualité de l'eau douce, les engrais azotés utilisent du gaz naturel pour leur production, ce qui entraîne un réchauffement accru.

Et notre dépendance à leur égard exerce une pression encore plus forte sur l'approvisionnement alimentaire.

La Russie est le premier producteur mondial, et son invasion de l'Ukraine a fait grimper les prix en flèche, même après avoir atteint des sommets historiques en décembre dernier.

Steve Mathews, vice-président senior de l'Observatoire de la sécurité alimentaire de Gro Intelligence, a déclaré que l'interruption de l'approvisionnement en engrais de la Russie, ainsi que du Belarus, aurait "des effets sur plusieurs années sur la sécurité alimentaire mondiale".

"Même si tout se résout aujourd'hui, il n'est pas certain que nous nous rétablissions pour éviter une catastrophe à évolution lente", a-t-il ajouté.

M. Mathews a estimé que cinq millions de personnes supplémentaires souffriraient de la faim chaque jour en raison des perturbations de l'approvisionnement en engrais.

Le blé, qui représente 20 % des calories quotidiennes dans le monde, est particulièrement gourmand en engrais, car il consomme des nutriments du sol tels que le phosphore, qui ne sont pas faciles à remplacer naturellement.

Fergus Sinclair, scientifique en chef de l'institut de recherche sur le climat et la biodiversité CIFOR-ICRAF, a déclaré que la sécurité alimentaire de plusieurs nations - dont les principaux producteurs - était directement liée à l'approvisionnement en engrais.

"Nous pouvons constater que de nombreux pays pensent avoir une sécurité alimentaire élevée parce qu'ils produisent beaucoup dans leur propre pays, en se basant sur l'importation d'engrais et de pesticides dont l'achat peut nécessiter des devises étrangères", a-t-il déclaré. "Cela signifie qu'ils n'ont pas du tout une grande sécurité alimentaire".

Dans le même temps, une dépendance excessive à l'égard d'une poignée de variétés de cultures de base rend beaucoup plus difficile l'adaptation du système alimentaire mondial aux crises inattendues.

"Au cours du siècle dernier, l'accent a été mis sur la sélection d'un très petit nombre de cultures de base en vue de leur monoculture", a déclaré M. Sinclair. "La façon dont nous organisons notre société pose de gros problèmes qui créent des contraintes majeures pour un système agricole."

Un autre facteur de stress pour l'approvisionnement alimentaire est le nombre de cultures qui ne se retrouvent pas dans les assiettes des humains. Pas moins de 80 % de l'ensemble des terres agricoles sont utilisées pour élever ou nourrir des animaux, et 4 % servent à la production de biocarburants.

Mathews a calculé que la quantité d'énergie contenue dans les produits à base de maïs et de soja qui servent à nourrir les animaux ou à fabriquer des biocarburants suffirait à fournir 1,9 milliard de repas quotidiens supplémentaires aux humains.

Les points d'étranglement

Pour de nombreux observateurs, la pandémie et la guerre en Ukraine ont mis en évidence plusieurs points faibles de la chaîne alimentaire mondiale.

Les chaînes d'approvisionnement ont été réduites au fil des décennies pour s'adapter à la livraison "juste à temps" des marchandises attendues par les consommateurs modernes, ce qui les a rendues plus efficaces mais aussi plus vulnérables aux chocs.

Selon M. Mathews, le blocage des ports ukrainiens et russes de la mer Noire, ainsi que les retards subis par les plates-formes maritimes d'Asie du Sud-Est en raison des mesures draconiennes prises par la Chine contre le coronavirus, sont autant de facteurs qui aggravent les pénuries dans les pays importateurs de denrées alimentaires. "Si les réserves de calories dans le monde sont suffisantes pour satisfaire les besoins de chacun, l'idée que nous puissions les acheminer assez rapidement semble douteuse", a-t-il déclaré.

Environ la moitié des calories sont transportées par bateau. Cette situation a accentué la pression à la hausse sur les prix des denrées alimentaires : un conteneur d'expédition coûte aujourd'hui environ huit fois plus cher qu'avant le COVID. Mais cela contribue également à la fragilité de l'approvisionnement alimentaire.

Une étude récente a simulé les effets d'une perturbation à chacun des principaux points d'étranglement du transport maritime dans le monde, tels que le détroit d'Ormuz et les canaux de Suez et de Panama. Elle a constaté que tout blocage entraînerait des "pénuries importantes pour les importateurs de denrées alimentaires".

En outre, le transport des céréales de base est largement contrôlé par une poignée de distributeurs. Selon une estimation récente, jusqu'à 90 % de la distribution mondiale de céréales est assurée par quatre entreprises privées seulement.

Keely Croxton, professeur de logistique à l'université d'État de l'Ohio, a déclaré que la consolidation des entreprises avait contribué à rendre la chaîne alimentaire "fragile".

"Un petit nombre d'entreprises contrôlent une grande partie du flux de marchandises", a-t-elle déclaré. "Cela limite l'innovation, la résolution des problèmes, vous n'avez pas la concurrence sur les prix. Une petite perturbation entraîne un problème plus important parce que nous n'avons pas de sites de secours pour faire transiter les produits."

Les conditions météorologiques extrêmes posent également un risque immédiat pour l'approvisionnement alimentaire, les nexus d'importation et d'exportation étant de plus en plus vulnérables.

L'année dernière, un cyclone a fermé le port chinois de Yantian - une importante plaque tournante continentale - provoquant un important goulet d'étranglement dans le transport maritime. En 2021 également, l'ouragan Ida a frappé la côte américaine du Golfe du Mexique, faisant chuter les exportations de soja de 96 %. La tempête a également contraint les usines produisant de l'ammoniac - un composant clé des engrais - à fermer leurs portes.

"Le changement climatique va déjà exercer de plus en plus de pression sur les infrastructures et la chaîne de valeur en général", a déclaré M. Dasgupta. "Il limite la capacité du système alimentaire à se développer dans les directions nécessaires".

Le pire est à venir

Alors que les premières troupes russes pénétraient en Ukraine fin février, les Nations unies ont publié leur dernière étude sur les conséquences actuelles et futures du changement climatique.

Elle prévoit que des événements extrêmes tels que les vagues de chaleur et la sécheresse rendront jusqu'à 10 % des zones actuelles de culture et d'élevage "climatiquement inadaptées" d'ici le milieu du siècle. Selon la trajectoire actuelle des émissions de carbone, cela concernera un tiers de toutes les terres arables d'ici 2100.

Dans un scénario de forte croissance démographique et d'atténuation limitée du changement climatique, jusqu'à 183 millions de personnes supplémentaires dans les pays à faible revenu seront sous-alimentées au cours des 30 prochaines années, selon l'évaluation.

À 2°C de réchauffement par rapport aux niveaux préindustriels - le plafond visé par l'accord de Paris sur le

climat - jusqu'à trois milliards de personnes connaîtront une pénurie chronique d'eau, ce qui accroîtra la concurrence pour des ressources qui s'amenuisent, indique le rapport.

"Depuis que l'homme existe, la plupart des conflits ont été causés par la sécurité de l'eau et la sécurité alimentaire", a déclaré Dasgupta, qui a coécrit le chapitre cinq. "De plus en plus, avec le changement climatique, ces impacts vont se manifester dans les conflits".

Parce qu'un climat plus chaud augmentera la propagation géographique des parasites et des espèces envahissantes, comme les essaims de criquets qui ont dévasté les cultures céréalières d'Afrique de l'Est l'année dernière, l'utilisation de pesticides devrait augmenter, accélérant la dégradation des sols alors même que les produits chimiques perdent leur efficacité, selon l'évaluation des Nations unies.

Environ 35 % de la nourriture est pollinisée par des insectes et des oiseaux, et les populations de pollinisateurs sont déjà décimées par les pesticides et les températures plus élevées, puisque l'aire de répartition de 50 % des insectes risque d'être réduite de moitié au cours du siècle.

Des études ont montré que les cultures produites dans des conditions où les concentrations de CO₂ atmosphérique sont plus élevées contiennent moins de micronutriments essentiels, et la pollution croissante par le carbone devrait réduire la qualité nutritionnelle du blé et d'autres denrées de base.

Les températures plus élevées accélèrent également le rythme des pertes alimentaires, car les récoltes se gâtent plus rapidement. Elles augmentent également la probabilité de pannes de courant qui rendent les systèmes de réfrigération inutilisables.

"Ensemble, ces impacts menacent de réduire l'approvisionnement en aliments variés et riches en nutriments des populations pauvres qui souffrent déjà d'une mauvaise santé", indique le rapport.

À plus long terme, l'évaluation a mis en évidence certaines menaces potentiellement irréversibles pour l'approvisionnement alimentaire. Il s'agit notamment de l'érosion côtière, aggravée par la hausse du niveau des mers, qui fait que les terres arables sont tout simplement englouties par l'océan. L'érosion et la dégradation extrêmes des sols dues aux inondations et à l'utilisation excessive d'engrais pourraient rendre de vastes étendues de terres stériles pour les générations à venir.

"Dans certaines situations, le dépassement des limites de l'adaptation peut déclencher une escalade des pertes ou entraîner des changements transformationnels indésirables... tels que des migrations forcées, des conflits ou la pauvreté", indique le rapport.

Elizabeth Robinson, directrice du Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, a déclaré que les mesures protectionnistes prises par les pays à la suite de la pandémie se multiplieraient à mesure que les chocs climatiques se répercuteraient sur l'approvisionnement alimentaire national.

"Le changement climatique ne fera qu'aggraver la situation. Il peut être suffisant pour conduire à l'amplification plutôt qu'à l'atténuation des risques systémiques potentiels", a-t-elle déclaré. "Cette idée que les marchés vont s'équilibrer là où se trouve la nourriture. Il n'est pas évident, je pense, avec le changement climatique, que cela va tenir."

Des solutions existent, mais elles doivent être mises en œuvre

L'un des principaux facteurs d'insécurité alimentaire et d'émissions de gaz à effet de serre est la perte de nourriture - c'est-à-dire la nourriture qui est cultivée mais qui n'arrive jamais sur le marché - et le gaspillage alimentaire - la nourriture qui est achetée mais finalement jetée.

Selon le rapport du GIEC sur l'utilisation des terres, jusqu'à 30 % de l'ensemble des denrées alimentaires produites dans le monde sont soit perdues, soit gaspillées, ce qui coûte au moins 1 000 milliards de dollars par an. S'il s'agissait d'un pays, les pertes et gaspillages de nourriture seraient le troisième plus grand émetteur de la planète.

Étant donné que les pays attendent de plus en plus longtemps l'arrivée des importations alimentaires, M. Mathews, de Gro Intelligence, a déclaré que les pertes alimentaires en 2022 risquent d'être exceptionnellement élevées.

"L'une des choses dont nous discutons actuellement pour compenser la perte de la récolte ukrainienne est le transport des aliments sur de plus grandes distances", a-t-il déclaré. "Et c'est l'un des meilleurs moyens de garantir un grand nombre de déchets".

Ensuite, il y a la question de la viande. Un passage mondial à une alimentation à base de plantes permettrait par exemple de sauver jusqu'à 11 millions de vies d'ici 2050, tandis que devenir végétalien pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre du système alimentaire jusqu'à 70 %.

En outre, manger moins de viande permettrait de disposer de plus de terres agricoles pour cultiver davantage et nourrir plus de personnes. Une étude de 2017 a montré que la substitution du bœuf par des haricots dans les régimes alimentaires américains libérerait à elle seule 42 % de toutes les terres arables.

"Plus de terres sont utilisées pour nourrir le bétail que pour nourrir les humains", a déclaré Teresa Anderson, responsable de la justice climatique à l'organisation caritative ActionAid. "C'est une utilisation incroyablement inefficace des terres à une époque où nous essayons de nous assurer que nous pouvons nourrir l'humanité face au changement climatique."

Il existe un certain nombre de techniques agricoles qui peuvent également atténuer les besoins en engrais et en eau. L'agroforesterie, qui consiste à combiner des arbres avec du bétail et/ou des plantes, est actuellement pratiquée par quelque 1,2 milliard de personnes dans le monde, principalement parmi les petits exploitants.

"Les arbres eux-mêmes produisent des aliments, mais ils contribuent également à préserver la santé des sols, à fixer l'azote, à resserrer les cycles des nutriments et de l'eau et à réduire le besoin de pesticides", a déclaré M. Sinclair, expert de cette pratique.

Il existe également des solutions technologiques déjà sur le marché - comme l'agrovoltaïque, qui associe des terres cultivées à des installations de panneaux solaires - qui pourraient contribuer à renforcer l'approvisionnement alimentaire tout en réduisant la dépendance de l'industrie agricole vis-à-vis des combustibles fossiles.

En 2009, les pays riches ont promis de fournir 100 milliards de dollars par an pour aider les États vulnérables à s'adapter aux effets du changement climatique, notamment dans le secteur agricole. Cette promesse ne s'est toujours pas concrétisée.

"Pour de nombreux pays du Sud, l'agriculture est également l'épine dorsale de l'économie", a déclaré M. Anderson. "Donc, si les catastrophes climatiques poussent les agriculteurs à quitter leurs terres à grande échelle, cela aura des répercussions majeures sur la stabilité économique globale de notre pays."

"C'est pourquoi nous avons besoin que les pays riches, industrialisés et pollueurs du Nord, qui ont le plus contribué à la crise climatique, reconnaissent leur responsabilité et apportent leur aide."

Les nations africaines, par exemple, consacrent un pourcentage énorme de leur budget agricole à l'achat d'engrais, ce qui prive les agriculteurs de fonds pour les former à des pratiques plus durables ou à des cultures plus variées.

"Le continent africain a le potentiel de se nourrir lui-même, mais il dépense plus de 3 milliards de dollars par an en importations alimentaires", a déclaré M. Denton.

Avec la reprise des exportations ukrainiennes de céréales et la hausse des prix des denrées alimentaires qui semble se stabiliser - même si elle est beaucoup plus élevée qu'il y a un an - certains signes indiquent que la crise alimentaire aiguë actuelle pourrait se stabiliser à court terme.

Mais M. Denton souhaite que les gens ne se fassent pas d'illusions : sans une transformation totale de la chaîne alimentaire, le type de chocs alimentaires que l'on observe actuellement deviendra monnaie courante à l'avenir.

"C'est un microcosme de la vulnérabilité plus large à laquelle nous sommes confrontés", a-t-elle déclaré. "C'est presque comme si nous avions besoin d'une sorte de thérapie de choc pour sortir de cette complaisance et de ce sentiment que nous pouvons simplement continuer à faire des affaires comme d'habitude et que tout ira bien. Parce que tout cela nous dit que nos systèmes d'approvisionnement alimentaire ont d'énormes problèmes."

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le "Jet Zero" ne réduira pas les émissions des compagnies aériennes

Thomas Perrett 16 août 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Jean-Pierre : article faible écrit par un « vrai » journaliste (qui ne connaît absolument rien des sujets dont il parle), mais vaut la peine d'être lu, simplement par curiosité (ou pour rigoler) ».

Thomas Perrett analyse la proposition de parvenir à une "aviation nette zéro" d'ici 2050 - et le fossé qui sépare la rhétorique de la réalité.



Le Premier ministre Boris Johnson quitte Munich après un sommet du G7 en juin 2022.

Les récentes vagues de chaleur qui se sont abattues sur la Grande-Bretagne sont le moment idéal pour examiner de près les plans du gouvernement en matière de changement climatique. Lors de la journée la plus chaude de l'année, en juillet, la Haute Cour a statué que sa stratégie "net zéro" était contraire à la loi de 2008 sur le changement climatique, en vertu de laquelle le gouvernement est tenu de fournir une feuille de route détaillée pour décarboniser l'économie.

La contestation juridique - introduite par des groupes de campagne et des ONG dont ClientEarth, Friends of the Earth et le Good Law Project - alléguait que le gouvernement n'avait pas fourni suffisamment d'informations sur les détails de ses politiques pour que sa stratégie puisse être examinée de manière adéquate par le Parlement.

En effet, la décision de la Cour a montré que seulement 95 % des réductions d'émissions nécessaires pour répondre

aux exigences du sixième budget carbone de la commission du changement climatique pouvaient être réalisées par la stratégie "net zéro", et que les politiques requises pour combler les 5 % manquants n'avaient pas été spécifiées.

La dépendance du gouvernement à l'égard de solutions à la crise climatique basées sur le marché a sapé une approche substantielle du **zéro net**.

Sa récente stratégie "jet zéro" - qui vise à parvenir à une "aviation nette zéro" d'ici 2050, en offrant aux consommateurs une expérience de voyage aérien "sans culpabilité" - propose de remplacer le carburant fossile des avions par des carburants "synthétiques" produits à partir de l'air et de l'eau. Mais cela consommerait 40 % de la production mondiale d'électricité, soit l'équivalent de toutes les capacités renouvelables et nucléaires si elles étaient appliquées à chaque avion.

La stratégie, qui, même dans le meilleur des cas, aboutirait en 2050 à un niveau d'émissions de l'aviation supérieur à celui de 1990, ne tente pas de limiter la demande de voyages aériens inutiles, affirmant *"fournir un cadre solide et équilibré pour que les aéroports puissent se développer durablement dans le respect de nos critères environnementaux stricts"*.

Cela contredit directement les recommandations de la commission sur le changement climatique - l'organe consultatif du gouvernement sur le climat - qui préconise de limiter la croissance de l'aviation à 25 % d'ici 2050, par rapport aux niveaux de 2018.

Si la stratégie "jet zero" tient compte des émissions de CO2 rejetées par l'industrie aéronautique, elle ne reconnaît pas non plus les effets polluants des autres émissions de gaz à effet de serre, qui devraient atteindre l'équivalent de 2,5 milliards de tonnes de CO2 d'ici à 2050.

En conséquence, les émissions du secteur de l'aviation devraient augmenter de 50 % d'ici à 2035, alors que les émissions de l'économie au sens large sont légalement tenues de diminuer de 78 % par rapport aux niveaux de 1990.

Compensation des émissions de carbone

La compensation des émissions de carbone, ainsi que la capture du carbone, est une pièce maîtresse de la stratégie gouvernementale du jet zéro.

Le système de compensation des émissions de carbone de l'aviation internationale (CORSIA) des Nations unies - le mécanisme du gouvernement pour réduire les émissions des compagnies aériennes - a été critiqué par la commission du changement climatique, qui a déclaré qu'il y avait *"des risques importants que CORSIA ne soit pas assez strict et que les compensations soient de qualité et d'additionnalité insuffisantes pour constituer une contribution acceptable aux budgets carbone du Royaume-Uni"*.

L'utilisation de politiques de compensation dans le secteur de l'aviation - qui comprend des systèmes permettant aux grandes compagnies aériennes de s'engager dans des programmes de reforestation et d'agriculture régénérative - signifie que les compagnies aériennes peuvent parler d'un engagement envers des objectifs écologiques et élargir leur base de consommateurs, tout en augmentant leurs émissions globales de gaz à effet de serre.

En 2020, British Airways et EasyJet ont annoncé que leurs clients pourraient *"voler neutre en carbone"* en achetant des crédits pour la protection des forêts. Mais, selon l'analyse de Greenpeace Unearthed, *"le marché de la compensation pourrait ne pas être adapté à son objectif, car les projets calculent leur avantage climatique en utilisant ce que certains experts considèrent comme des **méthodologies simplistes** qui ne tiennent pas compte de l'impact des marchés et des gouvernements sur la déforestation"*.

La recherche - qui a également fait valoir que l'ampleur des avantages en matière de carbone offerts par les systèmes de compensation des compagnies aériennes était "**impossible à vérifier**" et "*peut être exagérée*" - a révélé que les projets n'avaient pas réussi à cibler les zones les plus vulnérables à la déforestation.

Une stratégie d'EasyJet visant à lutter contre la déforestation dans la région de Madre De Dios au Pérou, par exemple, avait utilisé comme région de référence une zone fortement peuplée où la déforestation était regroupée autour des autoroutes et des habitations. Le projet, qui se concentrait principalement sur les zones de jungle plus profondes, ne s'est guère intéressé à ces régions.

Limiter la demande d'aviation

Le fait que **le gouvernement compte sur l'innovation technologique** <qui n'existe pas encore> pour aligner l'industrie de l'aviation sur les objectifs de zéro émission nette démontre les lacunes de l'approche des conservateurs en matière de politique environnementale.

Elle part du principe que les marchés, laissés à eux-mêmes, apporteront une solution aux dommages écologiques causés par les industries, tout en omettant de développer des alternatives telles que le train à grande vitesse ou les ports de recharge pour les véhicules électriques.

La stratégie "jet zero" - qui a reçu un certain nombre de réponses préconisant de taxer les voyages aériens fréquents, de prélever la TVA sur les ventes de billets et d'interdire toute nouvelle extension des aéroports - a été critiquée par la commission du changement climatique pour **ne pas** avoir présenté de politiques visant à **réduire la demande de voyages aériens**.

En effet, selon Helena Bennett, responsable de la politique climatique de l'Alliance verte, la stratégie "jet zero" témoigne d'un "*mépris très flagrant*" pour la recommandation de "*gestion de la demande*" formulée par la commission.

Le Comité a soutenu une taxe pour les voyages aériens fréquents, déclarant dans un récent rapport d'étape qu'une telle politique "*devrait être utilisée pour augmenter le prix des vols afin de refléter le coût élevé des émissions du transport aérien et d'encourager les alternatives à faible émission*".

Cette politique est populaire auprès de l'électorat - selon le groupe de réflexion New Economics Foundation, 54 % des personnes interrogées soutiennent une taxe en vertu de laquelle le cinquième des revenus les plus élevés réduirait ses voyages en avion de 30 % en augmentant les frais pour les vols fréquents.

Le gouvernement a prévu que les améliorations de l'efficacité compenseront la résurgence de la demande de voyages aériens, qui devrait augmenter d'environ 70 % à mesure que l'industrie de l'aviation rebondit après la pandémie. Cependant, les mesures destinées à réduire la demande de vols ont suscité davantage de soutien parmi les conseillers en politique climatique et les experts de l'industrie que celles destinées à améliorer l'efficacité des technologies existantes - puisque **les économies d'efficacité au cours des 50 dernières années ont augmenté en moyenne de seulement 1 % par an**.

Qualifiant de "*follement optimiste*" la dépendance du gouvernement à l'égard de l'amélioration de l'efficacité des avions pour réaliser ses plans "jet zéro", Finlay Asher, ancien concepteur d'avions Rolls Royce, a déclaré à The Ecologist qu'il n'y avait "*pas de grands changements d'efficacité à portée de main*" <ni en vue>.

"Il faut 10 à 15 ans pour certifier un nouvel avion et un nouveau moteur", a-t-il déclaré. Ainsi, tout ce que nous verrons en 2035 - par exemple, les nouveaux modèles entrant en service - ne sera pas l'avion prédominant en 2050, en raison de la durée de vie de 20 à 30 ans des appareils.

Étant donné que seuls 15 % des Britanniques effectuent 70 % de tous les vols - 57 % de la population ne prenant

pas du tout l'avion - il est peu probable que les mesures destinées à décourager la demande future en matière d'aviation touchent la majorité de la population.

Entre-temps, les efforts visant à décarboniser les transports et les logements sont au point mort. L'offre de voitures électriques n'a pas réussi à suivre le rythme de la demande, le gouvernement n'ayant investi que 500 millions de livres sterling dans la production de batteries pour véhicules électriques, alors qu'en France, l'équivalent de 8 milliards de livres sterling a été dépensé pour revigorer une industrie automobile modernisée, et que les propriétaires de Renault et Peugeot se sont engagés à augmenter la production de batteries pour un parc national de véhicules électriques.

La stratégie "jet zéro" du gouvernement semble être un autre exemple de son abdication à atteindre ses objectifs légalement contraignants de zéro émission nette. Alors que la Grande-Bretagne est toujours à la traîne en ce qui concerne le développement d'une partie de l'infrastructure cruciale d'énergie propre qui pourrait permettre une véritable transition vers le zéro net, il n'est pas clair comment la mesure décrite dans la stratégie jet zéro lui permettrait d'atteindre ses objectifs écologiques.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'eau froide de Jackson Hole : la sécheresse rencontre l'hydroélectricité !

Peak Prosperity Par davefairtex le dimanche, 28 août 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Peak Prosperity



U. S. Politique américaine :

Le DHS met fin au conseil de gouvernance de la désinformation, plusieurs mois après une " pause " (Source - Epoch Times). Signe des temps. Un pont Biden-Handler trop loin.

Fauci démissionne ; avec autant de rats qui sautent, on peut se poser des questions sur la navigabilité du navire (Source - El Gato Malo).

Vidéo : Fauci affirme que les verrouillages n'ont pas "causé de dommages irréparables à qui que ce soit" (Source). Il s'avère que Fauci n'a pas poussé les verrouillages. Et, ils n'ont fait de mal à personne. Fauci nie tout. Ils attaquent la science !

Le directeur du CDC présente une refonte de l'agence après les erreurs commises lors de la pandémie (Source - Bloomberg). Il est temps de créer une nouvelle agence, avec des pouvoirs encore plus autoritaires !

Étude : La pilule COVID de Pfizer n'a montré aucun avantage chez les jeunes adultes (Source - AP). "... les personnes âgées de 40 à 65 ans n'ont vu aucun avantage mesurable, selon l'analyse des dossiers médicaux."

Quelqu'un est prêt à participer à un essai comparatif entre Ivermectin + Hydroxychloroquine et Paxlovid pour le groupe des 40-65 ans ? Quelqu'un ? Je dirais "grillons", sauf que je recevrais probablement un paquet d'aliments transformés conçus par M. Gates et son équipe de producteurs d'insectes.

La Maison Blanche de Trump a exercé des pressions sur la FDA pour obtenir des autorisations d'utilisation d'urgence du Covid-19, selon un rapport de la Chambre - Le rapport des démocrates de la Chambre qui examine la pandémie indique que les responsables de Trump ont cherché à obtenir des autorisations de vaccins pour influencer les électeurs avant l'élection de 2020 (Source - Politico). Note : l'article parle surtout de l'Hydroxychloroquine, pas du vaccin, malgré le coup de pouce du sous-titre.

Le vaccin de Donald Trump (Source - Tucker). J'ai posté cette vidéo [13:00] hier, je ne suis pas sûr que tout le monde l'ait vue. Elle expose "le pivot Trump-Vaccin" que l'article précédent ne faisait que suggérer.

Maintenant que Fauci se retire et nie, que Walensky fait allusion à un changement de nom de l'organisation et que **les présentateurs de Fox sont (apparemment) maintenant autorisés à rapporter des informations négatives sur le vaccin sacré**, le méchant homme orange est explicitement désigné pour prendre la responsabilité dudit vaccin. Après seulement deux ans, des centaines de milliers d'Américains morts et des millions d'Américains handicapés - la plus grande tragédie depuis la guerre civile - mes amis de Fox ont maintenant commencé à remarquer que le tir sacré n'est peut-être pas si merveilleux. (N'est-ce pas, Hannity ?) Il est possible que l'argent du gouvernement pour vendre les vaccins se tarisse (Source) ? Pour moi, la vidéo de Tucker peut marquer un tournant clé dans les guerres de vaccins de Pharma/Sickcare qui ont réussi à corrompre le gouvernement américain ainsi que les médias.

Conséquence involontaire : si la contre-réaction à cette campagne de propagande mortelle va jusqu'à son terme logique, je ne vois pas comment l'industrie du vaccin - sous sa forme actuelle - pourra survivre. Pharma/Sickcare a peut-être détruit la carrière d'Andrew Wakefield à l'époque, mais je soupçonne qu'il finira par avoir le dernier mot (Source - Steve Kirsch). Éventuellement.

Chine :

La sécheresse en Chine provoque l'assèchement du Yangtze, entraînant une pénurie d'énergie hydroélectrique (Source - Guardian). *"La semaine dernière, le Sichuan a suspendu ou limité l'alimentation en électricité de milliers d'usines et a rationné l'utilisation de l'électricité publique en raison de la pénurie. Toyota, Foxconn et Tesla font partie des entreprises qui auraient suspendu temporairement les activités de certaines usines au cours des deux dernières semaines."*

Remarque : la ville de Shanghai, qui compte 25 millions d'habitants et dispose d'une importante base industrielle, est située dans la province du Sichuan, qui produit beaucoup d'hydroélectricité (78 %). Encore des problèmes de "chaîne d'approvisionnement". Et je me demande comment se portent les tricycles électriques ?

L'approvisionnement en électricité et la structure énergétique de la Chine mis à l'épreuve par une sécheresse extrême dans le cadre de la transition vers un avenir énergétique plus propre (Source - global times.cn). Production d'électricité à l'échelle nationale : 16 % d'hydroélectricité, 68 % de charbon. Remarque : l'hydroélectricité ne fonctionne pas très bien pendant les sécheresses.

(Sécheresse + Hydro = Pas d'électricité pour vous !). Le discours du PCC : "Changement climatique", sans tenir compte de l'utilisation étonnamment élevée du charbon pour la production d'électricité.

La crise croissante de l'eau en Chine ; une sécheresse chinoise serait une catastrophe mondiale (Source - Foreign Affairs). Quelques données factuelles dans cet article long, informatif et relativement alarmant :

- installations industrielles : représentent plus de 65% de la consommation d'électricité en Chine
- l'agriculture : représente plus de 60 % de la consommation d'eau en Chine
- eaux souterraines : 30% sont jugées impropres à la consommation humaine et 16% sont jugées impropres à tout usage
- La Chine utilise près de deux fois et demie plus d'engrais et quatre fois plus de pesticides que les États-Unis, alors qu'elle dispose de 25 % de terres arables en moins. [Vous pensez peut-être que cela pollue les eaux souterraines ?]
- Pendant des décennies, Pékin a généralement choisi de dissimuler toute l'étendue des problèmes environnementaux de la Chine..... Ce manque de transparence suggère qu'une escalade vers une détresse hydrique aiguë pourrait être bien plus proche que ne le réalisent la plupart des observateurs extérieurs - ce qui augmente les chances que le monde soit mal préparé à une telle calamité.

En résumé, il y a trois problèmes liés entre eux : la production d'électricité (charbon et hydroélectricité) nécessite de l'eau, l'agriculture nécessite de l'eau, le transport fluvial nécessite de l'eau, et la Chine a commencé par être très déficiente en eau utilisable - le pays a moins d'eau par habitant que l'Égypte - avec des nappes phréatiques qui ont baissé de façon plus spectaculaire que l'aquifère Ogallala aux États-Unis. Une grave sécheresse en Chine signifie la famine, moins d'énergie, pas d'industrie mondialisée et pas de transport fluvial. Naturellement, les conséquences de cette situation ne resteront pas en Chine - elles affecteront les prix des denrées alimentaires et les chaînes d'approvisionnement, entraînant une hausse des prix indépendamment des augmentations de taux de Powell.

La situation de la Chine n'est pas aussi mauvaise qu'elle en a l'air. C'est bien pire ; la conspiration criminelle internationale du "changement par le commerce" (Source - Senger). L'auteur établit un parallèle entre "la façon dont les nazis sont arrivés au pouvoir, financés par les élites mondiales" et la façon dont la Chine et le PCC sont arrivés à leur position actuelle. Je me suis toujours demandé comment l'Allemagne a pu secrètement se réarmer après la Première Guerre mondiale. Senger l'explique, et fait le lien avec le PCC et les 20-30 dernières années. C'est long, mais le contexte historique est intéressant. Et l'histoire n'est pas encore terminée.

Le fondateur de la société chinoise Huawei recommande de se concentrer sur les flux de trésorerie et la survie en période de ralentissement économique - médias (Source - Yahoo).

L'économie mondiale continuera à décliner au cours de la prochaine décennie, tandis que la guerre, le "blocus continu" des États-Unis et la pandémie de COVID-19 ne laisseront "aucun point lumineux dans le monde" au cours des trois à cinq prochaines années, a déclaré M. Ren, cité par Yicai.

Le fondateur de Huawei, qui a beaucoup de relations, nous donne des chiffres précis sur ce qui pourrait être le calendrier de déclin économique prévu par le WEF/CCP : 3 à 5 ans de pessimisme économique mondial. Pensez-vous que M. Huawei (Ren Zhengfei) a peut-être assisté à des réunions auxquelles nous n'avons pas été invités ? Quand un initié nous donne des chiffres, je fais attention. Il a probablement vu le plan du projet. Vous ne pouvez pas donner une date d'expédition pour un produit sans un plan de projet.

Je vais donc prendre le risque de déclarer le début de la fin pour le récit du "vaccin". En même temps, nous sommes dans les premières phases de la campagne de déclin économique planifiée par le WEF/CCP, qui pourrait durer de 3 à 5 ans. Aux États-Unis, l'absence de pivot de la Fed ("inflation !") est notre mécanisme de déclin planifié, tandis que l'écrasement de l'industrie manufacturière allemande par "No Natgas For You" n'est peut-être que le début de ce qui est prévu pour nos amis de l'autre côté de l'étang.

Et, il y a le joker d'une grave sécheresse dans la Chine affamée d'eau. Mais il n'y a pas si longtemps, on parlait du barrage des Trois Gorges qui allait céder sous l'effet de la surabondance d'eau, alors nous ne pouvons pas extrapoler le désastre à partir de la situation actuelle. Mais il est bon de garder à l'esprit la question de la "sécheresse" (ainsi que la pénurie d'eau structurelle endémique, relativement grave et lourde de conséquences), juste au cas où elle se poursuivrait.

Je pense qu'une dénonciation plus officielle du vaccin pourrait avoir lieu prochainement, peut-être parce que l'argent de la promotion du vaccin s'est récemment tari. Fauci nous a donné un indice sur la manière dont ils pourraient tenter de gérer la situation : "Je n'ai jamais dit que les vaccins fonctionneraient, et d'ailleurs, ils fonctionnent très bien, et il n'y a que de très, très rares effets secondaires ! Boostez vous ! Je suis la Science !" Ou quelque chose comme ça. Ils perdront le milieu, tandis que les fidèles de l'Église du vaccin se lanceront dans l'aventure, mais c'est probablement suffisant, du moins pour l'instant.

Une prise de conscience générale sur le déclin économique planifié est probablement encore des années dans le futur. Les gens s'éveilleront à ce qui se passe en leur temps. Mais la gravité des impacts provoquera certainement un retour de bâton. La campagne du WEF sur la pauvreté artificielle va-t-elle tuer plus de gens que les vaccins ? C'est possible. Et si le plan de projet pour la catastrophe économique artificielle prévoit une période de 3 à 5 ans, imaginez seulement ce que ce type de déclin fera aux prix des logements (par exemple). Peut-être : "Vous ne posséderez rien."

C'est tout. Comme toujours, il ne s'agit que de ma meilleure estimation actuelle.

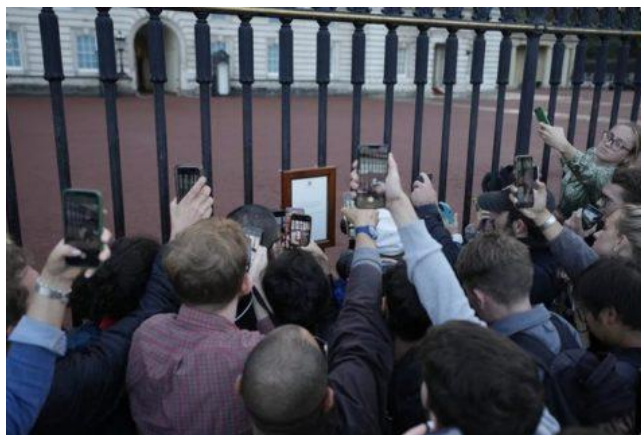
- *Peak Prosperity* -

▲ [RETOUR](#) ▲

Que Dieu nous garde de la Reine

Par Tom Lewis | 10 septembre 2022 | Politique , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

THE DAILY IMPACT



Cette foule en délire prend des photos de l'annonce du décès de la reine Elizabeth, affichée sur une barrière du palais de Buckingham.

En tant que citoyen d'une république, je trouve la simple idée d'une monarchie répugnante. Il n'y a pas si longtemps dans ce pays, vivre en tant que sujets d'un idiot ayant un pouvoir absolu sur nos vies est devenu inacceptable, et nous avons mené une révolution sanglante pour nous en libérer. Je suis donc peiné de voir mes concitoyens se pâmer devant cette même monarchie, comme ils le font en masse depuis qu'Elizabeth est montée sur le trône il y a 70 ans.

Ce n'est pas dire du mal de la reine défunte - de l'avis général, c'était une femme agréable et décente - que de

souligner que son travail pendant toutes ces années, conformément à la loi, a été de ne rien faire. Les gens fulminent à propos de son règne ; elle ne dirigeait rien d'autre que son personnel de maison. On s'émerveille de toute l'histoire dont elle a été témoin. Elle l'a vue, tout comme vous et moi, mais elle n'a rien fait pour l'influencer. Ils s'enthousiasment de la façon dont elle a "guidé" ceci, et "supervisé" cela, et "maintenu le pays ensemble dans les moments difficiles".

Foutaises.

Elle a assisté à d'interminables goûters et coupures de ruban, portant des chapeaux excentriques et souvent accompagnée d'un homme vêtu d'un uniforme de comédie populaire orné de médailles qu'il n'a pas gagnées au sens conventionnel du terme (comme tout le reste dans sa vie, il est né avec). Elle salue depuis les balcons et souhaite à tous un joyeux Noël. Elle a distribué des titres de chevalier comme des cadeaux à des gens comme Elton John. En échange de ces services rendus à une nation reconnaissante, elle a vécu dans plusieurs châteaux, choyée par un personnel nombreux, gardée par une petite armée, ne manquant de rien.

La famille royale britannique est une pièce de théâtre très coûteuse montée par le gouvernement pour divertir et distraire son peuple, qui est encouragé à vénérer le monarque et à projeter sur elle, puis sur lui, toute sa fierté et ses préjugés nationaux. Et ils le font. Contempler la Reine après avoir assisté à une séance du Parlement, c'est comme prendre un Alka-Seltzer après un repas désagréable. (Cela a été démontré en Amérique par Jerry Ford ; si vous ne faites rien, jamais, et ne dites rien dont personne ne se souvienne, tout le monde vous aimera beaucoup). Regarder les frasques de la famille royale qui se séduit, se trahit, se marie et divorce est plus divertissant que la plupart des sitcoms.

J'ai vécu au Canada pendant un certain temps quand j'étais jeune, et à la fin de chaque projection d'un film dans un cinéma, l'écran se remplissait d'images de Sa Glorieuse Majesté et les haut-parleurs diffusaient "God Save the Queen". Tous étaient obligés de rester au garde-à-vous jusqu'à la fin. (Ne parlez pas de ça au Trumpster, il le mettra sur sa liste de choses à faire pendant son second mandat).

Je comprends pourquoi les Britanniques jouent à ce jeu. Mais qu'y a-t-il en nous, républicains (de petite taille), qui nous fait baver sur la famille royale britannique autant que les Britanniques ? Pourquoi nos médias d'information se mettent-ils à couvrir d'un mur à l'autre, à la manière d'une fusillade de masse, non seulement la mort d'un monarque britannique, mais aussi tout événement connexe notable. (CNN a apparemment un "correspondant royal" à plein temps en poste à Londres. Pour citer notre propre grand leader, qu'il règne longtemps, "Come on, man !")

Je ne peux que conclure qu'il manque quelque chose à notre régime politique, une vitamine politique essentielle dont nous avons besoin, comme lorsque les chiens mangent de l'herbe. Ce syndrome a été démontré par les personnes qui sont devenues membres du culte de Trump, ce qui prouve que ce n'est pas la qualité du monarque qui compte, mais la nature et la qualité des projections.

Que Dieu nous sauve.

▲ [RETOUR](#) ▲

Interruption volontaire de vieillesse au Japon

Par [biosphere](#) 12 septembre 2022



Dans son ouvrage « [La Belle Mort. Vivre sa mort à domicile au Japon](#) », le docteur Ochiro Kobori estime qu'il ne sert à rien de garder à l'hôpital des patients qui sont au-delà de toute thérapie, mais qu'il vaut mieux les entourer chez eux. Dans l'Archipel, 30 % de la population est âgée de plus de 65 ans (en France, 18 %) et, dans

dix ans, les plus de 75 ans représenteront un quart de la population. Le traitement des malades âgés, mourants en devenir, est un problème qui taraude les dirigeants et le corps médical mais aussi l'opinion japonaise, comme en témoigne le film de la cinéaste Chie Hayakawa, *Plan 75*, présenté mi-mai à Cannes. On pense aussi au film [*La Ballade de Narayama*](#) (1983), de Shohei Imamura, qui décrit l'abandon d'une vieille mère par son fils au sommet d'une montagne.

Synopsis du film « Plan 75 » : Au Japon, dans un futur proche, le vieillissement de la population s'accélère. Le gouvernement estime qu'à partir d'un certain âge, les seniors deviennent une charge inutile pour la société et met en place le programme « Plan 75 », qui propose un accompagnement logistique et financier pour mettre fin à leurs jours. Une candidate au plan 75, Michi, un recruteur du gouvernement, Hiromu, et une jeune aide-soignante philippine, Maria, se retrouvent confrontés à un pacte mortifère.

C'est une *“plongée glaçante dans un avenir sans cœur”*, [commente le Japan Times](#). Dans son premier long-métrage, *Plan 75*, Chie Hayakawa, 46 ans, imagine un avenir certes dystopique, mais présenté comme imminent, et qui renvoie le spectateur à des problématiques très contemporaines. Dans un Japon vieillissant, la prise en charge des seniors n'en finit pas de peser sur le budget de l'État. Le gouvernement décide donc de lancer un dispositif appelé “Plan 75”, lequel permet aux plus de 75 ans de se faire euthanasier s'ils le souhaitent, pour ne plus être un “fardeau” pour la société. Michi Kakutani, 78 ans (incarnée par Chieko Baisho, une star du cinéma populaire japonais), fait partie des personnages visés par le programme. Veuve, elle perd un petit boulot qui lui permettait de payer son loyer, voit son cercle d'amies s'éclaircir... En parfaite santé mais économiquement et socialement vulnérable, elle commence à envisager l'inévitable.

Canard enchaîné : Non le retrait-thé à la ciguë n'est pas une solution !

[il ne fait pas bon être vieux au pays du soleil levant](#) : Malgré une approche programmatique, où chaque plan pousse le curseur vers l'anéantissement, et une mise en scène verglacée légèrement redondante, *Plan 75* (mention spéciale Caméra d'or au Festival de Cannes 2022) a le mérite de décrire les mécanismes de l'intolérance à l'égard des seniors, particulièrement présente au Japon : un système de retraite insuffisant, des petits boulots compensatoires éreintants, la difficulté à trouver un logement... Tout pousse à l'euthanasie. La campagne publicitaire du Plan 75, derrière laquelle se cache le gouvernement, renforce le sentiment d'assister à une tranquille perte du bon sens, dans une société productiviste bercée par une culture du sacrifice.

Charles III, c'est Ecolo 1er du nom

Voici ce que le prince Charles appelait un « [acte de suicide à grande échelle](#) » : « *Nous disposons aujourd'hui d'un immense faisceau de preuves et d'indices qui suggèrent que nous faisons face à des instabilités systémiques croissantes qui menacent sérieusement la capacité de certaines populations humaines – voire des humains dans leur ensemble – à se maintenir dans un environnement viable.* »

La disparition d'Elizabeth II la plus endurante monarque du pays – soixante-dix ans de règne –, intervient à un moment de fragilité pour le pays. Le Royaume-Uni cumule les crises : des services publics défaillants, une récession qui menace et une crise énergétique qui risque de plonger des millions de Britanniques dans la pauvreté. Selon les règles monarchiques britanniques, la couronne passe automatiquement du souverain décédé à son successeur. Le prince Charles est devenu Charles III dès la mort de sa mère le 8 septembre. Chef de l'État, il est garant de son unité et durant tout son règne, Elizabeth II a rempli ce rôle en s'en tenant à une parfaite neutralité. Son fils s'est au contraire distingué, depuis les années 1980, en intervenant sur un grand nombre de sujets – des OGM à l'architecture en passant par les médecines douces et la chasse au blaireau –, sans craindre de diviser. Et s'il continuait à défendre avec ferveur la protection de l'environnement ?

Le point de vue écologique du prince Charles

Le Roi Charles III, 73 ans, est – depuis toujours – un fervent écolo. Comme sa défunte mère, c'est un passionné de botanique et de jardinage. Dès son plus jeune âge, en 1970, il prononce son premier grand discours en faveur de l'écologie, relayé récemment par la famille royale sur Instagram : « *Il y a une menace grandissante de la pollution de la mer par les hydrocarbures, qui détruisent presque toutes les plages, mais aussi certainement des dizaines de milliers d'oiseaux de mer.* »

En 1985, alors que le réchauffement climatique est toujours relégué au second plan, cet avant-gardiste ouvre sa ferme biologique, dans le Gloucestershire. Son initiative – où 300 hectares de terres sont cultivées sans pesticide et où de nombreux bovins sont élevés en plein air – suscite la moquerie de la presse britannique de l'époque. Mais, [le roi Charles III ne se détourne pas de son objectif vert](#) : il œuvre pour l'agriculture biologique en créant Duchy original, devenu Waitrose Duchy Organic, un label de référence sur le marché alimentaire biologique. C'est ensuite le secteur de l'urbanisme qu'il veut rendre plus durable. Trois ans plus tard, il est donc l'un des premiers à annoncer la fin de l'usage des aérosols de l'ensemble de ses résidences, et construit un « village modèle », appelé Poundbury, sur ses terres du Dorset, dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Sur la scène internationale, le prince Charles a démontré, à de nombreuses reprises ces dernières années, son engagement tenace pour le climat. En mars 2015, en visite à Washington, il appelle notamment le monde à « endiguer le flot des plastiques rejetés dans les océans ». En 2017, alors que le président américain Donald Trump menace de remettre en cause les accords de la COP21, il publie un manifeste, « Climate Change », pour sensibiliser aux périls du changement climatique.

Plus récemment, en janvier 2020, l'héritier du trône britannique s'est exprimé au Forum économique mondial de Davos, où il a fait la rencontre de la militante Suédoise Greta Thunberg. « *A quoi bon tout l'argent généré dans le monde en continuant de faire des affaires comme si de rien n'était, en ne changeant rien, si ce n'est guetter qu'il ne brûle pas dans des conditions catastrophiques ?* », avait-il lancé, en référence aux gigantesques incendies qui ravageaient l'Australie. Lors du sommet du climat à Glasgow, en 2021, il a exhorté les dirigeants mondiaux à « redoubler d'efforts » contre la destruction de la planète. Cette même année, Charles l'écologiste s'est également attaqué à l'une des industries les plus polluantes au monde : le commerce du textile. Soutenue par son association The Prince's Foundation, une collection de mode durable composée de dix-huit pièces, en partenariat avec le site de vêtements en ligne Yoox Net-A-Porter, a été inaugurée. Dotées d'une identité numérique, il est alors possible de retracer l'histoire du produit, ses matériaux, ou encore l'artisan à l'origine de la création.

La crise du Covid-19 est venue renforcer ses convictions environnementales. Le Roi Charles III a donc lancé sa chaîne de télévision dédiée aux innovations vertes et idées inspirantes pour ouvrir définitivement la voie à un mode de vie plus viable. C'est sans compter les nombreux ouvrages dont il est l'auteur, ses parrainages dans diverses associations, ainsi que ses participations à plusieurs levées de fonds pour le climat.

Fin des Inégalités, c'est bon pour le climat

Jean-Pierre : texte médiocre. Par exemple : 1) où sont les pays du tier-monde dans cette histoire ? Il ne parle tout au plus que de 500 millions de personnes sur 8 milliards. 2) Question : la redistribution de l'argent ne va-t-elle pas augmenter la consommation de biens matériels ? Et si oui, comment cette augmentation de consommation n'augmentera-t-elle PAS la pression sur la biosphère ? Etc.

Qu'on se le dise, toute inégalité de revenu ou le patrimoine résulte d'une expropriation par certains individus de la plus-value produite par autrui. Normalement un travailleur, qu'il soit simple manœuvre ou grand PDG, ne peut consacrer en une heure de travail plus de 60 minutes de labeur. Et d'ailleurs chaque personne a les mêmes besoins qu'autrui. On s'aperçoit aujourd'hui, avec les crises écologiques, que la distribution des richesses n'est pas

seulement une exploitation de l'homme par l'homme, mais de plus en plus une détérioration forcenée de la planète par les plus riches.

Stéphane Foucart : Les inégalités sociales ne sont plus seulement définies par la distribution de la richesse dans la société, mais aussi par le pouvoir de destruction de l'environnement mécaniquement associé à cette richesse. Or il y a une grande différence entre ces deux façons d'envisager les inégalités socio-économiques. D'un côté, il n'existe aucune limite à la quantité de richesses distribuables ; de l'autre il n'existe qu'un stock limité de carbone à émettre pour éviter de détruire un bien commun, à savoir le climat terrestre. Alors que la fortune d'autrui est acceptable tant qu'elle n'est pas perçue comme le fruit d'une spoliation, elle ne l'est plus si elle permet de s'arroger un droit à émettre du carbone. Le GIEC assure que « *s'attaquer aux inégalités et aux nombreuses formes de consommation ostentatoire favorise les efforts d'atténuation du changement climatique.* » Cette n'est pourtant pas évidente pour les économistes et les décideurs, enfermé dans un monde où tout est compensable par la magie des mécanismes de marché ou par des taxes judicieusement choisies.

Le point de vue des écologistes

Notre société est toujours une royauté, avec ses privilégiés qui n'ont pas un carrosse mais un avion personnel, par de palais mais des demeures luxueuses disséminées dans le monde entier, et un amour immodéré pour les paradis fiscaux. L'inégalité permet à certains d'avoir une empreinte écologique démesurée alors que d'autres personnes vivent en dessous du minimum vital. La différence de richesses est non seulement injustifié d'un point de vue socio-économique, mais insupportable d'un point de vue écologique. Notre critère est simple. Dans une société du gaspillage généralisé sur une planète dévastée, nous devons mettre en place un système de sobriété partagée. Les inégalités doivent disparaître et la consommation se réduire de façon drastique. Il faut repenser revenu du travail et revenu du capital, impôt sur le revenu et impôt sur le patrimoine.

- Aucun dirigeant d'entreprise n'a à lui seul le pouvoir de faire de l'argent. En fait il bénéficie du groupe de travail que constitue l'ensemble des travailleurs de l'entreprise ; ce sont eux qui font la valeur ajoutée. Sans personne à sa disposition, un patron n'est qu'une personne indépendante qui ne peut compter pour gagner de l'argent que sur ses propres forces ; artisans et commerçants travaillent beaucoup et ne gagnent pas grand chose.
- Il est possible de fixer un **salaire** minimum, il est donc possible de plafonner le salaire des dirigeants. Un patron ne possède que deux bras et une seule tête, des besoins similaires à tous, il ne vaut pas beaucoup plus que n'importe lequel d'entre nous et sans doute beaucoup moins dans des tas de domaines (la sagesse, le respect des autres, l'amour de la nature, etc.). Donc à travail égal, salaire égal. Il n'y a pas d'inégalité de valeur entre le travail d'un éboueur et celui d'un PDG.
- La **propriété**, c'est le vol. L'homme ne travaille pas socialement pour lui-même mais pour le bien commun. C'est un locataire perpétuel temporairement embarqué dans des structures collectives qu'on appelle entreprise, capital financier ou technique, maison pavillonnaire ou HLM, participation à la valeur ajoutée de l'entreprise
- Quand le **patrimoine** est transmis d'une génération à l'autre par famille interposée, les inégalités se reproduisent dans le temps. Toute égalisation consisterait à donner à chaque personne le même capital de départ, ce qui est difficile quand on considère qu'il y a à la fois un capital économique et financier (entreprise, patrimoine de rapport), mais aussi un capital culturel (pouvoir de se faire entendre, qualité acquise par une socialisation spécifique), ou même un capital relationnel (le carnet d'adresses des parents et/ou de la grande école dont on sort). La disparition de l'héritage des biens mobiliers et immobiliers serait un premier pas vers une société abandonnant la reproduction des privilèges.

Le décor est planté pour une pénurie mondiale massive de riz

par Michael Snyder 11 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés

The Economic Collapse

Are You Prepared For The Coming Economic Collapse And The Next Great Depression?



Ce n'était pas censé arriver. Depuis des mois, j'écris article après article sur la crise alimentaire mondiale qui se développe rapidement, mais même si la sécheresse dévaste tant d'autres cultures sur toute la planète, je pensais qu'il y aurait beaucoup de riz en 2023. Malheureusement, je me suis trompé. Comme vous le verrez ci-dessous, certains des plus grands producteurs de riz du monde entier sont durement touchés et la production de riz sera bien inférieure aux prévisions cette année. Bien sûr, le riz est l'une des principales denrées de base dont dépendent les pays pauvres, et c'est donc un problème très grave. S'il y a une grave pénurie de riz en 2023, cela aura des conséquences énormes pour nous tous.

L'annonce que vient de faire l'Inde devrait faire la une des journaux du monde entier en ce moment.

L'Inde représente habituellement plus de 40 % de toutes les expéditions mondiales de riz, mais elle vient d'imposer de sévères restrictions sur toutes les exportations futures de cette année...

L'Inde a interdit les exportations de riz brisé et a imposé un droit de 20 % sur les exportations de différentes qualités de riz jeudi, alors que le plus grand exportateur mondial de cette céréale tente d'augmenter les approvisionnements et de calmer les prix locaux après que les pluies de mousson inférieures à la moyenne aient freiné les plantations.

L'Inde exporte du riz vers plus de 150 pays, et toute réduction de ses expéditions accentuerait la pression à la hausse sur les prix des denrées alimentaires, qui augmentent déjà en raison de la sécheresse, des vagues de chaleur et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Avez-vous compris cette dernière phrase ?

150 nations différentes dépendent du riz indien.

Alors où vont-ils trouver leur riz ?

Normalement, l'Inde exporte plus de riz que les quatre autres plus grands exportateurs réunis...

Les exportations de riz de l'Inde ont atteint le chiffre record de 21,5 millions de tonnes en 2021, soit plus que les expéditions combinées des quatre autres plus grands exportateurs mondiaux de cette céréale : la Thaïlande, le Vietnam, le Pakistan et les États-Unis.

L'Europe ne va certainement pas combler la différence.

L'Italie est le plus grand producteur de riz de l'Union européenne, et on prévoit que la production de riz dans ce pays diminuera d'environ 30 % cette année en raison de l'interminable sécheresse que connaît actuellement l'Europe...

Le climat défavorable a déjà fait payer un lourd tribut à l'industrie du riz. Selon les estimations, les agriculteurs s'attendent à perdre environ 30 % de leurs rendements cette année, et l'industrie a déjà perdu environ 3 milliards de dollars à cause de la sécheresse. La plupart des champs les plus touchés se trouvent dans les régions de Lombardie et du Piémont, qui produisent ensemble environ 90 % du riz italien.

La production de riz va également diminuer considérablement aux États-Unis.

La Californie produit habituellement environ 20 % de tout le riz américain, mais cette année, un grave manque d'eau à des fins agricoles rend les choses extrêmement difficiles pour les riziculteurs de l'État...

Les riziculteurs du comté de Colusa, à 60 miles au nord de Sacramento, ont reçu 18% des livraisons d'eau fédérales auxquelles ils ont droit, soit beaucoup moins que la normale et trop peu pour que beaucoup d'entre eux puissent pratiquer cette culture.

"Même en période de sécheresse, les riziculteurs ont pu obtenir un pourcentage assez élevé de l'eau à laquelle ils avaient droit", a déclaré Tim Johnson, directeur général de la California Rice Commission. "Maintenant, ils subissent une sécheresse à un niveau qu'ils n'ont jamais vu auparavant".

Ce dont nous sommes témoins est vraiment sans précédent.

Je sais que cela peut être difficile à croire, mais on rapporte qu'"environ 300 000 des 550 000 acres consacrés à la culture du riz en Californie ne seront pas récoltés" en 2022. Ce qui suit provient de Zero Hedge...

De nouvelles images satellites montrent qu'une grande partie des rizières californiennes est restée stérile sans récolte, alors que les craintes d'un "mini dust bowl" émergent en raison de la diminution des réserves d'eau.

Kurt Richter, un riziculteur de troisième génération à Colusa, la capitale du riz en Californie, a déclaré au San Francisco Chronicle que des champs entiers de cette céréale se sont déjà transformés en "terrain vague".

Selon un rapport du ministère américain de l'agriculture, environ 300 000 des 550 000 acres consacrés à la culture du riz en Californie ne seront pas récoltés. Cette situation pourrait faire grimper le prix des sushis dans tout le pays, car la majeure partie du riz produit dans cet État est destinée à cet usage.

Bien entendu, de nombreuses autres cultures sont également touchées de plein fouet.

La Californie produit normalement environ un tiers de nos légumes et environ deux tiers de nos fruits et noix, et le manque de production cette année commence déjà à se faire sentir sur les étagères de nos magasins...

Les températures élevées dans l'ouest des États-Unis frappent l'industrie des fruits et légumes, endommageant les cultures, réduisant les expéditions et laissant moins de légumes verts feuillus et de fruits sur les étagères des supermarchés.

Un producteur californien a déclaré que certaines de ses feuilles de laitue devenaient brunes et fondaient dans les champs en raison de maladies des cultures intensifiées par les températures élevées.

En Pennsylvanie, un détaillant a déclaré que ses magasins ont passé une semaine sans avoir de fraises à vendre. Un distributeur new-yorkais a remplacé les pastèques, devenues rares, par des melons au miel.

Les supermarchés disent qu'ils accordent moins de place dans leurs rayons aux produits présentant des décolorations, des meurtrissures ou des brûlures dues aux intempéries. Les magasins réduisent les prix des articles de mauvaise qualité pour éviter de les conserver et reçoivent de plus en plus de produits en provenance du Canada, de Floride, du New Jersey et de l'Ohio au lieu de la Californie, qui a longtemps été la source privilégiée des épiciers américains.

Cette crise ne peut que s'aggraver dans les mois à venir.

J'encourage mes lecteurs à se préparer depuis très longtemps, et j'espère que vous avez suivi ce conseil.

Partout sur la planète, la production agricole va être très inférieure aux prévisions initiales cette année. Par exemple, il suffit de voir ce qui arrive à la production d'huile d'olive en Espagne...

En juillet, les températures ont battu des records en dépassant les 40 degrés Celsius (104,5 degrés Fahrenheit) dans certaines régions de France, d'Espagne, d'Italie et du Portugal. Au début du mois d'août, la chaleur étouffante et le manque de précipitations ont plongé près des deux tiers des terres de l'Union européenne dans une situation de sécheresse, selon l'Observatoire européen de la sécheresse.

Les producteurs d'huile d'olive ont été durement touchés. Kyle Holland, analyste des prix des oléagineux et des céréales chez Mintec, une société de données sur les matières premières, s'attend à une "réduction spectaculaire" de 33 à 38 % de la récolte d'huile d'olive en Espagne, qui commence en octobre.

L'Espagne est le premier producteur mondial d'huile d'olive, représentant plus des deux cinquièmes de l'offre mondiale l'année dernière, selon le Conseil oléicole international. La Grèce, l'Italie et le Portugal sont également des producteurs importants.

Pour de nombreuses autres données sur la crise alimentaire mondiale qui s'aggrave rapidement, veuillez consulter mon article précédent intitulé "Une liste de 33 choses que nous savons sur les pénuries alimentaires à venir".

Aucun d'entre nous n'a jamais été confronté à une telle situation.

Les aliments qui ne seront pas récoltés dans les mois à venir ne seront pas sur les étagères de nos magasins en 2023.

Les prix des aliments vont atteindre des niveaux absolument ridicules, et le chef de l'ONU met déjà en garde contre de "multiples famines" l'année prochaine.

Ce n'est pas un exercice. Les pénuries alimentaires sont vraiment à venir, et notre monde va changer de manière sauvage et imprévisible.

▲ [RETOUR](#) ▲

Gaz ou charbon ?

septembre 6, 2022 0 Par MICHEL SANTI



Avez-vous remarqué la flambée spectaculaire des prix du charbon pendant que toutes les attentions sont braquées vers les tarifs gaziers ?



▲ [RETOUR](#) ▲

Échec et mat pour la Russie ?

septembre 10, 2022 1 Par MICHEL SANTI



Le plafonnement des prix du pétrole décidé il y a quelques jours par le G 7 est une mesure originale, inédite, à prendre très au sérieux. Les pays membres de ce club exclusif refuseront donc d'acheter à la Russie son pétrole à un prix qui dépassera un certain niveau qui sera fixé ultérieurement. Certes, la Russie pourrait-elle prendre les devants et refuser de vendre à des nations qu'elle juge hostile. Cette hypothèse est pourtant à écarter immédiatement car les revenus liés au pétrole ont représenté ces dernières années jusqu'à 40% des revenus du Kremlin. Ce pays est donc sous perfusion. Il peut d'autant moins se permettre d'interrompre sa production car ses

infrastructures seraient irrémédiablement endommagées par une paralysie qui leur serait fatale durant l'hiver. Un arrêt – même provisoire – de la production de pétrole de la part de la Russie qui aurait comme stratégie de forcer à une remontée des prix (qui lui bénéficierait) du fait d'un approvisionnement déficient la contraindrait par ailleurs à des dépenses gigantesques car il faudrait carrément reconstruire les pipelines qui seraient mis hors service par les rigueurs de l'hiver. C'est donc entendu : en dépit du plafonnement des prix à venir du pétrole, la Russie ne pourra se payer le luxe d'en stopper la production.

Les Etats-Unis et leurs alliés européens n'avaient d'autre choix dans l'adoption de cette mesure drastique car la Russie a largement augmenté depuis l'embargo ses ventes en direction de la Chine, de l'Inde et d'autres pays grâce auxquels elle a pu maintenir le volume de ses exportations à un niveau constant. Les soldes substantielles consenties de l'ordre des 20 dollars le baril pour «motiver» les acheteurs n'ont effectivement entamé en rien ses revenus car l'appréciation des prix pétroliers a largement compensé son manque à gagner. Dans le cadre du plafonnement à venir, ces mêmes pays importateurs de pétrole russe – étant loin d'être philanthropes – ne paieront évidemment pas 1 \$ de plus par baril à la Russie que ce qui sera défini par le G 7, et ce en dépit de leurs protestations de forme à l'encontre de ce qu'ils considèrent comme un diktat occidental. En outre, et selon toute vraisemblance, ces mesures seront respectées car – contrairement aux sanctions imposées unilatéralement

à l'Iran par les Etats-Unis en 2012 et appliquées à reculons par ses alliés – ce plafonnement du prix de la vente du pétrole russe a été adopté à l'unisson et à l'unanimité par l'ensemble des nations occidentales, ce qui lui confère dès lors une force de frappe et un potentiel d'efficacité redoutables.

Le G 7 et followers a en effet les moyens de contrôler toute la chaîne: depuis le paiement de la facture pétrolière à l'assurance de son transport, au cargo qui le contient comme à son équipage et jusqu'aux courtiers qui en font l'intermédiation... Des sanctions rédhibitoires sont prévues envers tout l'écosystème des contrevenants qui ont un certain laps de temps pour s'y adapter, puisque ces mesures seront appliquées en plusieurs étapes : plafonnement stricto sensu du prix du pétrole russe le 5 décembre 2022 puis des produits raffinés au 5 février 2023. Bref, la Russie est condamnée à engranger à relativement court terme de moins en moins de recettes pétrolières, dans un contexte où ses revenus non pétroliers ont déjà baissé de 15% et où son PIB connaîtra une chute de l'ordre de 5 à 8% en 2022, ne tenant pas encore compte du plafonnement des prix pétroliers.

▲ [RETOUR](#) ▲



« **Énergie.** Faut-il redouter une crise à la Lehman Brothers ? Vidéo Ecorama »

par [Charles Sannat](#) | 13 Sep 2022



<https://www.youtube.com/watch?v=x1k2KruZD3E>

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

« Les marchés financiers de l'énergie se trouvent dans une situation excessivement délicate. De nombreux experts craignent le risque d'un Lehman Brothers de l'énergie. A juste titre ou pas ? Les explications de Charles Sannat, fondateur du site insolentiae. Ecorama du 12 septembre 2022, présenté par David Jacquot sur Boursorama.com »

Hier j'étais l'invité d'Ecorama pour parler des produits dérivés sur les marchés de l'énergie dont l'explosion, un peu dans la même mécanique que l'ensemble des produits dérivés immobiliers avaient provoqués la crise des subprimes, menace le système financier et bancaire mondial en général et européen en particulier.

Parce que les Etats sont conscients de cette menace, nous pouvons raisonnablement espérer que la catastrophe financière n'aura pas lieu.

En effet voici les mesures que la Commission Européenne envisage :

- Soutien immédiat par des lignes de crédit pour les participants au marché subissant des appels de marge très élevés, y compris le cas d'une solution spécifique au niveau européen, par exemple à travers le rôle de la BCE .
- Modifier les règles de négociation sur les bourses de l'énergie, notamment en modifiant temporairement les exigences réglementaires en matière de garanties pour la négociation de l'électricité. Les exigences réglementaires en matière de garanties dans le commerce de l'électricité, y compris la révision des ajustements automatiques des plafonds de prix. des ajustements automatiques des prix plafonds ;
- Suspendre temporairement les marchés dérivés européens de l'électricité ; ou soumettre la négociation des contrats à terme à des fourchettes spécifiques

Ces trois mesures ne sont ni plus ni moins qu'un gel temporaire, mais un gel total du marché des dérivés qui sera « débranché ».

C'est un peu l'équivalent d'une suspension des bourses, un moment que nous avons vécu pendant plusieurs jours après le 11 septembre où les marchés américains étaient suspendus. Plus personne ne pouvait ni vendre ni acheter, ce qui impliquait que votre argent était bloqué et indisponible pour un temps indéterminé.

N'oubliez jamais dans vos scénarios patrimoniaux cette possibilité de blocage, de suspension, qui peut être décrété à tout moment par les Etats.

Une raison de plus pour toujours avoir une approche basée sur la diversification de vos actifs.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Le titre inquiétant du Parisien : « Pénuries alimentaires : c'est la fin de l'abondance dans les supermarchés »

par [Charles Sannat](#) | 13 Sep 2022



« Pénuries alimentaires : c'est la fin de l'abondance dans les supermarchés »

C'est le titre pour le moins inquiétant pour ne pas dire alarmant d'un quotidien aussi grand public que populaire à savoir le Parisien ! ([Source ici](#))

« La Guerre en Ukraine, les sécheresses, mais aussi des problèmes de transport et la hausse des coûts de l'énergie provoquent de nombreuses ruptures d'approvisionnement dans les magasins. Et ce n'est pas près de s'arranger.

C'était le 24 août, en pleine torpeur estivale. Emmanuel Macron revenait, d'un ton grave, sur le « grand bouleversement » qui nous touche depuis quelques mois : « Nous vivons la fin d'une abondance, abondance de liquidités sans coût, mais aussi de produits, de technologies. » Le chef de l'État pointait aussi « la fin d'une certaine forme d'insouciance ». Une semaine plus tard, c'était au tour de l'Association nationale des industries alimentaires (Ania) de mettre en garde contre un risque prochain de « rayons vides ».

Il faut dire que l'ANIA dans l'un de ses derniers communiqués de presse n'y va pas de main morte en écrivant: « L'ANIA a décidé d'alerter toutes les parties prenantes (clients distributeurs, pouvoirs publics) pour que cette situation soit appréciée à la hauteur de l'enjeu, c'est-à-dire un choc inédit pour les équilibres des entreprises. Un dossier à régler impérativement dans les prochaines semaines au risque de voir la chaîne agroalimentaire parfaitement résiliente jusqu'à présent, encaisser le coup ». [Source ici](#).

En partant du principe que les boîtes de raviolis ne se périment pas immédiatement et que le papier toilette n'a pas de date limite d'utilisation pour nos augustes postérieurs, je vous invite à quelques menus achats de précaution avant la panique et la ruée dans les rayons, déjà vides comme à chaque fois, où ce qui restera sera hors de prix.

Charles SANNAT

Taux d'intérêt. La Banque centrale allemande s'attend à de nouvelles hausses significatives !



La hausse des taux est-elle déjà terminée ?

Il est fort probable qu'en réalité elle ne fasse que commencer.

Dans le dernier JT du grenier consacré aux taux (vidéo remise ci-dessous) j'ai montré que dans les années 80, pour casser l'inflation il avait fallu pousser les taux largement au-dessus des taux d'inflation pour avoir des taux d'intérêt réels positifs. Ainsi quand l'inflation était de 14 % les taux, eux

étaient de 17 % !

Avec une inflation à plus de 10 % dans les prochains mois en zone euro, ce n'est pas des taux actuellement à 0.75 % qui seront de nature à « casser » l'inflation.

C'est exactement ce que pense le patron de la Banque centrale allemande dont les derniers propos sont repris dans cet article de [La Tribune.fr ici](https://www.latribune.fr/actualites/economie/euro/2022/07/28/la-tribune-07-28-2022-123456789.html)

« La hausse de taux historique, de 0,75 %, décidée cette semaine par la Banque centrale européenne, n'était-elle qu'une première étape ? C'est ce que croit Joachim Nagel, le président de la Bundesbank, la banque centrale allemande. Selon lui, « l'étape franchie jeudi » par la Banque centrale européenne de relever son taux directeur de 0,75 point de pourcentage, « a constitué un signal significatif », a déclaré Joachim Nagel. Et de mettre en garde : « Si la situation inflationniste demeure comme elle est, d'autres étapes significatives vont devoir être franchies », a-t-il prévenu ».

L'inflation continue sa hausse.

« Nous avons des indications montrant que l'inflation se répand dans de nombreux domaines » de l'économie, a ajouté Joachim Nagel. Le patron de la banque centrale allemande a estimé que le taux d'inflation en Allemagne pourrait atteindre un niveau « supérieur à 10 % » sur un an au mois de décembre, période qui devrait à ses yeux constituer l'apogée de la poussée inflationniste actuelle.

La Bundesbank parlait jusqu'ici d'un taux de 10 % dans les derniers mois de l'année et a ainsi encore un peu noirci son pronostic. L'inflation devrait à ses yeux décélérer en 2023, mais M. Nagel a estimé qu'elle devrait rester « au-dessus de 6 % » l'an prochain, soit un niveau « beaucoup trop élevé ».

Dans ces conditions, une poursuite du resserrement du coût du crédit en zone euro est incontournable, a dit le patron de la banque centrale allemande, malgré l'impact négatif que cette politique risque d'avoir sur la croissance. »

Et tant pis pour la récession. Si le patron de la Buba explique qu'il y a de fortes chances que l'Allemagne rentre en récession dès le 3ème trimestre, il faut quand même augmenter les taux.

Encore une fois, l'inflation n'est pas liée aux taux bas.

L'inflation est liée aux prix astronomiques de l'énergie qui se transmettent à l'ensemble de la chaîne de production et de donc à tous les niveaux de l'économie, y compris numérique, puisque les ordinateurs, internet et les réseaux, c'est avant tout de l'énergie !

Charles SANNAT

Taux d'intérêt. La Banque centrale allemande s'attend à de nouvelles hausses significatives !



La hausse des taux est-elle déjà terminée ?

Il est fort probable qu'en réalité elle ne fasse que commencer.

Dans le dernier JT du grenier consacré aux taux (vidéo remise ci-dessous) j'ai montré que dans les années 80, pour casser l'inflation il avait fallu pousser les taux largement au-dessus des taux d'inflation pour avoir des taux d'intérêt réels positifs. Ainsi quand l'inflation était de 14 % les taux, eux étaient de 17 % !

Avec une inflation à plus de 10 % dans les prochains mois en zone euro, ce n'est pas des taux actuellement à 0.75 % qui seront de nature à « casser » l'inflation.

C'est exactement ce que pense le patron de la Banque centrale allemande dont les derniers propos sont repris dans cet article de [La Tribune.fr](https://www.la-tribune.fr) [ici](#)

« La hausse de taux historique, de 0,75 %, décidée cette semaine par la Banque centrale européenne, n'était-elle qu'une première étape ? C'est ce que croit Joachim Nagel, le président de la Bundesbank, la banque centrale allemande. Selon lui, « l'étape franchie jeudi » par la Banque centrale européenne de relever son taux directeur de 0,75 point de pourcentage, « a constitué un signal significatif », a déclaré Joachim Nagel. Et de mettre en garde : « Si la situation inflationniste demeure comme elle est, d'autres étapes significatives vont devoir être franchies », a-t-il prévenu ».

L'inflation continue sa hausse.

« Nous avons des indications montrant que l'inflation se répand dans de nombreux domaines » de l'économie, a ajouté Joachim Nagel. Le patron de la banque centrale allemande a estimé que le taux d'inflation en Allemagne pourrait atteindre un niveau « supérieur à 10 % » sur un an au mois de décembre, période qui devrait à ses yeux constituer l'apogée de la poussée inflationniste actuelle.

La Bundesbank parlait jusqu'ici d'un taux de 10 % dans les derniers mois de l'année et a ainsi encore un peu noirci son pronostic. L'inflation devrait à ses yeux décélérer en 2023, mais M. Nagel a estimé qu'elle devrait rester « au-dessus de 6 % » l'an prochain, soit un niveau « beaucoup trop élevé ».

Dans ces conditions, une poursuite du resserrement du coût du crédit en zone euro est incontournable, a dit le patron de la banque centrale allemande, malgré l'impact négatif que cette politique risque d'avoir sur la croissance. »

Et tant pis pour la récession. Si le patron de la Buba explique qu'il y a de fortes chances que l'Allemagne rentre en récession dès le 3ème trimestre, il faut quand même augmenter les taux.

Encore une fois, l'inflation n'est pas liée aux taux bas.

L'inflation est liée aux prix astronomiques de l'énergie qui se transmettent à l'ensemble de la chaîne de production et de donc à tous les niveaux de l'économie, y compris numérique, puisque les ordinateurs, internet et les réseaux, c'est avant tout de l'énergie !

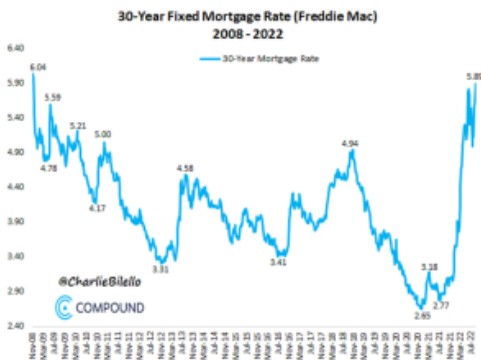
Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

Nouveaux subprimes en perspective ?

septembre 9, 2022 0 Par MICHEL SANTI

Share



Le taux hypothécaire à 30 ans aux États-Unis atteint 5,89 %, soit son plus haut niveau depuis novembre 2008.

Vous souvenez-vous que seulement l'an dernier il atteignait encore un plus bas historique à 2,65 % ?

Cette hausse de 3 % des taux hypothécaires aux États-Unis en une année est la plus forte augmentation depuis 1980-81 !

Ainsi : le paiement hypothécaire mensuel sur une maison médiane y a augmenté de 40 % en 12 mois.

▲ RETOUR ▲

« BCE hausse de taux, et alors ? »

par Charles Sannat | 12 Sep 2022 , traduit du français par Nyouz2Dés



<https://www.youtube.com/watch?v=hIZWpMTmVIA>

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Cette semaine je vous propose de réfléchir à la hausse des taux par la BCE. Bien évidemment le contexte général est à la hausse partout dans le monde, au Royaume-Uni comme aux États-Unis sur fond d'inflation de

plus en plus importante, une inflation qui n'est pas « temporaire » mais bien durable et qui semble chaque mois s'installer un peu plus.

Alors cette hausse de taux est-elle suffisante, quel impact, quels effets économiques ?

C'est ce que nous allons essayer de voir dans cette vidéo et nous allons aussi esquisser quelques prévisions sur ce qui devrait se passer dans les prochains mois.

Enfin vous aurez compris pour les fans des aventures d'Astérix, la référence et le clin d'œil à Obélix et compagnie, et disons-le... « Le sesterce y-en a plus rien valoir du tout », sauf que là, nous parlons de l'euro !

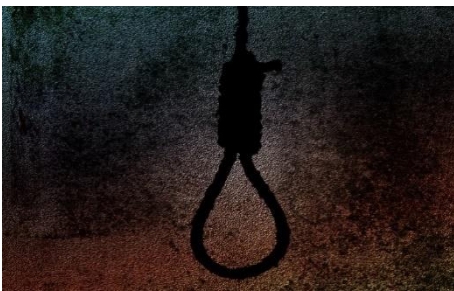
C'est dans Obélix et Compagnie que le jeune Néarque de César, un épisode que je vous invite à lire ou relire tant c'est une leçon d'économie brillante par le menhir. Tout y est, et cela se termine par une immense crise monétaire avec la dévaluation de la monnaie et un César totalement ruiné mais propriétaire de milliers de menhirs !

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Étranglée par le prix de l'électricité, la métallurgie européenne se meurt en direct



Étranglée par le prix de l'électricité, la métallurgie européenne se meurt en direct, et dans un silence assourdissant.

« Les producteurs européens d'aluminium, de zinc, d'acier, réduisent leur production, y compris en France, notamment du fait du coût de l'énergie.

Aluminium Dunkerque est l'un des plus gros producteurs européens d'aluminium. Il vient d'annoncer une réduction de 22 % de sa production, en raison de la flambée du coût de l'énergie.

De drôles de vents soufflent dans la métallurgie européenne. On s'est beaucoup inquiété, ces dernières années, d'une pénurie des métaux spéciaux – comme le lithium ou le cobalt – nécessaires aux voitures électriques et aux énergies renouvelables. Mais ce sont peut-être des métaux plus ordinaires qui sont susceptibles de poser d'autres types de problèmes en Europe.

Ils concernent tout d'abord l'acier. Le géant ArcelorMittal a annoncé, ces jours derniers, plusieurs mesures de réduction de production de ses aciers plats dans sept sites du nord de la France ainsi qu'à Fos-sur-Mer (Bouches-de-Rhône).

Déjà, à Dunkerque, seul un de ses hauts-fourneaux produit encore, après que l'un des trois ait été mis à l'arrêt cet été, comme l'était déjà le troisième, en maintenance. Le sidérurgiste a, de plus, annoncé la mise à l'arrêt de trois autres hauts-fourneaux en Allemagne, en Espagne et en Pologne.

Des décisions rares, car le processus de production d'acier en fusion – à « feux continus » – est, après un arrêt, long et complexe à relancer.

Autre sidérurgiste français, Ascometal interrompra son activité durant deux à trois semaines, en décembre, dans ses usines de Moselle et des Bouches-du-Rhône.

La moitié de l'alu européen stoppée

Pour les métaux non ferreux (tout ce qui n'est ni fer, ni acier), c'est essentiellement la flambée du coût de l'électricité qui a amené 40 producteurs européens à tirer le signal d'alarme, en vue du conseil des ministres européens de l'Énergie, qui se tenait ce vendredi 9 septembre.

Les producteurs d'aluminium, de zinc, de cuivre, nickel ou de silicium se disent menacés dans leur existence même », alors qu'ils ont déjà, au cours des 12 derniers mois, procédé à des réductions d'activité sans précédent ». Ainsi la production européenne d'aluminium – qui ne couvre que la moitié des besoins de l'Union – a-t-elle déjà été réduite de moitié, à moins d'un million de tonnes, tout comme celle de zinc. L'Europe doit donc désormais importer les trois quarts de sa consommation.

Le 6 septembre, c'est Aluminium Dunkerque, plus gros producteur français de ce métal (290 000 tonnes par an, soit le double de l'autre usine française, à Saint-Jean-de-Maurienne, en Savoie), qui a annoncé une réduction de sa production de 22 %. »

Alors stop ou encore ?

Encore plus de saccage industriel et économique?

Que va-t-il se passer ?

Nous sommes en train de tuer toute l'industrie européenne.

Nous finirons par importer de l'acier de Chine ou d'Inde qui aura été fabriqué avec de l'énergie que l'Inde et la Chine achètent pas cher à la Russie...

Alors, si vous trouvez que cela est un brillant résultat et bien permettez moi de ne pas partager cette opinion.

Ce n'est pas de la stratégie, ce n'est pas de la politique.

C'est de la bêtise crasse.

Et si l'Europe c'était la paix et la prospérité, depuis qu'elle se rêve comme une puissance en expansion c'est devenue la guerre et la misère, loin de l'idéal européen de ma jeunesse.

Non seulement une autre Europe est possible, mais surtout, une autre Europe est souhaitable.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

Intempéries sur le marché immobilier

rédigé par [Philippe Béchade](#) 12 septembre 2022



La Banque de France va finir par avoir la peau du secteur immobilier... à l'usure.



C'est l'histoire d'un gars qui occupe un magnifique bureau rue La Vrillière, à Paris, et qui est de retour d'une traversée de l'Atlantique France/Etats-Unis à la rame.

Quelques minutes après avoir été déposé bien au chaud par son chauffeur dans le parking de la vénérable institution qu'il préside – la Banque de France (BdF) –, le voici qui rallume son ordinateur : il retrouve la page « météo » qu'il avait consulté avant d'embarquer (il y a trois mois) et constate avec satisfaction que les conditions restent estivales et la mer « belle », du côté de Brest.

Pourtant, il y a 10 centimètres de neige sur la rambarde de son balcon, du givre en bas de ses fenêtres et tous les gens qu'il a croisés en remontant à son bureau portaient des anoraks et des moufles.

Thermomètre cassé

Et toutes les conversations de couloir à la BdF portent sur cette vague de froid qui fait grelotter la France, où les coupures de courant sont devenues quasi quotidiennes.

Mais de quelles intempéries parlent tous ces gens ? Sa page météo est formelle, il fait 25° en moyenne au Sud de la Loire, 23° au Nord... et 22° à Brest, la capitale du Finistère étant rafraîchie par une très légère brise du Nord-Ouest.

Il s'apprête à consulter sa messagerie (pleine de « désolé pour le retard, j'ai été bloqué par la neige puis par une panne de courant dans le RER ») mais il suspend son geste car la sonnerie du logiciel Skype retentit.

BFM Business – qui a eu vent (glacial) de son retour – l'appelle pour une interview qu'il ne saurait leur refuser, car BFM ne critique jamais les analyses ou la stratégie de la BdF (et n'oublie jamais de rappeler que, à partir de mars 2020, c'est elle qui nous a sauvés en déversant durant 18 mois plus de liquidités qu'au cours des 20 années précédentes).

Sauf que BFM l'attaque directement sur le marché du crédit immobilier qui est depuis trois mois tombé en mode « congélation », 45% des dossiers de prêts restant pris par la banque au taux d'usure bloqué à 2,57%.

Les agences immobilières sont en panique (quasiment plus un appel), les promoteurs stoppent les travaux faute d'acheteur solvables, les banques n'arrêtent pas de notifier des refus alors que la plupart des emprunteurs avaient reçu un accord de principe le printemps dernier.

Très peu crédible

Mais que me racontez-vous là leur répond-il, j'avais justement sous les yeux la météo du jour et tout se déroule magnifiquement bien : n'oubliez pas de réserver une place en terrasse pour le dîner de ce soir.

François Villeroy de Galhau, car il s'agit de lui, vous l'aviez deviné, rétorque sans sourciller devant la caméra de BFM Business : « Je démens le chiffre de 40 ou 45% de refus, ce chiffre est très peu crédible. »

Et il ajoute, sûr de lui : « Je note qu'aucune association d'emprunteurs qui représente les Français n'a demandé le relèvement du taux d'usure. »

Et en effet, aucune ne l'a fait, et pour une raison imparable : de telles associations n'existent pas. Elles sortent tout droit de l'imagination de notre patron de la BdF.

En revanche, l'Association française des intermédiaires en bancassurance, existe bel et bien, les banques commerciales et les courtiers en prêts immobiliers également.

Leurs chiffres sont formels : 45% des dossiers ne passent plus avec ce taux d'usure bloqué au même niveau que lorsque l'argent était gratuit, alors qu'il est devenu 150 points plus cher qu'il y a trois mois.

Mais M. de Galhau n'en démord pas, selon les données qu'il avait consultées en rallumant son ordinateur, BFM raconte n'importe quoi : « Le crédit immobilier reste très dynamique, on est à plus de 6% de croissance. »

Retour à la moyenne

Et il explique que les taux sur 20 ans remontent progressivement : « Au mois de juillet, on était en moyenne à 1,45%. C'est 25 points de plus que lorsqu'il y avait les taux les plus bas, autour de 1,1% ou 1,2%. »

... Au 1er juillet, peut-être, chez un courtier qui faisait du *dumping*. Mais, le 2 juillet, il fallait plutôt tabler sur 1,60/1,70%, et cela se situe au-delà de 1,80% désormais.

En rajoutant les assurances crédit, les divers frais de dossier, à part les profils les mieux notés (assujettis à l'IFI de préférence), le plafond des 2,57% est explosé et il vaut mieux tabler sur 2,75 à 3%.

Ce niveau n'a rien de bloquant en soi, puisque la moyenne historique des taux d'emprunt sur les 15 dernières années est proche de 2,7%.

François Villeroy de Galhau conclut : « Les taux restent très favorables et le crédit immobilier reste très bien financé. »

A croire qu'il consulte un rapport de ses services datant d'il y a 3 mois !

C'est comme s'il consultait la page du jour de son départ et n'avait été mis au courant de rien durant sa traversée de l'océan.

Pourquoi ce résultat ?

J'avoue que je suis assez partagé après la rédaction de cette petite parabole humoristique. Notamment parce que ne crois pas que le patron de la BdF se serait absenté trois mois sans une liaison satellitaire, sans tomber les rames quelques minutes passer plusieurs appels par jour à ses collègues qui surveillent l'impact des taux sur le crédit, et demander confirmation aux directions des plus grandes banques françaises.

Et, comme vous le savez peut-être, M. de Galhau ne s'est pas absenté trois mois, mais seulement trois jours, fin août, pour participer au symposium de Jackson Hole à la tribune duquel il s'est exprimé avec fermeté.

Je le cite de mémoire. Il a affirmé que ramener l'inflation à 2% est de la responsabilité de la banque centrale, et que leur volonté et leur capacité à tenir les engagements de leur mandat ne sont pas négociables.

S'il y a donc bien quelqu'un qui savait avant tout le monde que le loyer de l'argent allait se durcir (75 points de plus) et que les taux d'emprunts hypothécaires sur 20 ans filaient vers les 2%, ce qui fait que ce ne sont pas 45% mais bientôt 75% des dossiers de prêt qui pourraient capoter à partir de début octobre, si le taux d'usure n'était pas relevé d'au moins 43 points, et non de 17 points comme précédemment.

Du coup, je me demande si M. De Galhau n'a pas voulu envoyer un message. Par exemple : « Je vous répond n'importe quoi, vous pouvez imaginer que je suis gâteux ou complètement déconnecté du réel, je vous laisse en déduire que le crédit hypothécaire a été délibérément congelé par nos soins afin de ralentir l'activité du pays (donc la hausse des prix), et vous comprendrez que je ne peux pas le balancer tel quel à la figure des emprunteurs ou des professionnels dont l'activité est étroitement liée à l'immobilier. »

De surcroît, les complications que le taux d'usure inadapté engendre ne gêne guère les acteurs de premier plan que sont les grands investisseurs institutionnels : ils payent *cash*, n'ont jamais de souci « d'assurance-crédit personnelle » et ne viennent jamais se plaindre auprès du gouvernement, puisque ce dernier accède à tous leurs désirs.

▲ [RETOUR](#) ▲

Changement d'état de la matière en haute finance globalisée

Elle passe de l'état « Titanic » à l'état « radeau de la méduse »

Par [Valérie Bugault](#) – Le 4 septembre 2022



Par nature, la matière est instable, elle dépend des conditions du milieu dans lequel elle évolue. Ce qui est vraie en physique l'est encore plus en matière financière. La seule différence entre la physique et la finance réside dans le fait que ce dernier domaine est entièrement artificiel, créé et contrôlé par des individus cachés derrière l'anonymat des structures juridico-politiques qu'ils ont créées et qui sont, par essence, à leur service exclusif.

L'origine centralisée de la décision de remontée des taux directeurs

La décision de remontée des taux mise en application par la Fed et par la BCE est en réalité prise en application d'une directive émanant de la **Banque des Règlements Internationaux** et de la City, laquelle contrôle la banque centrale d'Angleterre et la plupart des paradis fiscaux de la planète, plus précisément, ceux sous administration de trusts anonymes et du droit de propriété économique.

Ces institutions financières centralisées, dirigées par des personnes physiques anonymes et donc juridiquement irresponsables – les intouchables – ont en effet décidé de livrer bataille à l'inflation qu'elles ont-elles-mêmes créée de toute pièce.

Cette remontée des taux est officiellement prise sous le prétexte de lutter contre l'inflation. Il faut comprendre ici que la lutte contre l'inflation est exclusivement destinée à contrer l'érosion des actifs détenus par les grands rentiers accapareurs.

Cette décision est, quoiqu'il en soit, vouée à l'échec car l'inflation actuelle n'est pas liée à un dysfonctionnement économique (comme, par exemple, des marchés qui s'emballeraient en raison d'une augmentation de l'offre due à une innovation ou à un changement économique majeur) mais à l'énorme poussée d'argent fictif mis en circulation, c'est-à-dire injectée dans le système monétaire, via diverses méthodes que sont :

- La création de faux actifs (des actifs pourris transformés en produits financiers classés A+) ;
- Le QE (quantitative Easing) ;
- Les injections monétaires gratuites générées par les banques via l'émission de crédits ; lesquelles sont de pures créations comptables issues du néant économique.

L'inutilité de la remontée des taux est évidemment connue par ses initiateurs qui savent mieux que personne d'où provient l'inflation qu'ils ont eux-mêmes créée de toute pièce. L'image qui vient à l'esprit est celle du serpent Ouroboros qui se nourrit de sa [propre structure](#). Il en résulte logiquement que cette décision radicale de remontée des taux directeurs est un prétexte utilisé par les banquiers globalistes afin de gagner du temps. Le temps qui sera nécessaire pour permettre le passage de l'ancien système financier au nouveau système financier tout entier dématérialisé, mais toujours contrôlé par les mêmes tenanciers.

Quoiqu'il en soit de son origine et de son objectif, la décision de remontée brutale des taux prise cette année par la Fed et consorts va générer de colossales pertes de bilans dans les grandes institutions financières, pertes qu'il va falloir combler au plus vite.

Le Vatican à la rescousse des banques systémiques ?

La question qui vient à l'esprit est la suivante : le pape noir, de notoriété publique au service de la haute finance, tenterait-il de colmater les pertes de bilan des grandes banques européennes systémiques liées à la décision d'augmentation des taux d'intérêts mise en œuvre par la Fed ?

Deux informations récentes successives et primordiales en provenance du Vatican, passées quasi inaperçues du grand public, vont précisément dans le sens d'une réponse positive à la question ci-dessus :

- Par un rescrit du 23 août dernier (paragraphe 4¹), le Pape François ordonne à toutes les entités affiliées au Vatican et aux ordres de l'église de transférer TOUS LES FONDs et actifs à la Banque du Vatican avant le 30 septembre.
- Le pape [prend le contrôle](#) de l'Ordre de Malte

Pour colmater les brèches d'établissements bancaires mis, artificiellement, en difficulté par ce qu'il faut se résoudre à appeler « *la mafia financière globale* », cette dernière semble faire appel à son fidèle serviteur, le pape noir. Tout se passe en effet comme si ce dernier était chargé de trouver en urgence des fonds qu'il injectera, via la très opaque [IOR](#), dans le circuit financier, et qui se retrouveront rapidement à l'actif des grandes banques systémiques.

Rappelons que cette opération n'a pour seul objectif que de gagner du temps, le temps nécessaire au système financier pour se réinventer en imposant la circulation monétaire 100% dématérialisée, sous le contrôle étroit exclusif des mêmes dominants financiers que ceux qui tiennent le système actuel. L'indisponibilité des avoirs bancaires, le revenu universel et la dictature suivront immanquablement...

Préparez-vous car, quelle que soit la position sociale et économique de chacun, demain ne ressemblera pas à hier... Pour le meilleur si les populations réagissent en s'opposant ; Pour le pire esclavagisme si les populations acceptent sans broncher l'avenir qui leur est promis par les grands argentiers de ce monde...

**ATTIVITÀ DEL SANTO PADRE FRANCESCO**

2022 AGOSTO 23

RESCRIPTUM EX AUDIENTIA SS.MI: Rescritto del Santo Padre Francesco circa l'Istruzione sull'Amministrazione e gestione delle attività finanziarie e della liquidità della Santa Sede e delle Istituzioni collegate con la Santa Sede

RESCRIPTUM EX AUDIENTIA SS.MI

Istruzione sull'Amministrazione e gestione delle attività finanziarie e della liquidità della Santa Sede e delle Istituzioni collegate con la Santa Sede.

1. Il Santo Padre Francesco, nell'udienza concessa al Segretario di Stato, il giorno 22 agosto, ha stabilito di emanare la presente Istruzione sull'amministrazione e gestione delle attività finanziarie e della liquidità della Santa Sede e delle Istituzioni collegate con essa.
2. Il Santo Padre ha disposto che esso abbia natura di interpretazione autentica delle disposizioni vigenti e abbia fermo e stabile vigore, nonostante qualsiasi cosa contraria anche se precedente al Rescritto o specificamente riferita a speciali cose.
3. L'articolo 219, paragrafo 3, della Costituzione Apostolica *Praedicate Evangelium*, emanata il 19 marzo 2022, deve interpretarsi nel senso che l'attività di gestore patrimoniale e di depositario del patrimonio mobiliare della Santa Sede e delle Istituzioni collegate con la Santa Sede compete in via esclusiva all'Istituto per le Opere di Religione.
4. La Santa Sede e le Istituzioni collegate con la Santa Sede che siano titolari di attività finanziarie e liquidità, in qualunque forma esse siano detenute, presso Istituzioni finanziarie diverse dallo IOR devono informare lo IOR e trasferirle presso di esso appena possibile entro 30 giorni dal 1° settembre 2022.
5. Esso entra in vigore immediatamente tramite pubblicazione sull'Osservatore Romano. Eventuali atti adottati in precedenza in difformità devono essere resi conformi rispetto alle presenti istruzioni.

FRANCISCUS



Notes :

1. « 4) Le Saint-Siège et les institutions liées au Saint-Siège qui sont détenteurs d'actifs financiers et de liquidités, sous quelque forme que ce soit, dans des institutions financières autres que l'IOR doivent en informer l'IOR et les lui transférer dès que possible dans les 30 jours à compter du 1er septembre 2022. »

▲ [RETOUR](#) ▲

.Inflation, niveau des prix et croissance économique : Tout ce que les élites vous disent à ce sujet est faux

J.R. MacLeod 09/08/2022 , Mises.org , traduit de l'anglais par Nyouz2dés



MISES WIRE



Fondamentalement, l'inflation est une fraude. Le gouvernement ou la banque centrale qui imprime plus d'argent diminue la valeur de l'argent déjà en circulation. Un camion de sable n'a pas une grande valeur en Arabie Saoudite. Une augmentation de l'offre de monnaie signifie en fin de compte que les prix libellés dans cette monnaie vont augmenter. À moins que vous ne soyez celui qui reçoit cette nouvelle monnaie à son point d'entrée, et donc que vous ne suiviez le rythme de l'inflation, la valeur réelle de vos avoirs monétaires diminuera.

Ainsi, en substance, le gouvernement vous a pris des richesses et ne vous a rien offert en retour, sauf la vague promesse que l'inflation fera croître l'économie, ce dont vous bénéficierez par la suite. Comme nous le montrerons dans cet article, il s'agit d'une fausse promesse qui n'a jamais fonctionné une seule fois, et il existe de nombreuses preuves qu'elle ne fonctionnera jamais. Heureusement, il existe un autre moyen.

Si l'inflation est une fraude à l'égard de la population dans la mesure où sa fausse promesse d'amélioration de la croissance sonne creux à chaque fois, elle est plus spécifiquement une fraude à l'égard des travailleurs ordinaires. Lorsque de l'argent frais est créé, il entre dans l'économie par le biais du gouvernement, du secteur financier et des entreprises. Les distributeurs et les premiers bénéficiaires de cette nouvelle monnaie l'obtiennent avant que les prix n'augmentent, en fait les prix sont ensuite poussés à la hausse par leurs dépenses de la nouvelle monnaie. Les responsables de l'inflation sont donc en avance sur celle-ci.

Les gens ordinaires, en revanche, sont à l'origine de l'inflation. L'argent frais ne leur parvient que lorsque les prix ont déjà augmenté. Et si l'inflation est continue, ils sont déjà derrière la prochaine vague d'impression monétaire et d'augmentation des prix.

Même s'il y a une poussée limitée d'inflation qui est ensuite totalement stoppée, l'élite en profite toujours aux

dépens des gens ordinaires. La nouvelle monnaie est imprimée, les premiers détenteurs la dépensent lorsque les prix sont encore bas, ces dépenses font grimper les prix, l'argent se fraie ensuite un chemin dans l'économie en une distribution plus générale, et les gens ordinaires se retrouvent au point de départ : avec des salaires nominaux plus élevés mais devant payer des prix nominaux plus élevés également. Pendant ce temps, l'élite a obtenu un pouvoir d'achat réel accru dès le départ, sans rien faire pour le gagner, mais en ayant simplement les bonnes relations pour obtenir l'argent nouvellement imprimé.

Ainsi, l'inflation ne peut que profiter à l'élite au détriment des gens ordinaires. Ce qui n'est guère surprenant compte tenu de la porte tournante entre la réserve fédérale et le secteur financier. Les mêmes personnes qui contrôlent le pouvoir de l'inflation sont celles qui peuvent en bénéficier directement.

Cependant, l'inflation est totalement inutile pour une économie croissante et prospère. Sous un étalon-or strict, l'inflation, définie par Mises comme l'impression de monnaie par une entité gouvernementale, n'a pas lieu. Ainsi, la seule façon dont l'inflation des prix, ou plus exactement, l'augmentation des prix, peut se produire est due à des facteurs économiques ou environnementaux naturels et à la folie des gouvernements autres que l'inflation.

Bien qu'il puisse y avoir des augmentations de prix dans des domaines spécifiques, sous un étalon-or strict, la tendance générale garantie est à la baisse des prix. Comment cela ? Si le gouvernement n'imprime pas d'argent, alors les prix sont entièrement dictés par le marché. Dans un marché libre, la concurrence et l'innovation font baisser les prix. Pour rester en activité, les entreprises doivent faire des bénéfices ; pour faire des bénéfices, elles doivent attirer les clients ; pour attirer les clients, elles doivent offrir des produits de meilleure qualité à un prix inférieur à celui de leurs concurrents.

Ce processus s'est déroulé de manière constante tout au long de l'histoire économique. Prenez, par exemple, la calculatrice de poche. Le libre examen et la possibilité de réaliser des bénéfices ont conduit à l'innovation des premières calculatrices disponibles dans le commerce. Au départ, elles sont très chères en tant que produit de pointe. Cependant, au fil du temps, le prix a baissé, car la demande quasi universelle pour le produit, combinée à la mobilisation efficace des ressources d'un marché libre et concurrentiel, a rendu les calculatrices de poche largement disponibles à bas prix.

Et pourtant, malgré la baisse des prix, la croissance économique a eu lieu, car davantage de personnes ont un produit nouveau et utile entre les mains. De plus, en même temps que le prix a baissé, la concurrence a fait que le produit est devenu plus élégant et plus puissant.

L'inflation est poursuivie en raison d'une conception fondamentalement erronée de la nature de la richesse et de la croissance économique. L'argent n'est pas la richesse, imprimer plus d'argent ne conduit pas à une croissance de l'économie réelle. Tous ces trillionnaires au Zimbabwe au milieu des années 2000 étaient-ils riches, même si, en termes réels, ils pouvaient acheter moins de biens qu'aux époques précédentes ? Pourquoi leur économie était-elle en déclin s'ils imprimaient autant d'argent ?

La richesse et la croissance sont plutôt définies par le niveau de vie. Bien que celui-ci ait une composante subjective, le bon sens peut nous indiquer quelques moyens objectifs d'évaluer le bien-être matériel d'un individu.

L'inflation n'est pas nécessaire à la richesse réelle et à la croissance réelle. Ces choses sont obtenues en produisant davantage de biens et de services disponibles au moindre coût. Une baisse du niveau général des prix est la conséquence d'une véritable croissance économique et de la création de richesses.

Il est logiquement impossible que, dans le cadre d'un étalon-or strict sans inflation, combiné à un marché libre des biens et services, il puisse y avoir une autre situation que la croissance économique en même temps qu'une baisse du niveau des prix. Mais cette hypothèse est également étayée par les données empiriques.

À la fin du XIXe siècle, le Royaume-Uni et l'Amérique avaient tous deux un étalon-or strict et des niveaux de

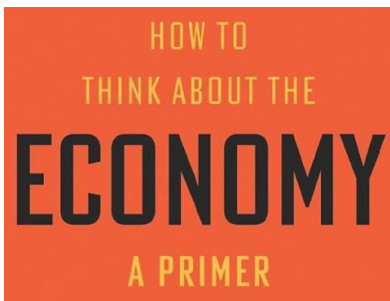
prix en baisse. Il s'agit également de la période de progrès relatifs les plus importants de l'histoire économique, lorsque les deux pays se sont affirmés comme des économies véritablement industrialisées et les nations les plus puissantes du monde.

Voir ici, par exemple. Ou, pour une discussion plus longue (mais toujours agréablement concise) sur ce sujet, voir George A. Selgin, "*Less than Zero : The Case for a Falling Price Level in a Growing Economy*".

▲ [RETOUR](#) ▲

.Booms, ruptures et statistiques : Ce que le courant dominant ne comprend pas

Per Bylund et Ryan McMaken 09/06/2022 , Mises.org , Traduit de l'anglais par Nyouz2dés



*Le nouveau livre de Per Bylund, **How to Think about the Economy : A Primer** est maintenant disponible en ligne, dans le Mises Store, et sur Amazon. Il s'agit d'un excellent texte de départ pour tous ceux qui cherchent à mieux appréhender l'économie et à mieux comprendre ce qui rend la méthode de l'école autrichienne différente (et meilleure). J'ai récemment interrogé le professeur Bylund sur certaines des façons dont l'économie a été utilisée et abusée pour soutenir de mauvaises politiques.*

Ryan McMaken : L'"économie" semble être devenue un terme fourre-tout pour les technocrates qui conseillent le gouvernement sur la façon d'utiliser "correctement" la politique gouvernementale. Qu'est-ce qui ne va pas dans cette vision de l'économie et des économistes ?

Per Bylund : Il y a beaucoup de choses qui ne vont pas. L'un des principaux problèmes est qu'elle renverse la science. L'économie n'a jamais été un outil à utiliser en politique, mais un domaine d'étude scientifique cherchant à comprendre le fonctionnement de l'économie. En fait, elle ne peut pas fonctionner comme un outil pour la simple raison que l'économie est un processus sans but et que son "comportement", pour ainsi dire - c'est-à-dire la façon dont elle change, progresse et se déroule - ne peut donc pas être prédit en détail. Pour utiliser une analogie, nous pouvons comprendre les chiens et donc donner un sens à leur comportement, à leurs réactions, et avoir une bonne idée de ce que l'on peut attendre d'un chien (et comment le traiter !). Mais nous ne pouvons pas dire avec précision ce qu'un chien va faire et comment. L'analogie est loin d'être parfaite, mais les économistes contemporains prétendent qu'ils peuvent prédire exactement quand, où et comment le "chien" fera quoi. Et ils conçoivent des outils très grossiers (la politique) pour que l'animal se comporte comme leurs modèles. Je ne veux pas pousser cette analogie trop loin, mais l'économie est certainement mieux comprise comme un organisme - un super organisme, émergeant des actions et des interactions humaines - que comme une machine, ce qui est malheureusement la façon dont les décideurs politiques et de nombreux économistes la considèrent aujourd'hui.

RM : Vous avez une section de votre livre intitulée "**How to Do Economics**". Cela implique que "faire" de l'économie ne se limite pas à apprendre des faits. Je suis d'accord. Mais pourquoi la méthode que nous utilisons pour étudier l'économie est-elle si importante ?

PB : La méthode définit le domaine. Si l'on utilise une mauvaise méthode, les résultats et les conclusions sont faux, ce qui rend l'ensemble du domaine d'étude peu fiable et non pertinent. L'économie s'intéresse au monde social, plus précisément à l'endroit où les désirs personnels des gens - ce qui, selon eux, améliorerait leur vie - rencontrent les limites du monde physique - la capacité, par la production entrepreneuriale, de satisfaire ces désirs. Les données sur le monde physique peuvent être saisies de manière assez précise dans des statistiques - comme "100 millions de barils de pétrole sont produits chaque jour" ou "Ford Motor Company a produit 6,4 millions de voitures en 2017" - mais elles n'ont aucun sens sans la dimension de la valeur. La valeur du pétrole et des

automobiles ne peut pas être saisie dans les statistiques parce que la valeur est subjective - c'est la satisfaction personnelle de quelqu'un qui est vécue par l'utilisation. C'est cette expérience valorisée qui donne de la valeur à la production physique, car la production est entreprise dans le but de fournir une expérience de valeur. **La méthode statistique méconnaît donc complètement la réalité de l'économie.** L'économie concerne la façon dont nous nous comportons, qui découle de notre évaluation personnelle, dans le monde physique et par rapport à celui-ci. Comme il s'agit du comportement humain - l'action - nous devons utiliser des méthodes appropriées pour nous aider à comprendre le comportement humain. Cette méthode est le raisonnement logique étape par étape que nous trouvons dans **la praxéologie**. Il ne s'agit pas de l'analyse statistique, de l'exploration des données et de la modélisation mathématique sur lesquelles les économistes perdent leur temps.

RM : D'où vient la véritable croissance économique ? On nous dit que la croissance vient des dépenses. Mais n'est-elle pas en réalité dans l'esprit d'entreprise et l'épargne ?

PB : Oui, c'est dans l'esprit d'entreprise et l'épargne. La croissance économique consiste à accroître notre capacité à mener une vie meilleure. Malheureusement, les économistes - sans parler des décideurs politiques - se sont trop entichés du PIB, qui est une mesure grossière de la "taille" de l'économie en termes de bien-être statistiquement estimé représenté par les biens et services produits. **Il est manifestement faux de dire, par exemple, que le PIB "est" la taille de l'économie ou qu'une augmentation du PIB "est" la croissance économique.** Le PIB n'en est qu'une mesure, et pas une très bonne. Et c'est là que les dépenses entrent en jeu : elles peuvent être mesurées et constituent une part importante du PIB. Par exemple, les villes fantômes de la Chine, qui n'ont aucune valeur réelle (c'est pourquoi elles sont vides - personne n'a intérêt à s'y installer), ont été construites à grands frais. Elles ont donc augmenté le PIB. Mais elles n'ont pas augmenté le bien-être général de la population chinoise. Les ressources utilisées pour la construction de ces villes auraient pu être utilisées à d'autres fins, n'importe quoi avec un résultat positif aurait été mieux. Cela montre comment une mesure statistique peut non seulement être erronée, mais aussi induire en erreur tout un champ d'études. Les économistes en sont venus à croire que les dépenses, telles que la construction de gratte-ciels, de routes, etc. coûteux mais sans valeur, sont importantes pour la croissance économique car elles font augmenter le PIB. Mais c'est mettre la charrue avant les bœufs : **personne n'est plus heureux parce que le PIB augmente, mais grâce à l'augmentation de la production de biens et de services qui améliorent notre vie. La véritable croissance économique concerne la capacité de l'économie globale à satisfaire les besoins réels des gens** - il s'agit de la capacité de production du point de vue de la valeur, qui nécessite un esprit d'entreprise réussi pour imaginer et réaliser une production de plus en plus précieuse.

RM : Il y a beaucoup de débats en ce moment pour savoir si la Fed va ou non "provoquer" une récession en laissant les taux d'intérêt augmenter. On nous dit que c'est mauvais. Dans le chapitre 8, vous examinez la véritable cause des récessions, et il semble que l'origine de la récession se situe beaucoup plus tôt dans la phase de "boom". Donc, si Powell est responsable d'une récession, la faute en revient-elle à l'origine du boom et non à celle de la rupture ?

PB : Il s'agit là d'un autre problème de regard sur la mauvaise chose. La plupart des économistes non autrichiens semblent n'avoir aucune idée de la façon dont l'économie fonctionne, mais se concentrent uniquement sur les cas où elle va mal. Ils essaient donc de comprendre ce qui semble déclencher le ralentissement plutôt que de se demander s'il y a une raison à cela. Ce sont ces personnes qui ont proclamé quelques jours seulement avant la crise financière que l'économie était en pleine forme. Parce que les statistiques allaient dans le bon sens. Mais la question n'est pas celle des statistiques, mais celle de savoir si la production dans l'économie est alignée sur ce qui améliore la situation des consommateurs. Ce qui compte ici, ce n'est pas qu'une certaine valeur soit créée, mais que la production globale soit alignée sur ce que tous les entrepreneurs, en concurrence les uns avec les autres, pensent que les consommateurs désireront le plus. Si la structure même de la production est mal alignée, ce qui signifie que quelque chose a détourné les entrepreneurs en tant que groupe de ce qui profiterait le plus aux consommateurs, alors la production n'est pas aussi précieuse que nous sommes amenés à le croire. Ces erreurs systémiques sont totalement ignorées par les non-autrichiens, qui se concentrent sur la façon dont les statistiques indiquent que l'on produit "plus". Mais ces erreurs doivent être corrigées pour que l'économie s'aligne sur ce que veulent les consommateurs. Un événement, comme le fait que la Fed "autorise" une hausse des taux d'intérêt, peut

déclencher la correction, mais ce n'est pas la cause d'une récession - la cause est l'erreur systémique que ni les économistes ni les décideurs politiques n'ont pris la peine de chercher.

RM : Quelle serait donc la bonne politique gouvernementale pour soutenir réellement une véritable croissance économique et nous sortir du cycle d'expansion et de rupture ?

PB : Le marché est très antifragile, pour reprendre un terme de Nicholas Nassim Taleb, ce qui est à la fois une bénédiction et une malédiction. C'est une bénédiction parce qu'il n'échoue pas, même lorsqu'il est malmené. C'est la raison pour laquelle nous pouvons mener des vies plutôt agréables, même si les décideurs politiques imposent des charges énormes et croissantes aux acteurs du marché. Mais c'est une malédiction parce qu'il semble que beaucoup de politiques et de réglementations ne sont pas aussi nuisibles et dévastatrices qu'elles le sont en réalité. Les effets sont structurels - l'organisme économique est paralysé - mais nous n'avons pas de contrefactuel et ne pouvons pas reconnaître ce qui nous échappe. C'est la question de ce que j'appelle le "non-réalisé", que j'aborde dans le dernier chapitre de ce livre (et qui est le sujet de mon précédent livre *The Seen, the Unseen, and the Unrealized : Comment les réglementations affectent notre vie quotidienne*). Nous sommes donc allés beaucoup plus loin sur la voie du servage que la plupart des partisans des marchés ne l'auraient cru possible. La première étape vers la guérison consiste à reconnaître les erreurs commises - la maladie que nous avons contractée. Nous voyons certains des symptômes - tels que les cycles économiques dévastateurs, la difficulté de créer et de trouver des emplois, et la lenteur de la croissance économique - mais la maladie réelle a déjà progressé au-delà des symptômes et est répandue dans tout l'organisme économique. La meilleure "politique" pour une économie saine est de se débarrasser de la maladie.

▲ [RETOUR](#) ▲

La BCE se résout à une forte hausse des taux dérisoire

rédigé par [Bruno Bertez](#) 13 septembre 2022



Les décideurs européens ont agi beaucoup plus lentement et plus faiblement que la Fed. Les raisons de cette décision étaient peut-être tactiques, mais les résultats risquent de décevoir.



La Banque centrale européenne a annoncé jeudi dernier une forte augmentation des taux d'intérêt.

Les responsables sont confrontés à un scénario cauchemardesque d'inflation galopante associée à une économie qui semble au point mort, en attente de récession.

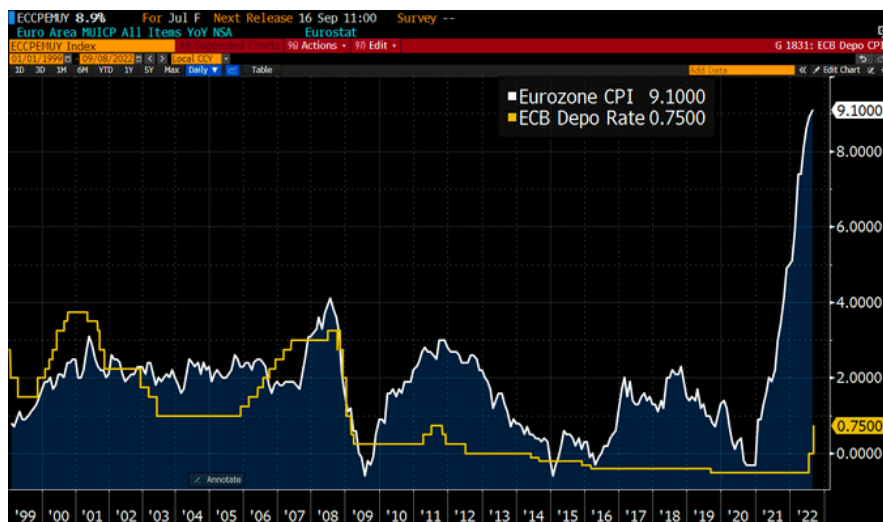
La BCE s'est trompée elle aussi sur le caractère durable ou temporaire de l'inflation et, par ailleurs, elle s'est mise à la remorque de la Fed – de façon concertée – tardivement, pour des raisons tactiques.

Réuni à Francfort, en Allemagne, le conseil d'administration de la BCE a relevé son principal taux de dépôt de trois quarts de point de pourcentage, suivant le mouvement de la Réserve fédérale et d'autres grandes banques centrales.

Une réponse sous-dimensionnée

La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a déclaré que la hausse des taux « surdimensionnée » était nécessaire car le taux d'inflation de 9,1% en août était « loin » de l'objectif de 2% de la banque.

Le mot surdimensionné est bien entendu à usage cosmétique, si l'on en juge par le graphique comparatif ci-dessous : c'est un hommage du vice à la vertu ! Le mouvement sur les taux d'intérêt (courbe jaune) est non seulement sous-dimensionné, mais ridicule dans son dérisoire.



L'Europe est confrontée à une lutte pluriannuelle pour maîtriser la hausse des prix, d'après Lagarde, alors même que les prévisions de la banque prévoient une « stagnation » de la production dans la zone euro au cours des six prochains mois.

« Personne ne devrait s'attendre à ce que l'inflation revienne à 2% au cours des trois prochains mois », a-t-elle déclaré. « Nous avons un objectif. Nous avons une mission. Nous avons des taux d'inflation incroyablement élevés. La BCE est sérieuse dans sa perspective de ramener l'inflation à 2%. »

Vous remarquerez que le canevas de communication est exactement le même que celui de la Fed, mais décalé dans le temps, avec un retard. Ce qui contraste singulièrement avec le schéma de communication de la Bank of England, qui est le véritable leader en la matière.

Alors que les consommateurs et les entreprises ont repris leurs activités et que les restrictions liées à la pandémie se sont assouplies, la forte demande de biens et de services s'est heurtée à des pénuries persistantes d'approvisionnement, faisant grimper les prix, l'inflation des prix étant solvabilisée et financée par les débauches de la création monétaire des banques centrales.

Les principales banques centrales ont réagi en relevant leurs taux d'intérêt qui étaient à des niveaux extrêmement bas, dans le but de ralentir l'activité économique et de casser la demande en augmentant le coût d'emprunt. La BCE s'est jointe à la Fed et à la Banque du Canada, entre autres. La Bank of England a relevé le mois dernier son taux directeur d'un demi-point, sa plus forte augmentation en 27 ans.

Tous en guerre contre l'inflation

Et des augmentations supplémentaires sont à venir.

Les investisseurs disent qu'il y a une probabilité de 86% que la Fed augmente ses taux plus tard ce mois-ci de trois quarts de point supplémentaires. Lagarde a déclaré jeudi que la BCE prévoyait « plusieurs » augmentations supplémentaires.

La guerre contre l'inflation s'inscrit dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale. Les trois plus grandes économies mondiales ralentissent toutes : les Etats-Unis ressentent de plus en plus les effets des taux d'intérêt plus élevés de la Fed ; La Chine est aux prises avec un secteur immobilier criblé de dettes, des exportations en baisse et des blocages rigides contre les coronavirus ; l'Europe est sous le choc de la flambée des prix de l'énergie.

Chaque banque centrale est aux prises avec un défi d'inflation légèrement différent.

La Fed tente de calmer un marché du travail en surchauffe, où il y a deux offres d'emploi pour chaque chômeur. En Europe, en revanche, il y a trois demandeurs d'emploi pour chaque poste vacant et le principal problème est le manque d'approvisionnement adéquat en gaz naturel, selon Lagarde.

« L'inflation aux États-Unis est en grande partie tirée par la demande. Dans la zone euro, il est largement tiré par l'offre », a-t-elle ajouté.

Pourtant, alors que les factures d'énergie plus élevées infectent d'autres parties de l'économie, les malheurs de l'inflation en Europe se propagent. L'inflation sous-jacente, hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, a augmenté de 4,3% en août contre 1,6% le même mois en 2021, selon la BCE.

Au-delà des objectifs

Dans un communiqué, les décideurs ont déclaré qu'ils avaient agi « parce que l'inflation reste beaucoup trop élevée et devrait rester au-dessus de l'objectif pendant une période prolongée ». Ils ont également averti qu'ils s'attendaient à augmenter davantage les taux dans les mois à venir.

Les services de la BCE ont également revu à la hausse leurs prévisions d'inflation future et revu à la baisse les perspectives de croissance de la zone euro. La banque s'attend désormais à une inflation moyenne de 8,1% cette année avant de baisser lentement à 5,5% l'année prochaine et à 2,3% en 2024, ce qui signifie que le rythme des augmentations annuelles des prix dépassera l'objectif de la banque pendant au moins trois années complètes.

« Ces niveaux d'inflation impliquent une baisse spectaculaire des salaires réels (5% environ) dans [la zone euro] en 2022 », a déclaré l'économiste Jacob Kirkegaard du Peterson Institute for International Economics. « C'est sans précédent. »

La BCE prévoit que l'économie européenne contournera une récession pure et simple cette année, avec une croissance de 3,1%. Mais l'expansion sera proche de la stagnation l'année prochaine, avec une croissance tombant en dessous de 1%, avant de remonter légèrement en 2024 vers 1,9%.

Alors que des taux d'intérêt plus élevés devraient ralentir l'économie et donc atténuer la pression sur les prix, ils pourraient également assombrir encore plus les perspectives économiques de plus en plus sombres.

Lagarde a reconnu le défi, notant que des augmentations de taux supplémentaires ne feront rien pour guérir les maux énergétiques du continent.

L'économie de la zone euro a progressé de 4,1% au deuxième trimestre par rapport à l'année précédente. Mais, alors que les prix du gaz naturel montent en flèche, certains des géants industriels européens envisagent d'éventuels ralentissements du travail et des réductions de production pour économiser le carburant.

Les décideurs européens ont agi plus lentement que la Réserve fédérale, et la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis a contribué à la baisse de 16% de l'euro par rapport au dollar.

L'euro plus faible ne fait qu'aggraver l'inflation. Le prix du pétrole et des autres produits énergétiques qui se négocient à l'échelle mondiale est en dollars. Ainsi, la chute de l'euro les rend effectivement plus chers pour les clients européens.

▲ [RETOUR](#) ▲

En équilibre sur la balance

Les actions et les obligations chutent alors que 90 000 milliards de dollars de dettes pèsent sur les marchés.

Joel Bowman 3 Sep 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Joel Bowman, en direct de Buenos Aires, en Argentine...



Une femme enceinte va voir son médecin. Quelques mois se sont écoulés depuis sa dernière visite. Le médecin compare ses dossiers et, alarmé, se tourne vers sa patiente.

"Ma chère", commence-t-il, visiblement inquiet. "Si vous continuez à grandir au rythme où vous le faites... dans cinq ans, vous aurez la taille d'une maison !"

Nous reviendrons sur le problème inhérent à **la croissance infinie** dans une seconde, mais d'abord...

Ce fut une autre période difficile sur les marchés. Les actions ont terminé en baisse pour leur troisième semaine consécutive, les hausses de taux imminentes de la Fed pesant lourdement sur les épaules des investisseurs. Le Dow Jones Industrial Average a chuté de 2,5 %, le S&P 500 de 2,7 % et le Nasdaq a clôturé la semaine dans le rouge de 3,6 %. Les trois grands indices sont en baisse de 14,4 %, 18,2 % et 26,5 %, respectivement, sur l'année.

Normalement, les investisseurs se tourneraient vers le marché obligataire pour panser certaines de leurs blessures sur le marché des actions. Un portefeuille traditionnel "équilibré" - c'est-à-dire composé de 60 % d'actions et de

40 % d'obligations - est conçu pour atténuer une partie de l'inévitable volatilité du marché grâce à une répartition des actifs non corrélée. (Autrement dit, lorsque les actions sombrent, les obligations sont censées offrir une certaine sécurité).

Et pendant très, très longtemps, cela a été le cas. Entre 1926 et 2021, selon les données de Vanguard, le rendement annualisé d'un portefeuille composé à 60 % d'actions américaines et à 40 % d'obligations américaines était de 8,8 %. En réinvestissant les dividendes et en laissant la magie de la capitalisation opérer, les investisseurs "équilibrés" ont profité de ce que l'on peut appeler à juste titre un "siècle d'abondance".

Mont Debtmore

Hélas, alors que le rebond du marché baissier des actions s'estompe dans les mémoires, les obligations sont également à la traîne. Bloomberg a les chiffres...

L'indice Bloomberg Global Aggregate Total Return, qui regroupe les obligations d'État et les obligations d'entreprises de qualité, a chuté de plus de 20 % par rapport à son sommet de 2021, soit la plus forte baisse depuis sa création en 1990...

Pendant ce temps, l'or est en baisse de 6,5 % depuis le début de l'année... l'immobilier vacille... les cryptomonnaies, les valeurs technologiques et les actions de type "mème" sont empilées en masse à la décharge. Que doit faire un investisseur ?

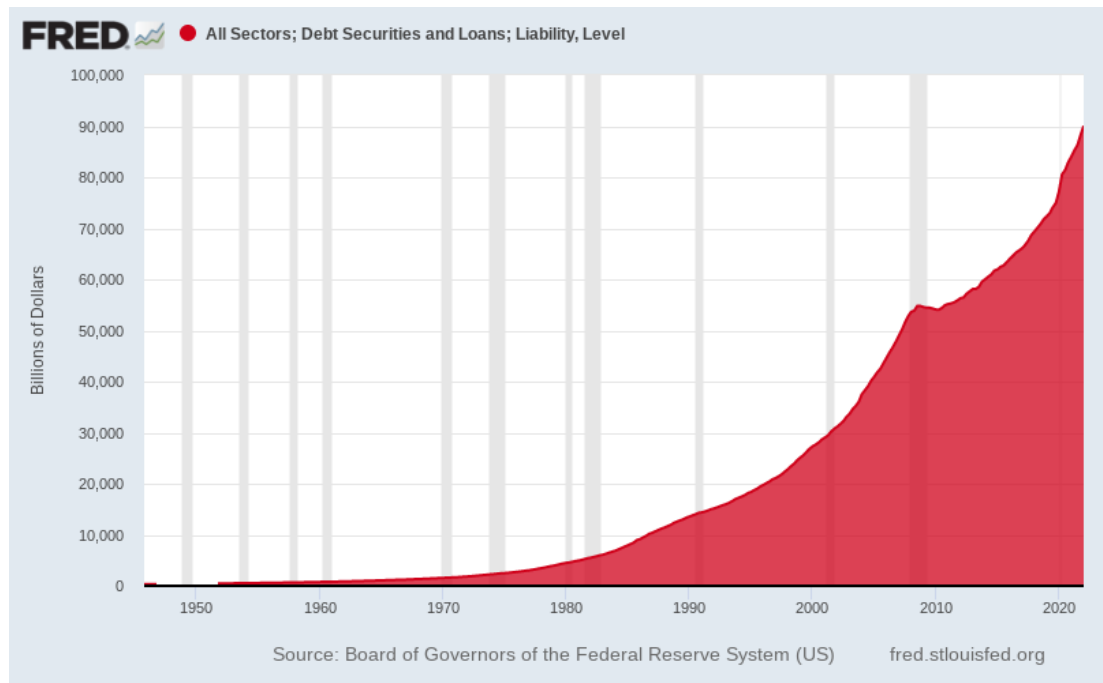
Prenons un peu de recul... et regardons d'où nous venons. Comme Bill Bonner l'a rappelé aux lecteurs cette semaine...

Depuis les années 1990, les marchés - et l'économie - ont été sous le charme de l'économie vaudou de la Fed. Elle a tout gonflé - avec ses taux d'intérêt ultra-bas pendant des périodes ultra-longues. Aujourd'hui, alors que les prix à la consommation augmentent de façon inconfortable, la Fed est obligée de se positionner comme un combattant résolu, presque héroïque, de l'inflation.

Derrière une grande partie de cette "croissance" se trouve une montagne de dettes... dont il faudra tenir compte, tôt ou tard. Comme le sujet de notre petite "blague de papa" ci-dessus (ou était-ce une "blague de maman" ?), la dette ne peut pas continuer à croître et à croître, ad infinitum. Que ce soit à la naissance ou à la mort, il faudra bien que quelque chose cède.

De combien de dettes parlons-nous au juste ? Dan Denning a fourni un contexte au chiffre que Bill cite souvent dans sa note aux membres hier. C'est un sacré chiffre. Voici Dan, graphique en main...

Les nouveaux lecteurs de l'essai quotidien de Bill Bonner demandent souvent d'où vient le chiffre de 90 000 milliards de dollars de la dette totale qu'il cite. Auparavant, ce chiffre était de 88 000 milliards de dollars, soit dit en passant. Mais qu'importent quelques milliers de milliards ici ou là de nos jours ? Le chiffre provient de la Réserve fédérale américaine. Jetez-y un coup d'œil...



Source : Réserve fédérale américaine

Il s'agit d'une combinaison de la dette des États, des collectivités locales et du gouvernement fédéral, ainsi que de la dette des entreprises et des ménages. Le graphique ci-dessus est un graphique linéaire et non un graphique logarithmique. Le graphique logarithmique lisserait l'augmentation dans le temps. Le graphique linéaire tend à exagérer la pente de la ligne. Il donne l'impression que la croissance de la dette américaine est insoutenable.

C'est parce qu'elle EST insoutenable. Le département du Trésor publie chaque année un rapport intitulé "Rapport financier du gouvernement américain". Dans le rapport de l'année dernière, il y a une section entière appelée "Une trajectoire fiscale insoutenable". Et il y a cette perle cachée dans les points les plus importants : Le ratio dette/PIB était d'environ 100 % à la fin de l'année fiscale 2021. Dans le cadre de la politique actuelle et sur la base des hypothèses du présent rapport, il devrait atteindre 701 % en 2096. L'augmentation continue prévue du ratio dette/PIB indique que la politique actuelle n'est pas viable".

Dans le Dollar Report, j'ai écrit sur les niveaux de dette/PIB ou de déficit/PIB qui précèdent une crise. Lorsque la dette publique totale dépasse 130 % du PIB et que les déficits annuels atteignent 15 à 20 % du PIB, deux types de crise peuvent survenir. La première est une crise de la dette souveraine, où les taux d'intérêt s'envolent et les prix des obligations s'effondrent. Ou, si le gouvernement intervient sur le marché obligataire (comme la Fed le fait depuis 2008), on obtient une crise monétaire.

C'est à cela que nous nous préparons. Heureusement, nous n'avons encore ni l'un ni l'autre en Amérique, bien que l'on puisse dire que l'inflation est une crise monétaire au ralenti. Après tout, un dollar fort ne fait pas une grande différence pour les Américains qui ne partent pas en vacances en Europe cet été. En dehors de la hausse des prix des denrées alimentaires, des prix de l'énergie, des loyers et de l'augmentation incessante des frais d'inscription à l'université et de l'assurance maladie, il n'y a pas de crise du dollar.

Si je mentionne tout cela, c'est parce qu'il n'y a pas de solution de politique publique facile pour résoudre le problème de la dette de 32 000 milliards de dollars. Les deux partis à Washington sont attachés au statu quo et à l'expansion perpétuelle de l'État providence et de l'État de guerre. Les électeurs renvoient toujours les mêmes clowns au cirque de Washington. Votre seule défense contre cela

est d'essayer de conserver ou d'accumuler autant de richesse et d'indépendance financière que possible avant la crise inévitable.

Compte tenu de cette toile de fond macroéconomique peu inspirante, il incombe à Tom Dyson, en tant que directeur des investissements de Bonner Private Research, de nous maintenir en mode de sécurité maximale... jusqu'à ce qu'il voie des opportunités de faire un meilleur usage de nos liquidités. Dan et Tom mettront à jour le Strategy Report dans le courant du mois, dans lequel ils réexamineront leurs allocations aux différentes classes d'actifs que vous pouvez utiliser pour vous protéger de la "crise inévitable" (espèces, or, actions, obligations et immobilier).

Si vous n'êtes pas encore membre, mais que vous souhaitez accéder à leurs mises à jour de marché bihebdomadaires et à leurs archives croissantes de rapports de recherche approfondis, notamment The Strategy Report, The Gold Report, The Dollar Report et bien plus encore, vous pouvez nous rejoindre dès aujourd'hui ici...

Et ce sera tout pour aujourd'hui. Rejoignez-nous demain pour votre session dominicale habituelle. Cette semaine, nous vous présentons notre dernière conversation Podcast "Fatal Conceits" avec M. Christopher Mayer. Comme les lecteurs de longue date le savent, Chris est le gestionnaire de portefeuille du Woodlock House Family Capital Fund, un projet qu'il a cofondé avec Bill Bonner en 2018.

Au cours d'un entretien d'environ 45 minutes, Chris nous a fait part de ses idées sur des sujets aussi variés que son propre portefeuille, les rêveries de Rousseau, les transactions infernales dans le domaine des fusions et acquisitions et les réflexions sur son nouveau recueil d'essais, Dear Fellow Time-Binder : Lettres sur la sémantique générale.

Nous aurons tout cela et bien plus encore dans la session de demain.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La fin d'une époque

Il est temps de faire le point et de regarder la situation dans son ensemble...

Joel Bowman 10 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Joel Bowman, en direct de Buenos Aires, en Argentine...



Chère lectrice, cher lecteur, deux idées à retenir cette semaine... une de Dan Denning et une de Tom Dyson. Mais d'abord, une revue rapide de la semaine écoulée...

Les actions se sont redressées vendredi à la clôture pour mettre fin à une série de trois semaines de baisse. La moyenne industrielle Dow Jones a gagné 1,2 % sur la séance, le S&P 500 a terminé en hausse de 1,5 % et le Nasdaq a clôturé 2,1 % au-dessus de son point de départ.

Les trois grands indices ont progressé respectivement de 2,7 %, 3,6 % et 4,1 % sur la semaine.

En prenant un peu plus de recul par rapport à notre écran d'ordinateur, cela porte leur performance depuis le début de l'année à -12,2%, -15,2% et -23,5%.

Et en prenant encore plus de recul... si loin, en fait, que les marchés haussiers et baissiers ne sont plus que des blips sur l'écran de trading... la grande nouvelle de cette semaine a été que, après 70 longues années sur le trône, la reine Elizabeth II est décédée, à l'âge de 96 ans.

En quoi cela est-il important, exactement ? Et qu'est-ce que cela a à voir avec le fait de "relier les points" et de "suivre l'argent", notre rythme habituel ici à Bonner Private Research ?

Tout d'abord, le décès de la Reine nous donne à tous, membres ou non des royaumes du Commonwealth de plus en plus anachroniques, l'occasion de réfléchir aux grands cycles de la vie, ceux auxquels nous nous arrêtons rarement dans notre existence ordinaire et quotidienne.

À l'ère de la contraction de la durée d'attention, de TikTok, des stocks de mêmes et des "romans" graphiques, où les cycles présidentiels semblent être une éternité et où le méchant de la semaine rivalise pour remplir les deux minutes de haine d'Orwell, il est quelque peu rafraîchissant de prendre une pause et d'évaluer où nous en sommes dans le grand schéma des choses.

Il est peut-être aussi utile de se rappeler que, Reine, sujet ou rien de tout cela, le même sort nous attend tous. C'est ce que nous faisons du temps précieux dont nous disposons qui compte.

À cette fin, votre rédacteur en chef a passé l'après-midi de vendredi à manger des sandwiches au concombre dans le salon, à écouter Last Night at the Proms (Nimrod d'Elgar ! "Je ne pleure pas... tu pleures !") et à régaler sa fille avec des histoires de notre propre enfance en Australie, à regarder les épreuves de natation aux Jeux du Commonwealth et à apprendre tout ce qu'il faut savoir sur le jour de l'ANZAC et le voyage du capitaine Cook à l'école...

Valeur du portefeuille : Zéro. Valeur de la vie : Inestimable.

Et pourtant, en feuilletant les livres d'histoire, en passant devant les jubilés d'argent, d'or, de diamant et de platine de la reine, on nous a rappelé la différence entre ce que l'on pourrait appeler "le bruit à court terme" et "la stratégie à long terme". Cette différence est pertinente en matière d'investissement, surtout lorsqu'il s'agit d'avoir la patience et la discipline de détenir la forme d'argent préférée de l'histoire : l'or.

Comme le directeur des investissements de Bonner Private Research, Tom Dyson, l'a rappelé aux membres mercredi...

La sagesse conventionnelle veut que l'or soit simplement une protection contre l'inflation. Ce n'est pas le cas. J'achète de l'or en partant du principe que le gouvernement américain est fauché et qu'en fin de compte, cela doit se traduire par une baisse du dollar. J'achète donc de l'or pour me protéger contre la dépréciation de la monnaie. J'espère que, même si le dollar se dévalue, l'or conservera au moins son pouvoir d'achat, comme il l'a toujours fait.

Lorsque quelqu'un dit "le dollar est en hausse aujourd'hui", il parle généralement du dollar par rapport à d'autres devises papier, comme la livre, l'euro ou le peso. Ce n'est pas la convertibilité du dollar en d'autres monnaies papier qui me préoccupe ici. (En fait, le dollar est actuellement très fort par rapport aux autres monnaies papier).

C'est le pouvoir d'achat futur de nos économies en termes de loyer, d'énergie, de transport, de nourriture et de services qui me préoccupe. En ces termes, il est pratiquement certain qu'à long terme, la valeur du dollar va baisser. L'or protège contre cette baisse.

Les membres peuvent consulter le Gold Report de Tom pour en savoir plus sur la façon dont il utilise le métal de Midas pour protéger les économies de sa famille et préserver leur pouvoir d'achat pendant les turbulences du marché. Si vous n'êtes pas encore membre, vous pouvez nous rejoindre ici...

Quant à l'importance d'étudier les cycles (ou du moins d'en être conscient), Dan a écrit ce qui suit dans sa note hebdomadaire aux membres de Bonner Private Research, hier. Nous avons estimé que ses propos, aussi opportuns soient-ils, méritaient d'être cités en détail. **Voici Dan...**

La deuxième fois que j'ai vécu à Londres, c'était entre 2015 et 2017. C'était un autre projet avec Bill, et il s'est trouvé que cela coïncidait avec le Brexit (une période excitante pour être au Royaume-Uni pour de nombreuses raisons). Je vivais dans un quartier appelé Shad Thames, du côté sud du Tower Bridge. Pour me rendre au travail, je remontais la Tamise vers l'est, en direction du pont Blackfriars.

Sur le trottoir, le long du chemin, se trouvaient des marqueurs commémoratifs du jubilé d'argent de la reine Elizabeth II. Le jubilé d'argent marquait le 25^e anniversaire de l'accession de la reine au trône britannique en 1952. Le monument a été construit en 1977.

La reine a régné pendant plus de 70 ans, célébrant son jubilé d'or en 2002 et son jubilé de platine au début de cette année. Outre le fait qu'elle est le monarque qui a régné le plus longtemps dans l'histoire britannique, elle a connu de nombreux changements au cours de sa vie. Je ne pense pas que nous verrons une autre personnalité publique d'une telle importance de notre vivant. J'entends par là une seule personne dont la vie a traversé une période aussi transformatrice de l'histoire.

Tout cela m'a rappelé une citation que j'ai incluse dans The Dollar Report. Elle était tirée du livre de David-Hackett Fischer, The Great Wave. Elle concernait la célébration du jubilé de diamant (60 ans) de la reine Victoria. Je le reproduis ici pour les nouveaux lecteurs qui n'ont pas encore lu le rapport :

Le jour du jubilé de diamant [22 juin] en 1897, d'éminents Victoriens contemplaient l'avenir avec la même confiance qui marquait leurs souvenirs du passé. La paix, le progrès et la stabilité étaient considérés comme naturels et normaux dans le monde. On s'attendait fermement à ce qu'ils continuent.

Mais il n'en fut rien. Les certitudes victoriennes que Londres célébrait le jour du jubilé de diamant avaient déjà commencé à être abandonnées par les événements. Lorsque nous examinons les indicateurs économiques de l'année 1897, ils nous révèlent rétrospectivement une tendance qui était encore heureusement invisible pour ceux dont elle allait transformer la vie. Sous la surface des événements, l'équilibre de l'ère victorienne avait tranquillement pris fin.

Le jour où la reine et ses sujets commémoraient soixante ans de stabilité et de paix, un changement profond se produisait silencieusement dans la structure même du changement. En ce matin ensoleillé de juin 1897, le monde occidental entrait dans une nouvelle ère, qui serait remplie d'horreurs que les Victoriens auraient à peine pu imaginer, et encore moins prédire. Cette nouvelle ère s'est poursuivie jusqu'à notre époque. L'une de ses nombreuses manifestations matérielles a été un long mouvement que l'on pourrait appeler la révolution des prix du 20^e siècle.

C'est un autre grand livre sur les cycles à long terme et la nature même du changement. Je le recommande vivement. Mais si je vous le cite ici, c'est parce que cette fois, la fin de la deuxième ère élisabéthaine au Royaume-Uni coïncide avec une autre période de grands changements mondiaux. Seulement cette fois, il est probable que les Américains verront les changements les plus importants (et

peut-être les plus négatifs) dans leur qualité de vie (s'ils ne font rien pour se préparer).

Regardez autour de vous. Les États-Unis ont "militarisé" le dollar et le système mondial de paiement par lequel il passe. La Chine a "militarisé" la chaîne d'approvisionnement mondiale pour influencer l'inflation et l'instabilité politique et sociale en Amérique. La Russie a "militarisé" l'énergie. Et l'Union européenne a "militarisé" la réglementation.

Lors de la prochaine révolution des prix, nous verrons où réside réellement le pouvoir. S'agira-t-il de richesses imaginaires créées par les banques centrales ? S'agira-t-il de la richesse réelle des propriétaires et des producteurs d'actifs réels ? Et les grandes puissances mises à part, que peuvent faire les gens ordinaires comme nous pour ne pas se faire écraser par les événements. C'est notre défi actuel. Au moins, nous sommes dans le même bateau (vous, Tom, Bill, Joel, moi-même et les milliers d'autres lecteurs).

Note aux lecteurs : Si vous ne recevez pas déjà les mises à jour hebdomadaires de Tom (mercredi) et Dan (vendredi), vous pouvez corriger cette faille dans la matrice aujourd'hui. En plus de leurs notes bihebdomadaires sur le marché, vous aurez également accès à des rapports mensuels approfondis, à des archives de plus en plus volumineuses de rapports de recherche (The Gold Report, The Dollar Report, The Trade of the Decade Report, entre autres) et à une liste de surveillance des actions, ainsi qu'à des invitations à participer à nos appels Zoom privés, au cours desquels nous nous connectons au vaste réseau de gestionnaires de fonds et d'analystes de marché professionnels de Bill Bonner.

Et ce sera tout pour aujourd'hui, cher lecteur. Nous serons de retour demain avec votre session dominicale habituelle, dans laquelle nous présenterons la deuxième partie de notre petite ode à l'Argentine. (Rattrapez la première partie ici).

Nous avons également un autre podcast de Fatal Conceits en réserve pour vous. Cette semaine, nous nous sommes assis avec un entrepreneur en série, un investisseur et un auteur... sans oublier notre voisin ici à Buenos Aires... M. Federico Tessore.

Federico s'est construit une audience de plusieurs centaines de milliers de personnes dans le monde hispanophone, en aidant ses lecteurs à investir sur des marchés volatils (et nous voulons dire, volatils selon les normes latino-américaines). Son histoire sur la ruée vers les banques en Argentine en 2002 - alors qu'il travaillait à la Citibank, rien que ça - vaut la peine d'être écoutée.

Tout cela et bien plus encore, demain.

▲ [RETOUR](#) ▲

Voyage au bout du monde, partie II

La vie en Argentine, du coût de la vie à la sécurité, de l'éducation aux soins de santé et plus encore...

Joel Bowman 11 septembre 2022, traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



[Joel Bowman, ce dimanche, depuis Buenos Aires, Argentine...](#)



Un mois à peine s'est écoulé depuis notre retour dans notre petit pied-à-terre au bord du Rio de la Plata et pourtant, à bien des égards, c'est comme si nous n'étions jamais partis.

La lumière du matin qui se reflète sur les grands bâtiments couronnés de coupoles le long de l'Avenida Libertador... les tons animés des premiers clients qui se rencontrent à notre café préféré, au coin de la rue... l'odeur de la petite boulangerie française en face de notre appartement. Tout est si... familier.

Peut-être que c'est ce à quoi est censé ressembler le fait d'être "*chez soi*" ?

Pour tout vous dire, votre rédacteur en chef est (au mieux) un péripatéticien incurable, qui n'est pas du genre à parler de sédentarité. Notre propre voyage de vagabondage nous a fait traverser (jusqu'à présent) environ 85 pays, dans lesquels nous recevions du courrier, payions des factures et connaissions le nom du barman local.

Au cours d'un quart de siècle environ "sur la route", nous nous sommes retrouvés à vivre dans un pays chanceux/un État providence (Australie), une monarchie constitutionnelle/un empire déchu (Angleterre), une république constitutionnelle/une corporatocratie (États-Unis), une théocratie autoritaire/une confrérie qui se chamaille (Émirats arabes unis), une démocratie de papier/un casse-croûte de dragon (Taïwan), une république fédérale/une kleptocratie (Mexique), une république démocratique/une narcocratie (Colombie) et, bien sûr, dans notre pays de résidence actuel. ... l'Ineptocratie constitutionnelle d'Argentine...

...avec beaucoup d'autres "ismes", "ocracies" et débâcles malencontreuses en cours de route.

Martyrs et fripouilles

L'un des avantages de la vie d'un nomade primitif est qu'elle permet de comparer et de contraster des systèmes que des personnes plus responsables considèrent comme acquis, de voir le monde avec des yeux neuf (beaucoup diraient d'enfant). Comme quelqu'un qui est sorti par hasard d'un culte religieux bizarre pour découvrir qu'il existe un monde en dehors du canon, nous regardons chaque nouvel arrangement politique brillant avec autant d'admiration que d'incrédulité.

Il va sans dire que toutes les mythologies culturelles ont leurs saints et leurs pécheurs, leurs grands prêtres et leurs prêtresses, leurs martyrs et leurs chevaliers. Les religions civiques ne sont pas différentes. Il y a des hymnes à chanter, des icônes (drapeaux) à saluer, des guerres saintes (pétrole) à gagner et des païens à convertir (à la démocratie avec un "D" majuscule). Chaque lieu, chaque population, chaque personne est différente. Ce qui est pour un homme la promesse céleste de soixante-douze vierges est pour un autre l'enfer de soixante-douze belles-mères. A chacun son métier.

Mais pour autant, il faut bien vivre... quelque part. Et avec les tendances macroéconomiques et géopolitiques qui se dessinent actuellement - démondialisation, inflation des prix à la consommation + déflation des actifs financiers, bifurcation du système monétaire international, grondement d'une crise énergétique bien réelle,

menace croissante de guerre nucléaire, etc. - l'endroit où vous investissez votre précieux temps pourrait bien s'avérer tout aussi important que celui où vous investissez votre capital dans les années à venir.

À cette fin, de nombreux lecteurs nous ont écrit pour mettre en doute la santé mentale de votre rédacteur en chef du week-end, qui a choisi pour lieu de résidence la "fin del mundo" littérale. Nous avons abordé certaines de ces préoccupations dans un essai il y a quelques mois : *Voyage au bout du monde*. Nous avons promis de répondre à quelques autres points lors d'une prochaine session dominicale.

Bienvenue à cette session. Profitez de la deuxième partie de notre petite ode à l'Argentine, ci-dessous...

Voyage au bout de la terre, partie II

Par Joel Bowman

Il vaut mieux avoir aimé et perdu que de n'avoir jamais aimé du tout.

~ Alfred Lord Tennyson

Pendant la période de soixante-dix ans allant de 1880 à 1950, l'Argentine s'est retrouvée parmi les dix pays les plus riches de la planète. En effet, "*Être riche comme un Argentin*" était une phrase que les gens utilisaient sans ironie... et sans une larme de nostalgie dans les yeux. Et pourtant, au cours des sept dernières décennies, depuis 1950, le pays a connu un déclin inexorable, parfois violent. Ses grands édifices anciens, ses larges avenues et ses vieilles générations sophistiquées laissent entrevoir un passé noble et digne, mais les gros titres des journaux locaux brossent un tableau très différent d'aujourd'hui. On se demande : Vaut-il mieux avoir eu la richesse et l'avoir perdue, que de ne pas l'avoir connue du tout ?

Au début du 20^e siècle, l'Argentine était classée comme la 8^e nation la plus prospère du monde. Seules la Belgique, la Suisse, la Grande-Bretagne et une poignée d'anciennes colonies anglaises - dont les États-Unis - étaient dans une position plus favorable sur le plan économique. En 1913, la capitale cosmopolite et animée de l'Argentine, Buenos Aires, avait le treizième taux de pénétration du téléphone par habitant le plus élevé au monde. Son revenu par habitant était, à l'époque, 50 % plus élevé que celui de l'Italie, presque deux fois plus élevé que celui du Japon et cinq fois plus élevé que celui de son voisin du nord, le Brésil.

L'industrie argentine produisait des textiles de qualité et un vaste réseau ferroviaire, mis en place par les Britanniques, transportait son précieux bœuf, introduit pour la première fois en 1536 par les Conquistadors espagnols, des plaines fertiles de la Pampa jusqu'au port... où il était expédié vers le nord, hors saison, jusqu'aux confins du monde connu. La foire agricole de La Rural, où le bétail primé défilait devant les riches estancieros, était considérée comme un événement incontournable de la saison sociale. Et lorsque le grand Pavarotti a interprété La bohème de Puccini au Teatro Colon en 1987, près de 80 ans après l'inauguration du magnifique bâtiment, il a déclaré à ses fans en adoration que le théâtre n'avait qu'un seul défaut : "*L'acoustique est si parfaite que si l'artiste devait faire une erreur, le monde entier le remarquerait.*"

Mais au moment où le gros homme a chanté, le rideau était déjà tombé sur le passé glorieux de l'Argentine. Le célèbre investisseur, entrepreneur et auteur argentin (qui est d'ailleurs notre invité dans le podcast "Fatal Conceits" de cette semaine, ci-dessous), Federico Tessore, a repris l'histoire alors que le déclin s'amorçait dans son excellent livre intitulé "*Argentina Power : How to be the Richest Country in the World Again*" :

Le tournant a été l'année 1950, lorsque nous avons cessé de figurer dans le classement des dix pays ayant le PIB par habitant le plus élevé au monde, et nous ne nous en sommes jamais remis. Au contraire, nous sommes entrés dans un long et triste déclin : en 2019, nous étions 77^e au classement mondial du PIB par habitant. Soixante-dix ans de dégringolade, au cours desquels ont régné dictatures et démocraties, péronistes, radicaux et gouvernements indépendants. Aucun n'a pu arrêter le déclin.

La ruine à profusion

Dans *Argentina Power*, Sir Tessore examine une demi-douzaine de pays étrangers - la Norvège, l'Allemagne, l'Irlande, la Chine, la Corée du Sud et le Chili voisin - tous plus pauvres que l'Argentine au milieu du XXe siècle... tous plus riches que l'Argentine aujourd'hui. Quelles politiques les pays susmentionnés ont-ils adoptées, quelle fortune ont-ils rencontrée, que l'Argentine a entièrement manquée ? Quelles sont les blessures que l'Argentine s'est infligées et que ces autres pays ont évitées, que ce soit à dessein ou par hasard ?

La guerre, la dépréciation de la monnaie, les troubles civils, le régime militaire et l'agent catalyseur de l'aspiration politique, qui gonfle la poitrine des corrompus comme des ineptes, ont tous conspiré pour réduire à néant le potentiel de cette nation autrefois fière. Le grand poète et essayiste argentin, Jorge Luis Borges, a décrit l'une de ces mésaventures avec son flair et son esprit caractéristiques : "*L'affaire des Malouines était une bagarre entre deux chauves pour un peigne.*"

Et pourtant, comme l'a observé le grand philosophe moral Adam Smith, il y a beaucoup de ruines dans une nation. En d'autres termes, malgré tous les efforts de la classe politique et de ses apparatchiks sans envergure dans les académies et les médias, il reste en Argentine les os d'une nation autrefois grande. Votre rédacteur vit dans un immeuble de style Belle Époque, construit au début du siècle dernier, pendant les années de gloire de l'Argentine. Dans sa nouvelle *L'Immortel*, S. Borges lui-même fait allusion au bâtiment comme étant "un labyrinthe, une maison construite pour confondre les hommes, son architecture riche en symétries, subordonnée à cette fin". (Une résidence plutôt appropriée pour votre correspondant souvent confondu...)

Une résidence similaire dans le "Paris du Nord" (connu dans les cercles podéens, simplement, sous le nom de Paris) exigerait de l'habitant un talent spécial, une industrie ou un pedigree... ou au moins la faveur d'un parent très riche et récemment décédé. Ici, même les romanciers ratés s'endorment sous des plafonds à double plafond, des visions de séances de dédicaces très suivies dansant dans leur tête. Tant que l'on évite les gratte-ciel de verre et d'acier de mauvais goût, préférés par les nuevos ricos de Puerto Madero, les prix de l'immobilier dans la capitale - tant pour la location que pour l'achat - se comparent très favorablement aux grandes villes de la région et du monde.

Le site Expatistan estime que le coût de la vie à Buenos Aires est 27% moins cher qu'à Barcelone... et 53% moins cher que dans la ville voisine de Santiago du Chili. Et cela, pour autant que l'on puisse dire, en prenant la monnaie nationale à sa valeur nominale, c'est-à-dire le taux officiel. Le "marché bleu" - ou taux non officiel, que l'on peut facilement obtenir à l'une des mille et quelques cuevas de la ville - offre environ le double de ce taux... ce qui réduit de moitié le coût "officiel" de la vie.

Bien sûr, l'argent n'est qu'une considération (bien qu'assez importante) parmi d'autres lorsqu'il s'agit de décider où investir **la plus précieuse de vos ressources : le temps**. Qu'en est-il de la santé, de la sécurité et de l'éducation, par exemple ? Abordons ces postes non négligeables, par le biais d'une anecdote personnelle, en sens inverse...

Les trois R

L'école : La fille de votre rédacteur, âgée de sept ans, fréquente une école privée de haut niveau dans notre barrio, où elle suit des cours d'espagnol le matin et d'anglais l'après-midi. Deux fois par semaine, les élèves font une excursion d'une demi-journée au campo, où ils pratiquent des activités physiques et des sports d'équipe (filles : hockey sur gazon ; garçons : football). Après l'école (également deux fois par semaine), ma fille participe à une répétition de violon avec l'orchestre de l'école primaire. Des repas chauds sont servis tous les jours à la cafétéria, mais maman et/ou papa sont généralement présents pour déjeuner dans un café voisin.

Les frais mensuels - comprenant le matériel, les repas, les activités extrascolaires, les excursions, etc. - s'élèvent à ~\$85 000 pesos... ou ~US\$600 (officiel) ; ~US\$300 (non-officiel). Par an (les frais sont facturés les 12 mois de l'année), cela revient à ~US\$7 200 (officiel) ou ~US\$3 600 (officieux). NB : On nous a gentiment suggéré plus d'une fois qu'il s'agissait d'une dépense scandaleuse et qu'une éducation de qualité dans une école privée

pouvait être obtenue pour la moitié de cette somme. C'est probablement le cas.

Vous pouvez faire vos propres comparaisons comme vous le souhaitez. Nous avons été choqués lorsque nous avons consulté le prix de l'enseignement primaire dans notre Australie natale. Selon un site Internet, les frais de scolarité dans les 30 meilleures écoles primaires privées de Sydney variaient d'environ 16 000 dollars australiens (11 000 dollars) par an à plus de 31 000 dollars australiens (21 250 dollars) dans la tranche supérieure. Les autres capitales australiennes se situent plus ou moins dans la même fourchette. Au Royaume-Uni, la moyenne s'établit à environ 14 940 £ par an (17 300 \$US) pour les étudiants privés en externat. Aux États-Unis, cela pourrait être considéré comme une aubaine.

Mais attention : Le prix mis à part, les écoles argentines sont heureusement "en retard sur leur temps", ce qui signifie qu'elles se concentrent sur des choses démodées comme la lecture, l'écriture et l'arithmétique au lieu de programmes plus à la mode sur l'équité, la diversité et l'antiracisme. Parmi les autres anachronismes pittoresques... les enseignants font encore des câlins aux enfants lorsqu'ils tombent et se cognent les genoux... le jour des sports, seule l'équipe gagnante reçoit un trophée... et pour les anniversaires, les élèves sont encouragés à apporter des gâteaux et des collations à partager... même ceux qui (gulp !) peuvent contenir des arachides.

La santé : La couverture familiale chez Swiss Medical, sans doute le meilleur fournisseur privé du pays (bien qu'il y en ait d'autres), coûte environ 70 000 pesos par mois, soit ~US\$500 (officiel), ~US\$250 (non officiel) pour une famille de trois personnes pour le plan le plus élevé proposé. Il convient de mentionner que la couverture complète comprend des éléments tels que les soins dentaires complets, le Lasik et même certaines opérations chirurgicales facultatives, selon le plan. Il n'est pas rare que les gens utilisent leurs soins privés pour couvrir une rhinoplastie, par exemple, ou même une mammoplastie d'augmentation. Encore une fois, à chacun son métier.

D'après notre expérience, les soins sont absolument excellents. Nous vivons à 5-7 minutes en voiture de trois cliniques privées Swiss Medical, et il y en a beaucoup d'autres en ville et dans le pays. Que vous arriviez pour une consultation de routine ou un test programmé, ou que vous soyez transporté en ambulance aux urgences, vous n'avez pas à craindre ce qui se trouve (ou pas) sur votre compte bancaire - il n'y a pas de quote-part. Il suffit de présenter votre carte médicale et le reste est pris en charge. De nombreux plans couvrent également les voyages internationaux, y compris vers les États-Unis (et c'est pourquoi le nôtre est environ deux fois plus cher que la plupart des autres).

Sécurité : Les sites Web gouvernementaux sont pratiquement conçus pour effrayer les citoyens et en faire des invalides recroquevillés, convaincus que le grand méchant monde est plein de dangers et de menaces à chaque tournant. Et certes, la gestion des risques fait partie de la vie. La vérité est que la criminalité ressemble beaucoup à l'immobilier dans la mesure où, même dans une ville donnée, tout est question d'emplacement, d'emplacement et d'emplacement. Il y a des quartiers de Buenos Aires que votre rédacteur en chef ne rêverait pas de parcourir, même en plein jour. Il en va de même pour pratiquement toutes les grandes métropoles de la planète. Nous avons vécu à New York, à Londres et Mexico. Nous avons vu une bande d'adolescents attaquer un groupe d'acheteurs chinois dans le métro parisien... nous avons vu une jeune femme se faire agresser devant un bar à tapas à Madrid... et nous avons entendu des coups de feu résonner dans la nuit lorsque nous vivions à Baltimore. (Alors que nous résidions à Charm City, un intrus s'est même introduit dans notre appartement du 5ème étage par l'escalier de secours... alors que nous étions encore à la maison).

Chaque ville a ses zones désirables... et ses zones moins désirables. Souvent, comme c'est le cas à Baltimore, la différence se mesure à quelques pâtés de maisons. Et pourtant, le meilleur quartier d'une ville "dangereuse" est souvent beaucoup plus sûr que le quartier le plus miteux d'une ville "sûre". Comme le savent tous ceux qui ont visité de nombreuses métropoles, un peu de bon sens ne fait pas de mal. Nous vivons dans la capitale argentine (par intermittence) depuis plus de dix ans et n'avons jamais eu de problèmes. Les rares fois où nous avons entendu parler d'une personne ayant eu des problèmes, c'était généralement parce qu'elle jouait sur les proverbiales voies ferrées. Bien sûr, un homme peut ne jamais quitter son bunker, verrouiller les portes, surveiller chaque livraison, s'isoler complètement de la société... et quand même glisser dans la douche et se fendre le crâne en solitaire.

Dans la plupart des cas, la criminalité à Buenos Aires ne se voit pas. Vous avez plus de chances d'être "volé" avec un faux billet ou de perdre un sac non visible (remarque : ne suspendez pas de sac à main ou de sac à dos au dossier de votre chaise).

Il existe une myriade d'autres considérations à prendre en compte pour choisir son propre paraíso (dans la mesure où il existe) : langue, climat, culture, mode de vie, etc. Les incertitudes sont nombreuses, certes, mais elles ne doivent pas devenir si étouffantes qu'on en oublie de vivre. Les incertitudes sont nombreuses, certes, mais elles ne doivent pas devenir si étouffantes que l'on oublie de vivre. "Rien n'est construit sur la pierre", a écrit un jour Borges, "tout est construit sur le sable, mais nous devons construire comme si le sable était de la pierre".

Après soixante-dix ans de soleil... et soixante-dix ans d'obscurité... on peut se demander si l'Argentine retrouvera un jour sa fortune perdue. Quoi qu'il en soit, à ce moment étrange de notre vie, nous nous sentons chez nous.

Et maintenant, quelques autres idées fausses...

Que se passe-t-il lorsque vous allez à la banque et découvrez que vos économies ont été "réévaluées" par votre gouvernement ? Lorsque le pécule de retraite que vous avez soigneusement épargné pendant toute votre vie active vaut soudain la moitié, le tiers, le quart de ce qu'il valait hier ?

Comment investir lorsque votre argent perd non pas "seulement" 7, 8 ou 9 % par an, mais 70, 80, 90 % et plus ?

Plus tôt cette semaine, nous nous sommes assis avec un entrepreneur en série, un investisseur, un auteur et le fondateur et PDG d'Inversor Global, Sr. Federico Tessore.

N'étant pas étranger à la volatilité extrême des marchés et à l'incertitude politique dans son pays d'origine, l'Argentine, Federico a néanmoins fait de son entreprise de recherche financière l'une des plus prospères du monde hispanophone (ne vous inquiétez pas... la conversation est en anglais), avec des centaines de milliers de lecteurs dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Europe.

Sa chaîne très populaire #FedeTessoShow sur Youtube compte près d'un quart de million d'abonnés, que Fede guide à travers les tenants et aboutissants de l'investissement sur les marchés complexes du monde entier.

Pendant une heure environ, nous avons discuté des leçons tirées de la "fin del mundo" ainsi que de son excellent livre, *Argentine Power : How to Return to being the Richest Country in the World* (en espagnol).

Alors, s'il vous plaît, prenez une chaise et profitez de notre conversation avec Sr. Tessore, ci-dessous... et n'oubliez pas de partager notre émission avec vos amis dans le monde anglophone et hispanophone.

Et ce sera tout pour un autre Sunday Sesh, cher lecteur. Nous vous écrirons la semaine prochaine sous l'œil vigilant et art déco du Cristo Redentor. En attendant, Bill reviendra demain avec ses réflexions quotidiennes habituelles.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Extinction des feux !

**Les sincères Planet Savers vont-ils plonger le monde dans l'obscurité
une fois de plus ?**

Recherche privée Bonner 9 septembre 2022

Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Paris, France...



L'Europe est dans une situation délicate. Elle s'y est mise toute seule.

Elle a fermé son économie lors de la panique de Covid. Elle a maintenu ses taux d'intérêt à un niveau bien trop bas, pendant bien trop longtemps. Elle veut se débarrasser des combustibles fossiles, dont dépendent son économie et son niveau de vie. Et maintenant, dans sa guerre par procuration malencontreuse avec la Russie, elle affronte le général Winter (l'hiver) - l'allié traditionnel de la Russie.

Nous sommes ici à Paris... en train de profiter de courtes vacances... et nous venons de terminer un petit-déjeuner à 110 dollars.

Les prix à la consommation dépendent presque tous, dans une certaine mesure, de l'énergie. Et la source d'énergie la plus importante de l'Europe est la Russie. Maintenant que les Russes ont coupé, indéfiniment, le gaz provenant du gazoduc Nord Stream 1, les prix sont à la hausse. Les prix à la consommation en Angleterre, par exemple, devraient augmenter de plus de 20 %. Voici **Bloomberg** :

La flambée des factures d'énergie menace de mettre 6 fabricants britanniques sur 10 en faillite, selon une enquête qui met à nu l'ampleur de la crise à laquelle est confronté le prochain Premier ministre.

"La crise actuelle place les entreprises devant un choix difficile", indique le rapport. "Réduire la production ou fermer boutique complètement si l'aide n'arrive pas rapidement."

Et ceci du Sun :

Sept pubs sur dix pourraient fermer définitivement cet hiver en raison de la hausse

des coûts de l'énergie, selon une enquête.

Des milliers de propriétaires, déjà ébranlés par des verrouillages covid répétés, sont au bord du gouffre suite au doublement des prix du gaz et de l'électricité.

Une autre courbe à "aplatir

L'Allemagne ferme aussi ses usines. Ses citoyens sont invités à éteindre les lumières, à baisser le thermostat et à se baigner dans l'eau froide. Les Français, quant à eux, prévoient de rationner l'électricité... mais ils se félicitent également de cette occasion de passer aux "énergies vertes", comme s'il était possible de remplacer rapidement le gaz russe par des éoliennes et des panneaux solaires.

Même la Suède, qui a résisté à une grande partie de la folie de Covid, a succombé à la propagande anti-russe. Aljazeera :

Le Premier ministre Magdalena Andersson a averti que la Suède était confrontée à la perspective d'un "hiver de guerre" en raison de la pénurie d'énergie en Europe...

S'adressant aux journalistes samedi, Mme Andersson a déclaré que les garanties [financières] visaient à donner aux groupes énergétiques "le répit dont ils ont besoin".

Et maintenant, tirée du **Covid Panic Playbook**, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, déclare que l'UE proposera un "objectif obligatoire de réduction de la consommation d'électricité aux heures de pointe" afin "d'aplanir la courbe". *<Aplatir Ursula von der Leyen et ses bureaucrates serait beaucoup plus efficace.>*

Nous avons aimé utiliser l'électricité, à la demande, quand nous le voulions, toute notre vie. Nous forcer à arrêter, c'est comme réduire les paquets ou imprimer de l'argent - une autre forme subtile d'appauvrissement.

Mais c'est pour une bonne cause, non ? Les autorités fédérales affirment qu'une diminution de la production de dioxyde de carbone entraînera une baisse des températures de surface sur la planète Terre ; "cela en vaut la peine", disent-elles. Mais nous ne savons pas encore quel en sera le prix (porter des pulls en hiver... ou **100 millions de morts** ?).

Goldman Sachs a publié un rapport cette semaine, devinant les conséquences de la coupure du gaz russe pour les consommateurs européens :

Selon nous, le marché continue de sous-estimer la profondeur, l'ampleur et les répercussions structurelles de la crise - nous pensons qu'elles seront encore plus profondes que la crise pétrolière des années 1970. Aux prix à terme actuels, nous estimons que les factures d'énergie culmineront au début de l'année prochaine à environ

500 €/mois pour une famille européenne type, ce qui implique une augmentation d'environ 200 % par rapport à 2021. Pour l'Europe dans son ensemble, cela implique une augmentation de la facture d'environ 2 milliards d'euros, soit environ 15 % du PIB.

Des économiseurs de planète déterminés

Si l'interruption de l'approvisionnement de l'Europe en combustibles fossiles permettra de purger l'air d'une certaine quantité de dioxyde de carbone, nous ne savons pas si un acte particulier de purification fera une quelconque différence. Si nous échangeons notre vieux camion Ford F150 contre un modèle électrique, cela réduira-t-il la chaleur d'un été dans le Maryland d'un centième de degré ? Ou pas du tout ? Ou resterons-nous assis dans une longue file d'attente pour être rechargés... comme les Polonais qui dorment maintenant dans leurs voitures dans les mines de charbon en attendant un sac de ce combustible sale et démodé ? Et nos centrales électriques finiront-elles par fonctionner au charbon, elles aussi, parce que les éoliennes ne pourront plus suivre ?

Nous ne savons pas non plus ce qui se passera si tout se passe "comme prévu". Supposons que nous suivons tous Janet Yellen et que nous débarrassons le monde de sa dépendance aux combustibles fossiles. Et admettons que nous en payions le prix - quel qu'il soit... peut-être le doublement du prix réel de la nourriture et de l'énergie... peut-être 100 millions de morts prématurées dues au froid ou à la malnutrition (dans des régions du monde où les gens vivent déjà sur le fil du rasoir)...

....et alors, quelle honte ce serait si en arrivant au bord de l'eau... comme les milliers d'innocents de la "Croisade des enfants" en 1212... les mers ne se séparent pas ! Quelle honte si ... malgré tous nos sacrifices et nos souffrances ... le climat continue à changer de toute façon. Quel dommage si la planète Terre ne se soucie pas vraiment de ce que nous pensons ou de ce que nous faisons.

Mais le "nous" et le "notre" cachent un grand nombre de distinctions et de flimflam. Comme tant de grandes campagnes de l'histoire, les coûts risquent de retomber principalement sur les pauvres, les faibles... et les enfants. Le prix de l'énergie pourrait doubler, mais les "décideurs" n'auront pas à expliquer à leurs enfants pourquoi ils ne peuvent pas se payer le chauffage. Janet Yellen... Ursula von der Leyen... Hillary Clinton - combien d'épargnants sérieux de la planète seront obligés de choisir entre nourrir leurs enfants et payer leur loyer ? Certains d'entre eux feront-ils la queue pour recharger leur voiture électrique... ou acheter un gallon d'essence ? Leurs jets privés seront-ils immobilisés ? Leurs cafés latte deviendront-ils inabordables ?

Et puis... quand la campagne visant à modifier les températures de la planète échouera... le reconnaîtront-ils ? Vont-ils verser des larmes, comme Robert McNamara, admettant finalement que "nous" avons tué un million de personnes au Vietnam pour rien ?

Admettront-ils qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.La mort par le gouvernement

Des millions de personnes attendent les retombées de la plus grande expérience de l'État...

Recherche privée Bonner 12 septembre 2022 , traduit de l'anglais par Nyouz2Dés



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Youghal, en Irlande...



Malgré tous les lamentations sur la crise énergétique et économique de l'Europe... Paris semblait calme la semaine dernière. Les restaurants étaient pleins. Les gens se promenaient comme d'habitude. On avait l'impression que la ville avait été envahie par le peuple lézard, qui se faisait passer pour un humain.

Tout semblait normal. Les gens agissaient normalement. Mais, comme ils le disent à la télé, l'hiver arrive.

Déjà, lors de notre voyage de retour en Irlande, en traversant la Manche puis la mer d'Irlande, les nuages sont arrivés de l'Atlantique Nord. La mer n'était pas aussi tranquille ni aussi bleue qu'il y a un mois. Au lieu de cela, elle ressemblait à un vieil homme qui commence à grisonner et à grogner ; ses meilleurs jours sont derrière lui. Attaché à un animal mourant... il doit supporter le mauvais temps à venir. Après tout, l'équinoxe d'automne n'est que dans 3 jours.

Quant aux affirmations "scientifiques" du lobby "vert", nous sommes agnostiques. Mais méfiants. Chaque fois que l'élite se lance dans une grande campagne, elle fait appel à la "science", à la religion et à la presse... et le résultat est presque toujours **une escroquerie catastrophique**.

Nous n'avons aucune raison de croire que cette fois-ci sera différente.

Nous gardons l'esprit ouvert. Mais pour l'instant, l'ancien monde semble ouvrir la voie à la nouvelle catastrophe. Désireux de couper les combustibles fossiles afin de sauver la planète... et désireux de soutenir l'Ukraine afin de sauver la démocratie... les grenouilles, les boches et les rats ont coupé leur propre approvisionnement en carburant. À venir : des mois lugubres de contemplation froide et de regrets. Bloomberg :

"La crise actuelle place les entreprises devant un choix difficile", [d'après une enquête auprès des fabricants britanniques]... "Réduire la production ou fermer boutique si l'aide n'arrive pas rapidement."

Reuters :

*L'Allemagne est confrontée à la "réalité amère" que **la Russie ne rétablira pas l'approvisionnement en gaz du pays**, a déclaré lundi le ministre allemand de l'économie, avant l'arrêt prévu par le géant public de l'énergie Gazprom des exportations vers l'Europe via le gazoduc Nord Stream 1.*

"Il ne reviendra pas ... C'est l'amère réalité", a déclaré Robert Habeck lors d'un débat avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

Mais attendez. Peut-être que cela n'a pas d'importance.

Une autre grande expérience

Et si les Néerlandais devaient baisser leurs thermostats ? Qu'importe si vous ne pouvez plus vous asseoir sous un radiateur à gaz chaud sur un trottoir de Paris ? Et vraiment, ne serions-nous pas tous mieux lotis si les cheminées fumaient un peu moins ?

Nous n'en savons rien. C'est une autre grande expérience... un "moment d'apprentissage" dans l'histoire de l'humanité. Mais les humains peuvent-ils vraiment apprendre ? Les émissions de télévision de 2022 ne sont-elles pas pleines des mêmes méchancetés et erreurs commises il y a 2 000 ans ? Nos juges d'aujourd'hui sont-ils plus sages que Salomon ? Nos amants sont-ils plus habiles que Cléopâtre ou plus infidèles que Dalila ? Nos décideurs prennent-ils de meilleures décisions que Ponce Pilate ?

Mais ceci est quelque chose de nouveau. Jamais auparavant un peuple n'a délibérément étranglé la poule qui a posé la base de toute son économie. C'est la "Grande Transition", du combustible fossile au combustible non fossile, dont les dirigeants occidentaux pensent qu'elle nous sauvera de l'apocalypse.

Ce que la "transition" signifiera à long terme, nous ne le savons pas. Mais à court terme, l'oiseau maudit risque de nous manquer. De Zerohedge :

Les rendements agricoles européens s'effondrent au milieu de la pire sécheresse depuis 500 ans

Outre les nouvelles concernant les prix record de l'électricité, un nouveau rapport troublant sur les mauvaises récoltes en Europe a été publié lundi. Selon Bloomberg, l'organisme de surveillance des ressources agricoles de l'Union européenne prévoit que les rendements de maïs pourraient chuter de près d'un cinquième en raison d'une sécheresse dévastatrice.

Avant de se plonger dans le rapport sur les récoltes, les "pierres de la faim", vieilles de plusieurs siècles, ont été récemment découvertes dans l'Elbe, qui s'écoule des montagnes tchèques à la mer du Nord en passant par l'Allemagne. Les pierres remontent à une sécheresse de 1616 et se lisent comme suit : "Wenn du mich siehst, dann weine." Cela se traduit par "si tu me vois, alors pleure".

L'avertissement figurant sur les pierres semble correct, car le rapport sur les nouvelles récoltes prévoit que les rendements du maïs chuteront de 16 % par rapport à la moyenne sur cinq ans. En comparaison, les prévisions de juillet annonçaient une baisse de 8 %.

Les prix de la viande dans les supermarchés de l'UE ont bondi de 12 % en juillet par rapport à l'année précédente. Le lait, le fromage et les œufs connaissent également une hausse record.

Cela nous laisse l'idée que l'inflation en Europe restera collante, comme l'a expliqué le chef de la banque centrale allemande, Joachim Nagel : "La question de l'inflation ne disparaîtra pas en 2023."

270 millions de morts

Une sécheresse est un acte de la nature. Les vagues de chaleur, les tempêtes, les fléaux et la peste - ils se produisent encore aussi, de manière épisodique.

Par le passé, ces catastrophes naturelles étaient beaucoup plus meurtrières qu'aujourd'hui. La révolution industrielle, alimentée par les combustibles fossiles, a donné à l'homme une marge d'erreur beaucoup plus grande. Si les récoltes étaient mauvaises dans une région, les prix augmentaient, attirant les produits d'autres régions. Si un ouragan menaçait la côte, les gens étaient avertis à l'avance ; ils pouvaient faire des réserves de papier hygiénique... mettre du contreplaqué sur leurs fenêtres (à l'aide de perceuses électriques portatives)... ou emballer la voiture et se rendre sur un terrain plus élevé.

Nous prenons tous des précautions pour nous protéger. Nous stockons des céréales pour les

"sept années de vaches maigres" qui pourraient arriver. Nous économisons de l'argent pour nous donner une "marge d'erreur". Nous enfilons une paire de bretelles, juste au cas où la ceinture lâcherait.

Depuis le début du XXe siècle, grâce à l'utilisation généralisée des combustibles fossiles, le nombre de victimes de catastrophes naturelles est relativement faible. Désormais, ce sont les catastrophes non naturelles, les "erreurs" commises par les "décideurs", qui nous inquiètent.

R.J. Rummel a écrit un livre merveilleux dans lequel il l'a expliqué en détail. Première guerre mondiale... révolution... purges... pogroms... famine intentionnelle... ubermensch... goulags... camps de concentration... les champs de bataille du Cambodge... la famine de Mao - "La mort par le gouvernement", dit M. Rummel, a coûté au monde 270 millions de vies au siècle dernier.

Combien mourront au cours du 21e siècle ? Nous attendons de le découvrir.

▲ [RETOUR](#) ▲